REVUE DE PARIS

P 911c

REVUE DE PARIS

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE

TOME SIXIÈME

Novembre-Décembre 1937

PARIS
BUREAUX DE LA REVUE DE PARIS
114, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 114

—

1937

RIODIC
GERAL
NIV. O

JUL
AND
GEO
GEO
JEA
EDO
MA
A.
FRA
★
AL

PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.

NOV 11 1937

REVUE DE PARIS

1er NOVEMBRE 1937

JULES CAMBON	*La Paix (Notes inédites - 1919)*	5
ANDRÉ BELLESSORT	*Eugène Sue*	39
GEORGES DUHAMEL	*Les Maîtres.* — Fin	65
GEORGES IMANN	*Marseille et la Commune*	109
JEAN FONTENOY	*La Guerre en Chine*	138
EDGAR NEVILLE	*Été madrilène*	154
MAURICE CAULLERY	*L'Embryologie expérimentale*	176
A. ALBERT-PETIT	*L'Histoire*	196
FRANÇOIS PORCHÉ	*Le Théâtre*	208
★ ★ ★	*Les Élections cantonales*	216
ALBERT FLAMENT	*Tableaux de Hollande*	223

LA LIVRAISON DE 240 PAGES : 7 Fr. 50

44e ANNÉE *NUMÉRO 21*

La REVUE DE PARIS il y a cent ans

(Première REVUE DE PARIS)

La REVUE DE PARIS *de novembre* 1837 *groupe des études de Granier de Cassagnac du bibliophile Jacob, de Paul de Musset, de Méry, Léon Gozlan, etc... D'un article non signé, intitulé « La Comédie-Française et M. Victor Hugo », nous extrayons les passages suivants :*

« ... Quand fut arrêté son malheureux drame intitulé *le Roi s'amuse*, M. Victor Hugo fit comparaître en justice la Comédie-Française pour lui demander raison d'une chute dont elle était innocente ; aujourd'hui, à bien meilleur droit, M. Victor Hugo cite devant les juges cette même Comédie-Française, qui manque cette fois, non pas à une pièce tombée, mais à trois drames usés, et, qui plus est, à un traité signé.

» Il y a encore de vieux juges, au tribunal de commerce, qui doivent être bien étonnés, dans le fond de leur âme, en voyant le poète assis sur le même banc que le banquier, l'agent de change, le marchand de sucre et d'indigo...

» ... D'un côté se présentait, armé de son bon droit, un des esprits les plus puissants de ce temps-ci, une imagination active, passionnée, sans frein et sans loi, mais aussi une vanité immense, incommensurable. Cet homme venait donc, et disait au juge commercial : « Je suis un commerçant comme un autre, seulement je produis des œuvres » de génie. Mon fonds de commerce, à moi, c'est l'esprit, c'est l'imagination. Voilà mon » domaine, voilà ma fabrique, voilà la terre d'où je tire mes moissons, le moulin d'où » je tire ma farine... »

» ... Il y a donc, rue de Richelieu, à Paris, une boutique de spéculateurs bas-normands qui vendent en détail, au public, l'esprit, le style et l'imagination qu'ils achètent » en gros aux producteurs... Or ces messieurs m'ont fait proposer de leur céder, à un » prix convenu, plusieurs pièces de ma récolte intellectuelle, nommées : *Hernani*, » *Marion Delorme*, *Angelo tyran de Padoue*. Après bien des allées et des venues, » il a été convenu entre moi, vendeur, et lesdits marchands de la rue Richelieu, acquéreurs, que je leur vendais et cédais, à de certaines conditions bien et dûment stipulées, » les mêmes pièces qu'ils étaient venus marchander chez moi, à savoir : *Hernani*, » *Marion Delorme*, *Angelo tyran de Padoue*...

» ... Et cependant, depuis tantôt trois ans, et malgré toute ma patience, ledit traité » n'a pas été mis en exécution et je suis encore à me demander ce que veut dire ce mot-là » — *traité*. J'arrive donc à vous, mon traité à la main, comme un simple commerçant, » et je vous dis : « *Jugez-nous* ! ».

Le collaborateur de la REVUE DE PARIS, *après avoir ainsi forgé lui-même ce plaidoyer de Victor Hugo, donne la parole aux Comédiens Français. La place nous manque pour reproduire ce second discours imaginaire. Ce qui importe au reste aujourd'hui, c'est de savoir que les drames de Victor Hugo, il y a cent ans, n'attiraient pas le public. C'est en vain que les Comédiens « s'époumonaient à souffler dans le cor fatal d'Hernani », le parterre demeurait indifférent. Aussi, à l'idée de payer* 30.000 *francs pour chacune des pièces qu'ils avaient choisies, les Comédiens étaient-ils pris de panique. « Ah ! s'il s'agissait de donner* 30.000 *francs pour une pièce de M. Scribe, ce serait autre chose. »*

Le collaborateur de la REVUE DE PARIS *suggère au tribunal de renvoyer les deux parties « ... au nouveau drame que M. Victor Hugo pourra composer ; dépens compensés par le public. »*

LA PAIX

Le texte de cet article a été rédigé[1] *d'après les conversations qu'a eues à l'époque Jules Cambon avec les siens. Les passages entre guillemets sont tirés du carnet de notes de l'ancien ambassadeur.*

Le 11 novembre 1918, à onze heures du matin, les hostilités cessèrent sur le front occidental. Les Alliés étaient vainqueurs. « Nous avons gagné la guerre, déclarait le soir même M. Clemenceau ; maintenant, il va falloir gagner la paix, et ce sera peut-être plus difficile. » Cette difficulté préoccupait Jules Cambon depuis plusieurs mois. La poursuite de la lutte avait été si dure qu'elle avait absorbé les énergies de tous les Gouvernements. Il s'agissait cependant de refaire la carte de l'Europe, et même celle du monde. En assurant aux peuples une paix fondée sur le droit, il fallait prévenir le retour de la catastrophe.

Les Gouvernements alliés avaient, il est vrai, déjà défini leur position de principe sur la nature de la paix.

Nous rappelons, à ce propos, les déclarations françaises du 30 décembre 1916 et du 10 janvier 1917, les célèbres quatorze points du président Wilson et la déclaration des Alliés du 4 novembre. Sur les principes, l'unanimité s'était faite, mais un traité de paix ne contient pas que des principes. Les difficultés, tous s'en rendaient compte, allaient porter sur les conditions dans lesquelles ces conceptions communes pourraient être matériellement réalisées. La préparation de

1. Par Madame G.-R. Tabouis.

cette énorme tâche avait été confiée, en France, à deux Comités qui, en novembre 1918, n'avaient pas terminé leurs travaux. Ceux-ci, et les études entreprises dans le même but par nos Ministères, furent cependant utilisés par M. Tardieu pour la rédaction d'un rapport d'ensemble, qui devint le programme de la délégation française à la Conférence de la Paix.

Au lendemain de l'armistice, M. Clemenceau avait demandé aux autres chefs des Gouvernements alliés de se réunir aussi rapidement que possible pour élaborer en commun les futures conditions de paix. Le président Wilson répondit qu'il pourrait se trouver à Paris dès les premières semaines de décembre.

*
* *

Nous ne voulons pas entrer ici dans les détails des négociations des Traités de Paix. D'autres, plus qualifiés, en ont écrit l'histoire. Nous nous bornerons à évoquer, au sujet de ces négociations, quelques impressions de Jules Cambon.

Un décret, en date du 8 janvier 1919, fixait la composition de la délégation française. L'ambassadeur écrivait à ce propos, le 16 janvier :

« Les délégués de la France au traité de la paix ont été désignés : ce sont : MM. Clemenceau, président du Conseil ; Pichon, ministre des Affaires étrangères ; Klotz, ministre des Finances ; Tardieu, haut commissaire aux affaires américaines, et moi.

» Il m'est revenu que plusieurs ministres, notamment M. Clémentel, du Commerce, et M. Loucheur, de l'Armement, désiraient faire partie du Congrès.

» M. Leygues a parlé en leur nom et fait remarquer, à propos de M. Tardieu et de moi, que, sans doute, il vaudrait mieux que des ministres fussent délégués, puisque le traité à conclure engagerait la responsabilité du Gouvernement.

» Cette observation, qui pourrait être faite à propos de toutes les négociations diplomatiques, a été relevée par M. Clemenceau, qui a parlé des services de M. Tardieu et des miens, et a ajouté que nous avions sa confiance.

» Le Conseil n'a pas insisté.

» J'ai vu Clemenceau. Je l'ai remercié. Je lui ai parlé de l'organisation du travail de la Conférence.

» Il m'a dit que cela lui était indifférent ; qu'il avait ses idées sur deux ou trois points essentiels ; que le reste lui était égal.

» Je lui ai fait remarquer que de la procédure dépendait tout le reste ; qu'une locomotive ne pouvait pas marcher si on ne la mettait pas sur des rails, et j'ai fait allusion à la politique de Talleyrand au Congrès de Vienne.

» Là-dessus, il m'a répondu que j'étais une vieille perruque bonne pour la diplomatie de la Restauration ou même de Louis XIV.

» Ces gens-là, lui dis-je, ont fait pourtant de bonne besogne. Puissions-nous en faire d'aussi bonne ! »

M. Tardieu, lorsqu'il avait été chargé par Clemenceau d'élaborer le programme et les conditions de travail de la Conférence, avait mis sur pied, en quelques semaines, ce travail considérable. Son projet rappelait qu'il s'agissait de préparer, par le règlement de la guerre, l'organisation nouvelle des relations internationales sur les bases générales énoncées dans le message du président Wilson et dans la déclaration des Alliés du 4 novembre 1918.

Il classait de la manière suivante les divers ordres de négociations :

1° Fixation des principes directeurs ; 2° Problèmes territoriaux ; 3° Problèmes financiers ; 4° Problèmes économiques ; 5° Fonctionnement de la Société des Nations ; 6° Ordre proposé pour l'examen des problèmes territoriaux et politiques [1].

Enfin, il fixait les organismes qui allaient avoir à se répartir les travaux : Secrétariat général, Comité de vérification des pouvoirs, Comité de recherches, Commissions, Sous-Commissions, soit cinquante-huit groupements qui devaient tenir plus de quinze cents séances.

Parmi les membres de la délégation anglaise, il en était un, lord Hardinge, qui connaissait bien Jules Cambon. Il vint le voir dès son arrivée à Paris, en janvier.

« Inquiet de savoir avec qui on va traiter, il estime, note Jules Cambon, que, comme Bismarck en 1871, nous devrions

1. André Tardieu, *la Paix*.

réclamer d'avoir devant nous un Gouvernement régulier : d'où nécessité d'élections en Allemagne. Les élections, malheureusement, auront pour résultat de resserrer l'unité allemande.

» Lord Hardinge me demande alors quel est mon sentiment au sujet de l'extradition de Guillaume II [1].

» Je lui réponds que, quant à moi, je ne vois pas la nécessité de faire de l'ex-empereur un martyr. Il n'est pas digne de Sainte-Hélène et je ne verrai qu'une cause d'embarras dans toute action qui tendrait à l'enlever à la vie misérable et méprisée dans laquelle il est confiné.

» Lord Hardinge est du même avis, mais il convient que les élections anglaises se sont faites sur deux idées : paiement de compensations par l'Allemagne [2], punition de l'Empereur.

» Il faut espérer que le bon sens l'emportera.

» J'ai ajouté qu'il y avait grand intérêt à ne pas paraître séparer l'Empereur de la nation allemande, ni dégager celle-ci de ses propres responsabilités en punissant son chef. »

Le 6 janvier, à son retour de Rome, le président Wilson aurait désiré voir s'ouvrir immédiatement la Conférence. « Arrivé à Paris depuis trois semaines, écrit le général Mordacq, il trouvait que la vieille Europe mésestimait un peu trop le prix du temps. Il faisait en outre connaître qu'étant donné ses fonctions de chef de gouvernement, il lui serait impossible de rester en France plus d'un mois au maximum. »

Selon Jules Cambon, le chef du Gouvernement américain envisagea même, alors, la possibilité de remettre *sine die* la date d'ouverture de la Conférence. M. Clemenceau s'y opposa en invoquant l'état des opinions publiques et la nécessité de ne pas permettre à l'Allemagne de rejeter sur les Alliés la prolongation de la situation. C'est dans ces conditions que l'ouverture de la Conférence fut fixée au 18 janvier.

Jules Cambon se montrait à ce moment assez pessimiste : « On se réunira moins pour faire quelque chose que pour faire croire qu'on a fait quelque chose, et j'ai bien peur que

1. Du 1er au 4 décembre 1918, M. Clemenceau avait eu à Londres, avec MM. Lloyd George, Orlando et Sonnino, une série d'entretiens au cours desquels il avait été décidé de demander à la Hollande l'extradition de Guillaume II et de son fils.

2. Au cours de la campagne électorale qui eut lieu en Grande-Bretagne, en décembre 1918, Lloyd George n'avait pas hésité, dans un discours prononcé à Bristol, le 11 décembre, à fixer à 600 milliards de francs l'indemnité à exiger du Reich.

l'explosion de l'opinion contre l'incapacité des Alliés à prendre des décisions ne soit que retardée. »

Il estimait, en tout cas, qu'avant l'ouverture de la Conférence il importait de sonder les sentiments des petites puissances et de leur témoigner toutes les attentions possibles.

Il note à ce propos : « M. Clemenceau, à la réunion des chefs de Gouvernements, est bien intervenu pour faire attribuer aux réunions plénières trois délégués à la Belgique et à la Serbie, qui avaient protesté contre la réduction de leur délégation.

» Il a eu gain de cause, mais voici que la Grèce se plaint à son tour. »

Le 18 janvier, Jules Cambon assistait à l'ouverture officielle de la Conférence.

« La séance, note-t-il, a été ouverte par le président de la République à trois heures. M. Poincaré a prononcé un discours un peu long, dans lequel il a eu soin de rappeler la part que chaque pays allié a eue dans la guerre.

» En terminant, le président de la République a rappelé qu'il y a quarante-huit ans, jour pour jour, l'empire d'Allemagne était proclamé dans la Galerie des Glaces à Versailles :

» Nous nous sommes réunis pour détruire et remplacer ce qui a été fait ce jour-là.

» Après le départ de M. Poincaré, M. Clemenceau a proposé de nommer le président de la Conférence.

» M. Wilson s'est levé et a soutenu la candidature de M. Clemenceau. Il a fait le plus grand éloge du président du Conseil et a fini en disant que ce n'était pas seulement parce que la France offrait l'hospitalité à la Conférence qu'il demandait l'élection du chef de son Gouvernement, mais parce qu'il fallait nommer M. Clemenceau à titre personnel.

» M. Lloyd George a appuyé la proposition de M. Wilson. Enfin, M. Sonnino a joint sa voix à celles du Président américain et du Premier anglais.

» M. Clemenceau a remercié avec beaucoup d'émotion.

» On a ensuite désigné M. Dutasta comme secrétaire général.

» Chacune des grandes puissances désigna un vice-président.

» M. Wilson, dans son discours, avait appelé M. Clemenceau

« le grand jeune homme de France ». L'interprète, M. Mantoux, cédant au souvenir du nom qu'on donnait à Gladstone, a dit, dans sa traduction : « le grand vieillard de France, » « *the great old man* ». M. Balfour et M. Lloyd George ont rectifié ; cela a fait beaucoup rire. »

La tâche imposée aux négociateurs de la paix était immense, telle qu'il parut bientôt nécessaire de confier les responsabilités essentielles à MM. Wilson, Clemenceau, Lloyd George et Orlando. Les autres délégués des grandes puissances ne jouèrent plus dès lors qu'un rôle technique.

Jules Cambon s'intéressa pour sa part, au cours de ces tractations, à toutes les négociations qu'il lui fut matériellement possible de suivre. Les autres, et plus particulièrement celles qu'il considérait comme essentielles pour l'avenir de notre pays, le rendaient soucieux. Il avait le sentiment des difficultés que nous imposait notre coopération avec de grandes nations, dont aucune ne possédait de frontière commune avec l'Allemagne.

Ces préoccupations, en ces derniers jours de janvier, coïncidèrent avec celles que causait à M. Clemenceau l'attitude du président Wilson. Les sentiments de ce dernier, à l'égard de notre pays, ne faisaient aucun doute. Lorsque, le 4 février, le chef d'État américain fut reçu au Palais-Bourbon, il adressa à nos députés les paroles suivantes : « L'Amérique paya sa dette de gratitude envers la France. Elle fit plus ; elle contribua à réunir les forces du monde afin que la France ne sentît plus jamais son isolement, afin que la France sentît que son péril n'était pas un péril solitaire et qu'elle n'aurait plus jamais à se poser la question de savoir qui viendrait à son aide. » Cependant, l'Europe se trouvait loin des États-Unis et, à la Maison-Blanche, on s'était plutôt attaché à élaborer une Charte nouvelle pour le vieux monde qu'à étudier les nécessités matérielles dont toutes les nations européennes avaient toujours dû tenir compte.

Ces grandes assises internationales établissent entre hommes d'État des contacts personnels d'un réel intérêt. Il en fut de même à la Conférence de la Paix, et c'est ainsi que Jules Cambon eut une série d'entretiens, dont quelques-uns méritent

d'être rappelés. Le 25 janvier, il eut avec M. Vandervelde, chef du parti socialiste belge, et délégué à la Conférence, une conversation dont il crut bon de noter l'essentiel.

« Il me parla, écrit l'ambassadeur, des revendications de la Belgique sur la navigation de l'Escaut, sur le droit de communiquer avec le Rhin, à travers le Limbourg.

» Il se déclara hostile à tout accroissement territorial. Cependant, il demanda une rectification de frontière du côté de Malmédy, qui restituerait à la Belgique les parcelles des pays wallons qui ont été attribués à la Prusse par le Congrès de Vienne. Enfin, il se félicita, qu'en ce qui concerne le Luxembourg, la France fût d'accord avec la Belgique.

» En réalité, le programme de Vandervelde ne diffère pas de celui des autres partis belges.

» M. Vandervelde me parla ensuite de la situation intérieure de la Belgique.

» Puis, il me parla de la rive gauche du Rhin, et, comme unique représentant du parti socialiste à la Conférence, il se montra hostile à toute annexion des provinces rhénanes à la France.

» Je lui répondis qu'en tous cas, il était nécessaire pour la Belgique et pour la France qu'elles fussent mises à l'abri de brusques agressions comme celle de 1914, que, par conséquent, tout établissement militaire et tout rassemblement de troupes, hormis celles de la police, devraient être interdites dans un certain rayon.

» M. Vandervelde me fit alors remarquer qu'il faudrait peut-être prendre des précautions de même nature pour protéger l'Allemagne. A quoi je lui répondis que le *no military land* qui serait établi pour nous protéger, protégerait également l'Allemagne. »

Jules Cambon connaissait les idées de notre haut commandement sur le futur régime stratégique de la rive gauche du Rhin. Dès le 27 novembre 1918, le maréchal Foch, dans une note adressée à M. Clemenceau, à la demande de ce dernier, avait exposé la nécessité de fixer au Rhin la frontière stratégique occidentale de l'Allemagne. Le 10 janvier, ces idées firent l'objet d'une seconde note, également communiquée aux commandants en chef des armées alliées. Le Gouvernement

français accepta, en principe, ces propositions, et M. Tardieu fut chargé de préparer un mémoire qui devait servir de base aux prochaines négociations entre la France et ses Alliés. Les conclusions de ce travail fixaient au Rhin la frontière allemande, mais évitaient toute annexion de territoire.

Les Commissions de la Conférence commencèrent leurs travaux au début de février.

Jules Cambon fut nommé successivement président de la Commission pour les affaires grecques, de celle pour les affaires tchécoslovaques et de celle chargée des questions polonaises.

Les séances se succédèrent sans relâche ; trois se tenaient parfois dans la même journée, malgré des convocations aux réunions du Conseil suprême !

« Je viens, note Jules Cambon, le 6 février, d'être désigné pour représenter la France dans la délégation des grandes puissances chargées d'étudier la question grecque.

» J'ai ouvert la séance de la Commission d'études à quatre heures. Après quelques mots de bienvenue, j'ai invité la Commission à nommer son président et son vice-président.

» Elle m'a donné la présidence et a nommé vice-président le premier ministre canadien, Sir Robert Borden. »

Au cours des travaux de cette Commission, Jules Cambon vit souvent M. Venizelos. L'esprit captieux de celui-ci inspirait quelque méfiance à l'ambassadeur, qui admirait cependant les inépuisables ressources et l'habileté consommée du « Crétois ».

Du 23 février au 14 mars, la Commission qui élaborait le statut de la Société des Nations travailla presque chaque soir à l'hôtel Crillon, dans l'appartement du colonel House. Le président Wilson participait à ces réunions, et ce fut lui qui, le 14 février, exposa à la séance plénière de la Conférence le projet qui avait été établi.

Jules Cambon assistait à cette grande séance. Il fut frappé par le caractère idéologique des propositions que formulait avec une conviction entière le président Wilson.

« Il avait demandé, note Jules Cambon, qu'une Bible fût placée sur la table de la Conférence, et c'est la main sur ce volume qu'il a commencé sa lecture.

» MM. Balfour, Orlando et Bourgeois ont ensuite parlé, ainsi que M. Hugues et le premier délégué japonais.

» Le projet, au fond, a été rédigé par M. Wilson, qui sait que le Sénat de Washington entend ne pas être entraîné à la guerre malgré lui, et, par suite, il en a été omis tout ce qui entraîne une action automatique de la part des puissances associées.

» Fort bien, mais la Belgique et la France auraient le temps d'être égorgées avant que l'entrée en action de la Société des Nations fût seulement décidée, si cette dernière n'est point automatique et si elle est soumise à l'approbation préalable des Parlements.

» Il y a là une lacune qui dissimule la possibilité d'un dissentiment grave entre les États-Unis et l'Angleterre, d'une part, et la France d'autre part. »

Jules Cambon était assis à côté de Léon Bourgeois lorsqu'à l'hôtel Crillon, trois jours auparavant, celui-ci avait proposé de doter la Société des Nations des moyens de faire respecter ses décisions. Le président américain fit rejeter cette proposition.

Léon Bourgeois ressentit vivement son échec et « se tournant vers moi, raconta Jules Cambon, il me fit part de son impression avec amertume. M. Wilson venait, à ses yeux, de porter un coup funeste à l'institution que tous deux voulaient fonder. Tous deux s'en disputaient la paternité et, dans leur empressement jaloux à patronner la future Société, ils montraient, par leurs dissentiments mêmes, que les amis les plus passionnés de la paix n'en sont toujours pas moins prêts à la dispute. »

Les principes qui étaient la base de la Société des Nations, les méthodes de diplomatie que l'on entendait y instaurer sous l'influence des conceptions wilsoniennes, d'une part, et de la presse américaine, d'autre part, faisaient, dès l'abord, concevoir à Jules Cambon quelques inquiétudes sur l'avenir de cette institution.

« La politique internationale, notait-il alors, se fera, grâce à la Société des Nations, au grand jour ; on y voit là une garantie de paix. J'y consens, mais croit-on cependant que la masse du public pénétrera les motifs des décisions de

la Société des Nations avec plus de justesse qu'elle ne faisait jadis des résolutions de Choiseul ou de Talleyrand? La politique internationale traite d'une nature d'affaires où l'étranger a, tout autant que nous, le droit d'avoir un avis et de nous le faire sentir. Le public sera toujours mal placé pour en juger. L'opinion commune, pas plus qu'elle ne comprenait les patients efforts de la diplomatie pour ajuster les intérêts opposés qu'elle cherchait à concilier, ne se rendra compte de ce qui se passera dans les coulisses de la Société des Nations.

» Il y a au surplus quelque contradiction dans ce qu'on attend de la Société des Nations; on veut qu'elle impose la paix à ceux qui menacent de la troubler, et que, pour y parvenir, elle veille au maintien du *statu quo* européen; en même temps on la considère comme un agent de progrès répondant aux aspirations des peuples et secondant le développement de la démocratie dans le monde. C'est là que gît la difficulté de sa tâche.

» L'homme n'est pas aussi changé qu'on pense. Il obéit toujours aux mêmes instincts, et la Société des Nations échouerait si elle prétendait faire obstacle aux mouvements qui sont la manifestation même de la croissance des peuples. La difficulté sera toujours de distinguer si ces fermentations qui, de temps à autre, troublent la surface du monde, sont un inutile et infécond désordre, ou, tout au contraire, les premiers symptômes d'une vie naissante. Qui sera le juge de tout cela?

» La Société des Nations ne pourra donc pas obéir à des idées absolues, ni à des principes dogmatiques. Comme elle poursuit une œuvre politique, elle se conduira suivant les règles de la politique. Elle tiendra compte de l'impérieuse réalité; elle saura que le premier besoin des nations est d'assurer leur sécurité; par la force même des choses, elle aura à concilier la conception nouvelle qui a présidé à son propre établissement avec la nécessité des accords particuliers que les nations peuvent être amenées à former entre elles. »

Les appréciations que, si rapidement, Jules Cambon formulait à propos de la Société des Nations portaient sur des questions de fait, dont l'avenir devait accuser les points faibles. Nous nous abstenons de faire à cet égard les rappro-

chements que l'histoire de ces dernières années autorise. Bornons-nous à constater que Jules Cambon se montrait relativement optimiste lorsqu'il s'abstenait, dès ce moment, d'évoquer la possibilité d'une non-signature par les États-Unis du « Covenant » que le président Wilson proposait à l'Europe.

Quelques jours plus tard, un attentat faillit coûter la vie à M. Clemenceau. L'émotion fut générale.

« Ce matin-là, écrivit Jules Cambon (le 19 février), comme j'entrais dans la salle du Ministère où se réunissait la Commission des Affaires grecques, mon secrétaire, M. Hermite, m'annonça que Clemenceau avait été l'objet d'un attentat et qu'il était blessé.

» Je me rendis aussitôt chez M. Clemenceau avec M. Dutasta. Nous trouvâmes la rue Franklin pleine de monde.

» M. Pichon sortit de la chambre. Il avait vu les professeurs Gosset et Tuffier, qui l'avaient rassuré. Cependant, on souhaitait que le blessé ne vît personne et que nous n'entrions pas chez lui. Son frère, Albert Clemenceau, téléphonait. Il y avait un peu trop d'agitation dans la maison, il ne fallait pas y ajouter. »

Le lendemain, 20 février, Jules Cambon retourna chez M. Clemenceau. Le frère de celui-ci lui déclara que le président du Conseil allait aussi bien que possible. Les crachats étaient rouillés ; la balle avait pénétré au bas du poumon droit, à un quart de centimètre de la colonne vertébrale. L'ambassadeur fut rassuré.

*
* *

En ces jours de février, des concentrations de troupes allemandes sur la frontière orientale du Reich causèrent à Paris de sérieuses préoccupations. Le 14, M. Clemenceau avait adressé aux Polonais un télégramme les assurant de l'appui matériel et moral des Alliés. Les Allemands furent invités, à la veille du troisième renouvellement de l'armistice (19 février), à cesser ces préparatifs militaires. C'est dans ces conditions qu'au lendemain de l'attentat contre M. Cle-

menceau se réunit la Commission pour les affaires de Pologne: Jules Cambon y représentait la France ; sir William Tyrrell, l'Angleterre ; M. Bermann, les États-Unis ; et le marquis de la Torreta, l'Italie.

Dès sa première séance, cette Commission se prononça pour le renvoi dans leur pays des légions polonaises et du matériel de guerre qui se trouvaient en France. Elle priait Jules Cambon de faire part de cette résolution au Conseil Suprême, tandis qu'elle invitait les autorités polonaises à lui indiquer dans quelles conditions territoriales une Pologne pourrait être reconstituée. De ce dernier point de vue, un très récent entretien avec M. Dmowski avait d'ailleurs fourni à Jules Cambon certaines précisions. Le représentant polonais avait plaidé la cause de son pays, en prodiguant les compliments au diplomate français. Ce dernier, bien que touché, ne pouvait s'empêcher de noter : « Quel ennui d'inspirer confiance à tant de gens ! »

*
* *

Le 6 mars, un dîner à l'ambassade du Japon inspirait à l'ambassadeur les réflexions suivantes :

« Les femmes japonaises ont l'air de miniatures, habillées à l'européenne, mais leur gracilité n'est pas sans charme.

» Vesnitch, le ministre de Serbie, se trouvait là, toujours se plaignant. La passion qu'il y met lui ôte de l'autorité.

» Il me conte une chose intéressante. Le 25 juillet 1914, Szögenyi, mon collègue autrichien à Berlin, télégraphiait, de la part de M. de Jagow, à Vienne, de se hâter et d'agir vite, parce que le chancelier serait peut-être forcé de déconseiller la guerre. Vesnitch a le télégramme en mains, que lui a communiqué un Slovène, qui était au bureau du chiffre au Ballplatz, le Ministère autrichien des Affaires étrangères, et voilà, une fois de plus, la duplicité allemande dévoilée[1] ».

A l'Opéra, le 16 avril, Jules Cambon assista à l'entrée de Paderewski dans la loge présidentielle. « Ce fut, dit-il, un véritable coup de théâtre. L'hymne national polonais retentit ;

1. C'est postérieurement à 1918 que les télégrammes du Comte Szögenyi ont été publiés.

la salle, debout, agitait des mouchoirs et acclamait le premier délégué polonais : Bravo ! Bravo ! Paderewski se leva et salua d'un large salut présidentiel, un salut d'estrade de concert. Sa loge rutilait d'aides de camp. Seuls, les Anglais présents dans la salle demeurèrent réservés. Au fond d'eux-mêmes, ils reprochaient aux Polonais de leur avoir envoyé un pianiste comme plénipotentiaire. »

Cependant, les Commissions poursuivaient leurs travaux. Celle qui s'occupait de la Tchécoslovaquie tint sa première réunion le 27 février. Jules Cambon en fut nommé président. Ces fonctions devaient faire naître entre lui et MM. Bénès et Osuski une amitié qui ne se termina qu'à la mort de l'ambassadeur.

La discussion des frontières en Bohême et Moravie provoqua immédiatement de sérieuses difficultés. « On se demanda, écrivait Jules Cambon, s'il convenait d'attribuer au nouvel État les frontières de la Bohême telles qu'elles étaient délimitées du temps de l'Autriche, ou de les restreindre de façon à laisser en dehors trois millions d'Allemands qui, alors, grossiraient le chiffre de la population de l'État allemand.

» Économiquement et géographiquement, la frontière ancienne devait être maintenue dans l'intérêt des deux éléments de la population. Le délégué italien, qui comptait certainement invoquer ailleurs, en faveur de l'Italie, des raisons stratégiques pour la délimitation des frontières, fit valoir ces considérations pour assurer la sécurité du nouvel État. Il demanda que les montagnes de la Bohême constituassent la frontière.

» Le délégué américain déclara, par contre, que son pays se refusait à tenir compte de considérations stratégiques.

» Je ne pus m'empêcher de lui répondre, et nos collègues en sourirent, que les Américains étaient trop désintéressés de la sécurité européenne ; que, quand on est près de l'incendie, on a un certain goût pour les pompiers, et que les considérations stratégiques pèsent de quelque poids dans l'esprit des gens exposés tous les jours à la bataille.

» Là-dessus, le deuxième délégué américain invoqua l'existence de la future Société des Nations. Je terminai cet

échange d'observations en déclarant qu'il fallait tout de même, pour se reposer sur la Société des Nations, attendre de voir comment elle fonctionnerait.

» Il fut décidé finalement que les Allemands de la Bohême feraient partie du nouvel État.

» On passa ensuite à l'examen de la frontière silésienne et à la question de Teschen, qui divisait les Tchèques et les Polonais.

» On me demanda ce qui avait été décidé à la Commission polonaise et je fus chargé d'accorder les flûtes des deux Commissions. »

Les études de plus en plus approfondies des questions multipliaient les difficultés et celles-ci obligeaient les Commissions à en référer au Conseil des Dix.

Le 26 février, Jules Cambon, en sa qualité de président de la Commission polonaise, et le maréchal Foch furent entendus par le Conseil Suprême.

Convenait-il de prendre des mesures militaires pour s'opposer à l'action conjuguée des éléments allemands et russes qui tentaient de créer à l'est une situation nouvelle? Jules Cambon déclarait que la paix devait être imposée à l'est comme à l'ouest. Il fallait agir pour ne pas se heurter, lors de la signature du traité de Paix, à un état de fait plus fort que des textes, et qui risquerait d'engendrer de nouveaux conflits.

Le maréchal Foch insistait également sur l'envoi en Pologne d'une armée suffisante pour assurer l'existence du pays. Cette manière de voir fut approuvée. « C'est une chose à noter, remarquait à ce propos Jules Cambon, qu'avant même que d'être constituée, la Pologne réapparaisse avec son double caractère historique de rempart contre la barbarie russe et de contrepoids à la puissance allemande. »

A la fin de février, le Conseil Suprême tenait deux séances par jour. Il prenait des décisions d'une urgence absolue sur les régions dévastées, le renouvellement de l'armistice, les affaires russes. Conformément au désir exprimé par le maréchal Foch, il amorçait l'étude du futur désarmement de l'Allemagne. Sur les questions essentielles, le travail n'avançait guère. En l'absence de M. Clemenceau et du président

Wilson, on ajournait les décisions. Les discussions n'en étaient pas moins vives.

Jules Cambon ne pouvait s'empêcher de faire l'observation suivante :

« Le président Wilson prétend instaurer la justice sur la terre, et nous sommes obligés de nous contenter de faire pour le mieux. Dans ces parties de l'Europe orientale, où les nationalités sont mêlées et les frontières incertaines, c'est poursuivre la quadrature du cercle que de chercher des frontières qui ne froissent aucune conscience, ni aucun intérêt.

» De combien d'injustices chargeons-nous l'œuvre de bonne foi que nous cherchons à accomplir ? Quelles semences de haine laissons-nous tomber sur un sol ravagé ?

» Si on y pensait trop, on n'oserait pas aboutir, et la paix du monde veut qu'on aboutisse. »

Le 3 mars 1919, à deux heures et demie, Jules Cambon entendait en sous-commission le général Le Rond résumer une étude sur les frontières polonaises.

Une heure plus tard, il présidait la réunion au cours de laquelle les délégués des petites puissances désignaient leurs représentants aux Commissions financières et économiques.

A cinq heures, il dirigeait, à la Commission tchécoslovaque, de difficiles débats sur le tracé de la frontière de la future République.

Cette journée inspirait à l'ambassadeur les réflexions suivantes : « A trois heures et demie, la réunion des petites puissances s'est annoncée orageuse.

» Tous les délégués s'étaient réunis le matin entre eux et ils avaient décidé de réclamer dix délégués dans chacune des deux Commissions, la financière et l'économique, et d'ajourner toute désignation jusqu'à ce que le Conseil supérieur de la Conférence eût délibéré sur cette demande.

» On a eu la sottise d'admettre à la Conférence, à côté d'une Belgique, d'une Serbie et d'une Grèce, des États comme l'Équateur, Cuba, Haïti et même le Brésil, qui n'ont rien fait que de rompre leurs relations avec l'Allemagne.

» On a ainsi donné la majorité à des individualités qui ne cherchent, dans les travaux de la Conférence, que des succès

personnels et qui n'ont pas eu de contacts avec les réalités de la guerre.

» Pendant que ces messieurs délibéraient, je me rendis dans le cabinet du ministre, où se tenait le Conseil supérieur : il était déjà fini et on y prenait le thé en mangeant des brioches dans un coin.

» La fameuse séance où devait être réglée la situation militaire à faire à l'Allemagne n'avait pas abouti. Pendant plus d'une heure, on avait délibéré sur les observations grammaticales de M. Balfour au sujet du sens du mot « définitif ».

Ce fut au début de mars que le Conseil supérieur étudia le rapport de la Commission des Affaires belges.

A l'origine, M. Clemenceau avait pensé garantir la Belgique et la France en les rendant complètement solidaires l'une de l'autre. La réalisation d'un pareil projet ne pouvait s'effectuer que si les revendications belges à la Conférence recevaient tout d'abord satisfaction par l'abrogation des traités de 1839 qui garantissaient la neutralité belge.

Le 8 mars, les conclusions du rapport technique, favorables à cette abrogation, furent adoptées par le Conseil des Dix.

Jules Cambon constata qu'une décision aussi importante, tout en répondant aux vœux des Belges, n'en était pas moins susceptible de provoquer ultérieurement des malentendus.

« Je crains, disait-il, que, sous couleur de fortifier la Belgique, la suppression de sa neutralité garantie ne l'affaiblisse.

» La Belgique s'imagine volontiers que sa neutralité n'a pas d'autre objet qu'elle-même. C'est une erreur. Dans l'esprit des Gouvernements européens, la neutralité belge était une garantie contre la prétendue politique d'envahissement de la France et contre sa volonté de déchirer les traités de 1815. C'était un dogme pour la vieille diplomatie européenne que la France avait été et serait toujours le trouble-fête de l'Europe.

» La Prusse avait grand soin d'entretenir cette erreur et l'Angleterre de Palmerston, qui était un artiste en révolutions, avait tendance à faire comme la Prusse, tandis que la Russie de Nicolas Ier et l'Autriche considéraient la France, même celle de la Restauration, comme un séminaire de jacobins...

» ... En réalité, en 1870, comme en 1914, la neutralité

belge a singulièrement servi la France. Elle a été respectée en 1870 par l'Allemagne et violée en 1914. Elle a appelé l'Angleterre plus rapidement sur les champs de bataille... C'est merveille que la puissance qui en faisait une arme contre nous soit celle même qui l'ait violée. Cette circonstance extraordinaire ne modifie pas l'intérêt qui, à mon sens, s'attache pour nous au maintien de cette neutralité. »

*
* *

M. Clemenceau avait tenu, dès le 27 février, alors qu'il entrait à peine en convalescence, à reprendre sa place au Conseil des Dix. Il était exaspéré par la lenteur des travaux ; le Conseil comptait trop de membres qui avaient toujours un discours à placer. C'est dans ces conditions qu'il résolut, dès le retour du président Wilson, de proposer de limiter la Conférence aux chefs des quatre principaux Gouvernements alliés.

En reprenant sa place au Conseil des Dix, M. Clemenceau semblait avoir trop présumé de ses forces. Jules Cambon, qui le vit alors, le trouva pâle, fatigué, respirant mal. « Il n'intervient pas et ne dirige rien, notait avec tristesse l'ambassadeur. Je le trouve horriblement changé et je crains qu'il n'ait été plus touché par sa blessure qu'il ne le croit lui-même. »

Le 17 mars, le Conseil des Dix abordait l'étude des clauses militaires, navales et aériennes à insérer dans le traité de Paix. La discussion fut laborieuse.

« On aboutit à cet étrange résultat, notait Jules Cambon, qu'on réserve tous les articles qui présentent quelque difficulté, si bien qu'après trois heures de discussion, on n'a pas fait grand chose. Tout le monde est excédé ; le public nous jugera sévèrement.

» M. House, dans une interview, promet la paix dans quinze jours. Cela est pour permettre à l'Amérique d'accuser les lenteurs de la vieille diplomatie européenne. Ce sont les soucis de la politique intérieure qui font obstacle à tout, ainsi que l'évidente faiblesse de M. Clemenceau. La vieille diplomatie eût tout réglé depuis longtemps. »

Vers le 20 mars, le Conseil des Dix pria les Commissions, dont les rapports étaient suffisamment à point, de donner à ces documents la forme de projets de traités. Il en résulta un surcroît de travail. Lorsque ces projets étaient remis au Conseil, celui-ci demandait souvent des modifications telles que les parties les plus importantes devaient être entièrement remaniées. Aussi pouvait-on entendre des membres des Commissions juger sévèrement les Dix.

Jules Cambon avait à se préoccuper de ces mécontentements. Les rapports avec la presse étaient loin, eux aussi, de donner satisfaction. Un compromis tentait de tenir compte, comme l'écrira plus tard M. Tardieu, des nécessités du silence et de celles de l'information. Mais chaque délégation reprochait aux autres les indiscrétions qu'elle estimait susceptibles de lui nuire [1].

Jules Cambon note, à l'époque, les plaintes de M. Lloyd George à propos des journaux : « Qui accuse-t-il? Dutasta, qui me conte tout cela, n'en sait rien. C'est ridicule. On est de soixante-dix à quatre-vingts personnes dans ces séances prétendues des Dix. Le silence est impossible à obtenir et les journalistes américains bavardent. Tout cela nous ménage une fin de Conférence agitée, quand les questions graves apparaîtront. »

A toutes ces difficultés de forme venaient se joindre des menaces plus graves et dues elles aussi à la prolongation des négociations.

« Le bolchévisme, écrivait Jules Cambon, est maintenant au cœur de l'Europe. Il paraît, si l'on en croit ce qu'assurent les radios allemands, que les partis bourgeois magyars ont offert à l'Entente leur alliance contre les bolchéviks, si l'intégrité de l'ancienne Hongrie était maintenue.

» Ce serait nous demander de livrer la Roumanie et la Bohême au bolchévisme. On a refusé. Ce sont les Hongrois eux-mêmes qui se sont abandonnés, et les Allemands encouragent tous ces désordres anarchiques.

» M. Bratiano a raison de parler de l'impuissance des Alliés.

» Les Allemands, seuls, les Helferich, les Rathenau, les Wolf,

1. André Tardieu, *la Paix*.

qui ont pris le faux-nez des social-démocrates pour se faire tolérer de l'Europe, semblent parler avec autorité. M. Wilson et M. Lloyd George sont hantés par l'idée de ne pas les exaspérer.

» Les partis à tendances germanophiles reparaissent en Angleterre. La France est accusée d'avoir des appétits insatiables. Voilà où en est l'union des Alliés...

» Jamais l'union intime avec l'Angleterre n'a paru plus nécessaire et pour elle et pour nous, et je vois des Français qui applaudissent aux mouvements Jeunes Turcs qui troublent l'Égypte en ce moment. Comme si nous n'avions pas une Algérie, une Tunisie et un Maroc !

» Décidément, l'intelligence m'apparaît de plus en plus comme la compréhension des rapports des choses, et un polémiste, si brillant qu'il soit, un politicien, habile à parler des faits actuels, un ministre, même énergique, peuvent être des gens d'esprit et de talent ; ils ne sont pas intelligents s'ils ne voient pas l'enchaînement des faits. »

La Conférence avait toujours à résoudre le très grave problème de la rive gauche du Rhin et de la sécurité occidentale. Nous savons que la position française, établie par M. Tardieu conformément aux principes dont s'inspirait la note du maréchal Foch, en date du 10 janvier, fixait au Rhin la frontière allemande. Dès le début de la Conférence, M. Clemenceau avait causé de la question avec MM. Lloyd George et Wilson. Les entretiens avaient fait ressortir l'opposition des Anglais à l'institution d'une Rhénanie autonome ; même une occupation soulevait de leur part de graves objections. M. Tardieu défendait avec ténacité la cause française.

Le 14 mars, à l'hôtel Crillon, MM. Lloyd George et Wilson offrirent à M. Clemenceau, s'il renonçait à toute occupation interalliée de la Rhénanie, l'engagement solennel d'une aide militaire immédiate anglaise et américaine à la France, au cas où celle-ci serait l'objet, de la part de l'Allemagne, d'une agression non provoquée.

Cette proposition, lorsqu'elle fut connue du maréchal Foch, suscita les plus expresses réserves de sa part. Il la considérait comme l'abandon d'une réalité pour une chimère, une simple promesse de traité n'étant pas définitive. Il persistait dans

ses vues de novembre et de janvier et rédigeait, le 31 mars, une troisième note. M. Clemenceau, tout en jugeant que la proposition anglo-américaine présentait une grande valeur, n'en trouvait pas moins inadmissible la suppression de toute occupation. Dans le document très important qu'il remettait à M. Lloyd George, le 29 mars, il insistait sur le fait que l'Angleterre, du point de vue maritime, colonial et économique, allait obtenir des résultats définitifs, tandis que l'engagement défensif, offert à la France pour la défense de son territoire, ne constituait qu'une solution à terme.

Les efforts de l'homme d'État français, qui se poursuivirent du 14 au 31 mars, furent vains. Ce jour-là, il convoqua donc, devant le Conseil des Quatre, le maréchal Foch. Celui-ci exposa la thèse française avec vigueur et habileté. Le Président américain et le Premier anglais se bornèrent à répondre qu'ils connaissaient la question.

Le 14 avril seulement, les Anglo-Saxons nous offrirent, avec un traité rhénan qui nous donnerait leurs garanties, une occupation interalliée de la rive gauche, d'une durée de quinze ans, avec évacuation échelonnée et subordonnée à l'observation par l'Allemagne des clauses du traité. M. Clemenceau accepta.

A partir de ce moment, le projet du traité de Paix pouvait être mis sur pied par le Conseil des Quatre, et, le 25 avril, un Conseil des ministres se réunissait à l'Élysée en vue d'en approuver les termes.

En plus des membres du Gouvernement, le maréchal Foch, Jules Cambon et Tardieu assistaient à la réunion. Avant la discussion du Conseil, les « techniciens » furent priés d'exposer leurs points de vue sur la rive gauche du Rhin. Le maréchal, sans s'occuper de questions politiques, et ne voyant que l'intérêt de la France, soutint une fois encore la nécessité de constituer au Rhin notre frontière militaire.

Jules Cambon ne se considérait pas comme qualifié pour exprimer un avis stratégique ou même technique. C'était, en effet, de considérations politiques qu'il s'était inspiré, soit dans les Commissions au sujet du tracé de notre frontière, soit lorsqu'il exprimait des doutes auprès de M. Clemenceau sur la garantie qui nous était offerte, non par le Congrès américain,

mais par le président Wilson, soit encore à propos des prochaines signatures allemandes qu'il aurait désiré particulières à chaque État. Enfin, comprenant les raisons impérieuses qui avaient déterminé les Quatre à établir seuls les clauses du traité, Jules Cambon considérait que cette procédure n'en avait pas moins séparé M. Clemenceau de toutes les puissances européennes ayant des préoccupations de sécurité comparables aux nôtres pour le placer, dans ses discussions avec les Anglo-Saxons, en posture difficile.

Quand le maréchal et les délégués « techniques » se furent retirés, M. Clemenceau fit au Conseil un historique des négociations et le projet de traité fut approuvé à l'unanimité.

Bien avant cette clôture de la discussion sur la frontière du Rhin, Jules Cambon avait pu mesurer la force des résistances auxquelles se heurtait toute tentative de règlement territorial s'inspirant de facteurs purement européens. Le 19 mars, il avait développé devant le Conseil des Dix les raisons pour lesquelles la Commission polonaise concluait à l'attribution du port de Dantzig à la Pologne. Le président Wilson acquiesçait, lorsque M. Lloyd George qui, la veille encore, se ralliait à cette solution, se montra intraitable et fit rejeter cette conclusion.

Le 1er avril, Jules Cambon avait exposé au Conseil des Quatre les vues de la Commission qu'il présidait sur la constitution de la Tchécoslovaquie. Le délégué américain, M. Lansing, s'éleva contre le maintien dans le nouvel État des populations allemandes de Bohême. Notre ambassadeur s'étonna de cette manière de voir. Il fit observer que la question ethnographique n'était pas seule en jeu, qu'il fallait tenir compte des données économiques et militaires et des habitudes des Allemands de Bohême.

M. Lansing déclara que ces conceptions pouvaient justifier toutes les injustices.

« Je l'avoue, nota l'ambassadeur, j'étais lassé par tout ce pharisaïsme. L'attitude des États-Unis en Californie et à Porto-Rico aurait pu me servir d'argument, mais je craignai d'envenimer le débat, et je me contentai de dire que la Tchécoslovaquie était, par sa conformation territoriale, un État faible et exposé à être en un moment coupé par une invasion,

que M. Wilson avait dit lui-même qu'il fallait faire des États viables et que la défense nationale était un élément essentiel de la vie des nouveaux États.

» Après cet échange d'observations, je continuai l'exposé du tracé de la frontière et, arrivé au point où cesse le contact avec l'Allemagne, je m'arrêtai.

» M. Pichon demanda s'il fallait remettre au lendemain la suite. M. Lansing fit remarquer qu'on devrait aborder le reste de la frontière tchécoslovaque lorsqu'on aborderait la frontière de la Pologne.

» On remit donc la suite à une date indéterminée. Mais ce qui est plus indéterminé encore, ce sont les frontières hongroise, roumaine et la question ruthène.

» Cette manière fragmentaire de traiter une question unique en soi ne peut qu'amener confusion, désordre et malentendus. »

*
* *

Le 5 avril 1919, Jules Cambon fêta ses soixante-quatorze ans. A l'un de ses intimes, il confia : « J'ose à peine me retourner pour regarder ma vie. Que de choses j'ai vues, que d'hommes j'ai approchés, qui ont pesé sur les épaules du monde sous prétexte de le conduire, et quel état misérable est le nôtre à présent ! Jamais l'histoire des hommes ne les a mis en face d'une tâche pareille ; réparer en quelques mois les injustices séculaires qui ont sevré tant de peuples de l'indépendance, et jamais l'impuissance, l'inintelligence, la discorde des Gouvernements ne sont apparues si nettement.

» Il faut croire en la force des choses pour espérer, car on désespère quand on voit la façon dont les hommes se conduisent. »

Paul Cambon, qui représentait toujours la France à Londres, se trouvait alors à Paris. Il faisait lire à son frère une note résumant ses correspondances avec le Quai d'Orsay depuis le début de la Conférence. Une fois de plus, les deux hommes se trouvaient en parfait accord et s'en sentaient réconfortés. D'ailleurs, les liens qui unissaient tous les artisans de l'œuvre diplomatique française d'avant-guerre étaient à l'épreuve des années.

Le 8 avril, Paul et Jules Cambon se rendirent chez Foch. « Le maréchal est furieux, dira Jules Cambon à un ami, il ne peut admettre que le Rhin ne soit pas notre frontière militaire. Il veut que chacun prenne ses responsabilités, et il établit que si cette frontière militaire ne nous est pas donnée, la France et la Belgique resteront ouvertes à l'invasion et que de nouveaux désastres nous attendent. »

Le 13 avril, M. Pichon fit part à Jules Cambon de la visite faite le matin même au président du Conseil par M. René Renoult et une délégation du parti radical-socialiste. Selon le ministre des Affaires étrangères, M. Clemenceau avait fourni à ces messieurs des précisions sur le fonctionnement de la garantie rhénane donnée à la France par les États-Unis et la Grande-Bretagne [1].

L'ambassadeur observa qu'il ne voyait pas comment il était constitutionnellement possible au président Wilson de contracter une alliance sans un vote du Sénat. Or, à Washington, le Sénat, animé de sentiments critiques, opposerait un refus et observerait à la lettre la Constitution américaine. Il lui paraissait d'ailleurs certain que M. Clemenceau connaissait cette situation.

M. Pichon répondit que « le Sénat américain ne refuserait pas de signer un traité avec la France. »

Le lundi 28 avril, une séance plénière de la Conférence de la Paix « enregistrait » le statut de la Société des Nations. Le nouveau Pacte, ou Covenant, formulait, sous la forme et dans les conditions préconisées par le président Wilson, la volonté de paix des démocraties et les idées qu'elles se faisaient des futurs rapports internationaux [2].

Jules Cambon doutait de plus en plus, non seulement de la valeur intrinsèque de ces conceptions, mais même de l'accueil dont elles seraient l'objet aux États-Unis.

La lettre qu'il reçut plus tard du sénateur Lodge, dont l'influence sur le Congrès de Washington était considérable, devait justifier entièrement les craintes dont, dès le mois

1. Voir à ce sujet le livre du général Mordacq, *le Ministère Clemenceau*, p. 236-237.

2. Voir à ce sujet le livre de Frank Simonds, *How Europe made Peace without America*.

d'avril 1919, il avait fait part à M. Clemenceau et à son entourage.

Cette lettre était conçue en ces termes :

« Permettez-moi de vous dire, en commençant, que vous avez entièrement raison de croire que l'amitié réciproque entre la France et l'Amérique est bien plus qu'une tradition. Le peuple des États-Unis, j'en suis sûr, n'a qu'un sentiment de très cordiale amitié pour la France.

. . . . . .

» L'opposition faite par M. Wilson à l'attribution à la France de la frontière du Rhin dans son entier, a été, je suppose, la cause des traités d'alliance proposés entre l'Angleterre, la France et les États-Unis. Dans ces conditions, M. Wilson devait soumettre le traité d'alliance au Sénat, en même temps qu'il lui soumettait le traité de Versailles.

. . . . . .

» S'il n'y avait pas eu de proposition au Sénat en vue de la création de la Société des Nations incluse dans le traité de Paix, il aurait pu se faire, à mon sentiment, que le triple accord entre la France, l'Angleterre et les États-Unis fût ratifié, mais la Société des Nations et l'opposition qu'elle rencontrait dans le Sénat fit rejeter tout le reste de côté.

. . . . . .

» Le peuple des États-Unis se déclara contre la Société des Nations, qui fut le point principal de la campagne électorale et qui fut discutée sur toutes les plateformes.

» La conséquence de tout cela est, comme je dois le dire franchement, que je ne crois pas que le Sénat ou le pays consentent à former aucune alliance avec un pays quelconque dans le monde.

» C'est une chose que nous n'avons jamais faite, et notre sentiment traditionnel n'a fait que se fortifier beaucoup.

. . . . . .

» Je crois que le sentiment général est que nous devons nous tenir sur le terrain de la doctrine de Washington, à laquelle nous avons toujours été fidèles, et ne faire aucune alliance permanente, mais seulement des alliances d'un caractère temporaire, comme les circonstances peuvent le

demander. J'ai regret si ce que je dis est un désappointement pour vous, mais nous sommes, j'en suis sûr, de si vieux et si bons amis que vous désirez que je vous donne honnêtement mon opinion sur la situation ici. »

*
* *

Le traité de Francfort avait, du côté allemand, été signé par plusieurs États. Jules Cambon aurait désiré que celui de Versailles le fût également. M. Clemenceau ne partageait pas cette opinion. « D'abord, disait-il, parce qu'on n'aurait jamais été payé des sommes énormes que l'on espérait obtenir de l'Allemagne au titre des réparations », et aussi parce qu'il jugeait que l'unité allemande s'était achevée au cours des décades qui précédèrent la guerre.

A la Commission de vérification des pouvoirs qu'il présidait, Jules Cambon avait tenté un dernier effort pour que le prochain traité ne constituât pas un nouvel instrument de centralisation pour le Gouvernement de Berlin.

Le 9 avril, il avait lu une note exposant l'inquiétude qui était dans son esprit et à laquelle il donnait une forme concrète. La Bavière ne pourrait-elle un jour prétendre que le traité de Paix ne la liait pas? Depuis 1871, le Gouvernement de Munich avait des représentants diplomatiques. Les troubles qui sévissaient alors dans la capitale bavaroise revêtaient un caractère d'opposition au Gouvernement fédéral. On ne pouvait savoir si, quelque jour prochain, les autorités de Bavière, quelles qu'elles fussent, reconnaîtraient les signatures de MM. Ebert et Scheidemann.

Cet exposé terminé, Jules Cambon proposa de consulter le Comité des jurisconsultes attachés à la Conférence. Ce Comité fit savoir au Comité des Quatre « qu'à son avis, du point de vue légal, les pleins pouvoirs présentés par les plénipotentiaires allemands, sous la signature du président Ebert, étaient de nature à conférer la faculté de négocier et de signer pour l'Empire allemand. »

A la suite de cette consultation, la Commission et le Conseil Suprême se prononcèrent pour la validation pure et simple

des pouvoirs remis par la délégation allemande. Cette décision tranchait définitivement la question.

L'opinion française ne pouvait être informée de ce qui précède. Des éléments importants de cette opinion devaient cependant, dès la signature du traité, avoir le sentiment que le nouvel état de choses instauré en Allemagne comportait de graves incertitudes.

Le 4 mai, à la suite de la séance du Conseil, MM. Clemenceau et Mandel eurent avec Jules Cambon une importante conversation ; elle permit à celui-ci d'apprendre dans quelles conditions les Quatre s'étaient mis d'accord, entre le 24 mars et le 5 mai, sur les conditions essentielles du traité.

Le 6 mai, une réunion plénière de la Conférence était prévue ; la veille, des délégués de toutes les nations reçurent le texte du projet de traité. Il fut également communiqué au maréchal Foch.

Au Conseil des ministres qui précéda cette séance plénière, le maréchal Foch demanda à être entendu. Une fois encore, il développa, avec son rude et franc langage, les raisons pour lesquelles, selon lui, le traité, tel qu'il avait été conçu par le Conseil des Quatre, n'assurait pas à la France le fruit de sa victoire, ni les garanties de sécurité nécessaires.

M. Clemenceau répondit assez sèchement au maréchal qu'étranger au Conseil des ministres, il n'avait qu'à se retirer et que les ministres délibéreraient entre eux sur son exposé et sur les conclusions à en tirer.

Le général Weygand, qui avait assisté à cette séance, me raconta plus tard combien elle avait été dramatique. Foch avait demandé que le Conseil Suprême revînt sur ses décisions.

Après cette réunion, on prit le thé ; l'atmosphère était pénible. Les Quatre se réunirent aussitôt et, à l'issue de leurs délibérations, Clemenceau se borna à dire au généralissime : « Les membres du Conseil Suprême ont à examiner et n'ont pas à prouver. »

Jules Cambon resta très attaché au maréchal, dont il estimait les hautes qualités. Il se lia avec son fidèle collaborateur, le général Weygand pour lequel il eut, jusqu'à la fin de sa vie une estime particulière. Il comprenait cependant que la

France n'était pas libre de ses décisions, en face des Allemands ; qu'il fallait avant tout maintenir le front des Alliés.

« La France n'était pas seule maîtresse des négociations, écrira-t-il plus tard. Tandis que, dans l'examen des diverses questions que soulevait la conclusion de la paix, le chef de l'armée devait se placer à un point de vue purement militaire, d'autres considérations s'imposaient au Gouvernement, qui avait à tenir compte du sentiment de ses Alliés. Jamais je n'ai vu plus clairement que l'art de traiter, c'est l'art de transiger. La question du Rhin préoccupait le maréchal Foch. Occuper les têtes de pont du Rhin, tant que l'Allemagne n'aurait pas rempli toutes les conditions du traité de Paix, c'était, à ses yeux, s'assurer de solides garanties et faire une grande économie de force. »

L'ambassadeur n'ignorait pas que M. Clemenceau avait soutenu cette opinion « jusqu'à l'extrême limite du possible », aussi avouait-il à son entourage, aux derniers jours de sa vie : « J'ai eu la sensation que, si nous avions maintenu notre désir d'avoir la rive gauche du Rhin, c'était à nouveau la guerre, et sans l'Angleterre et les États-Unis à nos côtés, car ils s'étaient toujours opposés à nos prétentions à ce sujet. »

Des incidents répétés entre le maréchal Foch et Clemenceau avaient rendu difficiles les rapports des deux hommes. Un jour, le président du Conseil parla à l'ambassadeur des difficultés sans cesse renaissantes que lui faisaient les généraux et se plaignit de leur attitude à l'égard du Gouvernement : « Franchement, monsieur le Président, répondit Jules Cambon, je les trouve infiniment respectueux des pouvoirs civils, trop respectueux même, car ceci n'est pas dans l'ordre normal des choses, et j'en suis inquiet pour l'avenir. Si vous-même vous étiez un de ces chefs militaires, sans doute toutes ces discussions se passeraient-elles autrement ».

« Vous croyez, répondit M. Clemenceau en riant ; ne discutons pas ce sujet.... peut-être y a-t-il du vrai dans ce que vous me dites.... »

Le 7 mai, les conditions de paix furent remises aux délégués allemands. Journée historique, dont Jules Cambon faisait aux siens le récit suivant :

« Nous allons à Versailles avec Hermite par le parc de

Saint-Cloud et les bois de Marly ; jamais ils n'ont paru plus charmants. La lumière est délicieuse et les lilas commencent à fleurir.

» Nous arrivons vers deux heures et demie ; le public de Versailles, rangé le long du boulevard de la Reine, regarde passer les autos. Quelques personnes agitent des drapeaux et des mouchoirs. On arrive au Trianon-Palace. Dans la galerie, je trouve, étendu dans un fauteuil, Clemenceau causant avec Pichon et Dutasta. Je lui serre la main et il m'accueille avec une de ses plaisanteries qui lui sont familières.

» Peu à peu tout le monde arrive. On s'installe dans la salle à manger du Trianon-Palace, transformée en salle de conférence. Je m'assieds entre Tardieu et le maréchal Foch, qui a, à sa droite, les Italiens. On attend les délégués allemands qui ont été prévenus.

» Orlando se penche de mon côté et me dit combien il regrette qu'on tienne cette grande séance dans cette salle banale où, dans quelques mois, on recommencera à souper, à danser et à jouer. Il eût mieux valu, à ses yeux, siéger au Palais. C'est mon avis ; mais comment chauffer le Palais ? Le dernier des petits bourgeois de Paris est aujourd'hui mieux chauffé que le Roi-Soleil lui-même.

» Soudain, tout le monde se lève. Un huissier du Ministère des Affaires étrangères, en culotte courte, précède les délégués allemands et les annonce : « Messieurs les plénipoten-« tiaires de l'Empire allemand. »

» On a placé ces messieurs à une table au centre du carré formé par les tables occupées par les délégations alliées.

» Ils entrent, très pâles et très émus. A peine sont-ils assis que M. Clemenceau se lève et prononce un discours très concis, mais dont chaque mot porte.

» Il parle en vainqueur. D'un mot, il rappelle, sans la nommer, l'année 1871, en parlant de la deuxième paix de Versailles ; on sent le contraste entre ce qui s'est passé alors et ce qui se passe aujourd'hui. Il est difficile de dire plus et ses paroles font impression sur l'Assemblée silencieuse.

» Un interprète les traduit en allemand. Malheureusement, il traduit mal, il hésite et il ânonne.

» Après lui, M. de Brockdorff-Rantzau prend la parole en

allemand. Son discours est la répétition de celui qu'il a prononcé à Weimar pour rejeter sur les Alliés une partie de la responsabilité de la guerre.

» Il se plaint de la continuation du blocus de l'Allemagne après la cessation des hostilités. Puis il fait appel à l'union des peuples, flatte les socialistes, et veut que l'Allemagne soit un des ouvriers du progrès démocratique.

» Si ce discours avait été dit d'un autre ton, plus court et moins agressif, il eût peut-être fait quelque effet ; mais, dès les premiers mots, M. de Brockdorff-Rantzau fit preuve du manque de tact qui caractérise les Allemands, en nous disant qu'il se sentait entouré de haine.

» Il ne se leva point pour prononcer ce discours et il ne le fit précéder d'aucune formule de politesse. Il ne s'adressa à personne et ne dit ni « M. le Président », ni « Messieurs ». Ce détail est peut-être ce qui frappa le plus M. Wilson, qui fut très indisposé du manque de courtoisie du personnage.

» Après que M. Clemenceau eut annoncé que les négociations se poursuivraient par voie de notes écrites et donné quinze jours aux Allemands pour répondre, il demanda si quelqu'un avait une observation à faire.

» — Non, pas de notre côté, dit sèchement, en français, et toujours sans se lever, M. de Brockdorff-Rantzau.

» M. Clemenceau déclara alors la séance levée, et il pria les délégués des puissances alliées de rester à leur place. Les délégués allemands se retirèrent et tout le monde remarqua l'émotion à laquelle ils étaient en proie. M. de Brockdorff-Rantzau faisait effort pour dominer ses sentiments, mais tout le trahissait et la colère lui sortait par les yeux.

» Quand il avait parlé de la haine dont les délégués allemands étaient entourés, il avait exprimé les sentiments qu'il éprouvait lui-même, et l'on ne pouvait penser sans ironie à tout ce que cachait de fureur les grands mots d'humanité, de progrès, de civilisation et de démocratie dont il s'était servi.

» Au moment où les délégués allemands étaient entrés, il y avait, dans le cœur de tout le monde, un sentiment de pitié. Quand ils sont sortis, la pitié n'existait plus, ils avaient évoqué la haine.

» Aussitôt, nous échangeâmes nos impressions sur le spec-

tacle que M. de Brockdorff-Rantzau nous avait donné. Je demandai à M. Wilson ce qu'il pensait.

« Je n'ai jamais rien entendu de plus stupide, ni de plus » déplacé, » me répondit-il.

» Je posai la même question à M. Lloyd George, qui me fit la même réponse. Quand à M. Balfour, il trouvait Brockdorff ridicule. « Ces Allemands, me dit-il, ne connaissent » nulle mesure. M. Clemenceau nous a parlé de négociations » écrites ; nous allons être submergés par les papiers, mais » ce discours est celui d'un homme qui ne parlait pas pour » nous. »

» M. Orlando trouvait que M. de Brockdorff avait fait de la polémique et que cela était tout à fait hors de propos ; Que fût-il arrivé si quelqu'un, parmi les Alliés, avait relevé son langage ?

» En somme, chacun blâmait la manifestation du comte de Brockdorff ; son air, son ton, son manque de courtoisie avaient froissé tout le monde, et particulièrement les Américains.

» En y pensant, je suis porté à croire que cette insolence cachait une émotion dont M. de Brockdorff était à peine maître. C'est ainsi que je m'explique qu'il ne se soit pas levé, et les mots imprudents employés par lui dans sa harangue, et qui ne marquaient que la profondeur de son humiliation.

» Mais la presse allemande ne relèvera que la fermeté du ton, et cela ne sera pas pour faciliter la tâche des plénipotentiaires.

» Pendant la séance, les membres de la délégation française paraissaient les plus fermes et les plus libres d'esprit : M. Clemenceau regardait à droite et à gauche, comme s'il voulait saisir l'impression que le discours de Brockdorff faisait sur chacun de nous. M. Wilson ne quittait pas des yeux le comte de Brockdorff lisant son manuscrit ; M. Lloyd George, lui aussi, regardait attentivement les Allemands, pendant que Balfour, étendu dans son fauteuil, bâillait largement.

» Nous partîmes au milieu du même appareil qui nous avait accueillis, au travers d'une foule plus curieuse qu'enthousiaste. Nous étions au 7 mai. C'est un 7 mai que le *Lusitania* avait été coulé. M. de Brockdorff l'avait sans doute oublié. »

*
* *

Dans les journées qui suivirent, l'incertitude des Gouvernements alliés sur la signature du traité par les Allemands eut des répercussions à la Conférence. Le Comité militaire de Versailles prenait ses dispositions pour faire face à la situation qu'aurait provoqué un refus de Berlin ; une reprise des hostilités était envisagée sans aucune inquiétude. Ses résultats auraient dissipé toute équivoque sur la situation réelle de l'Allemagne.

Mais en Angleterre, et dans une moindre mesure en France, nombreux étaient les adversaires d'une rupture. Pour éviter une crise gouvernementale allemande, ils se montraient enclins à consentir à de très sérieuses concessions. Le comte de Brockdorff sentait ce courant. Il en profitait. Il accumulait notes et mémoires, remettant chaque jour un point en discussion. La crise dura du 25 mai au 12 juin. A cette date, comme l'indiqua M. Tardieu, « l'atmosphère s'éclaircit, la raison reprit ses droits, les amendements s'évanouirent les uns après les autres [1]. »

Le 16 juin, les Alliés faisaient au comte de Brockdorff une communication décisive. Elle déclarait close l'ère des discussions et donnait aux Allemands un délai de cinq jours pour signer le traité, en les prévenant que, dans la négative, l'armistice ne serait pas renouvelé.

Le 22 juin, une note de la délégation allemande faisait savoir aux Alliés que le Gouvernement de Berlin acceptait en principe leurs conditions de paix et leur enverrait très probablement sa réponse officielle dans les quarante-huit heures. Les Alliés accordaient aussitôt à la délégation allemande un dernier délai, expirant le lendemain à sept heures du soir. La réponse du Reich fut finalement remise par M. von Haniel, tandis que le 28 juin était choisi comme date de signature du traité.

Jules Cambon racontera que ce jour-là, à dix heures du matin, il se réunit à lord Hardinge, au marquis Impériali et au délégué japonais, M. Matsui, pour vérifier les pouvoirs des délégués allemands.

1. André Tardieu, *la Paix*.

« Ces pouvoirs, note l'ambassadeur, sont rédigés, comme les précédents, au nom de l'Empire allemand.

» Hardinge fait remarquer que le mot « République » n'est pas prononcé. Reich veut dire, à proprement parler, l'ensemble du Gouvernement, l'Empire. Quoi qu'il en soit, nous acceptons les pouvoirs ainsi donnés, soulignant seulement au procès-verbal l'absence de toute désignation particulière indiquant la forme du Gouvernement.

» Je pars à une heure et demie avec le commandant Gigodot et Hermite pour la séance solennelle.

» A Versailles, des troupes font la haie dans l'avenue de Saint-Cloud, la rue Saint-Pierre et l'avenue de Paris. La cavalerie, armée de la lance, est splendide, et c'est ainsi, au milieu des troupes et des étendards, qu'on arrive au Palais.

» Dans la cour de marbre, des gardes de Paris, en grande tenue, sont rangés. C'est un coup d'œil admirable.

» Nous entrons dans le vestibule situé au pied de l'escalier de marbre, à gauche de la cour. Là, je trouve Tardieu, Clémentel, le ministre du Commerce et quelques autres personnalités qui attendent M. Clemenceau.

» Celui-ci arrive peu après. Il est l'objet d'une ovation. Des balcons du Palais, on crie, on agite des mouchoirs. Il entre joyeux. Je ne l'ai jamais vu si ému. Nous le suivons, montant l'escalier entre deux haies de gardes municipaux en grande tenue. Nous parcourons les salons et nous entrons dans la Galerie des Glaces, déjà pleine de monde.

» Aux deux bouts de la Galerie, des banquettes sont disposées pour recevoir les invités. A gauche, les ministres, les bureaux des Chambres, les experts, et les secrétaires comme sir Eyre Crowe, Graham, Lorraine. Tout au bout, au dernier rang, les généraux et, en vérité, on leur a fait peu d'honneur, et cela est remarqué.

» Le centre de la Galerie a été couvert d'un plancher un peu surélevé, qui permet au public de voir les délégués, et, sur ce plancher, on a disposé de magnifiques tapis ; une grande table fait face aux fenêtres, avec deux petits côtés, faisant retour à angles droits.

» Au milieu, se trouve la table où est posé le traité lui-même que l'on doit signer. Autour de cette table, des ban-

quettes pour le personnel du secrétariat de la Conférence.

» M. Clemenceau s'asseoit au milieu de la grande table, ayant à sa droite M. Wilson, et, à sa gauche, M. Lloyd George.

» Les délégations sont placées par ordre alphabétique. La délégation française est à droite du président, après la délégation américaine et avant la délégation italienne. Le maréchal Foch, dont la place était à côté de la mienne, n'est pas venu.

» Trois heures approchent. La salle est pleine. On attend les Allemands. Ils arrivent, très pâles. On ne se lève pas. Leur entrée ne produit pas l'effet sensationnel que produisit celle de Brockdorff au Trianon-Palace.

» Ils se placent à gauche du président, sur le côté de la table qui fait retour, après les Japonais et avant les Brésiliens.

» M. Clemenceau dit en quelques mots comment va se passer la cérémonie. Puis on appelle les délégations, en commençant par les Allemands, et, successivement tous les délégués vont signer à la table du milieu. La cérémonie dure un peu plus d'une heure.

» On avait placé devant chaque délégué l'ordre du jour de la séance, imprimé sur un papier de couleur bise, entouré d'ornements Louis XVI et portant les mots : « Signature du traité de paix entre les Puissances Alliées et Associées et l'Allemagne. »

» Suivant l'usage américain, chacun fait signer par les autres délégués son ordre du jour à titre de souvenir ; ces allées et venues mettent un peu de désordre.

» Un peu plus loin, en face de nous, dans les fenêtres, se tenaient Forain, Raynouard, Scott, qui faisaient des croquis ; de nombreux photographes prenaient des clichés.

» A trois heures, le soleil parut et vint illuminer les terrasses et les frondaisons du parc. Oh ! soleil, complice des vainqueurs, soleil d'Austerlitz, soleil de la Marne, reste-nous fidèle, réchauffe toujours nos cœurs et le vieux sol de France.

» On avait organisé une sorte de buffet dans le foyer du théâtre du château, qui sert de salle au Sénat. On devait y aller en procession, traverser les terrasses, voir jouer les grandes eaux et retrouver ses voitures.

» L'impatience de Clemenceau dérangea tout ce programme M. de Nolhac, qui l'avait préparé, s'arrachait les cheveux

mais Clemenceau voulait aller à sa fantaisie parmi les parterres du jardin ; il fut l'objet d'une ovation assez dangereuse. On le bouscula comme tout le monde, et il fut obligé de prendre Wilson et Lloyd George par le bras pour se défendre de la foule.

» Après avoir vainement cherché à rejoindre le Président, je me rendis avec MM. Balfour, Hanotaux, d'Haussonville et de Nolhac au théâtre du château, où je trouvai Paul Deschanel, le général Mordacq, Mandel.

» C'était, depuis quarante-sept ans, la première fois que je me trouvais dans cette salle, où j'avais suivi les séances de l'Assemblée nationale de 1871. Là, je m'en souviens encore, j'entendis M. Thiers se défendre contre les droites, et je le vis renverser le 24 mai. J'étais alors chef de cabinet de M. Waddington, et je vois la place où je me tenais, à gauche de la tribune, pendant qu'il parlait.

» Aujourd'hui, un buffet est installé dans le foyer, au milieu des décors. Il en était également ainsi lors des séances de l'Assemblée nationale.

» J'y avais alors entendu causer Thiers, Gambetta, Chanzy, Jules Simon, Dufaure, Casimir Périer. Que tout cela est loin ! »

Le soir, Jules Cambon dînait avec des amis chez Ledoyen. Des fenêtres du restaurant, il voyait les Champs-Élysées pleins de monde et de bruit. On entendait le passage d'une retraite aux flambeaux. Jules Cambon voulut se mêler à la foule enthousiaste : « Je vais, dit-il, jusqu'au bord de la Seine que je suis jusqu'à la rue des Tuileries. Les monuments publics sont illuminés et l'éclat des lignes de feu se reflète dans les eaux. La tour Eiffel envoie dans le ciel et sur la terre de larges faisceaux de lumière. C'est fort beau.

» Je reviens aux Boulevards. Rue Saint-Honoré, au coin de la rue d'Alger, un bal s'est installé et l'on danse. Les Boulevards sont pleins de monde, des groupes circulent en chantant.

» Comme je rentre chez moi, une femme assise devant sa porte m'interpelle : « Eh ! bien, monsieur, c'est la victoire ! »

» Oui, madame.

» C'est en effet, la victoire. Tout ce peuple croit que tout est fini ; je me demande ce qui commence. »

LE ROMANCIER POPULAIRE

EUGÈNE SUE

Eugène Sue avait beaucoup de talent, et il est impossible d'estimer l'écrivain ; de sérieuses qualités morales, et il est difficile d'aimer l'homme. C'est un cas curieux ; le succès lui avait prêté des opinions contraires à sa nature et à son genre de vie, et son œuvre n'a pas survécu à l'influence qu'en ont subie tant de romanciers et même de grands écrivains [1].

Son père, d'une famille de médecins, Jean-Baptiste Sue, chirurgien de la Garde Nationale en 1792, médecin en chef de la Garde Impériale en 1809, avait manifesté un si fervent attachement à la Restauration qu'il fut nommé membre de l'Académie de Médecine, professeur d'anatomie et médecin consultant du roi. Paul Ginisty a découvert, dans la bibliothèque de la Ville de Paris, une brochure de lui intitulée : *Opinion du citoyen Sue, professeur de médecine et de botanique, sur le supplice de la guillotine.* Le citoyen Sue s'était persuadé que le supplice de la guillotine était un des plus affreux, et par sa violence et par sa durée. Le guillotiné ne mourait pas instantanément. Son cerveau voyait et jugeait la séparation de sa tête d'avec son corps. Concevez-vous l'horreur de ces têtes coupées qui ne pouvaient ni se plaindre, ni crier? Le docteur préconisait l'asphyxie, moins barbare.

1. De l'homme nous avons deux très bons portraits : l'un, d'Ernest Legouvé dans *Soixante ans de souvenirs*, le plus intime, le plus complet ; l'autre, de M. Jacques Boulenger dans son livre, *les Dandys*, aussi bienveillant. Parmi tous les autres livres à conseiller, je signale les souvenirs de Dumas et, dans la collection des *Romans vécus* de Berger-Levrault, l'*Eugène Sue* de Paul Ginisty, très curieux.

Il ne serait pas invraisemblable que le fils eût tenu de son père un certain tour d'imagination sombre, et aussi un peu d'humanitarisme, car le citoyen Sue en faisait profession ; mais ses rapports avec les siens ne se ressentaient aucunement de son amour pour l'humanité.

Un fils lui était né d'un second mariage, le 10 décembre 1804, qu'il appela Marie-Joseph. L'enfant, plus tard, prit le prénom d'Eugène en l'honneur d'Eugène Beauharnais, son parrain, dont la mère, Marie-Rose-Josèphe Tascher La Pagerie, épouse du citoyen Napoléon Bonaparte, premier consul de la République française, signa sur le registre de la mairie. Il s'en fallut de quelques mois qu'il n'ait eu à son baptême une impératrice. M. Sue le mit comme externe au lycée Bourbon. Il y fut un remarquable mauvais élève. En classe, il exaspérait ses maîtres ; chez lui, il se plaisait à faire enrager son père. Un des traits distinctifs de ce garnement était sa prétention à l'élégance : il souffrait de se montrer dans la rue avec un camarade mal habillé.

Le père, ayant décidé que son fils serait médecin comme lui, n'attendit pas qu'il eût terminé la rhétorique ; il le fit entrer en qualité de sous-aide, à l'hôpital du roi, et l'adjoignit aux préparateurs de son cours d'histoire naturelle. Eugène les suborna en leur versant les vins fameux que le docteur avait reçus en cadeaux des souverains alliés. Ces royales rasades, surprises par M. Sue, le jeune homme les paya d'un exil à la frontière espagnole. Il fit partie du personnel médical des troupes qui, au premier signal, interviendraient en faveur du roi Ferdinand. Il n'y resta que quelques mois, et après un stage au Val-de-Grâce, la guerre étant déclarée, il repartit pour l'Espagne. Il regarda couper des bras et des jambes et prendre le fort du Trocadéro. Rendu à la vie civile, il estima qu'une pareille campagne ne lui mériterait jamais trop de récompenses. Il s'offrit tous les crocodiles empaillés des usuriers et mena grand train. Son père le rencontra un jour aux Champs-Élysées en cabriolet, un groom derrière lui. Effrayé de ce luxe et de ces prodigalités, il l'expédia à l'hôpital de Toulon.

Il y laissa le souvenir d'un sympathique bambocheur à qui mieux valait ne pas confier de malades trop malades, et au retour d'un congé à Paris, où ses invités et lui

égorgèrent, rôtirent et mangèrent un superbe mouton mérinos que le docteur faisait élever dans sa campagne proche de la ville, il fut embarqué à destination des Antilles. Le 14 juillet 1827, il était nommé chirurgien auxiliaire de seconde classe sur le *Breslau* et, le 20 octobre, il assistait à la bataille de Navarin — à fond de cale, a dit le biographe venimeux Eugène de Méricourt (comme si, lui répond Ginisty, les médecins du bord ne se tenaient pas dans la cale durant le combat !) Le cœur de ce futur romantique était pour les Turcs contre les Grecs, qui lui apparaissaient comme d'affreux pirates bien moins pittoresques. Il revint de cette expédition chargé de souvenirs orientaux qui prirent rapidement le chemin des brocanteurs. Puis il retourna aux Antilles où, atteint de la fièvre jaune, il fut sauvé par une négresse amoureuse de lui.

L'héritage de son grand-père maternel, la mort de son père, la Révolution, autant de raisons qui l'engagèrent à se faire mettre en non-activité. Il racontait plus tard que sa nomination de chirurgien avait été due au plus scandaleux favoritisme dont la responsabilité retombait sur son père. Je pense, comme Ginisty, que c'était de la pose. Il avait fait sans ardeur ses études de médecine, mais il les avait faites ; et il s'en souvint dans ses œuvres. La vocation lui manquait, c'est bien certain. Il n'avait pas non plus celle de peintre, qu'il confondit avec le goût du dessin et de la peinture quand il alla travailler dans l'atelier de son camarade et ami Gudin. Il n'en rapporta que le souvenir des farces et des charges de rapins qui valurent l'immortalité au concierge des *Mystères de Paris*, M. Pipelet. Il ne semblait pas se douter de sa vraie vocation, bien que, depuis 1825, il eût de temps en temps donné un article au journal d'un ami, *la Nouveauté*. Il se contentait d'amasser des documents, vie de bohème des étudiants, vie des planteurs et des nègres de la Martinique, créoles amoureuses, mœurs de matelots, aventures de mer, horreur des batailles navales et des eaux « fleuries de cadavres », comme disait le vieil Eschyle. Il comprit tout le parti qu'il en pourrait tirer dès qu'il se fut senti touché de ce besoin irrésistible de conter et d'écrire, de cette mouche diaprée, vive, indocile, légère, qui tantôt se pose sur le front d'une

jeune fille ou sur une fraîche illusion, tantôt sur la résille d'un hideux bohémien ou sur une sinistre réalité. Les Espagnols l'appellent la *Coucaratcha*, et c'est sous ce titre que Sue a publié quelques-uns de ses contes.

En 1830, il publie *Kernock le Pirate*; en 1831, *Plick et Plock* et *Atar-Gull*; en 1832, *la Salamandre*. Fenimore Cooper l'avait félicité de son premier ouvrage, et on nomma Sue *le Fenimore Cooper français*, entendant par là qu'à l'exemple du romancier qui avait créé le roman maritime en Amérique, il l'avait créé en France. Ce n'est vrai ni de l'un, ni de l'autre. Si le roman maritime n'est qu'un roman d'aventures, dont la plupart ou les plus importantes se passent sur la mer, il faut rendre à l'auteur de *l'Odyssée* ce qui lui appartient : c'est lui qui l'a créé. Chez Eugène Sue, ces aventures ne diffèrent pas sensiblement de celles dont la terre est le théâtre; et les intrigues et les passions des personnages nous cachent la mer. Assurément, il connaît les manœuvres et la vie d'un vaisseau; il connaît les marins, leurs superstitions, et quelles bordées ils courent dans leurs escales. Mais aucun de ses romans ne me produit une impression analogue à celle du *Thomas l'Agnelet*, de M. Farrère, où je sens, entre la mer et les durs êtres qu'elle a si longtemps ballottés, une sorte de parenté sauvage.

Kernock le Pirate, de mousse qu'il était, est devenu assez rapidement le second du capitaine. Il le jette à la mer, s'empare de son vaisseau, un négrier. Il est atroce : il bat sa femme, il bat ses hommes; il a sillonné les routes marines de pillages, de massacres, de navires brûlés avec leur équipage. Ce sacripant se retire près de Nantes, riche à craquer. Il vit encore vingt ans comme un paisible et pieux marguillier; et le curé célèbre dans son oraison funèbre « ce vertueux, ce digne, cet angélique vieillard ».

Atar-Gull est l'histoire de deux vengeances qui n'ont rien à voir entre elles. Le comte X..., trompé et empoisonné par une jeune femme qu'il adorait, s'est fait corsaire et poursuit de sa haine l'humanité tout entière : première vengeance. L'autre est celle d'un nègre, Atar-Gull, dont le père a été pendu pour un crime qu'il n'avait pas commis et dont son maître le savait innocent. Le seul rôle de la mer dans son aventure est de l'avoir porté de l'Afrique occidentale à la Marti-

nique et de la Martinique en Angleterre, puis en France. Atar-Gull, après avoir savouré son atroce et hypocrite vengeance, qui a coûté au vieux planteur la vie de sa fille mordue par un serpent, la vie de sa femme, la vie de son futur gendre, tout son bétail, toute sa fortune, le conduit enfin au cimetière soutenu par le prêtre et le médecin, pleurant plus de larmes que n'en pourraient verser tous les crocodiles réunis ; il se fait baptiser, entend son éloge sous la coupole de l'Académie, qui lui décerne un prix Montyon, et meurt « nostalgique et chrétien ». Dans *la Vigie de Koat-Ven*, la duchesse d'Alméda veut tirer vengeance d'un gredin, Henri de Vaudray, qui s'est fait aimer d'elle à la suite d'un pari et qui l'a livrée à la risée des parieurs ; elle échoue. Vaudray épouse une dot de vingt millions, fait le désespoir de sa femme et meurt comme un juste. *El Gitano* est un jeune contrebandier qui, surpris dans un couvent avec une des jeunes religieuses, est pendu : son ami Fasillo le venge en introduisant la peste à Cadix.

Où est la mer dans tous ces mélodrames? Elle prête ses décors à quelques-unes de leurs scènes alors qu'elle devrait en être le personnage principal. Elle l'est chez Hugo, quand il écrit *les Travailleurs de la mer*. Elle l'est dans *Pêcheur d'Islande* et, pour ne pas écraser l'auteur de *la Salamandre* sous le poids de ces grands noms, elle l'est dans le livre de Jules Verne, *Vingt mille lieues sous les mers*, qui serait un chef-d'œuvre si le style en égalait l'invention. Eugène Sue n'a fait qu'étaler un coloris byronien sur des romans-feuilletons. Tel était l'esprit du monde d'alors qu'il n'en fallait pas plus pour le séduire. Ces romans et ces nouvelles, qui n'avaient rien de populaire et que la littérature ne désavouait pas, plaisaient par leur exotisme espagnol, grec, turc, martiniquais ; par leurs horreurs, dont il semblait que la Révolution nous eût laissé le goût ; par les expériences qu'ils révélaient chez l'auteur (« O douce et ravissante ivresse de l'opium, ivresse pure et suave, ivresse toute morale, élevée, poétique ! »), par leurs ironies cavalières, par leurs descriptions ou suggestions érotiques, et aussi par de légers correctifs apportés à ces hardiesses qui avertissent le lecteur que, si mauvais sujet qu'on soit, on est toujours dans de bonnes idées : « Narcisse Gelin (sur le point d'être pendu) invoquait je ne dirai pas

Dieu, car Narcisse avait reçu une éducation libérale; et le beau de l'éducation libérale est de ne pas croire en Dieu[1]. »

C'était le moment où le faubourg Saint-Germain commençait à entre-bâiller ses portes. On y faisait, çà et là, des lectures; on y donnait des concerts; on y recevait des écrivains et des artistes. Eugène Sue fut un des premiers que les salons accueillirent. Il le dut à ses romans, bien qu'il préférât aux éloges sur son dernier ouvrage un compliment sur sa tenue, sur son ameublement, sur une récente acquisition, sur son écurie, ou une allusion flatteuse à ses conquêtes. C'était tout à fait grand seigneur de paraître détaché de ses livres. Qui sait même s'ils ne lui nuisaient pas dans ce grand monde, s'ils ne lui donnaient pas un peu une figure de grimaud? Heureusement, il avait pour lui son dandysme. Barbey d'Aurevilly prétendait que le dandysme était la forme d'une vanité très particulière : la marque de l'originalité anglo-saxonne imprimée sur la vanité humaine. En France, il n'était que de la fatuité, un des modes de la vanité universelle. Eugène Sue se réglait sur les dandys anglais.

C'était un grand et beau garçon avec une abondante chevelure noire, des yeux bleus, une bouche fine et de jolies dents qui lui faisaient pardonner son nez un peu canaille, disait-il. Ses détracteurs, en général des confrères et des hommes que ses bonnes fortunes offusquaient, regrettaient qu'il manquât de distinction. Surveiller la coupe de ses vêtements, rechercher la singularité dans le nœud de sa cravate, dans la forme de ses chaussures, c'est fort bien, à condition que ces élégances répondent à une élégance naturelle, sinon elles accusent la lourdeur ou l'épaisseur de votre enveloppe. Les *Souvenirs* de Claudin, nous le montrent, après avoir dîné au Café de Paris, arrêté sur les marches du perron, écoutant immobile ce qu'on lui racontait et ne sortant de son immobilité que pour appeler une bouquetière et mettre une fleur à sa boutonnière. On nous dit qu'il affectait la pâleur; on devrait

1. Je renvoie pour cette question du roman maritime à un livre, écrit en français, de M. Americo Batuccioli, membre de l'Académie royale navale d'Italie, *les Origines du roman maritime français :* on y trouvera une intéressante étude sur la littérature maritime en France jusqu'en 1830 et de bonnes analyses des romans et nouvelles d'Eugène Sue (Livourne, Belforte éditeur, 1937).

nous dire comment il s'y prenait. Il lui était plus facile de comprimer sa gaîté sous le masque impassible du dandysme.

Son travail très régulier ne l'empêchait pas de faire deux toilettes par jour, de salir chaque soir une paire de gants blancs, de paraître à l'Opéra, puis d'aller dans le monde où l'avaient précédé sa réputation donjuanesque et les descriptions de son luxe, de ses panoplies d'armes précieuses, de ses tableaux flamands, de ses vitraux antiques, de ses meubles de Boule, de ses vases japonais. Mais il était plein de contradictions. Ce jeune bourgeois-gentilhomme, ce snob qui faisait peindre des armoiries sur ses voitures, ce fringant cavalier qu'on rencontrait au bois de Boulogne, souffrait d'une incroyable timidité. Dans un salon, le bruit de sa voix lui faisait peur, comme plus tard à la Chambre, où il ne prit jamais la parole et passa son temps à corriger des épreuves. Il disait à Legouvé, en dînant tête à tête avec lui : « Oh ! si je pouvais causer comme cela dans le monde ! Mais j'y suis muet comme un poisson et bête comme une oie. » Ce séducteur, qui prenait des airs du Valmont des *Liaisons dangereuses*, ce romancier, dont les théories sur l'amour frisaient le cynisme, qui ne le trouvait désirable que pimenté de perversité, à qui une jeune et jolie femme écrivait : — Legouvé a vu la lettre — « Le même instinct de dépravation nous rassemble », ce Lovelace avait un fond invraisemblable de naïveté que ses coups de passion découvraient à ses amis. Il était dupe des comédies les plus effrontées. Les manifestations de jalousie chez une maîtresse lui étaient des preuves d'amour sincère et désintéressé, des gages de fidélité. Quand elle lui jetait ses meubles par la fenêtre, il parlait de l'épouser. Ce dandy, toujours préoccupé de l'effet à produire, ce sportman, membre fondateur du Jockey-Club, si fier de ses chevaux anglais et de ses meutes, était le plus modeste et le plus simple des hommes de lettres. Sainte-Beuve le louait d'avoir essuyé la critique sans la braver, de ne lui avoir jamais riposté avec aigreur et, si souvent ses écrits choquaient le bon goût, d'avoir su le garder dans sa conduite littéraire. Enfin cet homme de plaisirs, comme il disait, qui semblait ne pouvoir respirer hors du monde et même du grand monde, aimait la nature, s'y plaisait, s'y enchantait dans une com-

plète solitude où, sans doute, il déposait le masque et le harnais.

Dans un de ses romans, *Thérèse Dunoyer*, le marquis de Beauregard considère que, du moment qu'un homme est résolu à se ruiner, il se doit à lui-même de s'exécuter d'une façon galante, cavalière et magnifique. « Je ne sais, dit-il, rien de plus lâchement niais que ces trembleurs qui regardent derrière eux, après avoir engagé ce grand duel avec la destinée. » Cependant, Eugène Sue se retourna un instant et trembla : ses héritages auraient bientôt fondu. Il n'a pu écrire, sans se rappeler par où il avait passé, les pages où un autre personnage du même roman réfléchit sur sa ruine prochaine. « Il avait sacrifié sa fortune au désir jaloux de marcher de pair avec des gens beaucoup plus riches que lui. On ne saurait croire jusqu'à quel point des esprits, même distingués, s'exagèrent l'importance de leur plus ou moins grande dépense. Diminuer, supprimer... certaines inutilités fastueuses les sauverait ; cela leur est impossible : ils y tiennent moins pour la jouissance qu'ils en retirent que pour la considération que, dans leur pensée, ce luxe leur donne aux yeux du monde. » Ainsi le romancier bat sa coulpe sur le vilain personnage qu'est M. de Montal. Pendant que ses amis luttaient contre son découragement, une maîtresse qu'il adorait, dont il se croyait absolument sûr, qui lui faisait des scènes réconfortantes de jalousie et qui était très renseignée sur sa situation financière, prit congé de lui. L'humiliation d'être quitté, toute nouvelle, aigrissait son chagrin. Il avait acheté un petit domaine en Sologne. Il y courut se consoler en travaillant.

A ses romans maritimes succédèrent les romans mondains, dont le premier, *Arthur*, loué par Sainte-Beuve, qui n'était pas aussi indulgent tous les jours, aurait pu compter parmi les romans caractéristiques du romantisme si une analyse plus approfondie des âmes eût affiné le style de l'auteur et lui eût donné une marque personnelle. *Arthur* est le drame intime d'un homme intelligent, en possession des plus beaux dons, qui ne croit pas à son charme. La conscience de sa misère et de son égoïsme lui inspire la défiance de tous ses « semblables ». Son cœur lui dit : « Crois ! Aime ! » Son esprit :

« Doute et crains ! » Ce n'est peut-être pas une raison pour qu'il tourmente et désespère les êtres qui l'aiment. Le romancier force toujours la note. Sa psychologie est du gros ouvrage. Mais ses personnages principaux ont presque tous quelque chose de lui. Ici il attribue à son héros la défiance de soi-même qu'il gardait au milieu de ses plus grands succès.

Elle ne le paralysait pas. Sa production s'était étonnamment intensifiée. Madame de Girardin s'en émerveillait. Théophile Gautier l'appelle le Géryon du roman, car il semble écrire avec trois mains. Les livres valent mieux que les héritages ; c'est de la fortune incessamment renouvelée. Eugène Sue avait repris sa vie aristocratique. Il habitait rue de la Pépinière un hôtel qu'on allait visiter comme un musée. Le kiosque chinois du jardin était célèbre ; célèbre, le palais pour chiens, où logeaient « deux beaux lévriers, présents de Chesterfield » ; célèbres, les faisans dorés qui se promenaient sur la pelouse. Et après les romans mondains paraissaient des romans historiques : *Latréaumont*, *Jean Cavalier*, *le Morne au diable* ; puis il revenait aux romans parisiens : *Paula Monti*, *Thérèse Dunoyer*, et aux romans d'aventures : *Hercule Hardi*, où, comme dans ses premiers romans maritimes d'abominables gredins finissaient marguilliers, il nous montrait le garçon le plus pacifique et le plus pusillanime de la Hollande acquérant, par son flegme hollandais, la réputation de lion superbe auprès des Indiens de la Guyane.

C'était la célébrité ; ce n'était pas encore la popularité. Ces romans qui, à côté de ceux des Balzac, Hugo, George Sand, Mérimée, inférieurs à ceux de Dumas, semblaient avoir été écrits pour les lecteurs de feuilletons, s'adressaient particulièrement à la société aristocratique et à la grande bourgeoisie et impressionnaient Sainte-Beuve. Mais une série de froissements modifièrent son attitude et son ambition. Il lui advint ce qui était arrivé à Voltaire et ce qui arrivera toujours aux imprudents qui, reçus dans la haute noblesse, en épousent vaniteusement les gestes, les opinions, les idées, les travers. On les y admet tant qu'ils restent eux-mêmes ; on se moque de leur présomption s'ils affectent d'en être. Le *Nous autres !* ne leur est pas permis ou on le leur fait payer cher. « Les jeunes gens, dit M. Jacques Boulenger, se rappelant qu'Eugène

Sue avait été aide-chirurgien, le nommaient *Sulfate* et, pour ne pas contrarier ses instincts nobiliaires, ajoutaient *de Quinine*. » Il avait beau railler « la royauté bourgeoise » de Louis-Philippe et, invité aux chasses à courre du duc d'Orléans, s'y rendre en déclarant « qu'il se ralliait non à sa famille mais à sa meute », on ne lui avait aucune reconnaissance de cette grossièreté et on ne se croyait pas obligé, pour l'en récompenser, d'inviter sa charmante sœur. On dit qu'il avait demandé en mariage une petite nièce de madame de Maintenon et que la famille l'avait dédaigneusement repoussé.

Toutes ces blessures d'amour-propre l'indisposèrent contre Louis XIV et sa mauvaise humeur éclata dans son roman, *Latréaumont*. Il semblait qu'entre Louis XIV et Eugène Sue ce fût une affaire personnelle. On demandait : « Qu'a donc M. Eugène Sue contre Louis XIV? » Quelqu'un répondit : « Voulez-vous savoir le fin mot? Ils faisaient tous les deux la cour à mademoiselle de Fontanges et Louis XIV l'a emporté. » Sainte-Beuve, qui estimait assez son *Jean Cavalier*, dans lequel il voyait un des romans historiques les plus variés, les moins déformants et, par certains côtés, les plus dignes du modèle Walter Scott, reprochait vivement à Eugène Sue d'avoir méconnu Louis XIV. Ses reproches auraient pu être encore plus vifs. Il y a des façons de rapetisser qui dénotent l'inintelligence ou une inconcevable petitesse. Non seulement le romancier ramène toute la politique du roi à la théorie du *Verre d'eau*, de Scribe; non seulement il le représente écoutant aux portes, mais savez-vous comment il le définissait? « *Une personnalité sordide* qui se retrouvait dans tout, s'étendait à tout, jalousait tout. » Et le livre se terminait sur cette pensée consolante : « Les hommes et les choses ont assez progressivement marché pour que désormais un tel *Grand Roi* et un tel *Grand Siècle* soient absolument impossibles. » On ne s'étonnera pas que le faubourg Saint-Germain ait rompu avec Eugène Sue.

Il écrivit alors son dernier grand roman mondain, *Mathilde, mémoires d'une jeune femme*, où ses amis d'hier reconnurent des personnes de leur monde. Était-ce un roman à clefs? La plupart des romans d'Eugène Sue en sont. En tout cas, il s'appliquait à faire supposer aux lecteurs qu'il leur livrait le

résultat de ses propres expériences. Jamais encore il n'avait poussé si loin ses descriptions et, on peut dire, ses inventaires de la vie élégante ; jamais son incapacité de peindre une honnête femme qui ne fût pas ennuyeuse — la remarque est de son ami Legouvé — n'avait plus affirmé le goût de perversité érotique qui serpentait à travers ses ouvrages. Le succès, plus considérable, atteignit le monde des grisettes : il s'en exhalait un fumet de scandale. *Les Liaisons dangereuses* mises à la portée de toutes les classes. Félix Pyat, jeune ennemi de la société, auteur de drames incendiaires et entre autres d'un *Ango* « où l'on voyait, dit Ginisty, un François Ier s'évanouissant de peur après avoir commis toutes les lâchetés » (la pièce était en progrès sur *le Roi s'amuse*), tira cinq actes de *Mathilde* et les fit jouer à la Porte-Saint-Martin. Théophile Gautier, dans son feuilleton théâtral, revint sur le roman et railla le romancier qui ne procédait que par six volumes *in octavo*, encore trop courts pour tous ses publics, et dont « les charmants héros, les délicieuses héroïnes, les effroyables scélérats » variaient chaque matin la monotonie de milliers d'existences. Balzac, lui, était plus bref : « une stupidité », disait-il de *Mathilde*.

L'émotion causée par cette « stupidité » avertit-elle Sue qu'il ne tenait qu'à lui de s'assurer un immense public, de quadrupler sa vente ? Ses folies de luxe, ses appartements fleuris de roses et d'orchidées, ses dîners exquis suivis de surprises, ses générosités le menaçaient-ils de nouvelles difficultés financières ? Un jour, en 1841, un éditeur lui mit sous les yeux une publication anglaise illustrée traitant des *Mystères de Londres*, qui, toutes proportions gardées, lui produisit le même effet qu'à Diderot la *Cyclopædia*, de Chambers. Quelques mois plus tard, les trois cents premières pages des *Mystères de Paris* étaient faites. Il ne savait exactement où il allait, ce qui, du reste, était son habitude. Sa plume le conduisait. Ses romans, dont le plan semble avoir été rigoureusement combiné — ils sont rares — n'ont été, comme les autres, que des improvisations au jour le jour. Il s'amusait à mettre ses personnages dans des situations inextricables dont il fallait les tirer pour le lendemain. Il exaltait son rôle de Providence, son pouvoir de créer du bonheur ou du malheur. « J'ai droit de vie et de mort

sur eux, disait-il, et je ne prévois pas plus qu'eux ce qui va leur arriver. » L'auteur anglais avait exploré les bas-fonds de Londres et avait essayé d'en peindre la populace. Eugène Sue l'imitait. Je dirais volontiers, comme Sainte-Beuve, qu'il n'avait peut-être d'autre intention que « de faire un roman bien épicé, bien salé, à l'usage du beau monde », de procurer à ses lectrices le plaisir de ce que nous appelions jadis une tournée de grand-duc. Mais dès les premiers feuilletons parus au *Journal des Débats*, le socialiste Considérant, que ses tentatives infructueuses de phalanstère n'avaient pas guéri de son fouriérisme, Considérant, le directeur ingénu de *la Démocratie Pacifique*, signala le nouveau roman. Plus malin que l'auteur lui-même, il s'écriait : « Je vois où va l'auteur. Il entre dans une voie inexplorée ! Il entreprend la peinture des souffrances et des besoins des classes travailleuses ! M. Eugène Sue a été baptisé le romancier maritime ; aujourd'hui il s'appelle le romancier populaire. » N'oublions pas que nous sommes dans la période du XIXe siècle où le problème du paupérisme agite les esprits et où commence à se constituer, encore trop pénétré d'utopies, le généreux socialisme français. Eugène Sue comprit que le bon Considérant lui offrait l'occasion d'un renouvellement inespéré. Le romancier aristocratique avait abdiqué ; écrivain populaire, « asservi à son public », il se consacrerait tout entier à l'exploitation de la veine socialiste et, selon le mot de Sainte-Beuve, « de la gobemoucherie humanitaire, la plus gobe-mouches de toutes ».

On remplirait un livre d'anecdotes sur le prodigieux enthousiasme qui salua la publication des *Mystères de Paris*. On cite toujours le ministre Duchatel — l'ancien rédacteur du *Globe* qui, le soir d'*Hernani*, avait crié au critique Magnin : « Lâchez l'admirable ! » — entrant en coup de vent dans le cabinet de son secrétaire, qui crut à un bouleversement de l'Europe, et lui criant : « La Louve est-elle morte ? » Le dernier feuilleton avait, en effet, laissé la Louve dans la Seine en train de sauver la Goualeuse, dite Fleur de Marie, au péril de sa vie. Un soir on trouva un pendu dans l'antichambre du romancier, et le billet qu'il tenait à la main disait : « Je me tue par désespoir ; il m'a semblé que la mort me serait moins dure si je mourais sous le toit de celui qui nous aime et qui nous défend. »

Gérard de Nerval, dans sa *Bohème Galante*, passe en revue les théâtres populaires. « Le répertoire des Folies-Dramatiques, dit-il, se compose depuis trois mois des *Mystères de Passy*, parodie dont on ne peut comprendre le sel qu'après avoir lu le roman des *Débats* et dont pourtant toutes les allusions sont saisies unanimement. » Quand on retira cette pièce, on la remplaça par quatre *tableaux vivants* des *Mystères de Paris*. Eugène Sue recevait d'innombrables lettres. Ginisty nous apprend que cette correspondance, recueillie, au moins en partie, par l'ancien président du Conseil municipal, Émile Richard, fut léguée à la Bibliothèque de la Ville de Paris. Saint-Simoniens, le Père Enfantin en tête, magistrats, pasteurs, officiers, notaires, des prêtres, des consuls, Ginisty a feuilleté ce témoignage irrécusable de la faiblesse du goût et du jugement des hommes. Tous les réformateurs se tournaient vers lui. On rapportait le mot d'un ouvrier : « Ce qu'on peut demander à Dieu, c'est qu'il envoie souvent des hommes pareils sur la terre. » Une lettre collective d'ouvriers le compara à Jésus-Christ.

Mais comment ses admirateurs pouvaient-ils concilier son apostolat et son dandysme, dont ses détracteurs se plaisaient à rappeler les ridicules? Il est l'homme qui a dit un jour à Musset qu'il ne mettait jamais deux fois ses gants blancs, dont il avait lancé la mode, l'odeur des gants nettoyés lui soulevant le cœur. Et Musset lui a répondu : « Et l'odeur des bouges? Est-ce que par hasard, vous n'y auriez jamais mis le pied? » Ginisty, qui nous rapporte cette anecdote, a parfaitement exprimé l'état d'esprit populaire. « Il plaît à cette foule que celui à qui elle a voué un culte, de qui elle attend, par une manière de mysticisme, l'affranchissement de ses misères, ait grand air, soit beau et vêtu avec recherche. Il lui semble qu'il n'en a fait qu'un plus grand effort pour aller jusqu'à elle. Ses élégances, dont elle se moquerait chez un autre, elle les aime chez lui... Son prestige grandit du fait qu'il reste lui-même... Quand il se montre, il est acclamé. » Alexandre Dumas a raconté, d'après Adolphe Adam, que « adoré de pauvres créatures, pour lesquelles il incarnait le héros idéal, lui, qui avait eu les plus belles femmes de Paris, il paya parfois de sa personne, par un sentiment de pitié. » Il avait la pitié robuste; et

Ginisty ajoute à ce que dit Dumas le récit que, vers 1880, une vieille femme de la Salpêtrière, qui avait toujours été laide et presque difforme, fit, à son interne, d'une de ces générosités dont quarante ans n'avaient pas amoindri en elle le souvenir et la gratitude.

On a pu dire qu'Eugène Sue avait exercé une véritable royauté sur le peuple parisien : « Il a détrôné Balzac, écrivait méchamment Sainte-Beuve, qui faisait pourtant la différence entre les deux royautés ; il est lu partout dans le salon comme dans l'échoppe. » Le critique constatait que la littérature proprement dite n'avait plus rien à voir dans le cas de l'auteur des *Mystères de Paris* : « Il y a bien de la duperie d'une part et quelque mystification de l'autre », remarquait-il. Ni Legouvé, ni Ginisty, ni M. Jacques Boulenger n'accepteraient ce jugement ; ils sont convaincus de la bonne foi d'Eugène Sue. S'il n'y avait que les *Mystères*, j'y croirais peut-être ; mais ils ont été suivis du *Juif-Errant*, où le romancier s'est abaissé à flatter une des plus mauvaises passions, l'anticléricalisme. Dans mon enfance, la légende courait encore chez les gens de Quarante-huit que la Compagnie de Jésus avait fait offrir à Sue une énorme somme pour détruire son roman, trois cent mille francs contre les cent mille que lui promettait *le Constitutionnel*.

Les Mystères de Paris et *le Juif-Errant* l'avaient rendu à sa vie de dissipation et de luxe aristocratique. Vinrent ensuite *les Mystères du Peuple*, *les Misères des Enfants trouvés*, *les Sept péchés capitaux*, et plus tard *les Fils de famille*. En 1848, le peuple fit de lui un de ses représentants. La République le désenchanta. Il n'en protesta pas moins contre le coup d'État. Napoléon ne voulut ni qu'on arrêtât, ni qu'on exilât le filleul du prince Eugène. Mais il ne pouvait rester en France sans s'aliéner le parti républicain. Il s'exila lui-même en Savoie. D'après une note biographique, l'auteur des *Mystères de Paris* aurait connu « dans son exil l'amour réconfortant d'une autre Fleur de Marie ». Il mourut le 2 septembre 1857, dégoûté de tout.

*
* *

On lit encore, dans les éditions à bon marché, *les Mystères* et *le Juif-Errant*. Le reste de son œuvre est mort. Il a eu pourtant une imagination brillante, de l'invention, quelque observation

et le sentiment de la modernité aussi bien que celui des derniers siècles, quand ses passions ne le troublaient pas. Je voudrais, avant qu'il s'engouffrât dans la gloire populaire, donner une idée de ce dont il était capable en ses bons jours, et j'ouvre un roman assez court, *le Marquis de Létorière*, que je tiens pour son chef-d'œuvre. (On le trouve chez Rouff, à quatre-vingt-quinze centimes.)

Orphelin, ruiné, héritier de deux ou trois interminables procès, le jeune marquis de Létorière n'a pour lutter contre la mauvaise fortune que son charme. Personne n'y résiste. Quand il a sauté par-dessus les murs du collège de Plessis, son vieux régent l'a suivi et s'est fait son intendant, son procureur, son ordonnance, son estafier, son écuyer, son valet de chambre, bref son fidèle Achate. Les cochers de fiacre le conduisent pour rien ; le tailleur l'habille à crédit ; la femme du tailleur, une mégère, qui vient lui réclamer son argent en créancière criarde et forcenée, s'en retourne balbutiante, lui envoie de quoi se chauffer et se soutenir et devient pour lui la plus désintéressée des garde-malades.

A ces dévouements inespérés s'unit une protection mystérieuse qui récompense ses bienfaiteurs et qui, par le gain d'un procès miraculeusement expédié, le met en possession de vivre selon son rang. Sur le bord du grand canal de Versailles, il rencontre Louis XV (aussi cher au cœur d'Eugène Sue que son aïeul lui était odieux) et, sous ses yeux, il dompte une jument de l'Ukraine, ce qui, joint à son aimable figure et à ses exquises manières, lui vaut la faveur royale. L'invisible Providence se nomme princesse Julie de Soissons. Ses parents sont morts. Elle vit avec sa tante, madame de Soubise. Depuis cinq ans, depuis le jour où, informée des miracles que le charme de Létorière accomplissait, elle s'était embusquée chez une petite modiste pour le voir sortir, mademoiselle de Soissons s'était dit qu'elle n'aimerait jamais que ce mélancolique et gracieux gentilhomme et n'aurait jamais d'autre mari. Elle lui écrivit et lui offrit sa main. Létorière ne voulut pas l'accepter avant l'issue du procès qu'il poursuivait contre les ducs de Brunswick et le prince de Brandebourg. S'il le gagnait, il serait reconnu de maison princière ; son rang et sa fortune seraient dignes de cette haute alliance, et il ne se heurterait plus à l'opposition de madame de

Soubise. Le roi, consulté, l'approuva ; il fit savoir à son ambassadeur qu'il s'intéressait tout particulièrement à la cause du marquis de Létorière et lui ordonna de favoriser dans sa mission secrète l'homme de confiance, son ancien régent, que le marquis avait dépêché à Vienne, et dont on attendait anxieusement le retour. Le vieux maître de Plessis revint découragé. L'affaire était dans les mains de trois conseillers auliques qui, séparés par leurs idées et leurs goûts, ne s'entendaient que sur un point : la nécessité d'écarter ce démon de sybaritisme et de luxure tel qu'on leur avait représenté le jeune marquis français. De ces trois juges, l'un était un grand buveur et un grand chasseur ; l'autre, un savant humaniste commentateur du poète Perse ; et le troisième était mené par sa femme, une peste nourrie de la Bible. « Bon, dit Létorière, je partirai ce soir pour Vienne. »

Il visite l'un après l'autre les trois conseillers, plus buveur et plus joyeux veneur que le premier ; plus versé dans la poésie latine que le second ; si timide, si pieux, si virginal que la femme du troisième ressent une émotion toute nouvelle et s'évanouit pour ne pas avoir à rougir devant cet enfant des stupides facéties de son époux. Le jour du jugement venu, chacun d'eux dépose dans l'urne le nom du marquis. Stupéfaits de cette unanimité que la différence de leurs esprits rendait invraisemblable, ils veulent expliquer leur vote, et on entend : « Un hardi chasseur, lui ? Vous me faites rire. » « Lui, un lettré, un latiniste ! » « Lui, citer la Bible et rougir devant une femme ? Vous êtes fou. » « Lui, un timide, un innocent jouvenceau ! Laissez-moi hausser les épaules. » Le marquis les met d'accord le plus galamment du monde. Il invite le chasseur à venir fêter la Saint-Hubert dans son château ; il promet au latiniste et fervent scoliaste de Perse de lui ouvrir les plus riches bibliothèques de son pays ; et il dit à la femme du troisième juge : « Je savais, madame, que, pour mériter votre intérêt, pour être à la hauteur de votre caractère, il fallait avoir comme vous une âme pure et religieuse... J'ai un moment emprunté votre langage, madame, et croyez qu'il est trop noble et trop beau pour que je l'oublie jamais. » Il rentre à Paris, attrape la petite vérole pourprée au lit de mort du roi, se bat en duel avec un parent de madame de Soubise hostile à son mariage, et blessé, brûlant de fièvre, ne revoit

mademoiselle de Soissons que pour lui faire ses adieux. De l'esprit, de la grâce, le sens des tragi-comédies de la vie : ce petit roman serait un chef-d'œuvre si la forme en était moins négligée et plus personnelle, si l'auteur avait plus soigneusement évité les plaisanteries faciles et les banalités.

*
* *

La vulgarité de sa langue, la platitude de son style nous choqueront moins dans ses grands romans populaires. *Le Marquis de Létorière* a, sur la plupart de ses romans, la supériorité de la composition. Dans les autres, il abandonne souvent son premier sujet, en prend un second, revient au premier et finalement se décide pour le second. (*Atar-Gull*, *Thérèse Dunoyer*, *Paula Monti*, etc.) Ce défaut d'improvisateur disparaîtra dans l'ampleur des *Mystères de Paris* et du *Juif-Errant*. Les sujets de ces deux énormes romans favoriseront son incapacité de s'en tenir longtemps à une seule action ; ils lui en fourniront non pas deux, mais dix, dont il entremêlera et démêlera les fils avec dextérité. Jugez-en.

Le grand-duc de Gérolstein, — le grand-oncle ou le grand-père de la bonne duchesse, — avait confié son fils Rodolphe à un gentilhomme athlétique d'Angleterre, sir Murph, qui avait fait de lui un sportman robuste, agile et hardi, et à un abbé, philologue renommé, médecin, historien, Cesar Polidori, qui devait lui développer et lui orner l'intelligence. Ce Polidori cachait, sous des dehors d'austérité, l'impiété et l'immoralité les plus profondes. Il s'entendit avec le premier écuyer, un Écossais, lord Seyton, qui avait amené à Gérolstein sa sœur Sarah, dont l'ambition égalait sa beauté. Rodolphe s'éprit d'elle. Le grand-duc défendit à son fils de poursuivre cette intrigue. Alors Polidori leur arrangea un mariage secret, une comédie, dont lord Seyton et les deux mariés furent les dupes. Le jour où sa jeune femme fut enceinte, Rodolphe avoua tout à son père. Le grand-duc entra dans une telle fureur et se répandit en propos si injurieux que Rodolphe dégaina et faillit commettre un parricide. Arrêté et bientôt obligé de quitter le pays, quand il revint, après de longs voyages, il

obéit à son père et épousa une princesse de Prusse, dont il est veuf aujourd'hui. L'Écossais et sa sœur avaient été expulsés. La fille, que Sarah avait eue de Rodolphe, avait été remise avec une grosse somme à une femme qui, un peu plus tard, écrivit que l'enfant était morte. Sarah avait épousé le comte Mac-Grégor. Veuve elle aussi, elle n'a pas perdu l'espoir de ceindre une couronne et, accompagnée de son frère, s'est mise à la recherche de Rodolphe.

Celui-ci est installé à Paris. Il pleure encore la mort de l'enfant qu'il aurait tant aimée et qui atteindrait sa seizième année. Il a rejeté l'enseignement cynique de Polidori, dont il a percé la criminelle hypocrisie, et il a résolu d'expier ses fautes en soulageant les pauvres. Pour les mieux approcher, il prend leurs vêtements, leurs habitudes, leur langage ; il se grime avec l'art d'un comédien, d'un policier ou d'un malfaiteur ; il se mêle aux clients des bouges ; il hante les quartiers les plus ignobles ; il se propose « de secourir, quelquefois à leur insu, ceux qui luttent énergiquement ; de prévenir à temps la misère ou la tentation qui mènent au crime ; de réhabiliter à leurs propres yeux les infortunés qui ont conservé purs quelques généreux sentiments. » Quand il est las de son rôle d'égoutier providentiel et que les intérêts de son duché le rappellent, il retourne à sa somptueuse résidence et aux bals des ambassades. On comprend quel pouvoir discrétionnaire une pareille donnée confère à l'imagination. Rodolphe, lâché à travers Paris, ne rencontre guère que des gens qui se trouvent plus ou moins impliqués dans le désespoir de sa vie. Il arrache à la prostitution et à la persécution une jeune fille ravissante : c'est sa fille qu'il avait crue morte. La misérable, à qui on l'avait confiée, et le notaire, dont cette femme était la gouvernante, l'avaient vendue à une infâme rouleuse qui vit avec un monstre échappé du bagne, lequel est le mari d'une excellente femme dévouée à Rodolphe et le père du plus honnête jeune homme. Comme le monde est petit ! Paris se rétrécit autour du duc de Gérolstein jusqu'à ne plus former qu'une société dont chaque membre, qu'il appartienne à la noblesse, à la bourgeoisie, à la classe des artisans, à la pègre la plus infecte, ne peut faire un geste ou un pas qui n'ait sa répercussion sur tous les autres. Voilà pour les *Mystères de Paris*.

Et voici pour *le Juif-Errant*. En 1682, une famille française protestante s'est expatriée en prévision des maux qui allaient fondre sur l'Église réformée. Ses membres se sont réfugiés en Hollande, en Pologne, en Allemagne, en Angleterre, en Amérique. L'un de ses chefs, le sieur de Rennepont, avait vendu à un ami catholique sa maison qui allait être confisquée et passer à la Compagnie de Jésus par la grâce de Louis XIV (le vieil ennemi d'Eugène Sue). Le même Rennepont déposa une somme de cinquante mille écus d'or pour être capitalisée pendant cent cinquante ans et partagée entre ses descendants qui se présenteraient en personne, le 13 février 1832, rue Saint-François, n° 3. Un Juif avait été chargé d'en accumuler et d'en placer les intérêts. Son fils et son petit-fils avaient hérité de cette mission. Le grand-père était mort accablé d'années ; le fils à quatre-vingt-treize ans ; le petit-fils en a quatre-vingt-deux. C'est lui qui distribuera aux sept descendants des Rennepont deux cent treize millions cent soixante-quinze mille francs.

Or la Compagnie de Jésus a jugé qu'elle avait été frustrée des cinquante mille écus d'or et de la maison du sieur de Rennepont. Elle veut rentrer dans ce qu'elle considère son bien. Elle emploiera donc tous les moyens pour empêcher les héritiers, sauf un, d'être exacts au rendez-vous, dont chacun possède la date gravée sur une médaille, sans savoir, du reste, de quelle importance est cette inscription. Ils sont placés à tous les degrés de l'échelle sociale. Ce sont deux mineures, Rose et Blanche, filles du général Simon, qui a épousé à Varsovie une descendante des Rennepont ; François Hardy, manufacturier au Plessis ; le prince Djalma, roi de Mondi à Java, dont la mère était une Rennepont de la branche hollandaise ; Jacques Rennepont, dit Couche-tout-nu, artisan ; Adrienne de Cardoville, fille du comte de Rennepont, duc de Cardoville. Le septième est le plus considérable. Il n'en a pas l'air : c'est un pauvre Jésuite, prêtre des Missions, une âme angélique qui est à peine de ce monde, Gabriel Rennepont. Il faut que Gabriel soit le seul à se présenter rue Saint-François, le 13 février. C'est dans ses frêles mains, presque transparentes, que tombera la prestigieuse fortune ; c'est dans ses mains que la Compagnie la viendra cueillir.

Le sujet du *Juif-Errant* est, à mon avis, plus beau que celui des *Mystères*. D'un côté, une armée disciplinée, des milices obéissantes qui combattent avec un désintéressement endormeur de scrupules ; de l'autre, des isolés qui attribuent au hasard ou à leurs voisins les contretemps, les mésaventures, les méprises, les erreurs dont ils sont l'objet ; des tirailleurs qui se sentent visés et ignorent d'où les coups partent. Et c'est ici qu'a lieu un des revirements les plus audacieux et les plus habiles qu'ait imaginés un romancier. Dans toute la première partie, le combat contre les héritiers a été mené par le Révérend Père d'Aigrigny, ancien aide de camp de Moreau et coqueluche des salons parisiens, qui gardait dans son allure du militaire et du mondain. Il avait comme *socius* l'abbé Rodin, vieil homme laid et crasseux. Aigrigny a pris pour auxiliaires et pour complices des commissaires de police, des directeurs de prisons, des geôliers, des médecins, des empoisonneurs. Les filles du général Simon ? Enfermées au couvent. Adrienne de Cardoville ? Enfermée dans une maison de santé. Couche-tout-nu ? Sous les verroux. Le prince Djalma ? Endormi par un narcotique. Il a bien empêché six des héritiers de sonner au n° 3 de la rue Saint-François, le 13 février ; mais il n'avait pas prévu qu'un codicille du testament renverrait le partage des millions au 1er juin. Ses procédés grossiers, matériels, n'ont eu qu'un résultat, celui de révéler aux descendants des Rennepont l'héritage qui les attendait et de les coaliser contre leurs ennemis.

Rodin a dans sa poche le pli de Rome qui lui subordonne Aigrigny et qui lui transmet les pleins pouvoirs pour reprendre cette histoire de succession et la terminer. Il se tourne vers l'ancien bel officier qu'il exècre et lui reproche âprement de ne pas savoir concentrer son esprit. « Je le sais, moi, s'écrie-t-il ; et pourquoi ? Parce que, uniquement voué au service de notre Compagnie, j'ai toujours été laid, sale et vierge... Toute ma virilité est là. » Il lui dit encore : « Vous ignorez les immenses ressources d'anéantissement mutuel ou partiel que peut offrir le jeu des passions humaines habilement combinées, opposées, contrariées, surexcitées. » Et il commence aussitôt par aller trouver chacun des héritiers : il lui dévoile l'injustice et le complot dont le malheureux a

été la victime, le piège qu'on lui a tendu, les nouveaux malheurs qui le menacent. C'est ainsi qu'il s'assure des sympathies et de la confiance et qu'il se prépare à les mener doucement là où il ne sera plus jamais question d'héritage. Et le roman, un instant immobilisé, repart.

Le Paris, où il se déverse dans un lacis de canaux, est un des plus sombres Paris que le roman-feuilleton ait jamais décrit. Je n'en retiens que des spectacles de misère et d'horreur, coupés par des visions rapides de salons illuminés. Du Palais de Justice à Notre-Dame, la Cité n'est qu'un dédale de rues obscures, étroites, tortueuses, rendez-vous de figures patibulaires. Coupe-jarrets, gens de sac et de corde viennent se concerter dans les tapis-francs, c'est-à-dire dans d'ignobles cabarets, où les repris de justice se nomment des ogres ; les femmes sorties de prison, des ogresses. Près du Cours de la Reine, la pègre fréquente des bouges souterrains. L'un deux, *le Cœur Saignant*, masure sordide et lézardée, s'adosse au pan coupé d'un large fossé qui a été creusé dans de la terre grasse ; son toit s'élève à peine au niveau du sol. De quelque côté qu'on se tourne, les choses respirent le vice ou le crime. Non loin du pont d'Asnières, une petite île déploie une banderole : *Au rendez-vous des Ravageurs. Vin, matelotes, fritures.* (On appelle ravageurs ceux qui, à l'aide d'une longue drague, puisent le sable du fleuve sous la vase, le lavent et y recueillent tous les débris métalliques, souvent même des fragments de bijoux.) Cette île est le fief de la famille Martial. Le père et le grand-père sont morts sur l'échafaud ; le second fils est déjà condamné aux travaux forcés à perpétuité. La veuve sinistre reste avec son aîné et ses deux filles, dont l'une, Calebasse, est prête à tout, et dont l'autre, âgée de neuf ans, vit dans la terreur. Rien de plus désolé, de plus lugubre que ce coin de terre où viennent atterrir les sacripants de la Cité. Le Paris d'Eugène Sue, c'est l'avènement des plus sales repaires de malfaiteurs dans le roman français. Il les avait explorés sous le déguisement de Rodolphe, et il nous les montrait tels qu'il les avait vus.

D'ailleurs, peu de longues descriptions, peu de grands tableaux. Je n'ai noté dans *le Juif-Errant* qu'un morceau à effet, la mascarade du choléra en 1832 ; je l'appellerai volon-

tiers « la Descente de la Courtille du Génie de la Mort. » « Derrière les bâtiments de l'Hôtel-Dieu, on entendit les fanfares retentissantes d'une musique joyeuse... Un flot de peuple fit brusquement irruption par l'arcade du parvis en poussant de grands cris. Des enfants soufflaient dans des cornets à bouquin ; d'autres huaient ; d'autres sifflaient. Des piqueurs en livrée sonnaient des fanfares et précédaient la mascarade. Elle se composait d'un quadrige escorté d'hommes et de femmes à cheval. Cavaliers et amazones portaient des costumes de fantaisie élégants et riches. La plupart de ces masques appartenaient à la classe moyenne et aisée. Sur la plateforme de ce char étaient groupés des personnages allégoriques représentant *le Vin*, *la Folie*, *l'Amour*, *le Jeu*. Ils avaient pour fonction de turlupiner et de bafouer le bonhomme Choléra. Le Vin avait l'aspect d'un gros Silène ; deux jolies créatures représentaient la Folie et l'Amour et un individu vêtu en roi de carreau figurait le Jeu. Quant au bonhomme Choléra, il était à demi enveloppé d'un suaire ; son masque de carton verdâtre, aux yeux rouges et creux, semblait incessamment grimacer... » Certes, cela ne vaut pas le cortège de Bacchus chez Rabelais, et on entrevoit ce que cela aurait pu devenir entre les mains et sous le regard de Hugo.

Ce n'est pas sur des tableaux qu'Eugène Sue compte pour captiver ses lecteurs. Chaque chapitre doit leur apporter une surprise, une nouvelle anxiété. Les scènes dramatiques se succèdent sans interruption : rixes, guets-apens, agonie dans une cave envahie par les eaux ; innocents accusés et condamnés ; méprises tragiques, coup de foudre de l'amour, près duquel celui des amants de Vérone paraîtrait de la circonspection ; tous les genres de mort : le suicide, le poignard, la noyade, la folie, le poison asiatique, la dent des bêtes sauvages, le choléra et le délire érotique, châtiment de la luxure. Les convulsions où expire le notaire Jacques Ferrand sont restées fameuses, et, quand on porta *Les Mystères*... au théâtre, Frédérick Lemaître y atteignit, dit Gautier, aux dernières limites de l'effroi. On se souvint longtemps aussi du jugement rendu par Rodolphe qui se substitue à la Justice. Il condamne le forçat évadé, l'effroyable « Maître d'école », à perdre la vue. « Les plus vigoureux tremblaient devant toi ; tu trembleras devant les plus faibles. »

Et il le fait remettre ligoté à un grand médecin nègre, David, qui lui est dévoué. « Quand David sortit du cabinet où l'opération avait eu lieu, il était pâle comme le sont les nègres : ses lèvres étaient blanches. Et le « Maître d'école » hurlait : « Aveugle ! Je suis aveugle ! » Il n'y a pas d'imagination plus cruelle et plus noire que celle d'Eugène Sue.

D'où vient que nous sortions de ce musée d'horreurs sans être positivement horrifiés ? Ce n'est pas parce que nous avons la certitude que les bons seront sauvés et récompensés. La plupart des romans de Sue ne finissent pas bien. *Le Juif-Errant* se termine sur l'exposition des héritiers de Rennepont, alignés dans leurs cercueils comme les jeunes seigneurs de Ferrare au dernier acte de *Lucrèce Borgia*. Mais nous savons que, sauf dans ses premiers romans byroniens, les criminels seront punis. Et puis, en général, les gens que le romancier tue vivaient si peu que leur mort n'arrive pas à nous toucher. Cependant, il a eu plus de chance que ses successeurs. Il a créé des types. Rodin est l'incarnation du Jésuite tel que le concevaient Raspail et les candides francs-maçons. « Un soir, nous dit Legouvé, à la fin d'une journée de travail, en inscrivant les dernières lignes d'un chapitre, tout à coup, sans qu'il ait jamais su pourquoi ni comment, se dessina sur le papier la silhouette de ce type de Jésuite sale, crasseux, chaste, sur lequel porte tout *le Juif-Errant*. » Ce type d'ambitieux formidable, et qui paraît si humble, Eugène Sue l'a maintenu, toujours égal à lui-même, jusqu'à la fin du roman, et, tout haïssable qu'il soit, au-dessus de l'ignominie en lui prêtant cette idée que le dernier mot reste à l'esprit et non à la force brutale. Mais pourquoi Pipelet participe-t-il à son immortalité ? Pourquoi dit-on « un pipelet » comme « un tartufe » ? Est-ce parce que le rapin Cabrion envahit sa loge pour lui demander une mèche de ses cheveux ou pour déposer un baiser sur son front ? Il y a bien de l'inexplicable dans la survie des personnages d'un romancier. En tous cas, elle est une preuve de sa force d'expansion.

Quant aux questions sociales que ses livres soulevaient, elles ont pâli au point qu'on a du mal à les distinguer. La ferme modèle de Bouqueval, dans *les Mystères*, est allée rejoindre les phalanstères. Le souhait que la société récompense ceux qui font le bien comme elle punit ceux qui font le mal

n'est pas seulement chimérique ; elle révolterait le socialiste d'aujourd'hui. Eugène Sue est contre la peine de mort (mais il tue ses personnages), contre le mariage indissoluble, contre la contrainte par corps ; il est pour la recherche de la paternité, pour la défense des filles du peuple quand elles sont jolies (et même, je pense, quand elles le sont moins). Si ses livres reflètent çà et là la générosité de notre socialisme, on ne peut vraiment pas considérer *les Mystères de Paris* comme un livre à thèse ; et je vois, dans l'enthousiasme qu'ils ont suscité, un cas de folie collective. Je n'en dirai pas autant du *Juif-Errant*, le plus fort des romans d'Eugène Sue, le mieux équilibré ; il y est parti en guerre contre les Jésuites et, derrière eux, contre toute l'Église. L'attaque est nette. Elle crée l'unité de l'ouvrage ; et, du moment qu'il ne s'agit que de détruire, elle n'a plus rien d'utopique. Sue y a déployé l'astuce d'un violent pamphlétaire. Un exemple : un Malais de la secte des Étrangleurs, Faringhea, a suivi à Paris le prince Djalma et se rend chez Rodin.

« J'ai appris, frère, lui dit-il, que vous êtes comme moi un fils de la bonne œuvre.

» — De quelle bonne œuvre ? demanda Rodin.

» — De l'œuvre qui a pour reine Bohwanie.

» — Je ne connais pas cette sainte, dit Rodin humblement.

» — Comme vous, frère, nous faisons des cadavres.

» — Des cadavres ! s'écria Rodin.

» — Vous dites que la plus grande gloire de votre ordre est de faire de l'homme un cadavre.

» — Mais, monsieur, nous entendons par là que la volonté, la pensée, doivent être anéanties par la discipline.

» — C'est vrai ; les vôtres tuent l'âme, nous tuons les corps. Votre main, frère ; vous êtes comme nous chasseurs d'hommes... Touchez-là, frère ; Rome et Bowhanie sont sœurs. »

Je m'étonne qu'un homme ausssi doux qu'Eugène Sue ait pu se montrer aussi perfide. Il n'a été, dans l'action entreprise contre les Jésuites, qu'un des goujats de Pascal ; mais, si je songe à la petite bourgeoisie et au peuple, il leur a fait plus de mal que son maître. *Le Juif-Errant* mettait à la mode la condamnation de la discipline religieuse en même temps qu'il exaltait le libre sentiment religieux. A côté de Rodin,

il avait eu soin de peindre l'angélique abbé Gabriel, qui avait l'air de vivre en extase et que la Compagnie de Jésus finissait par révolter. Depuis, nous ne comptons plus les excellents curés des romans-feuilletons qui n'aimaient pas l'Église et qu'ont bientôt rejoints de remarquables officiers qui n'aimaient pas l'Armée.

*
* *

L'influence de l'Eugène Sue populaire fut immense. Les romanciers du feuilleton se sont partagé ses inventions, et chacune d'elles est devenue à son tour un roman. Il y a beaucoup mieux. Vers 1900, nous étions tous engoués des romans russes ; et, dans un salon, on causait avec enthousiasme de *Crime et Châtiment*, de Dostoïewski. C'est un souvenir qu'il me plaît d'évoquer. J'entends encore la voix ardente d'une jeune femme nous parler de Sonia, la petite prostituée qui se détache sur le fond de sa misérable vie comme une sainte et qui traîne Raskolnikof au repentir. Nous avions parmi nous un des premiers préfets de la Défense nationale. Il interrompit. « Eh, dit-il, c'est tout à fait la *Fleur de Marie*, d'Eugène Sue ! » Fleur de Marie est la jeune prostituée d'âme pure que Rodolphe a rencontrée dans un tapis-franc, qu'il a retirée de l'abjection et qui n'est autre que sa fille crue morte. Comparer une héroïne d'Eugène Sue à une héroïne de Dostoïewski, à celle qui représentait à nos yeux « la religion de la souffrance humaine » ! Je crains bien que nous n'ayons abaissé sur ce vieil homme un regard lourd de dédain. Sa remarque ne fut relevée de personne. C'était lui pourtant qui avait raison ! Nous avons appris plus tard que Dostoïewski lisait passionnément nos romans-feuilletons ; il n'avait pu ignorer ceux d'Eugène Sue ; il avait transplanté Fleur de Marie, et, sur la terre russe, éventée par ces souffles qui viennent du fond de l'Asie, avec sa phraséologie russe, elle était devenue Sonia.

Si Théophile Gautier a toujours été indulgent aux succès d'Eugène Sue, Balzac en était excédé, et les sommes dont on payait *les Mystères* et *le Juif-Errant* le faisaient écumer. Hugo, lui, flaire dans cet enthousiasme populaire une nou-

velle orientation du public vers le roman social. L'auteur des *Mystères* s'attaque, si l'on veut, au paupérisme ; celui du *Juif-Errant*, à la domination du prêtre, à son intrusion dans les ménages. Hugo songe. Ces romans font de leur auteur un homme politique ; il reprend son idée des *Misérables* ; il la voit s'élargir au point d'absorber toutes celles d'Eugène Sue. Aux personnages des *Mystères* il donnera, ce qui leur manque, la vie du style, l'éclat de la poésie. Le Maître d'école et sa hideuse femelle, la Chouette, deviendront les Thénardier. Colette sera une petite sœur très pure de Fleur de Marie. On parlait argot chez Eugène Sue. Non seulement on parlera argot dans *les Misérables*, mais Hugo y insèrera toute une étude sur l'argot. On y trouvera des chasses à l'homme, des murs escaladés, des évasions, des meurtres et, sinon le choléra, du moins la guerre civile. Il est très probable que, sans Eugène Sue, son prodigieux roman n'aurait pas été ce qu'il est. Ainsi, au XVIIe siècle, les héros de La Calprenède et de mademoiselle de Scudéry s'étaient transformés en passant dans la tragédie de Corneille. Mais mademoiselle de Scudéry et La Calprenède, c'était encore de la littérature.

ANDRÉ BELLESSORT

LES MAÎTRES[1]

CHAPITRE XVII

C'est vrai, je ne t'ai pas écrit depuis plus de trois semaines. A quoi bon? J'étais découragé, dégoûté, tout endolori de rancune et pas trop content de moi.

J'ai, pendant ces trois semaines, amèrement douté de la vérité scientifique et même de la vérité tout court. Pour me consoler, me guérir, j'ai recherché, dans la bibliothèque de l'Institut, les travaux de Pasteur. Quelle ardeur, quel souffle et, surtout, quelle admirable logique! Et puis quel style magnifique, nombreux, riche de fortes cadences! Un style que ne pourraient renier ni Bossuet, ni Pascal. Ces lectures m'ont réconforté. Elles m'ont surtout permis d'apercevoir mon maître Nicolas Rohner sous un jour plus équitable.

J'ai fait effort pour me recueillir dans le deuil et la pensée de Catherine. J'y suis parvenu parfois. Nous ne sommes pas tous les jours dignes de nos morts. Et puis, il faut bien t'avouer que le duel Chalgrin-Rohner n'a pas cessé d'agiter notre monde et qu'il nous est presque impossible de n'y pas penser.

Le Vieux, je te l'ai dit souvent, déteste les politiques et ne se prive pas de répandre en paroles son dédain et son animadversion. A la fin de l'année dernière, quand il attendait la

1. Voir la *Revue de Paris* des 1er et 15 septembre, 1er et 15 octobre 1937.

cravate et désespérait de l'obtenir, il improvisait de véhémentes diatribes contre les parlementaires. Cela ne l'empêchait pas d'aller, deux ou trois fois par semaine, rue de Grenelle, de harceler le ministre et les chefs du Cabinet. On a fini par lui donner la cravate. Il continue de vitupérer les politiques, mais il fait de grands éloges de Briand, qui est actuellement quelque chose comme garde des Sceaux, qui jouit d'une grande influence à l'Instruction publique et dont M. Rohner est l'ami. Il espère en tirer peut-être quelque nouvelle parure, quelque nouvelle faveur.

Je t'ai dit qu'il avait déclaré d'abord ne vouloir accepter que la présidence du Congrès, et nulle autre charge ou mission. Il n'a pas eu la présidence. On lui a demandé, par la suite, de prononcer un grand discours après le dîner d'honneur. Il a tout de suite consenti. Pendant quelques jours, les organisateurs ont pu croire que les difficultés Rohner-Chalgrin se trouvaient momentanément résolues. C'était bien de l'optimisme.

Il avait été décidé, dès le commencement, que le président de la République assisterait à la séance inaugurale, qui aura lieu dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne. C'était une chose entendue, acceptée, réglée d'avance. M. Rohner, qui ne recule devant rien, a fait d'étonnantes démarches pour que le Président Fallières ne vienne pas à la Sorbonne, mais préside le banquet. Tu sais, ou du moins tu devines, qu'à la Sorbonne c'est M. Chalgrin qui doit prendre la parole et se trouver sur le pavois. Les intrigues de Rohner ont finalement échoué. Tout aussitôt, Rohner a commencé d'accommoder le Président Fallières au vitriol. Le pauvre Président est soudain devenu, selon le tour de l'entretien et selon l'inspiration, « cette grosse vessie de suif », « Sa Majesté la Graisse », « la Prostate hypertrophique », « le Lipôme au grand cordon », « l'Éléphant de la République », etc., etc. Nous avons pensé que la rogne du Vieux s'allait répandre en paroles et finalement s'épuiser.

Tout cela se passait pendant le milieu de l'hiver. Maintenant, le Congrès approche et le programme est publié. Nous avons soudainement appris que le fameux banquet, où doit parler Rohner, sera présidé par Clemenceau. C'est un coup de maître.

Clemenceau est médecin. Il est chef du Gouvernement. C'est une personnalité beaucoup plus marquante que le bon M. Fallières. Je sais, par Sauvignet, que Rohner a mis tout en œuvre pour décrocher Clemenceau. Il avait tâté Briand, mais Briand ne sera pas libre. Alors il a joué l'autre carte et, pour finir, il a gagné la partie, sa partie. Tu peux croire qu'il n'a pas le triomphe muet. Il dit : « M. le Président Falguère *(sic)* est un modèle de magistrature adipeuse. Si nous jugeons au poids, il mérite la première place. Dans un Congrès de savants, il peut compter sur un succès de rire. Au contraire, le Président Clemenceau, voilà ce que j'appelle un homme. »

Sauvignet appelle M. Rohner « le Vieux » et j'en arrive à parler de même, sans gaîté de cœur, crois-le bien. M. Rohner, malgré sa moustache grise et sa dure brosse de cheveux blancs, est loin de paraître un vieillard. Il a peut-être cinquante-sept ou huit ans, pas davantage. Il se tient droit, il est vert et ne prêche certes pas le renoncement.

Il paraît que, vers la cinquantaine, les hommes font une espèce de maladie, de crise qui est tantôt purement physiologique, tantôt psychologique et surtout métaphysique. Je te l'avoue tout net, Justin, j'espère bien mourir avant de parvenir à cet âge dangereux. Je l'ai dit un jour à Schleiter, qui n'est pourtant pas de beaucoup notre aîné, mais qui a des vues sur la birbification. Il m'a répondu d'un ton sentencieux : « Attendez seulement d'y être et si vous tenez absolument à mourir, il sera toujours temps de le déclarer. » Oh ! je ne parle pas de suicide. J'espère une bonne chance, un accident, une belle petite mort subite, quelque chose qui viendrait à point pour m'épargner les misères du moins-être.

Je ne connais pas très bien l'histoire de M. Rohner. C'est un homme qui a beaucoup travaillé, sans nul doute. Il n'y a pas, dans ces existences laborieuses, place pour de grandes aventures sentimentales, du moins je le suppose. M. Rohner a fait, comme les autres, ce que Sauvignet appelle le « délire des quinquas » et cette maladie se présente chez lui d'une manière un peu ridicule. Cet homme sec et d'aspect militaire — colonel en retraite — louche sur toutes les femmes, se contorsionne et fait des grâces. Il se regarde dans les miroirs, au passage, donne une chiquenaude à sa moustache, passe

une main complaisante sur sa brosse de cheveux gris. Avec nous, les jeunes, il n'est pas très ouvert ; mais nous l'écoutons parler à certains de ses pairs ou de ses amis, et il parle assez haut pour être entendu de tous. Il ne lui déplairait pas de donner à entendre qu'il a de chauds appétits et même des passions, qu'il est ce que Sauvignet nomme, en arrondissant le bec, « un grand génital ». Il parle des choses de l'amour en connaisseur et en curieux, ma chère... Il disait l'autre jour, en voyant passer madame Spaleanu, dans le couloir : « Je n'aime pas les bas de femme mal tirés. Cela suffirait à m'empêcher d'aborder. » Une délégation de personnes du monde est venue, l'autre jour, visiter l'Institut. M. Rohner multipliait les effets de jambe, inventait des madrigaux laborieux, marchait sur la pointe des pieds pour paraître un peu plus grand qu'il n'est. C'était assez humiliant pour nous, ses élèves, pour nous qui, même si nous ne l'aimons pas, demandons à le respecter. Le thème de l'éternelle jeunesse et la question : « Quel âge peut-il bien avoir? » me sont devenus odieux pour des raisons que tu connais. Ce thème et cette question tiennent pourtant une place énorme dans les entretiens de M. Nicolas Rohner.

On a fait, à l'hôpital, des essais de bains lumineux. Le patient est plongé dans une baignoire d'eau limpide, qui présente, à l'une des extrémités, une fenêtre éclairée par une forte lampe électrique, devant laquelle on glisse des plaques de verre diversement colorées. M. Rohner assistait aux essais. Il avait fait venir, pour mettre dans le bain, non pas un malheureux podagre, mais une belle fille potelée, que l'on apercevait sous des flots de lumière tour à tour pourpre, dorée, azurée, verdoyante. M. Rohner se penchait sur cette magie scientifique avec beaucoup d'intérêt et risquait des observations ponctuées de remarques gauloises.

Toutes ces fantaisies, qui m'irritent fort chez mon père, devraient m'amuser chez Rohner. Elles m'amusent, en effet, mais elles m'agacent aussi. Quand je l'entends disserter à voix haute sur ses mérites génitaux, je ne peux m'empêcher — c'est bien lui qui m'y invite — de me le représenter en train de faire ce dont il parle, avec sa moustache et sa mouche, avec son allure de colonel autoritaire et sa façon de dire :

« A revoir... », comme s'il vous disait : « Rompez ». Alors j'éclate de rire, mais je ne suis pas content. Note que cet homme qui sait tout, qui a tout lu, tout compris, cet homme qui est savant de façon presque monstrueuse, cet homme, dit obstinément, « à revoir », « escayer », pour escalier, et il prononce « un espèce de » quand il s'agit d'un objet du genre masculin. Exemple fréquent : un espèce de crétin.

Il a la coquetterie de toutes les choses sexuelles. Je ne sais plus qui, l'autre jour, parlait de pédérastie. Il a pris son air compétent. Il disait : « Mais non, mais non, je vous assure. C'est très intéressant... Il ne faut pas juger de ces choses à la légère et sans renseignements personnels... »

Je ne suis pas content. Ce méchant homme, à mes yeux, incarne malgré tout l'intelligence triomphante. Je ne veux pas que, par sa faute, l'intelligence me devienne odieuse et dérisoire tout comme la stupidité.

Je vais lâcher Rohner un peu. Je sens que, si je me laissais aller, je perdrais le juste équilibre. Je sens que je m'acharnerais sur cette proie rebelle et coriace. D'ailleurs tu m'invites à la modération, car tu me sembles, en ce moment, fort sensible à l'indulgence. Dans tes dernières lettres, tu trouves, pour parler de Sénac, des expressions d'une exquise bénignité. Je crois même comprendre que vous avez noué, Sénac et toi, quelque chose comme une correspondance amicale. Ne proteste pas : je peux produire des preuves accablantes.

Dans une lettre du 10 février, tu m'as écrit, froidement, toi, Justin : « Sans la maladie de madame Houdoire, tu ne m'aurais peut-être rien dit de cette liaison qui tient, je le sais, tant de place dans ta vie... » Admirable ! Je ne t'ai rien caché de cette amitié douloureuse. Catherine jamais n'est venue chez moi. Je ne suis jamais allé la voir chez elle. Nous ne sommes jamais sortis ensemble. Et c'est toi, toi, Justin, qui peux donner asile à des pensées de cette nature, toi qui vis volontairement loin de nos agitations et de nos petites misères, toi qui t'es retiré de notre monde futile pour vivre les souffrances des hommes au travail. Je ne t'en veux pas, car j'imagine assez bien de qui te viennent ces clartés extravagantes sur nos chétives personnes.

Dans la même lettre, page 6, tu dis : « Surveille donc Suzanne. Avec Testevel, il n'y avait rien à craindre, mais Larseneur est sournois. » Je sais que tu n'as pas encore pardonné à Larseneur d'avoir quitté Bièvres un des premiers. Mais que sais-tu de ses relations avec ma sœur Suzanne? D'où te vient cette défiance? Je le sais maintenant. Elle est, si j'ose dire, signée.

Enfin, dans ta dernière lettre, tu te répands en propos malveillants contre Richard Fauvet. Voilà donc un garçon que tu n'as jamais vu, dont tu ne sais à peu près rien, car je ne t'en ai presque rien dit. Or tu me parles de Fauvet avec des précisions de détective. Tu connais ses goûts, ses habitudes, ses manies, sa façon de se vêtir et la couleur de ses cravates. Ce n'est pas moi qui t'ai révélé tout cela. Qui l'a fait? Ah! Justin, Justin, tu pourrais rougir. Je comprends que l'on souffre, mais sans l'assistance et le secret renfort d'un homme que l'on méprise.

Je ne suis pas jaloux de ce regain de sympathie pour Sénac. Mes lettres ne te suffisent donc pas? Tu as besoin des fiches d'un indicateur! Je te plains et je passe outre. Sache d'ailleurs que je ne dirai rien à Sénac de cette dispute entre nous, de cette dispute qui me navre. Il n'arrivera pas à nous lancer l'un contre l'autre.

Je ne lui dirai rien car, malgré tout, je le plains. Je l'ai vu plusieurs fois ces temps derniers. Je te conterai même bientôt quelque chose d'assez piquant en ce qui touche son avenir. Je veux d'abord t'instruire sur les états d'âme de ton nouveau collaborateur et policier intime. Je ne sais si tu te rappelles qu'un jour, au Désert, pendant une controverse avec Jusserand qui faisait l'éloge de la grandeur, tu avais vertement répliqué : « La grandeur! Oui! La grandeur! Il y en a qui finissent par être de grands médiocres. » Cette phrase, qui m'est demeurée dans l'esprit, doit aussi tourmenter Sénac. Il a — c'est lui qui le dit — l'horreur de la médiocrité. Il paraphrase la maxime de Jusserand : « Je préfère un grand échec à une petite réussite. » Il voudrait, le malheureux, être un grand quelque chose, un grand n'importe quoi. Comme il ne lui est pas facile d'être un grand philosophe ou d'être un grand poète, — car tu sais qu'il n'écrit plus, il juge ceux qui

continuent d'écrire avec une grande insolence, mais il a cessé d'écrire — comme donc il lui est difficile d'être grand par le travail ou la vertu, le pauvre se berce encore de l'illusion qu'il pourrait être une grande canaille ou, comme il dit, « un grand salaud ». Eh bien ! ce n'est même pas vrai. Sénac n'a pas l'étoffe d'une grande canaille. Et parce que j'en suis sûr, je prends soin de le désespérer à ce sujet. Quand il a deux ou trois verres dans le nez, qu'il commence à se frapper la poitrine et à s'accuser frénétiquement, je le regarde en souriant et lui réponds avec beaucoup de gentillesse : « Mais non, mais non, mon pauvre Jean-Paul. Tu t'imagines que tu es un salaud, mais tu n'es qu'un bon garçon gâté par l'oisiveté, pour l'instant, et, chroniquement, par l'alcool. » J'aimerais assez de le museler tout à fait. Et pourtant, je n'insiste guère dans la crainte de le blesser au bon endroit et de le pousser à faire une vraie saloperie pour laquelle, quoi qu'il dise, il n'est quand même pas de taille.

Voilà, cher Justin, peint au vif, le malheureux de qui tu reçois et peut-être même à qui tu demandes ce qu'on appelle, dans l'administration, des « renseignements confidentiels ». Je sais que je suis distrait, pourtant tu voudras bien penser que je ne suis pas aveugle.

Pour te rassurer quand même sur le très misérable Jean-Paul, je veux te dire qu'il va sans doute avoir une situation sociale. Il a très vite bu les subsides octroyés par mon cher patron. Je lui ai, les semaines suivantes, donné quelques petites sommes, car, enfin, il faut qu'il mange. Il a été notre compagnon, notre ami. Je commence à comprendre que nos amis, nous ne les avons pas choisis, et qu'il nous faut les accepter, les tolérer, les subir, comme les gens de notre famille, comme tous les fardeaux envoyés par le sort. Je ne dis pas cela pour les petites sommes d'argent, d'ailleurs très modestes, que j'ai données à Sénac, non, non, mais, tu l'as bien compris, pour le grand fardeau moral qu'il impose à tous ses amis.

J'en étais à chercher quelque moyen de lui trouver, sans désobliger personne, la niche et la pitance, quand, un jour de la semaine dernière, mon frère Joseph m'a dit :

— Je m'intéresse à ton ami Sénac. Je songe même à l'employer.

Cette petite phrase m'a fait dresser les poils sur le dos de la main. Quelle rencontre ! Elle me semble en même temps extravagante et fatale. Elle n'est pas tout à fait arbitraire : Joseph a rencontré Sénac au Désert et, parfois, chez moi, parfois, chez le bistro Papillon. Au premier regard, il me semblait que Sénac était de ces hommes que Joseph ne voit même pas ou qu'il repousse du pied, comme on ferait d'une limace. Eh bien, non, Joseph a vu Sénac et même il l'a distingué. De le savoir, j'en ai ressenti beaucoup plus que du malaise. Par la suite, la collusion m'a semblé logique.

Sénac est incapable d'un travail sérieux. Or Joseph est de ces chefs qui ne tolèrent, dans leurs bureaux, que des esclaves irréprochables, diligents, scrupuleux, zélés. Si Joseph a jeté les yeux sur Sénac, c'est probablement qu'il attend de lui certains offices auxquels on n'ose pas songer. Tout cela m'attriste beaucoup. M. Mairesse-Miral et Jean-Paul Sénac ! Seigneur ! Quel attelage ! Vraiment, me serais-je trompé ? Sénac aurait-il quand même l'étoffe d'un bon salaud moyen, sinon d'un maître salopard.

Puisque j'en suis à Joseph, que je t'en chante un couplet. Je lui ai dit, ce même jour qu'il m'avait parlé de Sénac :

— Et cette ruine ? Elle se porte bien ?

J'esquissais un sourire que j'aurais voulu léger, mais qui, bien malgré moi, devait se crisper quelque peu. Joseph m'a regardé droit dans l'œil, avec une parfaite et désarmante innocence. Il murmurait :

— Quelle ruine ? Que veux-tu dire ? Le coup des Barrages de la Roumagne, peut-être ? Mais non, mais non, tout va très bien. Vous avez une façon de parler, vous autres ! Vous ne pesez pas vos mots. La ruine ! La ruine ! Si des étrangers t'entendaient, tu pourrais, sans le vouloir, me porter un grand préjudice. Attention, Laurent, attention ! Je ne suis pas superstitieux, mais je n'aime pas la plaisanterie.

Il m'a grondé — tu peux me croire — pendant deux ou trois minutes.

Si tu tiens à être rassuré sur le compte de Joseph, sache que ses affaires vont à merveille. Il n'a pas remboursé les 3 000 francs des parents, mais il a lui-même acheté la concession et traité directement avec le marbrier. Il dit : « J'y serai

de ma poche. Bah ! si ça leur fait plaisir... » Je pourrais pourtant t'affirmer qu'il a dû, sur l'achat et la commande, faire un léger bénéfice dont nous ne saurons jamais rien. Pour Ferdinand, il a laissé son magot « dans les affaires ». Il touche des intérêts et il en est tout glorieux. Il n'imagine pas très bien qu'il ne verra plus jamais ce que l'on appelait jadis, fortement, le principal. Que veux-tu ? Ferdinand est myope. Si myope qu'il lui est arrivé, l'autre jour, au théâtre Sarah-Bernhardt, de se trouver devant une glace, de ne pas se reconnaître et de se saluer, deux fois, gentiment, pour se laisser passer, avant de comprendre l'erreur.

Je ne quitterai pas Joseph sans te raconter encore une petite histoire de lui. Je la tiens de sa femme, Hélène.

Ils étaient invités tous deux, un soir du mois dernier, à souper chez les Voekler, les grands marchands de chocolat qui ont une propriété non loin de la Pâquellerie, à Saint-Martin-du-Tertre. Hélène et Joseph avaient passé deux jours à la Pâquellerie pour surveiller les ouvriers qui travaillent dans le domaine et pour « jouir un peu de leur bien », comme dit parfois Joseph, avec une sorte de fièvre toujours renaissante et toujours désabusée. Le dîner était à neuf heures, ce qui me semble bien bizarre. Joseph et Hélène sont partis, passée la demie de huit heures, lui en smoking, elle en toilette de soirée, robe décolletée, fourrure, enfin tout le tralala. Ils avaient pris la limousine et Joseph conduisait lui-même. La nuit était très froide et sans brouillard. Ils ont monté la côte pour traverser la forêt. Joseph était très gai, mais il ne pouvait pas parler à sa femme, enfermée dans la bagnole. Hélène l'entendait siffler. Et, tout à coup, dans la lumière des phares, voilà qu'est apparue une biche, une belle biche au jabot blanc. Alors Joseph, saisi de frénésie, a foncé sur cette proie. La biche a pris la fuite, comme il arrive souvent, paraît-il, sans parvenir à s'évader de la lumière des phares. Joseph a poussé le moteur. Par bonheur, les bas-côtés de la route étaient gelés, car la voiture faisait des embardées presque à frôler les arbres. La voiture avait l'air, comme son conducteur, d'un fauve déchaîné. Hélène avait très peur et même elle poussait des cris. Pour finir, Joseph a rejoint la biche et lui a passé sur le corps. Alors il a serré les freins et il est

descendu. Hélène m'a dit qu'à ce moment, il avait vraiment l'air terrible. Il a retiré son pardessus et il a ramassé la biche qui avait le ventre ouvert et les intestins dehors. Il ne voulait pas la laisser là, mais l'emporter. Hélène tâchait de l'en dissuader. Il ne se possédait plus. Il a pris la biche à pleins bras et l'a jetée dans la voiture. Il soufflait et respirait rauque. Alors ils se sont aperçus tous deux que la voiture était pleine de sang, que Joseph avait les mains rouges et le smoking tout souillé, que la belle robe d'Hélène avait reçu des éclaboussures. Joseph avait l'air dégrisé, très triste, très mécontent. Ils sont revenus en hâte jusqu'à la Pâquellerie. Ils ont téléphoné qu'ils arriveraient en retard. Joseph a caché la biche ; il voulait la manger quand même. Il était très ennuyé, car les chasses de la forêt appartiennent justement aux Voekler. Il a fallu changer de toilette, nettoyer la voiture. Ils sont arrivés très tard, la soirée a été lugubre et je crois avoir compris que Joseph a manqué l'affaire qu'il avait en vue avec le chocolatier.

C'est Hélène qui m'a raconté cette histoire. De temps en temps, elle sourit et une fossette charmante se creuse au coin de sa joue. Je peux, à de tels moments, croire qu'elle juge son mari. Je n'en suis pas sûr. A force de vivre avec lui, je sens bien qu'elle finira par lui ressembler tout à fait.

Je me suis cent fois promis de ne plus parler de Joseph. Cette fois, c'est bien fini. Je l'abandonne, je le plaque, avec sa biche, sa fortune, sa ruine et ses créatures, au nombre desquelles je ne verrai pas sans horreur le poète Jean-Paul Sénac.

Le Congrès des Sciences biologiques va commencer, la semaine prochaine, ce qu'on appelle « ses travaux ». Faut-il te l'avouer, je ne crois pas beaucoup aux travaux des Congrès. Le travail créateur, le travail véritable s'accomplit dans la solitude. On ne fait de compagnie que palabrer sur des points de style, sur des détails de forme, et encore toute solution ferme exige la retraite et la méditation. Je me sens, petit à petit, devenir individualiste. Notre expérience du Désert et ce que je vois chaque jour, c'est bien assez pour me donner la haine de toute délibération publique et pour me renvoyer dans la retraite exacte et féconde, celle où l'homme est parfai-

tement seul. Je sais que je vais te faire hurler. Toi, tu es, malgré le Désert, l'homme de la communauté. Puisses-tu n'y point perdre à jamais tes raisons de confiance en l'homme et tes suprêmes espoirs ! Je ne te cherche pas querelle, mon bon et cher ami ; je te raconte, comme je le peux, les démarches de mon esprit et même et surtout ses faux-pas. Ajouterai-que je suis un individualiste tolérant et discipliné. Je n'oublie jamais qu'il me faut vivre en société. Je considère, par exemple, les Congrès avec un scepticisme irréductible ; néanmoins je ne refuserai pas de participer aux Congrès, si j'ai lieu de le faire plus tard. Je dois même, pendant celui-ci, présenter un petit travail, sous le couvert de M. Chalgrin. J'ai, de surcroît, accepté d'être au nombre des jeunes gens qui se partageront la besogne matérielle du Congrès et qui, durant les cérémonies, joueront en quelque sorte le rôle de garçons d'honneur et porteront un brassard pour se désigner à l'attention des multitudes.

M. Chalgrin a fini de rédiger son discours. Je sais que c'est une très belle page. M. Chalgrin pourrait être heureux, car en somme tout lui sourit. Eh bien ! je le trouve triste. Je pense que cette discorde le tourmente et finira par l'épuiser. Rohner est fait pour la chamaille ; il s'y meut avec aisance et promptitude, on pourrait même dire avec allégresse. Mon cher patron, tout au contraire, est visiblement malheureux et même à bout de résistance. Certains jours, il semble hors d'état de prendre une décision. Il dit : « Qu'est-ce qu'il faut faire ? Qu'est-ce que l'on pourrait bien faire ? » Et il ajoute en secouant doucement la tête : « Je peux vous avouer, mon ami, que je ne sais pas du tout que faire et même qu'il me serait doux de ne rien faire de tout cela. »

Je suis sûr que cet homme pacifique et délicat donnerait tout pour avoir la paix. Je me suis demandé souvent ce qui pouvait le retenir. Je pense que le caractère de Nicolas Rohner est peu favorable à la conciliation. Il y a sûrement des raisons beaucoup plus secrètes. Je vois parfois madame Chalgrin et je crois te l'avoir dépeinte, un peu sommairement sans doute. Je commence à comprendre le rôle de madame Chalgrin dans la vie de mon bon patron. Ce n'est pas une personne bassement intéressée. Elle ne ressemble en rien à madame Vaxelaire,

qui est follement prodigue et contraint son savant de mari à gagner de la galette par tous les moyens possibles. Non, c'est une personne très altérée de considération. Je suis sûr que, sans elle, M. Chalgrin n'aurait jamais accepté toutes sortes de corvées qui l'importunent et le fatiguent. Madame Chalgrin est une personne qui ne plie pas, qui ne plie jamais. Il se peut que le duel Chalgrin-Rohner soit un duel entre M. Rohner et madame Chalgrin. Ah ! Seigneur ! Qu'il est difficile de comprendre quelque chose à nos maîtres. M. Hermerel, que j'aime tendrement et dont je t'ai souvent fait l'éloge, M. Hermerel, a, lui, pour compagne, une femme admirable, à qui sans aucun doute il doit le meilleur de son inspiration et même la dignité de sa vie. Je suis individualiste, je viens d'avoir l'honneur de te l'expliquer ; mais je comprends quand même très bien qu'un homme, c'est un ensemble inextricable d'âmes, de forces et d'influences.

Allons, je vais dormir. Je commence à divaguer. Ton frère réconcilié, s'il fut jamais mécontent. L. P.

15 mars 1909.

CHAPITRE XVIII

Je te l'ai dit cent fois, les cérémonies officielles m'inspirent une sorte d'horreur. J'avais fait jadis le serment — encore un serment et, qui pis est, un serment trahi bien vite — de ne me fourvoyer jamais dans ces kermesses de la vanité. J'avais même pris la liberté de dire, non sans beaucoup de circonlocutions, mon sentiment là-dessus à mon cher patron Olivier Chalgrin. Il me regardait en souriant avec indulgence, avec lassitude aussi. Puis il a parlé de Pasteur, qui était très décoré, très chamarré, très officiel et qui, quand même, était Pasteur. Pour finir, le patron a dit, en me posant sur l'épaule sa belle main, blanche et légère, qui commence à peine de se nouer aux jointures :

— Attendez encore vingt ans et vous verrez, vous comprendrez qu'on ne peut pas faire autrement, que nous devons

montrer aux multitudes une science non point humiliée, mais militante et victorieuse, une science qui déclare ses besoins et connaît son empire. Nous ne pouvons pas déléguer les professionnels du faste et de la représentation. Force nous est donc de comparaître en personne et de prêcher publiquement notre foi.

C'était presque sans réplique, et cela ne m'a pas convaincu. J'ai quand même pris ma petite part au Congrès et joué mon rôle de garçon d'honneur. Jusqu'à la dernière minute, j'étais d'humeur maussade. Puis mes sentiments se sont quelque peu modifiés et je dois, pour être juste, tâcher de t'en faire en même temps le commentaire et l'aveu.

Je pense t'avoir expliqué, cher Justin, que je remplissais, avec Vuillaume, Roch, Fauvel, Sternovitch et pas mal d'autres, les fonctions de commissaire. J'avais un brassard brodé aux initiales du Congrès : C.S.B. J'étais en habit, s'il te plaît, un habit loué chez Latreille, rue Saint-André-des-Arts. Je suis arrivé, comme il se devait, en avance et j'ai commencé de piloter les bougres, bonzes, pontifes, magnats et autres grands seigneurs des sciences et de la politique au fur et à mesure qu'ils se présentaient pour prendre place, les uns sur l'estrade et les autres dans la salle. Je connaissais quelques-uns de ces messieurs pour les avoir aperçus à la Sorbonne, à la Faculté de Médecine, à l'Institut, au Collège ou dans les hôpitaux. La plupart me semblaient infiniment respectables ; mais quand je les ai vus s'avancer devant moi, dans leur tenue de gala, certains dans des uniformes comiques, avec, le long de la cuisse, une épée constellée de pierreries, d'autres en habit noir, arborant des rubans coloriés en sautoir ou en cravate, des brochettes, des festons, des chapelets de croix et de médailles, des étoiles de diamants collés à la place du foie ou de la rate, je ne sais même plus, quand je les ai vus se présenter ainsi comme des vitrines ambulantes, comme des ostensoirs et des châsses, je dois dire que je suis devenu rétif et que j'ai laissé choir sur ces maîtres vénérés un coup d'œil cruel et glacé. Je songeais, en les conduisant à leur place avec un empressement de page ou plus simplement d'huissier, je songeais : « Tout cela n'est pas la science, quoi qu'en dise le patron. La science vit laborieusement sous une blouse

pleine de taches, sous une blouse déchirée, dans le fond des laboratoires. La science avance en trébuchant, non pas sous le poids des honneurs, mais dans l'angoisse et les ténèbres. La science ne triomphe pas sous les ors, les émaux et les pierres précieuses, elle cherche en gémissant. Ce soir, la science n'est pas ici, parmi cette multitude travestie et parfumée. »

Telles étaient mes réflexions pendant que je guidais les vieux maîtres vers leur fauteuil, dans lequel ils se laissaient choir comme des gens qui n'ont plus les articulations très libres. Puis sont venus les politiques de moyenne dimension. Cependant la grande salle s'emplissait. On entendait croître, de minute en minute, un énorme souffle humain. Puis, la musique de la Garde a soudainement retenti. Par bonheur, de toute la soirée, elle n'a joué que de belles choses, un peu mêlées, mais belles : *Allegretto de la Septième Symphonie*, *Antar*, de Rimsky, *Ouverture des Maîtres*, etc. Enfin de la musique véritable. Je dois te dire que la musique exerce sur mes nerfs une action en même temps exaltante et sédative. J'ai senti que la musique, même cette musique un peu brutale, sans cordes, sans moelleux, allait, comme toujours, dévier un peu mon jugement. J'en étais là de ma méditation ambulante quand la salle entière s'est levée et que la *Marseillaise* est partie comme une bombe.

Cher Justin, tout ce qui va venir n'est pas trop compréhensible. Tu sais que, d'ordinaire, je ne suis pas très « Marseillaise ». Je trouve toujours assez drôlatique de voir d'honorables bourgeois se mettre sur leurs fumerons et retirer leur huit-reflets pour entendre exécuter un hymne révolutionnaire plein d'appels aux armes, plein de sang et de fureur, plein de meurtres sacrés. C'est le sort des chants révolutionnaires de s'assoupir, en définitive, dans la friture des fêtes foraines, dans le tumulte des comices ou la puanteur des banquets. Nous avons entendu chanter l'*Internationale*, — rappelle-toi, dans *le Grand Soir*, au théâtre des Batignolles, — et cela nous a fait courir un frisson au creux des reins. Mais je sais bien qu'un jour on exécutera l'*Internationale* devant de braves bourgeois en gibus et en habit, qui bavasseront pendant des heures pour célébrer les immortels principes de l'an dix-neuf cent et quelque chose, — ne cherchons

pas trop. — Voilà ! voilà. Tu comprends donc pourquoi, quand je suis maître de moi, je ne suis pas « Pom, pom, pom, pom... »

Eh bien ! chose vraiment surprenante, cette *Marseillaise* du Congrès m'a bouleversé. Je n'en saurais dire la raison. C'était violent et terrible. M. Fallières est entré là-dessus. Je ne l'ai pas trouvé ridicule du tout. Je serrais les dents et les poings. Je devais être un peu pâle. Décidément, il faut se défier de la musique, de la divine musique, de notre chère et consolante musique.

Derrière M. Fallières sont entrées toutes les personnes que l'on appelle, je me demande pourquoi, des personnalités. Il y avait là des ministres que je serais bien en peine de te nommer et enfin nos maîtres. J'étais un peu vexé de voir que nos maîtres, ces hommes extraordinaires dont le nom retentira dans les siècles, marchaient, comme toujours, derrière les politiques dont le nom disparaîtra dans six mois. Chez nous, en France, il paraît que c'est la règle. A la réflexion, je trouve que c'est très bien et que le vrai mérite donne ainsi publiquement des marques de modestie.

Je redoutais beaucoup d'apercevoir mon cher patron dans son déguisement verdâtre de membre de l'Institut. Je dois confesser encore que M. Chalgrin m'a paru soudain très beau, très respectable et de noble allure. Il est possible que ce soit un damnable effet de la musique. Je constate, je ne juge pas.

Tout le monde s'est assis. La musique a continué de jouer pendant quelques instants. J'avais gagné ma petite place et je contemplais le spectacle. Il me semblait magnifique. Il y avait des tribunes pleines de militaires en uniforme, d'autres tribunes bruissaient de jeunesse. Les toilettes étaient somptueuses. L'estrade ruisselait de feux et d'étincelles. J'étais peut-être complètement intoxiqué : je me sentais envahi non seulement d'indulgence mais aussi d'admiration pour ces pompes, pour ce faste. Je me disais que les hommes ont parfois besoin d'oublier, dans quelque débauche de luxe et de splendeur, qu'ils ne sont que des animaux très misérables, des organismes fragiles et dominés par le besoin, par la peur et la tristesse. Je pensais que sous ces broderies, sous ces diamants, sous ces galons et ces dorures, il y avait des muscles comme tous les muscles, des organes composés d'éléments

délicats, des glandes en train de sécréter, des cellules nerveuses à moitié fluides, et quoi encore ! des vessies plus ou moins pleines — car la vessie joue un certain rôle chez ces messieurs et c'est elle qui, bien avant l'estomac ou les jointures, sonne le tocsin d'alarme. — Je me disais que toute cette foule faisait, en somme, un effort méritoire pour oublier sa condition temporelle et que cette volonté d'oubli n'allait quand même pas sans grandeur.

Tu vois qu'à ce moment-là j'étais à moitié conquis et presque à résipiscence.

Les discours ont tout gâté. On ne devrait jamais parler dans les cérémonies de cette nature. La musique suffirait bien à troubler les meilleures cervelles. Malheureusement, je dois être seul de mon avis. La règle est de bavardage. Ainsi l'esprit critique peut se ressaisir et même exercer sa fonction, son implacable fonction.

J'ai commencé de m'ennuyer. La science, dans les discours, devient tout de suite emphatique et boursouflée. Que d'idéologies ! Que de déclarations vaines ! Les choses les plus sûres et les plus sensées prennent, par le discours, un caractère de vérité électorale. Dans les meilleurs moments, cela ressemble aux apophtegmes et boniments naïfs de monsieur mon père sur la libération de l'humanité, apophtegmes honorables, mais dont je suis rassasié. M. Chalgrin, comme président du Congrès, a fait un magnifique laïus, qui m'a cruellement déçu. Comprends-moi bien : toutes les idées exprimées par M. Chalgrin, dans cette harangue, sur les transformations nécessaires du rationalisme, sur la collaboration des sciences et sur l'avenir de la biologie, toutes ces belles idées, je les connais ou mieux encore, je connais leur visage intime et vivant. J'ai, plein de ferveur, épié leur naissance et leurs premiers jeux. M. Chalgrin m'a fait parfois l'honneur d'essayer devant moi ses thèmes, d'exécuter ses gammes et ses exercices. C'est ainsi que je les aime, les idées, dans leur verdeur naturelle. Habillées, parées, fardées pour ce public officiel, elles ne m'ont fait aucun plaisir.

En revanche, elles ont dû prodigieusement irriter Nicolas Rohner. Voilà certes un monsieur qui ne prend pas la peine de cacher ses sentiments. Il en serait bien incapable. Il était

à la table d'honneur, et assez loin du centre, ce qui semblait l'affecter beaucoup. Il ne cessait de remuer, de faire craquer les articulations de ses doigts, de donner des chiquenaudes aux poils de sa mouche. Pendant le discours de M. Chalgrin, il n'a pu s'interdire de manifester soit l'ennui, soit la désapprobation. Il secouait la tête, il bâillait, il s'éventait, si j'ose dire, d'un geste insolent avec la feuille du programme, il tripotait la croix de sa cravate ou le pommeau de son épée, car il était en grand costume.

Alors, soudain, pendant que les applaudissements faisaient frémir toute l'ossature de la bâtisse, je me suis pris à penser à Catherine, à mon amie, la pauvre Catherine Houdoire, qui est morte obscurément, sans *Marseillaise* et sans discours. Oh ! je ne formulais pas une revendication pour la très humble servante de la science ; mais j'ai pensé qu'il ne fallait quand même pas l'oublier dans ce tumulte. J'ai cessé de prêter l'oreille aux discours des discoureurs et j'ai passé, pieusement, tout le reste de la soirée avec le souvenir de Catherine.

Les deux journées suivantes ont été, comme tu l'imagines, remplies par les séances du Congrès, des promenades à Paris, des thés, des conférences et des harangues. Ce que j'attendais avec un peu d'inquiétude, c'était le fameux banquet du Palais d'Orsay, le banquet où devait parler M. Nicolas Rohner, mon savant maître.

Cette soirée a commencé par une histoire si ridicule que j'ai scrupule à la narrer, bien qu'il me faille absolument le faire.

Le dîner ne comportait pas moins de deux cents convives. Il y avait là des Français en grand nombre, des Anglais, des Allemands, des Américains du Nord et du Sud, quelques Italiens, quelques Russes, une pincée de Scandinaves, des Suisses, des Belges, un trio de Japonais, enfin des délégués de tous les Instituts biologiques du monde.

M. Rohner est arrivé de bonne heure et il a demandé tout de suite à voir le plan de la table, qui se trouvait exposé dans un petit salon d'attente. M. Rohner a regardé le plan, très vite, et a dit qu'il désirait parler aux membres du Comité d'organisation. Plusieurs étaient arrivés déjà, que l'on a rassemblés non sans peine. Rohner avait l'air irrité ; son regard d'un bleu polaire lui pâlissait les joues. Il soufflait dans sa moustache

et tirait sur ses doigts comme s'il eût voulu les arracher. Les membres du Comité sont arrivés l'un après l'autre et, tout de suite, le Vieux a commencé de tempêter à voix couverte. Nous, les jeunes commissaires, nous écoutions, sans rien dire, massés dans l'ouverture des portes. Nous n'avons que trop vite compris la cause de cette algarade.

La table d'honneur devait être naturellement présidée par Clemenceau. A la gauche de Clemenceau devait s'asseoir M. Chalgrin, président du Congrès et, à la droite, M. Bouchard, président en exercice de l'Académie des Sciences. Sur le bord opposé de la table d'honneur venaient, perpendiculaires, s'attacher les autres tables, en sorte que les places en vue, n'étant que d'un seul côté, se trouvaient assez peu nombreuses. On avait fait l'honneur de plusieurs d'entre elles à quelques hôtes étrangers. M. Rohner, sans être au bas bout de la table, était quand même assez loin du siège présidentiel.

Il a commencé par dire qu'il allait se retirer, car il ne pouvait consentir à ce que la science fût humiliée en sa personne. M. Perrier a posément fait observer que tous les convives étant des savants de mérite, la science était tout à fait hors de cause et n'avait à redouter aucune humiliation. Le Vieux a rétorqué tout aussitôt qu'il avait charge, ce soir-là, de prononcer le grand discours, qu'il se trouvait donc jouer un rôle essentiel dans la cérémonie, qu'il entendait obtenir la place digne de ce rôle et que s'il ne l'obtenait point, il préférait se retirer en emportant son discours? Quelqu'un — M. Dastre, je pense — a tout aussitôt répondu, citant une phrase fameuse : que toutes ces chicanes à ses yeux n'avaient aucune importance et que la place occupée par M. Rohner devenait tout aussitôt une place d'honneur.

Ces paroles conciliantes n'ont produit aucun effet. M. Rohner a dit à Roch : « Demandez au garçon qu'il m'apporte mon vestiaire. Je vais aller dîner chez moi. » La situation était des plus embarrassantes parce qu'on avait besoin — du moins, c'est ce que l'on disait — du discours de M. Rohner et qu'on ne pouvait quand même pas le laisser prendre la fuite avec son discours sous le bras. Donc ces messieurs se sont rassemblés devant le plan de la table. Rohner s'est assis sur un fauteuil, l'air féroce et le poil raide et il a commencé d'attendre, en se

curant les ongles avec le coin de sa carte d'invitation. A deux reprises, on est venu lui proposer une place plus avantageuse. Il a chaque fois refusé, furieusement, d'un coup d'épaule. Il grondait : « J'en ai par-dessus la tête. Je ne veux pas qu'on se moque de moi. J'ai fait preuve de bonne volonté en acceptant de prononcer ce discours. Je ne souffrirai pas qu'on abuse de mon esprit de modération et de concorde. »

Pendant ce temps, les convives se répandaient dans les salons ou cherchaient leur place à table. Pour en finir avec une discussion si pénible, on est allé voir M. Chalgrin qui tenait le crachoir aux Belges. Les organisateurs l'ont pris à part et lui ont demandé, non sans embarras, s'il consentait à se laisser déplacer pour mettre fin à certaine discussion délicate avec l'orateur du jour. Mon cher patron a d'abord haussé les épaules. Il a répondu bientôt : « Que l'on me loge où l'on voudra, tout cela m'est parfaitement égal. » Puis il a paru comprendre à qui sa place allait être donnée. Il a battu des paupières et dit d'une voix frémissante : « Je laisse volontiers mon siège ; mais je veux que le geste soit remarqué. Je demande, en conséquence, un couvert au bout d'une table. Mettez-moi parmi mes élèves. Là, du moins, je serai tranquille et je ne m'ennuierai pas. » M. Dastre, qui est vraiment un homme de bonne volonté, a tâché de lui faire comprendre qu'on ne pouvait, lui, Chalgrin, président du Congrès, le caser au bout d'une table sans qu'il s'ensuivît un scandale. Mon cher patron s'obstinait et ne voulait rien entendre. « Si, si, je veux être au milieu de mes assistants. Comme cela, tout le monde verra de quel côté est le bon sens. » Pour finir, il a cédé, car il était déjà très las. Il a haussé les épaules et accepté la place attribuée primitivement à Rohner.

Les organisateurs ont poussé de grands soupirs et ils ont recommencé de voguer à travers les groupes, en attendant Clemenceau qui se trouvait fort en retard. Je peux t'avouer que j'étais assez curieux du visage de Rohner. Deux rides creuses et méchantes se tordaient sur son visage, de part et d'autre de sa bouche. Il riait, seul et tout haut, en cheminant parmi la foule. Je croyais qu'il était content, qu'il jouissait de son triomphe et je le suivais, béant d'étonnement et peut-être d'horreur comme les Barbares dont parle Flaubert.

Il a gagné la salle du banquet, puis bientôt la table d'honneur. J'ai pensé qu'il allait prendre possession de sa place et j'allais le lâcher de l'œil quand je l'ai vu soudain faire une chose étonnante. Je t'ai dit que Clemenceau devait avoir à sa droite le président de l'Académie des Sciences et à sa gauche M. Chalgrin, c'est-à-dire M. Rohner, selon la convention dernière. Or le Vieux, parvenu près des places d'honneur, a lancé de tous côtés un coup d'œil prudent. Il a rapidement pris la carte portant son nom et l'a mise à la droite du fauteuil présidentiel, puis, il a, *vice versa*, vivement changé l'autre carte avec un geste de prestidigitateur. Pour finir, il s'est assis. En sorte que, quand Clemenceau est arrivé, Rohner se trouvait à sa droite et ne sourcillait même pas. Les organisateurs se sont aperçus trop tard du subterfuge. Il n'y avait plus rien à faire. Le président de l'Académie des Sciences a déplié sa serviette sans prononcer une syllabe et j'ai compris, en regardant mon maître Nicolas Rohner, quelle force était, dans le monde, l'obstination des effrontés.

Les cuillers ont commencé de tinter contre la faïence et, pendant une grande heure, le turbot sauce tartare et le filet de marcassin ont paru — mais ce n'était qu'une apparence — jouer un petit rôle sur la scène. J'étais à l'extrémité d'une des tables secondaires, l'une de celles qui tombaient vers le centre de la table d'honneur. Je pouvais, de ma place, apercevoir M. Chalgrin, M. Rohner et « toutes les huiles », comme disait Sauvignet, qui me faisait vis-à-vis. M. Chalgrin semblait calme et parfaitement apaisé. Rohner avait l'air de déchirer non des nourritures, mais des adversaires. De temps en temps, il riait, pour lui seul et dans son verre. Puis il se reprenait à mordre à belles dents de son râtelier. Chaque bouchée s'appelait Chalgrin.

L'heure est enfin venue du champagne et de l'éloquence. Clemenceau a parlé trois minutes, pas davantage, d'un air bourru, mais flatté. Clemenceau est médecin, malgré tout. Il a dû garder l'empreinte. Je crois qu'il méprise presque tout le monde. Il ne méprise peut-être pas les gens d'entre lesquels il est sorti, ceux auxquels il est redevable de ses disciplines premières.

On a beaucoup applaudi. Puis Rohner a pris la parole. Je

sentais que le Vieux ne pouvait manquer de s'escrimer contre son ennemi détesté. Ce que nous avons entendu devait dépasser mes craintes. Imagine une minutieuse et corrosive réfutation du discours prononcé par M. Chalgrin dans la séance inaugurale. C'est d'autant plus étonnant que, cette fois, Sénac n'est pas en cause et que M. Rohner ignorait quatre jours auparavant le texte de M. Chalgrin. Dans la haine comme en amour, il y a de surprenantes divinations. N'oublie pas, pour tout comprendre, que Rohner n'a même pas une seule fois prononcé le nom de Chalgrin. Tout le monde connaît la querelle et pouvait subodorer la perfidie des allusions. Nous étions dix ou douze, tout au plus, nous les petits, les fidèles, à voir voler toutes les flèches, à compter toutes les blessures. M. Rohner, je dois le dire, malgré sa mimique excessive, est un habile orateur. Il a fini par obtenir un succès dont il jouissait d'une façon par trop visible. J'étais d'autant plus dégoûté que certains effets oratoires me divertissaient moi-même parfois ; j'étais d'autant plus écœuré que les mêmes gens qui, quatre jours auparavant, avaient applaudi mon cher patron à tout rompre, applaudissaient du même cœur les thèses de son adversaire. Et les hommes qui se trouvaient là n'étaient pas ceux de la place publique. C'était la fine fleur de la société savante.

M. Chalgrin souffrait. Je te raconterai la suite de cet absurde festin de cannibale un jour de la semaine prochaine. Pour ce soir, mon individualisme fait des progrès si considérables et montre des exigences telles qu'il me faut m'enfoncer dans une solitude parfaite où mon plus cher ami lui-même ne saurait avoir accès.

CHAPITRE XIX

J'avais à te donner des nouvelles de grande importance, j'avais à te raconter des événements qui, je peux le dire, m'ont bouleversé pendant toute une semaine et me bouleversent encore. Je ne te raconterai rien, du moins aujourd'hui, parce que tu te plais à tout embrouiller, parce que ton dernier

message m'a mis hors de moi, parce que tu ne lis peut-être même pas ces longues lettres dont je m'arrache les syllabes du cœur et du ventre, ces lettres que tu me réclames à toute force et qui ne répondent sans doute guère à tes soucis les plus brûlants.

Je ne vais pas, cette fois, m'attarder aux périphrases : « Qui t'a dit?... Qui t'a pu dire?... » Je sais que, malgré mes avis, tu reçois et même tu sollicites des lettres de Jean-Paul, qui est décidément une âme basse et perdue. Tout cela n'est digne ni de toi, ni de moi-même et ni surtout des personnes que tu fais ainsi surveiller.

Pour comble à ses mauvaisetés, Jean-Paul Sénac t'a donc appris que ma sœur Cécile allait épouser Fauvet. Un autre que Justin Weill, un homme courageux et fier, se dirait d'abord que Sénac est une canaille et repousserait le poison qui lui vient de ce côté. Un homme raisonnable et fort se dirait, en outre, que Cécile Pasquier a presque vingt-six ans, que c'est une très grande artiste et qu'elle a tout comme une autre le droit de faire ce qui lui plaît. Un homme de sens rassis se dirait même, pour finir, que ces avis officieux sont peut-être fantaisistes.

Car enfin, moi, Laurent, je ne sais rien de certain. Je vois ce que tout le monde peut voir. Je vois que Cécile ne repousse pas Fauvet et qu'elle sort parfois avec lui, ce que nous savons l'un et l'autre depuis déjà bien des semaines. Cécile ne me cache rien, du moins je le crois, du moins je veux le croire. Le jour qu'elle décidera fermement de se marier, je le saurai sans doute avant tout le monde et je te le dirai, Justin, au risque de te faire souffrir, parce que je connais ta vie, que j'ai vu grandir ton amour, que je veux croire tes plaies cicatrisées, malgré les apparences, enfin parce que je t'estime.

Cette dernière vilenie de Sénac aura du moins, en ce qui me concerne, produit un résultat. J'ai décidé carrément de rompre avec Sénac, de l'abandonner à sa méchanceté, à ses cauchemars, à sa misère, à ses cabots, à son casse-patte, à sa solitude bilieuse. Et comme je déteste les sanctions platoniques, je suis allé jusqu'à l'impasse. C'était ce matin, mardi. J'étais encore tout remué de ce qui s'est passé, hier, à l'Académie des Sciences, entre Rohner et mon patron — scène que

je te raconterai plus tard, bientôt sans doute, quand je te sentirai capable de m'écouter paisiblement. — J'étais, au souvenir de ces derniers jours, ému, tour à tour de colère et d'admiration, mais j'avais ta lettre en poche et je marchais d'un bon pas, tout à mon désir de liquider Sénac, d'en finir avec Sénac, d'ouvrir et de vider l'abcès.

Il n'était pas beaucoup plus de huit heures et demie du matin. Les maquignons, à l'entrée de l'impasse, commençaient de sortir les bourrins et de leur distribuer des coups de bottes en leur parlant ce rude jargon chevalin qui déchire la gorge et les oreilles, mais que les bêtes entendent. Plus loin les menuisiers commençaient à tirer des planches, à longs coups de leur varlope, de beaux copeaux odorants. Plus loin, c'était le silence et, tout au fond du silence, la turne de Jean-Paul Sénac.

Elle était comme la source et le principe du silence : le glaçon dans la glacière, le brandon dans la fumée. J'ai frappé deux ou trois fois. Les chiens se sont pris à hurler, mais la porte est restée close. J'ai pensé que Sénac était sorti de grand matin et j'allais me retirer, quand un doute m'est venu. Tu te rappelles qu'à Bièvres le réveil de Sénac était, pour nous tous, chaque jour, une véritable épreuve. Sénac s'endormait tard et non sans difficultés. Il était presque impossible de l'arracher à son dormir, à l'abîme de sa nuit. Il sortait de là, titubant, ahuri, le poil terne et la pupille embrumée. C'était chaque matin, pour nous tous, un problème, une angoisse, une entreprise, que de réveiller Sénac. Je me suis rappelé tout cela comme j'allais prendre la fuite. J'ai donné, dans le battant de la porte, deux ou trois coups de pied et j'ai fini par surprendre, malgré les cris de la chiennaille, un pas humain, des bruits humains.

Sénac est venu m'ouvrir. Il était en chemise de nuit. Il montrait ses jambes un peu torses et couvertes de poils noirs. Il avait l'air d'un mouton qui a un ver dans la cervelle et qui va se prendre à tourner.

Il m'a dit :

— Je n'ai pas chaud, tu permets que je me recouche?

Il s'est glissé dans son lit et, comme je ne disais rien, il a commencé de discourir d'une voix molle sur des histoires

politiques dont je n'ai pas la moindre idée : la grève des postiers, les armements de l'Angleterre. Je le regardais avec attention, sans toutefois ouvrir la bouche. Alors il s'est répandu, comme tu sais qu'il fait toujours, en propos vagues et rabâcheurs : qu'il n'était pas du tout fait pour moisir dans la paperasse, qu'il détestait Paris et plus généralement la France, qu'il aurait voulu voyager au Tibet, avec Sven Hedin, ou partir sur le *Nimrod*, avec Shackleton, pour le pôle Sud, qu'il se sentait tout à fait capable de réussir comme explorateur...

Mon silence devait le gêner, car il a cessé de parler, m'a jeté un coup d'œil en dessous et m'a dit :

— Tu sais peut-être que je travaille chez ton frère Joseph, maintenant ?

J'ai fait signe que je le savais, et je n'ai pas ouvert la bouche. Après un long silence, Jean-Paul a dit en soupirant :

— Alors, qu'est-ce que tu veux ?

J'étais maître de moi, très calme, sans colère et même sans rancune. J'ai répondu tout aussitôt :

— Tu peux fricoter à ton aise avec mon frère Joseph ; cela m'est parfaitement égal. L'affaire du manuscrit Chalgrin m'a douloureusement surpris. J'ai fait tout mon possible pour te démontrer à toi-même que tu n'étais pas une canaille, mais seulement un bavard, seulement un maladroit. Et voilà que tu recommences, voilà que tu fais souffrir des gens qui ne l'ont pas mérité, des gens qui ne te veulent pas de mal. Sénac, tu es une sale bête. Je suis venu pour te le dire et je m'en vais, c'est fini. Je ne viendrai plus jamais, je ne veux plus jamais te voir.

Je pensais qu'il allait gouailler et je me levais déjà pour gagner la porte et partir, quand il s'est mis à trembler, comme un paludéen, sous sa couverture souillée. Et voilà qu'une fois de plus, je me suis senti très triste, car, avec ce damné garçon, jamais on ne sait au juste ce qu'il faut dire ou ne pas dire. Il tremblait de tous ses membres et gémissait :

— Ce n'est pas vrai ! Ce n'est pas vrai ! Je ne suis pas une fripouille, je ne suis pas un sale type. Je finirai par vous le prouver. Je dis seulement que personne ne m'aime, personne ne pense à moi, ou bien c'est pour m'avilir et pour me faire du mal.

Il s'est appuyé sur son coude et j'ai vu que d'affreuses larmes lui sautaient des yeux. Et il m'a dit, plus posément, des choses extravagantes :

— J'aurais pu, par exemple, épouser ta sœur Cécile. Mais vous étiez tous contre moi.

J'étais suffoqué d'étonnement. Sénac a fait, autrefois, quelques poèmes pour Cécile. J'avais toujours pensé que c'était en l'honneur de la musique plutôt que de la musicienne. On ne comprend presque jamais ce qui s'agite dans la profondeur des âmes.

Il s'est essuyé les yeux avec le dos de sa main et il a recommencé de trembler et de gémir :

— Je ne suis pas une canaille, malgré ce que pense de moi ton frère Joseph. Il faut quand même que je vive. Il faut que je gagne ma vie. Si j'étais né riche, comme tant d'autres, j'aurais été sûrement un autre homme, un homme gai, honnête et respectable.

J'étais quand même arrivé, pas à pas, tout près de la porte et les deux cabots me suivaient en flairant le bas de mon pantalon. Alors, j'ai fait une chose très cruelle et très nécessaire : j'ai levé les épaules, j'ai dit « adieu ». Rien de plus. Je m'en suis allé pendant que les chiens, sur mes pas, recommençaient de clabauder.

Je te raconte ces misères, parce que tu m'y contrains et pour te sauver de pensées qui ne peuvent que te faire du mal.

Cette journée, qui commençait mal, s'est continuée dans l'inquiétude. M. Chalgrin n'a pas fait au Collège la plus furtive apparition. Son absence me tourmentait pour des raisons que je t'expliquerai tout à loisir, un autre jour. Je suis allé déjeuner chez Papillon, puis je suis monté chez moi, rue de Sommerard, avant de me rendre à l'Institut. La concierge, au passage, m'a dit d'une voix sévère :

— Je pensais que vous étiez là-haut. Je viens de laisser monter une dame.

— Une dame? Quelle dame?

— Je ne sais pas, moi, je ne sais pas; elle est venue deux ou trois fois, rien que dans la matinée. Pour finir, elle est là-haut.

J'ai commencé mon ascension. J'étais si préoccupé de la

tragédie Chalgrin-Rohner que, dès les premières marches, la dame était oubliée. La pensée m'en est revenue quand j'ai vu, sur le palier, une personne inconnue qui m'a fait un large sourire. Imagine une femme de quarante à cinquante ans — je ne suis pas très habile à ce genre de diagnostic — grande, large et même pesante, avec un énorme chapeau cloche tout alourdi de feuillages, une jaquette bordée de peau de lapin, une robe de huit mètres de tour, un col de dentelle remontant jusqu'aux oreilles, un sac, un parapluie, maquillée comme une patronne de maison close et l'air avenant d'une marchande à la toilette. Elle a ramené son sourire à des proportions humaines et m'a dit :

— J'allais m'en aller. J'ai quand même bien fait de venir.

— Mais, madame, qui êtes-vous? Je n'ai pas l'honneur...

Elle a ri, vigoureusement :

— Vous n'avez pas bonne mémoire. Allons, rappelez-vous quand même. Voyons, madame Solange... Permettez que j'entre un instant. Madame Solange Meesemacker, l'amie de votre papa.

Nous venions d'entrer dans ma chambre et, soudain, la mémoire m'est revenue. Je t'ai raconté, jadis, mon histoire avec cette dame. Elle était une des maîtresses de mon père, aux environs de 1895, alors que nous habitions rue Guy-de-la-Brosse, — tu t'en souviens, — près du jardin des Bêtes sauvages... Elle avait écrit à mon père — c'est de Solange que je parle — certain billet que ma mère avait trouvé dans la poche d'un veston qu'elle était en train de brosser. J'étais allé chez cette dame — on est bête à quatorze ans — pour l'adjurer de se séparer de mon père et de nous laisser vivre en paix. Elle me l'avait promis, non sans comédies, non sans larmes, et je crois même qu'elle m'avait légèrement bécoté, comme cela, sans y attacher la moindre importance. J'avais été très fier de ce succès diplomatique, et j'avais découvert plus tard que mon père et dame Solange continuaient de se revoir et qu'on m'avait tout simplement couillonné, comme un pauvre gosse que j'étais... Je t'ai raconté tout cela, pendant nos promenades à Jouy. Comme c'est loin ! Comme c'est vieux !

Et voilà ! Tout à coup, j'ai senti que la vieille histoire allait s'adjoindre un chapitre et que rien n'est jamais fini. Je pense,

à tête reposée, que j'aurais dû tranquillement ouvrir la porte et faire à la visiteuse un geste énergique et précis. Mais non, je suis un garçon timide et d'une politesse exemplaire. J'ai poussé l'une de mes deux chaises et madame Solange s'est assise.

Elle a regardé posément mon mobilier de garçon et elle a dit quelque chose de professionnel et d'original, comme : « C'est très gentil chez vous... » Puis elle a commencé de bavarder avec une charmante aisance. « Elle regrettait beaucoup d'avoir perdu mon père de vue, que mon père était un monsieur de la plus grande distinction, qu'il n'était sans doute pas très généreux, mais seulement parce qu'il n'était pas très riche, que, pour rien au monde, elle n'aurait eu l'idée d'aller, même dans une circonstance difficile, risquer de troubler par une démarche indiscrète le ménage de M. Raymond Pasquier, — on a du cœur, quoi qu'il y paraisse, — mais qu'elle avait gardé le meilleur souvenir du jeune M. Laurent, qu'elle avait eu mon adresse tout à fait par hasard et qu'en souvenir de mon père, et de ma visite rue de Fleurus, j'aurais peut-être la bonté de lui rendre un petit service, parce qu'elle se trouvait alors terriblement désargentée, enfin qu'elle saurait me prouver sa reconnaissance d'une manière ou d'une autre... »

Elle parlait, elle parlait et, petit à petit, dans les traits de cette vieille femme, je retrouvais la belle fille dont l'odeur m'avait jadis, presque ému, presque enivré.

Je suis allé jusqu'au tiroir de la commode et j'en ai tiré quelque chose comme un billet de cinquante francs, que j'ai tendu, sans rien dire, et qu'elle a pris.

Elle s'est levée tout de suite et m'a saisi la main. Elle riait de la façon la plus naturelle du monde. Elle a regardé mon lit et puis elle a fermé l'œil gauche avec une force si parfaitement expressive que l'orifice palpébral a soudain reconquis pour moi sa dignité de sphincter.

Je dois manquer d'aptitudes pour les complications incestueuses de ce type exceptionnel. J'ai dit que j'étais pressé, que j'avais beaucoup de travail et madame Solange est partie.

Elle reviendra, j'en suis sûr. En descendant les marches, dix ou quinze minutes plus tard, j'ai retrouvé dans l'escalier cette odeur de peau d'Espagne qu'il faudra chasser de ma chambre à force de courants d'air.

J'ai dîné boulevard Pasteur, chez mes parents. C'était le repas mensuel où se réunit toute la famille. On est venu, vers neuf heures, chercher mon père pour un accouchement. Il s'est levé tout de suite. Il est toujours vif et courageux. Il piaffe et ronge son frein comme une bête de sang.

A peine était-il parti, maman m'a tiré par le bras et m'a doucement entraîné jusque dans le vestibule. Pour tout ce qui touche à nos relations intérieures, à nos rapports entre nous, membres de son clan, elle possède une sensibilité fort aiguë, presque maladive. Elle avait dû sentir qu'entre mon père et moi, Laurent, une ombre avait passé. Tout bas, mais avec insistance, elle a dit la vieille chanson :

— Qu'est-ce qu'il y a? Comme je suis triste ! Il me semble, Laurent, que tu n'aimes plus ton père.

Pauvre maman, qui comprend tout et qui ne sait rien ! J'ai répondu de bon cœur :

— Mais si, mais si, j'aime papa, comme toujours, tu peux me croire. Il n'y a rien de nouveau, tu peux dormir tranquille.

Au fond, je ne mentais pas. Je ne déteste pas mon père. Je l'aime « comme toujours » et pas autrement que toujours. Je t'écrivais, au début de l'hiver : « Il y a longtemps que mon père n'a pas donné de ses nouvelles, il y a vraiment longtemps qu'il n'a pas fait quelque chose d'énorme. » Il me suffisait d'attendre. Je commence à comprendre que je le porterai toute ma vie, que je ne peux compter sans lui, qu'il est dans toutes mes pensées, qu'il est en moi, dans ma chair et dans mon âme et qu'il est préférable d'en prendre mon parti. Je répondrai de toutes mes fautes et de toutes mes erreurs. Ce n'est pas assez : je répondrai de toutes les fautes et de toutes les erreurs de mon père. Il me faudra, toute ma vie, songer à ses dettes, à ses maîtresses, à ses amis — il en a très peu — à ses ennemis — il les sème et les décourage — à ses goûts, à ses passions, à ses aventures et sans doute à ses maladies qui survivront peut-être en moi quand il sera parmi les ombres.

Ce n'est pas cette lettre-là que je voulais t'écrire. C'était une tout autre lettre, tout éclairée, toute glorieuse. Tant pis, je ne t'admets, ce soir, qu'à partager mes tristesses. Tu ne mérites rien d'autre.

Mardi soir, 6 avril 1909.

CHAPITRE XX

Tu n'auras pas attendu trop longtemps la lettre que je voulais t'écrire ; mais les événements ont encore marché plus vite que moi. La lettre heureuse, tu ne la recevras jamais, cher Justin. Entre la plume et l'encrier, une ombre noire a pris son vol.

Le Congrès s'est terminé voici presque deux semaines. Les assemblées de cette sorte sont toujours très épuisantes pour ceux qui se trouvent y jouer un rôle de premier plan. Je n'étais donc pas sans inquiétude à l'endroit de mon patron. Je faisais des vœux ardents pour qu'il retrouvât le calme du laboratoire et qu'il fût vite ressaisi par le rythme du travail. Les recherches sur la coqueluche sont loin d'être terminées. Sternovitch et Fauvet vont chaque matin dans les hôpitaux. M. Chalgrin parfois les accompagne. Il faut, pour mener à bien des expériences de cette sorte, une discipline qui est, en même temps, chaîne et bienfait, astreinte et bonheur.

Le Congrès s'est donc séparé. Les étrangers sont partis. Le silence est revenu dans les instituts et les écoles. J'ai d'abord pensé que les combattants d'hier allaient, à la faveur de la retraite, compter et panser leurs blessures. Contrairement à mes prévisions, M. Chalgrin ne semblait pas anéanti par cette épreuve exhaustive. Il venait au Collège et passait tout son temps en conférences, en parlotes avec des amis ou confrères, parfois même avec nous autres. Je le sentais encore très exalté, très malheureux, travaillé sourdement par des idées de représailles, de recours à l'opinion, de justice et de châtiment. J'imaginais madame Chalgrin pratiquant sur le pauvre grand homme des inoculations virulentes et j'étais très affligé.

C'est vers le milieu de la semaine dernière que le salut est venu, pas à pas, heure par heure, et, avec le salut, la résolution magnifique. Ne crois pas que je cède à l'orgueil si j'affirme ici que j'ai tout deviné, tout compris l'un des premiers et peut-être le seul, oui, le seul. Je ne suis certes pas le plus brillant élève d'Olivier Chalgrin ; mais je l'aime et le vénère.

J'ai toujours espéré de lui des pensées et des actes à la mesure de son âme. Il est donc bien naturel que la naissance de ces pensées, que la genèse de ces actes ne me soient pas demeurées insensibles.

M. Chalgrin s'est d'abord enfermé dans son cabinet de travail tout seul et des heures durant. Il n'a reçu qu'une seule visite, celle de M. Dastre. Il a dit en l'accompagnant à la porte, mercredi soir : « Je vous affirme que je consens de bon cœur à m'humilier devant tout le monde ; mais devant lui, c'est difficile ; devant lui, c'est impossible. Somme toute, c'est l'encourager à redoubler d'effronterie, de discourtoisie, d'orgueil. En outre, s'il voit que je cède, il aura la certitude que le bon droit est pour lui. Je ne peux pas imaginer qu'un geste d'apaisement va le faire changer de nature. Non, croyez-moi, mon ami, s'abaisser devant un homme de ce caractère, c'est abaisser en même temps la bonne foi, c'est préparer de nouvelles querelles, de nouvelles dupes, de nouvelles victimes. »

Dastre n'est pas revenu. Mon cher patron est retombé dans sa méditation solitaire. Le mot retombé n'est pas juste. Je sentais que de jour en jour sa méditation s'élevait et l'élevait en même temps, qu'il soutenait une lutte dont il allait bientôt sortir, je n'aurais pu dire comment. J'avais la certitude intime qu'il n'en pouvait sortir que de façon noble et sage. Il a commencé de sourire comme il souriait autrefois, quand il était pur de toute colère et de tout ressentiment. Il est devenu de nouveau mon maître, mon patron, mon cher patron. Il s'arrêtait souvent dans le grand laboratoire, aux heures où je m'y trouvais; il s'asseyait derrière mon tabouret et il se prenait à parler comme pour lui-même. Il disait : « Les hommes ont à lutter contre toutes les forces de la nature et contre une infinité d'autres êtres vivants. Eh bien ! cela ne suffit pas, il faut qu'ils se lancent les uns contre les autres et qu'ils s'entre-dévorent. Nous, qui formons l'élite de la société, nous devrions donner au moins l'exemple de la concorde. Il faut croire que c'est vraiment très difficile de donner un tel exemple. Ce n'est peut-être pas complètement impossible. C'est un sujet sur lequel il m'arrive de réfléchir. »

Je n'ai rien dit, je ne pouvais rien dire. J'ai regardé mon

maître avec une telle chaleur, avec un tel enthousiasme qu'il n'a pas pu n'en être pas touché.

Il m'a dit le lendemain :

— Êtes-vous libre lundi? Pouvez-vous m'accompagner à l'Académie des Sciences?

J'ai répondu :

— Mais oui, patron. Je n'ai pas de travaux pratiques et, pour le reste de mes affaires, je peux très bien m'arranger.

La question n'avait rien pour me surprendre ou m'alarmer. Il m'est arrivé plusieurs fois d'accompagner mes patrons, soit à l'Académie des Sciences, soit à la Société de Biologie, soit encore à l'Académie de Médecine. Je portais les documents, les livres, les préparations. J'ai donc répondu tout d'un trait, tout uniment, d'un cœur allègre. Et j'ai senti presque aussitôt que le patron n'avait pas tout dit.

Il était sept heures du soir. Je venais de monter au Collège pour y surveiller mes animaux et pour y prendre leur température, ce que je fais moi-même, avec le plus grand soin. Le laboratoire était silencieux et très pauvrement éclairé par une lampe assez chétive. Je me demande encore aujourd'hui si l'heure, l'ombre, le silence ont été pour quelque chose dans le besoin d'amitié que M. Chalgrin semblait éprouver soudain. Ces hommes, que l'on voit très grands, entourés d'une foule d'amis et d'admirateurs, ont parfois des minutes de solitude et de défaillance. Ils ont parfois besoin d'une oreille vacante. Enfin, je cherche des raisons parce que je me sens très indigne et que la pensée d'avoir été, pendant ces quelques minutes, le confident de mon vieux maître me remplit de confusion. Il m'a mis la main sur l'épaule. Il disait, d'une voix très basse :

— Vous savez que j'avais un fils. Il est mort à l'âge de quinze ans, d'une broncho-pneumonie. Il aurait aujourd'hui votre âge, à peu de chose près. S'il était là, près de moi, ce soir, je crois que je lui parlerais comme je vous parle en ce moment. Oh! certes, pas dans le dessein de lui donner une leçon ou un exemple. Je suis terriblement indécis, mon pauvre ami. Je crois pourtant que j'ai fini par trouver mon chemin dans toutes ces absurdes misères. Vous savez qu'il s'agit de cette malheureuse querelle avec M. Rohner. Je voudrais être bien

sûr que, dans cette affaire, tous les torts sont de mon côté. Ce serait beaucoup plus facile. Malheureusement, je ne le crois pas. Pour mieux dire, je n'en sais plus rien. N'importe, je veux en finir. Vous savez que M. Rohner affecte de ne pas me saluer. La situation est nette. Nous avons passé vingt fois l'un près de l'autre, pendant les dernières semaines, et M. Rohner a fait comme s'il ne me voyait pas. Je ne peux pas vous dire que j'ai trouvé une solution très admirable. Je cherche et vais à l'aveuglette. J'ai résolu de me rendre lundi prochain à l'Académie des Sciences. M. Rohner y viendra. Je suis même à peu près sûr qu'il doit y faire une communication. Eh bien ! je l'aborderai, je lui tendrai la main, et même, s'il le faut, je lui adresserai la parole. Voilà, ce n'est pas grand' chose ; mais, si je n'en faisais rien, j'aurais le sentiment d'être au-dessous de moi-même et j'en souffrirais beaucoup. Et puis, il ne s'agit pas d'être au-dessous ou au-dessus de soi-même. Il faut prendre une décision et je n'ai trouvé que celle-là. C'est que, voyez-vous, Pasquier, on est très pauvre et dépourvu quand on veut faire le bien. Ce n'est pas comme pour le mal, où tout est vraiment plus facile. Quoi qu'il arrive, c'est fini, je peux vous l'affirmer, je ne sens plus d'animosité pour personne. Je refuse tout nouveau combat. Je cède, vous comprenez, je renonce. Je fais la paix.

Il cherchait ses mots et les aventurait sans hâte, revenant sur chacun d'eux, non pas comme un infirme qui trébuche au hasard, plutôt comme un inspiré qui découvre son chemin vers le jour, vers l'issue. J'assistais à cet enfantement, moi, Laurent, dans le plus exact silence. Je commençais à comprendre que les pensées les plus simples doivent être, par chacun de nous, repensées à nouveau pour retrouver en chacun de nous leur force originelle. Je comprenais aussi que cet acte de recréation des vérités élémentaires exige toujours un effort démesuré, pour mieux dire un effort de commencement du monde.

M. Chalgrin répétait rêveusement : « Je fais la paix. Je la donne et je la demande... »

Il est possible que, dans la vie des peuples, cette morale que je voyais reprendre vie sous mes yeux soit maladroite et périlleuse. Je n'en sais rien, je ne suis pas et ne serai jamais

un conducteur d'hommes. Dans la vie des esprits, dans la vie des âmes, il m'a toujours semblé que c'était la seule morale efficace et même possible, celle à laquelle nous arrivons après tous les déboires, tous les mécomptes et toutes les fautes.

Je ne me suis pas permis de prononcer une parole. M. Chalgrin a dû comprendre quels étaient mes sentiments, car il m'a pris par le col et il a posé légèrement sa joue contre ma joue comme si j'eusse été ce fils qu'il venait d'évoquer et de prendre à témoin.

Tout cela, c'était samedi. J'ai passé la journée du dimanche — celle de dimanche dernier — tout seul, à me promener dans les rues et les jardins. Je n'ai vu personne. J'aurais inventé bien des détours pour éviter une rencontre. Je suis allé jusqu'à l'Institut et, plus tard, jusqu'au Collège, pour y surveiller mes bêtes. Le lendemain, lundi dernier, j'ai passé la matinée au laboratoire du Collège. Le patron n'est pas venu. Je sentais qu'il ne viendrait pas. Il m'a fait porter un mot pour me donner le rendez-vous. J'ai su, par la suite, qu'il était sorti tout seul et j'ai compris qu'il achevait, dans cette belle solitude, de se ressaisir de la paix, de se reconquérir lui-même, de se purger de toute pensée parasite.

Je l'attendais à trois heures dans la cour de l'Institut. Il est arrivé quelques minutes en retard. En quittant le fiacre, il m'a prié de porter sa serviette et nous avons commencé de gravir l'escalier.

Ce qui s'est passé dans la suite, je vais tâcher de te le raconter dans l'ordre et sans beaucoup de mots.

Il y avait du monde, en haut, dans la salle des bustes. M. Chalgrin s'est avancé très vite à travers les groupes. Il cherchait M. Rohner. Il marchait comme un homme qui ne veut pas se laisser distraire avant d'avoir atteint le but.

M. Rohner était assis sur une des banquettes de velours qui se trouvent sous les fenêtres. Cinq ou six de ses confrères étaient rassemblés en ce point et devisaient tous ensemble. Ils ont vu M. Chalgrin s'approcher d'un pas si ferme qu'ils se sont tous écartés. M. Chalgrin s'est arrêté devant Rohner. Il était alors dans le plein jour des fenêtres et, comme je le suivais, j'ai pu voir qu'il était fort pâle, plus pâle que de coutume et que ses lèvres frémissaient. Il s'est fait, dans cet endroit, un silence

presque terrible et M. Chalgrin, sans rien dire, a tendu la main.

Je connais bien M. Rohner. Il avait son visage raviné par de lentes et roides grimaces. Il avait ce regard bleu-blanc qui n'est pas un regard humain, mais bien plutôt celui de quelque bête cruelle. Il a regardé longuement la main de M. Chalgrin et il n'a fait, pour la prendre, même pas l'ébauche d'un geste. Il est resté là, comme une statue, la statue de la détestation.

M. Chalgrin n'a pas retiré sa main. Il attendait, il attendait, la respiration coupée. Il attendait et j'ai compris qu'il n'avait pas encore fini, qu'il avait encore quelque chose à faire, qu'il lui restait, si j'ose dire, à tendre l'autre joue et que c'était très pénible et que c'était même déchirant, mais qu'il ne reculerait point.

Il a dit, d'une voix très faible, nette et bien articulée :

— Monsieur Rohner, s'il a pu m'arriver de vous offenser dans mes paroles ou mes écrits, sachez que je le regrette et que je suis venu ce soir vous en demander pardon.

M. Rohner s'est levé. Toute sa petite personne était rigide, bandée, sans défaillance et sans tremblement. Il a fait, avec sa tête, le signe de la négation. Il a mis les mains dans les poches de sa veste et posément, sans un regard, il est parti. Je l'ai vu presque aussitôt qui pénétrait dans la salle des séances.

Un grand silence régnait maintenant dans la salle des bustes. M. Chalgrin a laissé retomber sa main et s'est tourné vers la porte. Il est sorti en trébuchant. Je le suivais comme son ombre et, pour descendre les degrés, je lui ai tendu le bras.

M. Chalgrin n'a pas de voiture. J'ai dû faire venir un fiacre. Je voulais monter avec lui, l'accompagner. Il m'a signifié qu'il préférait rester seul. Je n'avais plus rien à faire dans cette maison solennelle. Je suis parti au hasard. Je n'étais pas du tout désespéré. Je n'avais pas du tout, en pensant à mon cher patron, le sentiment d'un échec, mais au contraire celui de la victoire, de la seule victoire possible et j'aurais voulu chanter.

J'ai trouvé ta lettre en rentrant à la maison, le soir de ce grand lundi, c'est-à-dire avant-hier. Tu peux comprendre maintenant pourquoi ta lettre tombait mal.

Ma journée de mardi, je te l'ai racontée tout au long dans ma lettre d'hier soir. Je peux bien t'avouer que Sénac et dame Solange, voilà qui ne s'accordait guère à la marche de mes pensées.

De toute la journée d'hier, je n'ai rien su de mon cher patron Chalgrin. On papotait, à mots couverts, dans les laboratoires sur la scène de la veille, la scène de l'Institut. Je ne voulais rien entendre et je n'ai rien entendu.

Ce matin je suis allé jusque chez M. Chalgrin, car j'étais trop inquiet quand même.

L'appartement était dans le plus grand désordre et sentait la pharmacie. Madame Chalgrin a traversé le vestibule en peignoir, en bigoudis, le visage creux, la bouche mince. Elle n'a pas eu l'air de me voir. La bonne, que je connais bien, m'a dit que mon cher patron était revenu lundi soir avec un grand mal de tête et qu'il avait dû se coucher, qu'il avait eu dans la nuit quelque chose comme une attaque et que les médecins pensaient qu'il était paralysé, mais qu'il ne fallait pas le dire.

J'ai couru chez Legry, qui connaît mon patron depuis la petite enfance et qui le soigne au besoin.

Je sais, maintenant, je sais. M. Chalgrin a fait un ictus avec hémiplégie droite. L'hémorragie doit être considérable, car il est encore dans le coma. Legry n'ose pas se prononcer. Madame Chalgrin s'oppose à ce qu'on publie les nouvelles. C'est un vœu dérisoire. Demain, tout Paris saura...

J'ai trouvé, sous ma porte, en revenant chez moi, ce soir, une lettre où je reconnais l'écriture de Sénac. Eh bien ! qu'elle reste là. Je ne la jetterai pas ; mais je ne veux pas la lire tout de suite. Le monde est assez confus. Il ne faut pas mêler quand même ni les idées ni les hommes. Tu vas peut-être penser que je ne mets pas en œuvre la leçon que j'ai reçue. Je ne sais pas. Je verrai. Sénac ne m'a pas offensé. C'est beaucoup plus grave : il me dégoûte et me désespère. Est-ce que l'on peut empêcher cela? Est-ce que l'on peut pardonner cela?

Mercredi 7 avril 1909.

CHAPITRE XXI

J'avais d'abord pensé qu'au reçu de mon télégramme, tu te dégagerais pour un jour et viendrais jusqu'à nous. Tu n'es pas venu. Je ne t'en fais pas reproche. Il me semble même comprendre toutes les raisons de ton absence et de ton abstention. Je sais que tu m'aimes toujours de la même amitié fraternelle ; pourtant, nous arrivons à l'âge où force nous est d'opter pour les problèmes élus. Et s'il est à ton retranchement des raisons plus douloureuses, plus secrètes, tu sais bien que je les connais et même que je les éprouve.

A la faveur d'une grande journée de retraite dans mon petit laboratoire — celui de l'Institut — je vais t'apprendre ce que tu ne sais pas encore.

Cette lettre de Sénac, j'aurais dû l'ouvrir tout de suite. J'ai eu tort et tu m'en vois désespéré. Mauvaise humeur, lassitude, tout cela ne signifie rien. Mille billets inutiles ne me décourageront plus jamais d'ouvrir le mille et unième. On ne sait jamais ce que porte une lettre. C'est peut-être un appel, un cri. C'est peut-être le soupir suprême d'une âme encore suspendue à l'extrême bord de l'abîme, au-dessus des ténèbres et des fumées de son propre abîme.

Que veux-tu ? J'étais excédé de Sénac. J'étais même tourmenté par la peur de la contagion, oui, la contagion du néant. Sénac m'a dit un jour : « Je ne crois à rien, même pas au néant. » Cette phrase extravagante signifie justement qu'il était obsédé par le sentiment du néant, qui peut nous torturer tous à certaines heures et qui, lui, ne le lâchait point.

Et puis, j'étais loin de Sénac. Toutes mes pensées demeuraient au chevet de M. Chalgrin. Et puis, et puis, le besoin romantique de me prouver à moi-même que j'étais capable de rigueur et de suite dans le ressentiment... Une semaine a passé, plus d'une semaine peut-être. Étrange à dire, c'est Joseph qui m'a donné l'alarme. Il est venu me voir au laboratoire, ce qu'il fait parfois quand il a non certes du temps à perdre, mais une pensée qui le tracasse. Au moment de s'en aller, il m'a dit tout soudain :

— Je n'ai pas vu Sénac depuis quatre ou cinq jours. Et il

ne m'a pas fait tenir le moindre billet d'excuse. Je n'aime pas beaucoup cela. Même d'un hurluberlu j'attends un peu plus d'étiquette *(sic)*.

Joseph est parti donc et cette phrase est demeurée dans un coin de ma mémoire, comme un parasite bien toléré qui ne donne pas encore de trop vives démangeaisons. C'est la nuit que je m'en suis souvenu. C'est la nuit que toutes les idées prennent leur visage d'angoisse. Comme je ne dormais pas trop bien, j'ai fini par allumer ma lampe et par chercher la fameuse lettre. Elle disparaissait déjà sous un grand amas de paperasses. Je l'ai tout de suite ouverte. Elle était écrite au crayon et ne contenait que trois ou quatre lignes. J'ai reconnu l'écriture de Sénac, déformée, presque illisible : « Ce n'est pas vrai, ce n'est pas vrai, Laurent. Je ne suis pas une canaille. Et même je te le prouverai. Je vous le prouverai à tous, à ton frère Joseph et à toi surtout. Attends, attends seulement que je rassemble mon courage. » Il avait signé ce billet de son initiale : un S, dont la queue s'enfuyait en se tortillant jusqu'au bas de la page.

J'ai soufflé la lampe et me suis recouché tout de suite. C'est un peu plus tard que la lettre de Sénac a commencé de fermenter dans le demi-cauchemar. Quand l'aube est venue, j'étais tout à fait réveillé. Je savais. Tu comprends bien : je savais.

Pour ne pas arriver trop tôt, j'ai fait le chemin à pied, en remontant la rue Saint-Jacques, puis la rue de la Tombe-Issoire. Quand je suis entré dans l'impasse, il était à peu près huit heures. Je me suis bien gardé d'interroger qui que ce fût. Sénac n'avait pas de voisins. Il n'adressait jamais la parole aux ouvriers menuisiers, ni sans doute aux maquignons. Et puis, je te l'ai dit, pour arriver au fond de l'impasse, il faut traverser une zone vraiment désertique : écuries, remises, terrains vagues, masures abandonnées.

Je pensais qu'au bruit de mes pas les chiens allaient hurler Je n'ai d'abord entendu que le grincement des griffes sur le bois de la porte. Ils n'ont donné de la voix qu'en m'entendant frapper. Ils n'aboyaient pas à pleins poumons. C'était plutôt une lamentation aiguë, entrecoupée, très effrayante. Enfin, j'ai cru comprendre qu'il n'y avait qu'une seule bête. J'ai frappé, de nouveau, très fort, et, de nouveau, pendant cinq

grandes minutes, car je songeais au sommeil de Sénac, à son terrible sommeil ordinaire.

J'ai finalement cessé de frapper et le chien a cessé de se plaindre. A ce moment là, j'ai vu, sous la porte, passer le coin d'une lettre. Je ne sais si c'est une faute, mais j'ai tiré la lettre. J'ai reconnu ton écriture. La lettre était timbrée du 10 avril. Elle devait être là depuis six jours pour le moins. Je l'ai reglissée sous la porte.

Il fallait, sans hésiter, prendre une détermination. Je suis sorti de l'impasse et j'ai commencé par marcher tout doucement, en pesant toutes mes pensées. Puis j'ai pris un fiacre et je suis allé boulevard du Montparnasse, chez Vuillaume. Il sortait à peine du lit. Je t'ai dit que Sénac voyait assez souvent Vuillaume. Nous prenions, autrefois, tous ensemble, nos repas chez Papillon. Vuillaume est un garçon sérieux, un peu flegmatique, un peu lent. Il est résolu fermement à faire une belle carrière. Il n'est pas trop susceptible d'élan. Quand même, on peut lui demander un service. Je lui ai dit toutes mes craintes au sujet de Jean-Paul Sénac et qu'il fallait prévenir la police, puis faire ouvrir la porte, que nous serions peut-être rassurés et que je le souhaitais du fond du cœur, mais qu'on ne pouvait plus attendre. Vuillaume a dit : « Je te suis ». Il a presque tout de suite ajouté : « Nous devrions prendre Roch. Il habite avenue du Maine. »

C'était assez raisonnable. Nous sommes allés chercher Roch et, de là, chez le commissaire. Il était à peu près neuf heures et l'on nous a fait attendre. Une chose aussi simple paraissait très difficile à ces messieurs. Alors Roch a dit qu'il connaissait M. Lépine et qu'il allait téléphoner. Les choses ont changé de tournure. On nous a donné deux agents et un flic en civil. Ce n'était pas encore assez. Il fallait un serrurier. Nous l'avons pris en route. Il était au moins dix heures du matin quand nous sommes arrivés dans l'impasse. On a frappé plusieurs fois et, comme le serrurier commençait à chercher ses passe-partout dans la trousse, le flic en bourgeois a dit : « Ça ne sent pas bon. » Nous avons tous, en effet, reconnu qu'une odeur très inquiétante rôdait dans le fond de l'impasse. Je pensais encore que ce pouvait venir des chiens. On entendait toujours hurler, de l'autre côté de la porte, et toujours une seule des bêtes.

Pour finir, la porte a cédé. Nous sommes entrés ensemble. L'odeur nous a sauté tout de suite au visage.

Sénac était sur son lit, presque nu, noir et si gonflé qu'il était méconnaissable. Les chiens avaient déchiré les draps et la chemise. Une des jambes du cadavre était à demi dévorée. Tout cela, nous l'avons découvert dans une sorte de bousculade. Les agents avaient peur des chiens. Or, l'un des chiens était mort. C'était le nouveau pensionnaire, le berger allemand, la bête féroce... Mignon-Mignard vivait encore. Nous avons bien vu que le chien nouveau venu, celui que j'appelle, à tort sans doute, la bête féroce, était mort de faim. C'est Mignon-Mignard seul, sa gueule en portait témoignage, qui a mis les crocs dans le cadavre de son maître. Je ne peux penser à ce trait sans horreur. Sénac aimait les bêtes ; pourtant, il y avait dans cet amour quelque chose de trouble et de cruel, quelque chose, pour nous, de peu compréhensible. Mignon-Mignard vivait encore et même cette bête minable montrait les dents et grondait. Un des agents l'a tué, tout de suite, d'un coup de revolver.

C'est à ce moment-là que nous avons découvert, sur la table, près du lit, le flacon d'aconitine. Je l'ai reconnu tout de suite : c'était un flacon du Collège. La solution d'aconitine à un pour mille dont le patron se servait pour étudier l'effet de certains poisons sur le cœur. Le flacon avait disparu vers la fin de l'automne. Le patron pensait qu'il avait été brisé, mais que le garçon ne voulait pas le dire. Il manquait beaucoup de liqueur dans la bouteille. L'aconitine exerce d'abord une action vomitive et nous avons bien vu que Sénac avait vomi. La dose était si forte que, malgré les vomissements, elle a pu se trouver mortelle. Sur la table, près du flacon, se trouvait un bout de papier. Sénac avait écrit, toujours au crayon : « J'ai chipé l'aconitine chez M. Chalgrin, au début du mois de décembre, avant d'être renvoyé. » Un peu plus bas, il avait ajouté : « Je vais en boire la moitié, ce doit être suffisant. » Et toujours l'S, l'initiale avec une longue queue bouclée.

Si Jean-Paul a volé ce flacon dès le mois de décembre, c'est, tu comprends bien, Justin, que l'idée de suicide était très ancienne chez lui. Je ne dis pas cela pour diminuer ce qui représente, à mes propres yeux, ma part de responsabilité

dans ce malheur et peut-être même la part de responsabilité de... Joseph, oui, de Joseph, dont je ne sais trop que penser. Ne crois pourtant pas, je t'en prie, qu'une parole un peu brutale aurait pu suffire à déterminer ce malheur. Non, non, sans ma sévérité, dis-toi, laisse-moi te dire que Jean-Paul serait mort quand même, qu'il en était à ce point de négation et de refus où la mort seule semble possible et nécessaire.

Les agents nous ont priés de sortir. Ils devaient retourner au commissariat, poser les scellés, accomplir enfin toutes les formalités d'usage. Nous sommes sortis tous les trois. Vuillaume, qui souffre de blépharite chronique, a toujours l'air de pleurer. Il ne pleurait pas ; il était, comme Roch et comme moi-même, à peu près muet d'affliction.

Il y avait, dans un angle des masures, un lilas protégé du vent et qui commençait à fleurir. Nous l'avons vu tous trois ensemble et nous l'avons regardé comme des naufragés regardent une bouée dans la tempête.

Le corps de Sénac a été transporté le jour même à la Morgue. Le billet trouvé sur la table et le flacon d'aconitine ont simplifié bien des choses On a délivré tout de suite le permis d'inhumer. Savais-tu que Sénac avait un frère ? Il n'en parlait jamais. Nous l'avons vu, le jour de l'enterrement. C'est un brave garçon, chauve, à grosse moustache. Il pleurait et racontait, en reniflant, d'absurdes histoires de leur enfance, des histoires que nous n'imaginions que trop bien : Jean-Paul arrachait les ailes des mouches, il se donnait des claques devant la glace, tout seul, pour se faire pleurer ; il se retournait les paupières pour effrayer ses copains. Pauvre Jean-Paul ! Que la paix soit avec lui !

L'enterrement a eu lieu mardi dernier, au cimetière de Bagneux. Il faisait une douce matinée de soleil fragile, un temps de pardon.

Si j'étais sûr que Sénac jouit vraiment de ce néant auquel il disait ne pas croire, si j'étais sûr que le fantôme douloureux de Sénac ne sortira pas de Bagneux, si j'étais sûr que le triste génie de Sénac a vraiment déserté le monde... N'avait-il vraiment que cette manière atroce de nous faire connaître son message, de nous signifier notre erreur ? Eh bien ! non, je ne e crois pas.

M. Chalgrin va mieux. C'est ainsi que s'expriment Legry et Dieulafoy, dans les bulletins de santé publiés par la grande presse. J'ai, par faveur exceptionnelle, obtenu de rendre visite à mon cher patron, chaque matin. M. Chalgrin est, en effet, sorti du coma vers le quatrième jour. L'hémiplégie droite est complète et l'aphasie non moins grave. J'ai rencontré Georges Dumas, qui connaît bien mon patron. Il pense que l'hémorragie doit être considérable. On ne peut pas encore se prononcer sur l'avenir, mais Dumas a peu d'espoir. Mon patron ne parlera plus. Il semble reconnaître les visages et c'est tout. Nous ne saurons peut-être jamais ce qui vit encore dans cette âme. Serait-il favorisé d'une amélioration organique sensible, il est à craindre que l'intelligence ait reçu des blessures inguérissables. Nous ne pouvons même pas savoir s'il a quelque idée de son état et s'il en est affligé. Lui qui aimait de laisser jouer ses sens avec une subtile allégresse, le voilà, pour longtemps peut-être, enfermé dans la prison de chair vive, en attendant les bonnes grâces de la délivrance. Lui dont l'esprit volait et planait sans chaînes et sans frontières, le voilà désormais muré dans l'ombre d'un caveau. Je pense avec douleur que les recherches en cours ne seront jamais terminées. Nous autres, les élèves, nous ferons ce que nous pourrons. Il nous faudra beaucoup de temps pour devenir à notre tour des maîtres, si du moins nous sommes désignés pour devenir des maîtres.

Suivant la coutume du Collège, on va conserver à M. Chalgrin sa chaire et son traitement. Mon patron n'a pas fait fortune. On ne le laissera quand même pas végéter et périr dans la misère.

M. Nicolas Rohner a publié, ces jours derniers, un mémoire sur le *Streptococcus Rohneri* et sur la maladie nouvelle dite maladie de Rohner. Il paraît que Catherine Houdoire est morte d'une endocardite et d'une néphrite, caractéristiques toutes deux et vérifiées au microscope sur les coupes histologiques.

M. Rohner travaille beaucoup, avec une sorte de rage. Il ne fait pas la moindre allusion à la terrible maladie qui frappe M. Chalgrin. Je commence à bien connaître M. Nicolas Rohner et je peux t'affirmer qu'il est, malgré cette fringale

de labeur, malgré les communications aux Sociétés savantes et les notes dans les journaux, je peux t'affirmer qu'il est complètement désorienté, désemparé. On dirait qu'il a perdu, avec son adversaire, le sens même de la vie, le juste sens de l'équilibre. Je me dis, à le regarder, qu'il en pourrait très bien mourir. Il faut beaucoup de temps pour couver, nourrir et choyer une haine de belle taille. Si M. Rohner ne trouve personne à détester, il se peut qu'il soit perdu.

Je me résigne assez bien à l'idée de travailler, s'il vit et s'il persévère, avec ce rude et méchant bonhomme. Il m'apprendra sûrement quelque chose. Je ne lui demanderai que ce qu'il peut me donner.

Tu le vois, je deviens sage. Qu'un maître nous enseigne à colorer une préparation et à inoculer correctement un virus, vraiment, ce n'est pas rien et cela pourrait nous suffire. Mais non ! Nous voulons que notre maître soit un saint et un héros ! Nous lui demandons tout et, quand il a donné tout, nous lui demandons le reste, au risque d'être déçus s'il ne peut nous contenter.

Je commence à voir le monde avec un peu plus de sang-froid. Les hommes admirables ! J'ai pensé, pendant huit jours, qu'ils étaient une réalité dans la mesure où nos besoins et nos rêves sont des réalités. Ce n'était pas même juste. Le pessimisme rejoint souvent l'optimisme dans la niaiserie verbeuse et la passion des généralités oratoires. Des hommes admirables ! Il y en a. J'en ai connu. J'en connais. Ils ne sont pas admirables partout et toujours. Ils sont admirables quand les circonstances les portent et que l'inspiration les visite. Tant mieux pour ceux qui sont là. Il faudrait se contenter de ce que l'on possède. L'absolu ! La perfection ! Les saints des vitraux ! Les héros des livres d'images ! Oui, c'est très beau, c'est très touchant. J'apprends tout doucement à vivre avec des êtres imparfaits, qui ont parfois de belles heures, parfois des minutes éblouissantes. Ce n'est pas toute la journée qu'on voit la flamme au fond de l'œil et le signe entre les sourcils. Les grands hommes se détestent les uns les autres presque toujours, surtout quand ils se trouvent lâchés dans la même carrière. Ils se plaignent amèrement d'être méconnus de la foule, de la malheureuse foule qui a déjà si grand'peine

à comprendre, une fois de temps en temps, les vérités élémentaires. Ils se plaignent d'être méconnus ; mais, entre eux, ils ne font presque jamais rien pour se voir dans une saine lumière et pour se rendre justice.

Tant pis ! Je ne quitte pas la partie. Ne te méprends pas, vieux frère, au son de mes paroles. Les grands hommes se chamaillent ; la pensée marche quand même. Le monument du savoir s'édifie, malgré les querelles. Toutes les feuilles sont gâtées, tous les arbres sont malades, mais la forêt est magnifique.

Des hommes admirables ! J'en ai cherché, j'en cherche encore. J'en trouve : tantôt des miettes et tantôt de très beaux morceaux. Mon cher patron Chalgrin était un homme admirable presque toute la semaine. Et Rohner ? Eh bien, Rohner, il est admirable quand je le regarde à la loupe et en détail. Il faut chercher sans défaillance. Il faut arracher tous les masques, ouvrir toutes les portes, contourner tous les obstacles et soulever toutes les pierres. Oh ! je ne suis pas déçu. S'il m'arrivait un jour d'être déçu... Mais non, je ferai mon optimisme de toutes mes déceptions.

Figure-toi qu'hier, pendant plus d'un bon quart d'heure, j'ai pu voir un homme admirable. Tu te demandes qui c'est. Eh bien ! je te le donne en mille. C'était — car cela n'a pas duré, l'imparfait est de rigueur — mon père, l'honorable docteur Raymond Pasquier. Il est venu me chercher à l'Institut et m'a prié de l'accompagner chez un de ses malades. Voilà une chose qu'il fait rarement. Il pratique la clinique pure, à l'ancienne mode. Nous, médecins de laboratoire, il nous considère un peu comme des dilettanti. N'importe, il s'était mis en tête de nous demander un examen de sang et même une hémoculture. Je suis allé faire la prise. C'était rue du Cotentin, au bord de notre ancien quartier. Une rue où l'on entend nos trains de la rue Vandamme. Imagine de très pauvres gens, qui vivent à six dans un logement de deux pièces. J'ai fait ma prise de sang. Mon père était très calme, silencieux, respectueux. Il me laissait accomplir les rites de notre magie, qui n'est pas tout à fait la sienne. La prise faite et mes tubes rangés, mon père est entré en scène — le mot dit bien ce qu'il veut dire. — Il a longuement examiné sa malade et de façon

très adroite. Puis il s'est mis en colère parce qu'elle était mal couchée. Il a voulu refaire le lit, tout de suite, à sa façon. Il fouillait dans l'armoire, engueulait la fille aînée, bousculait le mari, mouchait les marmots. Pour finir, il a balayé la chambre et ouvert les fenêtres. Je ne sais si les malades aiment beaucoup ces manières, mais quand mon père, au moment de sortir, a repris son chapeau haut de forme, la chambre était en ordre, la malade respirait mieux et reposait dans un lit propre. Il y avait, à la muraille, un morceau de glace grand comme la paume, maintenu par deux ou trois clous. Mon père, en passant là devant, n'a pas pu s'empêcher d'y jeter un coup d'œil et de donner une caresse à ses longues moustaches d'aurore. Voilà ! C'était fini. Le quart d'heure de grandeur s'éloignait déjà dans l'histoire. L'homme retombait soudain sur ses quatre pattes. C'est ainsi qu'il restera jusqu'à la prochaine victoire.

Je n'ai pas revu dame Solange. Oh ! je la verrai revenir. L'avenir de mon père ne me tourmente pas trop en ce moment et son passé me fait la grâce de se tenir en repos. Voilà ce que j'appelle un concert de chances.

Je ne te dis rien, Justin, du mariage de Cécile avec Richard Fauvet. Je sais que Cécile a dû t'écrire. Elle m'en a parlé, l'autre jour, après son concert. Quant à Richard, il ne m'a pas fait l'honneur de me dire quoi que ce fût de cette extravagante histoire.

Je t'écris de mon petit laboratoire dont la fenêtre unique donne sur les verdures naissantes. La centrifugeuse tourne et bourdonne derrière moi. Les cobayes remuent dans leur cage et me considèrent avec leur petit œil vif et intelligent. Si je les regarde, moi-même, avec un peu trop d'attention, leur cœur, je le sais, se prend à palpiter plus vite. Ce sont des animaux très sensibles. Nous les tourmentons au nom de la famille humaine à laquelle ils n'appartiennent pas. Il faut limiter sa patrie si l'on ne veut pas mourir.

Il fait un beau jour de printemps. Les narcisses vont refleurir dans le jardin de l'Institut.

GEORGES DUHAMEL,
de l'Académie Française.

MARSEILLE
ET LA COMMUNE
(1870-1871)

Les vieux Parisiens ont trop longtemps revendiqué pour eux seuls le triste privilège d'avoir vécu, dans une France écrasée par le poids de sa défaite, les heures troublantes qui précédèrent la Commune et les journées atroces de la guerre civile.

La province — le Midi lui-même, auquel son éloignement de la zone des armées et des départements envahis assurait une quiétude relative — connut pourtant, au lendemain de Sedan et jusqu'au mois d'avril 1871, de graves alertes qui, à Marseille, atteignirent leur maximum d'intensité durant la journée historique du 4 avril.

I

Marseille, 4 septembre 1870.

Le 3 septembre 1870, au terme d'une belle journée d'été, Marseille s'endormit en faisant des rêves de victoire et des projets de dimanche à la campagne pour le lendemain. Depuis le mois de juillet, la ville vivait en effet dans un état permanent d'enthousiasme patriotique que contribuaient à entretenir l'éloignement du front de combat, la confiance absolue de la nation dans la valeur militaire de ses chefs et les réconfortantes nouvelles émanant des communiqués.

Wœrth, Frœschwiller, Gravelotte, Forbach avaient été

habilement « escamotés ». Par contre, depuis la fin d'août, des « renseignements précis » annonçaient l'imminence d'une bataille décisive, qui devait naturellement consacrer la défaite des Allemands.

Il n'en fallait pas plus pour que les Marseillais allassent paisiblement dormir et répondissent par de dédaigneux haussements d'épaules aux racontars colportés en Bourse dans la soirée et répandus en ville par quelques alarmistes suspects de sentiments républicains.

Le dimanche matin, le soleil s'était levé dans un ciel limpide et la journée s'annonçait si radieuse que, dès l'aube, les habitants se ruèrent à l'assaut des omnibus pour gagner la proche banlieue. Ceux qui, renonçant à ces joies rustiques, étaient demeurés en ville ne sortirent qu'assez tard dans la matinée et commencèrent d'emplir les églises et les grandes rues accueillantes à la flânerie dominicale.

C'est alors qu'une proclamation affichée sur les murs et signée des ministres alerta les premiers promeneurs et remplit d'un douloureux étonnement les groupes qui se formaient toujours plus compacts.

« *Français, un grand malheur frappe la Patrie. Après trois jours de lutte héroïque soutenue par l'armée du maréchal Mac-Mahon contre* 300 000 *ennemis,* 40 000 *hommes ont été fait prisonniers. Le général Wimpfen, qui avait pris le commandement de l'armée en remplacement du maréchal Mac-Mahon, grièvement blessé, a signé une capitulation. Ce cruel revers n'ébranle pas notre courage. Paris est aujourd'hui en état de défense. Les forces militaires du pays s'organisent. Avant peu de jours, une nouvelle armée sera sous les murs de Paris. Une autre armée se forme sur les rives de la Loire. Votre patriotisme, votre union, votre énergie sauveront la France. L'Empereur a été fait prisonnier dans la lutte. Le Gouvernement, d'accord avec les pouvoirs publics, prend toutes les mesures que comporte la gravité des circonstances.* »

Ce fut de la stupeur, de la consternation, de la rage ! En un instant, Marseille parut avoir tout oublié de l'Empire : sa gloire, son prestige, les dix-huit années de vie large et heu-

reuse que la France lui devait. L'armée avait trahi, Badinguet avait trahi ! Un grand frisson d'indignation monta de la foule. Tout ce qui, depuis cinq années, depuis le relâchement de l'étreinte dictatoriale, fermentait dans les rangs de l'opposition, jaillit chez les lecteurs de l'affiche, alluma une flamme de révolte jusque dans les âmes bourgeoises et chez les anciens fidèles du souverain.

*
* *

En France, tout malheur public implique, après la certitude acquise d'une trahison, le besoin impérieux de former un Comité. Marseille, le 4 septembre, n'échappa point à cette nécessité ethnique. Dès onze heures du matin, un nouveau Conseil municipal, comprenant les dix adjoints et conseillers les plus favorisés par les suffrages publics aux dernières élections, se dirigea vers la Préfecture. Il avait à sa tête le sieur Bory, maire provisoire. Reçu par M. Levert, préfet, le Conseil avertit ce fonctionnaire impérial que sa délégation allait statuer aussitôt sur l'organisation d'une garde nationale et étudier les mesures à prendre pour l'établissement d'un Conseil départemental et d'un Comité départemental provisoires.

Puis, l'après-midi, à deux heures, ce même Conseil (constitué de sa propre autorité, sans nul mandat légitime) ouvrit le règne des manœuvres démagogiques dont, jusqu'au 4 avril, Marseille connaîtrait toutes les variétés. Il délégua quelques-uns de ses membres au commandant militaire de la place, général d'Aurelle de Paladines, en exigeant la libération immédiate de quatorze détenus politiques enfermés à la prison Chave depuis le 8 août. Ces détenus, parmi lesquels se trouvait l'avocat israélite Gaston Crémieux (qui devait, six mois plus tard, fomenter et diriger la Commune marseillaise), avaient, peu après la déclaration de guerre, réclamé l'armement de tous les citoyens. L'expérience devait prouver le danger d'une telle mesure. C'est donc sous l'inculpation de provocation au désordre que le Gouvernement impérial avait fait incarcérer Crémieux et consorts. Naturellement, d'Aurelle de Paladines éconduisit la délégation. Celle-ci se retira sans insister, dans

l'ignorance où elle se trouvait de la situation gouvernementale à Paris. En effet, on était encore réduit aux conjectures et, tout en présumant que l'Empire était tombé, on préférait, dans l'attente, manifester par des chants qui n'engageaient à rien et par des actes de vandalisme gratuit. On s'égosilla donc dans les rues et on abattit toutes les aigles ornant les monuments et celles décorant les devantures des boutiques. Puis, rue Canebière, devant cette Bourse du Commerce que le souverain avait fait construire quelques années auparavant, ainsi que la plupart des beaux édifices de Marseille, une troupe hurlante décapita la statue de l'Empereur.

A dix heures du soir, le télégraphe apporta enfin la nouvelle escomptée. Napoléon III était déchu de la dignité impériale, un Gouvernement provisoire se formait à Paris. Il comprenait entre autres membres Jules Ferry, Garnier-Pagès, Pelletan, Jules Simon, Gambetta, lequel avait signé la nouvelle en faisant suivre son nom de la mention « ministre de l'Intérieur. » Aussitôt, la délégation municipale recouvra toute son énergie. Une foule de 20 000 personnes accompagna le Conseil au boulevard Chave, où l'apparition de Crémieux et des autres libérés fut accueillie par des clameurs d'enthousiasme. A deux heures du matin, *la Marseillaise* retentissait encore dans les rues de la ville, inquiétant les bourgeois alarmés par ce chant séditieux.

*
* *

M. Levert, préfet impérial de Marseille, sentait depuis la veille que sa carrière administrative touchait à sa fin. Il ne fut donc que modérément surpris en voyant revenir, le 5 septembre, au palais de la Préfecture, cette fois sous la conduite d'un sieur Labadié, la délégation municipale. Elle déclara vouloir procéder sans retard à l'établissement de ce fameux Conseil départemental provisoire et de ce Comité départemental dont les citoyens l'avaient entretenu le dimanche matin. Les membres de ces nouvelles organisations, dépourvus, répétons-le, de l'investiture du Gouvernement de Paris et de tout mandat électoral régulier, appartenaient pour la plupart au parti de la démocratie radicale, dont l'organe était le

journal *le Peuple*, et qui comptait M. Naquet, un coreligionnaire de Gaston Crémieux, parmi ses représentants les plus autorisés. Tous ces messieurs avaient amené avec eux une garde importante de citoyens armés. Ceux-ci, des mois durant, allaient transformer la Préfecture en une sorte de caserne civique en attendant que, sous le règne de Crémieux, elle ne devînt le quartier général et le bastion de la Commune marseillaise. Pourtant, durant cette journée du 5 septembre, il fut surtout procédé au congédiement de M. Levert et au pillage de sa garde-robe. En même temps, afin de sanctionner cette prise de pouvoir et de prévenir les décisions du Gouvernement de Paris, tout en donnant à la population l'apaisement que réclamaient ses alarmes devant l'allure franchement révolutionnaire des événements, le maire provisoire, Bory, faisait afficher en ville la proclamation suivante :

« Citoyens ! Avec bonheur, hier au soir, nous avons solennellement proclamé la République, le seul gouvernement propre désormais à garantir toutes nos libertés. Pendant trop longtemps le peuple, souverain de nom, esclave de fait, gémissait sous l'Empire qui lui imposait, par la force ou par la fraude, le despotisme le plus avilissant sous des formes constitutionnelles. Aujourd'hui, le trône s'est écroulé pour jamais, au milieu des ruines et du sang, laissant le condamné à l'horreur des contemporains et aux sévérités de l'Histoire. »

Suivait l'annonce de la constitution du Conseil départemental et de l'organisation de la garde.

Presque simultanément, avec cette proclamation officielle de la République, Marseille apprenait que le Gouvernement de Paris nommait, en qualité d'administrateur provisoire des Bouches-du-Rhône (le nom de préfet était trop impérial), le citoyen Alphonse Esquiros. Puis, comme il convenait, dans l'éclosion de la ferveur républicaine, de dépister tous les ennemis du régime nouveau et de venger quelques vieilles rancunes contre les séides de M. Levert et les mouchards de la police bonapartiste, la populace commença la chasse aux suspects. En moins de vingt-quatre heures, il parut s'avérer

que Marseille contenait un nombre incalculable de conspirateurs et d'espions prussiens. La ville, brusquement privée de police, connut alors l'horreur de la plus basse délation, de l'arbitraire le plus vexatoire, le vol organisé sous le masque du loyalisme civique et du patriotisme vigilant. Déjà le drapeau rouge flottait çà et là, annonciateur des journées sanglantes qui marqueraient les mois à venir. Paris lui-même s'émut de ces symptômes d'anarchie grandissante, témoin ce télégramme envoyé à Bory, et qui fut affiché par les soins de la mairie sur les murs de la ville :

« Au citoyen Bory, maire provisoire de Marseille,

» Le drapeau tricolore est le drapeau de la Nation. Nous en interdisons formellement tout autre. C'est avec le drapeau tricolore que nous repousserons l'ennemi. »

La venue d'un représentant dûment mandaté par le Gouvernement de Paris semblait donc désirable à tous. Hélas, ce premier envoyé de la République ne devait laisser à Marseille que de bien piètres souvenirs. Dans le flot des arrivistes et des démagogues que le nouveau régime allait faire surgir, Esquiros [1] devait incarner le type, multiplié depuis par le suffrage universel, de l'intellectuel médiocre, prétentieux, profiteur, une sorte d'Homais et de M. Cardinal. Ce falot personnage fit son entrée à Marseille le 7 septembre. La Commune avait trouvé son fourrier.

II

Quand l'uniforme est roi.

Tant que dura l'Empire, l'opposition républicaine n'eut point assez de sarcasmes pour en vilipender le militarisme. Et voilà qu'avec l'avènement de la République se mit à fleurir

1. Né à Paris en 1814, mort à Versailles en 1876, auteur d'assez nombreux ouvrages sans grande valeur *(le Magicien, Charlotte Corday, l'Évangile du Peuple, Histoire des Montagnards*, etc...*)*, Alphonse Esquiros compta parmi les proscrits du 2 décembre. Il dut s'exiler à Bruxelles, abandonnant sa femme, Adèle Battanchon, femme de lettres, auteur d'ouvrages dont les titres laissent deviner à quel genre de littérature elle devait s'adonner afin d'alléger les difficultés d'une existence assez misérable *(les Amours étranges, Histoire d'une sous-maîtresse, les Marchands d'amour)*. Après son préfectorat à Marseille, Esquiros poursuivit sa carrière politique en qualité de représentant des Bouches-du-Rhône à l'Assemblée nationale.

une militarisation à outrance. Jamais on ne vit autant d'uniformes dans les rues qu'au lendemain du 4 septembre. Un véritable esprit jacobin souffla donc sur Marseille où les autels de la Patrie se dressèrent bientôt à tous les carrefours. En quelques journées, le nombre des inscrits dépassa le chiffre de 10 000. En même temps que l'armée recrutait ainsi des volontaires, la garde nationale sédentaire et mobile s'organisait sous le commandement de MM. Marie fils et Bressy, commandants de place, des compagnies de francs-tireurs se formaient sous les ordres du commandant Deshorties. Les étrangers eux-mêmes ne résistèrent point à l'enthousiasme général. Garibaldi venait de lancer son offre chevaleresque au Gouvernement de Paris. En réponse, les Italiens de Marseille coururent place du Grand-Théâtre, où le commandant Angelo Maggi recrutait ses légionnaires transalpins.

Déjà la physionomie de la ville présentait un aspect caractéristique où l'héroïsme se teintait, il est vrai, d'un léger tape à l'œil. Ce n'était pas absolument le tableau tracé par Daudet de la défense de Tarascon, mais quelque chose d'assez proche.

Si la garde nationale se contentait d'un uniforme d'une simplicité toute démocratique (vareuse de laine, pantalon bleu marine, képi orné d'un liseré amarante), les Garibaldiens, leurs officiers surtout, arboraient d'impressionnantes vestes rouges à collet gris clair, barrées de hauts galons et traînaient dans les rues de longs sabres qui frappaient le cuir de leurs bottes. Sur un rythme à peu près identique, battaient à leur passage tous les cœurs féminins.

Pourtant, après quelques semaines, le prestige des légionnaires diminua en proportion inverse des frais exceptionnels qu'ils occasionnaient. Il était très beau, en effet, d'acclamer ces frères d'armes dans les cafés et les théâtres, de s'offrir l'illusion d'un sacrifice patriotique en versant une discrète obole aux nombreuses quêtes qu'ils organisaient, de participer, foire Saint-Michel ou terrasse du Casino, aux fêtes données en leur honneur. Mais lorsqu'il fallut passer à des contributions plus substantielles et lorsque la ville apprit que le Conseil municipal leur votait une subvention de 200 000 francs, l'enthousiasme des Marseillais marqua un notable ralentissement. Puis, toutes ces légions réparties sur

le territoire des Bouches-du-Rhône rappelaient un peu trop les figurants de théâtre ardents à s'élancer et tenaces à marquer le pas. Bref on s'installait dans la guerre à domicile, à 600 kilomètres du vrai front de combat. Et c'étaient surtout des réveils au clairon, des revues d'armes et des exercices, des défilés et des fanfares avec l'inlassable refrain du *Chant du Départ*, dont paraissaient se griser ces fringants volontaires que certains mauvais plaisants baptisèrent par la suite « les bataillons du retour ». Puis, les jeudis et dimanches, les promenades militaires dans la banlieue tournaient peu à peu à la partie de campagne et se terminaient par l'assaut des guinguettes. Enfin, le soir, une nouvelle fête réunissait, à l'Eden ou à l'Alcazar, patriotes et légionnaires, civils et miliciens. On y jouait *l'Empailleur et la Canaille*, *le Barbier* ou *Hernani*, mais quel que fût le répertoire, le spectacle se terminait inévitablement par *la Marseillaise*, entonnée, drapeau tricolore en main, par le ténor Barielle, devant un buste de la Liberté, coiffée du bonnet phrygien et qu'entourait une garde d'honneur de 60 volontaires de l'Égalité, des Francs-tireurs de la Mort ou des Vélites républicains.

A tant d'héroïsme en puissance, il ne manquait que quelques Prussiens à portée de fusil. Mais l'enthousiasme, le soleil et aussi un peu de crainte aidant, Marseille finit par en découvrir. Nous ne parlons pas des prétendus espions qui « pullulaient » à la Mission de France, mais bien de flibustiers allemands armés dans un port américain et prêts, disait-on, à un coup de main sur la ville. Cette rocambolesque histoire, dont Lyon devait fortement se gausser par la suite, trouva pourtant à Marseille un tel crédit qu'Esquiros, dans une proclamation du 10 septembre, prit des mesures de défense immédiate.

« Avis aux citoyens de Marseille :

» Vu les bruits répandus sur l'arrivée éventuelle de flibustiers armés dans un port américain, je donne au colonel Marie pleins pouvoirs pour requérir la force armée de Marseille et s'en servir immédiatement.

A. Esquiros

(Administrateur supérieur des Bouches-du-Rhône).

Dès le 14, on commença donc de fortifier Marseille, ou mieux, on parla de la fortifier et d'établir des batteries à l'Assassin, à Septèmes, à Allauch. Bientôt, pourtant, le premier effroi passé et, devant les difficultés de l'entreprise, on préféra laisser sombrer dans l'hilarité générale les fameux flibustiers allemands. Une fois de plus, à Marseille, la nonchalance méridionale avait maîtrisé l'exagération.

III

La revue de la garde nationale.

Le nouveau régime avait multiplié les uniformes, mais fait disparaître la police. Dès la mi-septembre, la ville fut donc livrée entièrement à l'arbitraire des civiques et des malandrins. Perquisitions et arrestations illégales se multipliaient. La Préfecture s'émut enfin devant le danger que cette absence d'autorité faisait courir à Marseille. On nomma donc, en la personne de M. Bellevaut, fils du directeur du théâtre du Gymnase, un directeur général de la paix publique, dont le premier soin devait être de purger la ville des nombreux indésirables qui y régnaient. A ce propos, signalons un épisode à la fois comique et symptomatique de l'anarchie qui sévit alors à Marseille. Parmi toutes les horreurs de la guerre civile, il fournit une heureuse diversion et demeure joyeusement inscrit au cœur des amis des animaux. On sait que parmi les spectacles les plus offensants de Marseille, il faut citer la charrette aux chiens, la hideuse charrette basse à claire-voie où d'ignobles racoleurs, munis d'un lasso, enferment, pour les conduire à la fourrière, les pauvres chiens errants. Qui de nous n'a pas haï cette abominable invention humaine et spécifiquement méridionale? Donc, malgré Sedan, malgré la République, malgré le bouleversement de l'heure, l'abominable charrette continuait à Marseille ses ravages. Pourtant, comme elle passait un jour place Saint-Michel, alors qu'un orateur libertaire pérorait dans un groupe, cet homme, saisi d'une attendrissante inspiration, lança à la foule : « Citoyens! En République, tout le monde doit être libre, même les animaux. Je propose qu'on abolisse la charrette des chiens.

Allons délivrer ces malheureuses bêtes qui subissent encore les lois funestes de l'Empire ! »

La foule obéit. Les trappes à claire-voie s'ouvrirent, la rue se peupla de joyeux aboiements. Durant six mois, la charrette connut, seule, l'horreur de la fourrière municipale.

*
* *

Il importait cependant de fournir au républicanisme patriotique des Marseillais de plus vifs éléments d'enthousiasme. L'idée d'une grande revue de la garde nationale parut donc propre à calmer les appréhensions des milieux modérés, effrayés par les excès révolutionnaires des civiques et le laisser-faire par trop démagogique d'Esquiros. Cet ineffable représentant de l'autorité n'avait-il pas, en réponse aux sollicitations pressantes d'une partie de la population, fait afficher sur les murs de la Préfecture la déconcertante proclamation que voici :

« Considérant qu'un certain nombre d'arrestations illégales ont été encore signalées ces jours derniers,

» Attendu qu'il importe au plus haut degré d'empêcher le renouvellement de pareils actes qui jettent l'inquiétude au sein de la population,

» Au nom de la République,

» L'Administrateur des Bouches-du-Rhône, considérant que, sous un gouvernement libre et démocratique, les pouvoirs publics n'ont pas besoin d'une force armée pour les défendre,

» Arrête :

» A partir de ce jour, la Préfecture de Marseille se gardera d'elle-même par la majesté de la loi républicaine.

» Les gardes civiques continueront à être chargés du maintien de l'ordre public.

» Les postes de la place Saint-Ferréol, de la rue Montaux et de la rue Sylvabelle, précédemment desservis par des troupes de ligne, seront occupés par la garde civique. »

La revue de la garde nationale dut contenter le proconsul. Si elle ne ramena pas universellement la confiance, elle n'offensa pas du moins la majesté de la loi républicaine !

*
* *

Le 25 septembre, Bory, maire provisoire, avait remis un drapeau à la garde. Le 26, la revue se déroula sur le champ de courses du parc Borély.

Dès une heure de l'après-midi, les divers bataillons, les sections, fanions en tête, montèrent vers le Prado par les rues Canebière, Saint-Ferréol et de Rome. Les fanfares jouaient *la Marseillaise*. *Les Girondins* et *le Chant du Départ* mêlaient leurs accents à la cacophonie des trompes et cornets de cochers d'omnibus, de breaks et de tapissières invitant les voyageurs à prendre place dans leur voiture comme aux jours de Grand Prix.

Dès deux heures, les sections s'étaient rassemblées place Castellane, le Prado entier était envahi. La garde occupait le milieu de la large avenue ; les femmes et les promeneurs suivaient les allées latérales ; les véhicules empruntaient les bas-côtés.

Les effectifs de la garde comptaient quelque 30 000 hommes. En tête des sections, les cantinières en jupe courte, pantalon collant, chapeau à plume, leur petit barillet aux couleurs de la garde passé en bandoulière, suscitèrent le plus vif enthousiasme. A trois heures, la tête de la colonne débouchait sur le terre-plein du champ de courses, tandis que l'arrière-garde défilait encore sur la première avenue du Prado. Les autorités occupaient la tribune centrale, les spectateurs celles des côtés. Il y eut çà et là pas mal de flottement, d'autant que les familles des volontaires se mêlaient fréquemment aux sections pour contempler de plus près les héros du jour. Puis de nombreux gardes nationaux n'ayant pu, faute de temps et de subsides, être entièrement équipés, les épaules paternelles portaient allègrement, à la place du fusil, des marmots que les dames citoyennes confiaient, pour des raisons de commodité personnelle, à leurs braves hommes de maris. Un soleil radieux planait sur cette fête patriotique et familiale, un de ces terribles soleils de Marseille, créateurs de mirages et générateurs de discours.

Les comptes rendus de la presse locale sont à ce sujet significatifs. Voici, en effet, ce que nous pouvons lire dans *l'Egalité*

du 27 septembre : « C'était fête hier dans la grande cité du soleil. Marseille avait compris que le devoir de tout patriote était d'aller acclamer ceux de ses enfants qui, mus par un saint enthousiasme, s'étaient organisés en vingt jours pour la défense de la République.

» Le spectacle admirable que nous avons contemplé du haut de la tribune du champ de courses a été un des plus beaux moments de la vie de tous ceux qui y assistaient. Marseille semblait heureuse et fière ; elle avait raison, car ces bataillons, c'est elle qui les a créés, c'est elle qui les a fait sortir de son sein, dans un sursaut d'amour pour la Patrie.

» Les désastres de notre chère France avaient assombri bien des fronts ; nous avons vu des larmes cruelles tomber des yeux des mères éplorées, des veuves que nous vengerons. Mais celles-là mêmes qui avaient la douleur dans l'âme exhortaient, par leurs bravos, ces nouveaux vengeurs à devenir, par la volonté et la soif de représailles légitimes, des troupes invincibles prêtes à se précipiter sur les hordes envahissantes. »

Digne pendant à ce morceau de bravoure journalistique, fut le discours d'Esquiros. L'administrateur départemental montra du doigt les collines de Marseille-Veyre toutes blanches de soleil, toutes nimbées de pure lumière, dont les escarpements ne connurent jamais d'autres envahisseurs que les phalanges d'excursionnistes, dont les échos ne répétèrent jamais d'autre fusillade que celle des chasseurs du dimanche. Puis, il lança :

« Si l'ennemi, du haut de cette colline, pouvait assister au splendide spectacle que nous avons sous les yeux, il en pâlirait de terreur et, abandonnant ses projets insensés, il évacuerait le sol de la France. »

A ce moment, un coup de feu retentit dans un des fourrés du parc Borély. Un homme venait de s'y donner la mort. On ne sut jamais à quel mobile avait obéi l'inconnu et quelles furent les raisons de son suicide. Peut-être l'émotion de cet instant solennel, peut-être l'effet de la canicule qui lui avait troublé la cervelle, peut-être aussi, en écoutant Esquiros et les acclamations du populaire, la conviction que le ridicule ne tuant plus en France, il importait que des âmes pieuses en maintinssent la tradition.

IV

Du désordre à l'anarchie.

Certes tout ceci était charmant, mais n'empêchait pas la France de gémir plus douloureusement, chaque jour, sous l'étreinte prussienne. Pour Marseille, que son éloignement protégeait de l'invasion, les désastres demeuraient purement financiers, mais là encore les pertes furent sévères. Une gabegie folle sévissait à la Préfecture, cependant que s'accélérait la course de la démagogie au désordre et du désordre à l'anarchie.

Déjà, du 10 septembre au 3 octobre, la Trésorerie préfectorale avait dû verser sans indication de dépenses 45 000 francs. Par la suite, on compte en trois jours une sortie de : 24 652 fr. 35 c. chiffre que ne laissaient pourtant point prévoir les factures retrouvées à la préfecture et où nous relevons les notes suivantes :

Doit Esquiros à Bousquet :
Raccommodage d'une paire de chaussures : 0 fr. 90 c.

Doit Naquet à Adèle Viellard :
Blanchissage d'une chemise : 0 fr. 35 c.
Une paire de chaussettes : 0 fr. 05 c.

Masson jeune :
Fourni à la femme de chambre d'Esquiros : deux bâtons de cosmétique, 2 francs.

Il est vrai que les dépenses de l'office de bouche, représentées par les factures de poisson pour bouillabaisse fourni par la dame Moute Françoise, poissonnière de la Commission départementale, factures certifiées par l'économe Bienvenu, se montent, du 21 au 30 septembre, à 177 fr. 75 c.

Notons, par ailleurs, que vingt-deux serviteurs, commis au service des citoyens administrateurs, préfet et conseillers, coûtaient au Département la somme assez coquette de 31 320 francs.

Quant au traitement desdits citoyens, sans compter Esquiros, « pas mentionné » sur les pièces comptables de la Trésorerie

départementale, il s'élevait à 82 200 francs, auxquels il faut ajouter tous les petits profits du pouvoir dont témoignent entre autres les permis de circulation délivrés à madame N..., allant à Tours avec sa famille, *en service gouvernemental*, et les frais, chaque jour accrus, pour la lingerie du sitoyen *(sic)* Esquiros, auquel la dame Viellard Adèle réclame désormais, par semaine, le blanchissage de onze chemises, dix-huit mouchoirs, six paires de chaussettes, etc...

Toutes ces dépenses, d'un intérêt national assez relatif, nécessitèrent, pour rétablir les finances obérées de Marseille, l'émission d'un emprunt de 10 millions à 6 p. 100, qui ne fut jamais couvert.

*
* *

Par ailleurs, la carence de l'autorité se faisait de plus en plus sentir à Marseille, où le Gouvernement de Gambetta lui-même jugeait Esquiros insuffisant pour accomplir la tâche qui lui avait été confiée. Comme en toutes les périodes troublées, d'étranges figures commençaient à surgir ; aventuriers ou bouffons, profiteurs de révolutions ou illuminés de toute espèce. Dans ce magma de comparses bizarres, deux figures se détachent, qui méritent d'être rappelées. Ce fut d'abord Cluseret, sorte d'officier de fortune, dont la carrière militaire, commencée dans les rangs de la garde mobile lors de la répression des journées de juin, devait finir dans ceux des fédérés. Échappé à la répression de la Commune, il revint en France à l'amnistie et fut député de Toulon au Parlement ; et un nommé Trains (Georges-Francis), enfant de la libre Amérique, venu de San-Francisco en France pour aider à en chasser l'envahisseur, mais surtout avec le dessein arrêté d'y écouler quelques milliers de vieux fusils. Le plus comique — il vaudrait mieux écrire le plus tragique — de l'aventure Trains fut que les autorités marseillaises, Esquiros en tête, non contentes de laisser pérorer dans toutes les réunions ce funambulesque personnage, lequel arborait sur son habit bleu à boutons d'or, à côté de la décoration des fénians d'Irlande, la médaille de sa candidature présidentielle aux États-Unis, présidèrent ses conférences à la Ligue du Midi, à l'Alhambra et au cercle des Phocéens.

Voici encore, d'après la presse de l'époque, quelques spécimens de son éloquence :

« Ignorez-vous que votre belle capitale est assiégée ; que 50 000 uhlans l'ont cernée avec une muraille de feu ! Que les Prussiens, par centaines de mille, dévorent vos richesses et boivent le sang de vos corps ? *(Sensation dans la salle.)*

» Je veux que vous sachiez bien que je viens pour servir la France *(applaudissements frénétiques)* et que ce soir je vous donne mon corps, mon cœur, mon âme pour la sainte cause de la République française. *(Enthousiasme dans la salle.)*

» Mais trêve de paroles. Il est temps d'aller au travail. Formez vos bataillons, sonnez vos cloches, marchez immédiatement sur Paris. Je viens de télégraphier à New-York pour savoir avant combien de temps et à quelle date 100 000 carabines Remington pouvaient arriver à Marseille. *(Cris dans la salle : « Nous en avons grand besoin ! »)*

» N'abandonnez pas la partie, opposez à l'ennemi après vos forts vos enceintes, après vos remparts vos barricades, après vos biens vos poitrines, après vos poitrines vos mines pour faire sauter votre envahisseur barbare dans l'éternité ! »

On croit rêver en lisant dans la presse de 1870 le compte rendu de pareilles élucubrations. Il est vrai que notre époque n'a rien à envier aux sottises des années défuntes.

*
* *

Ce fut ainsi que de fin octobre à décembre 1870, la vie politique et sociale se traîna à Marseille dans une sorte d'abdication de toute autorité et de toute dignité, dans le désordre, le malaise et la peur.

Esquiros, vraiment inférieur à sa tâche, avait été débarqué par Gambetta et remplacé par M. Gent, lequel arriva à Marseille en pleine effervescence populaire, durant le règne d'une première et éphémère Commune, présidée par Carcassonne et dirigée en sous main par le redoutable Cluseret. Il fallut toute l'autorité de Gent pour mater ce premier essai de guerre civile, encore que les manifestations de bon accueil réservé par Marseille à son nouvel administrateur

départemental se résumassent en un coup de pistolet, qui blessa M. Gent dans les salons de la Préfecture.

Entre temps, des conversations entre Thiers et Bismarck ayant échoué, par suite du refus apporté par la Prusse au ravitaillement de Paris durant un armistice, éventuellement destiné à permettre l'élection d'une Assemblée nationale, le Gouvernement de Tours avait ordonné, le 2 novembre, la mobilisation de tous les hommes valides, de vingt et un à quarante ans. De son côté, M. Gent fit à Marseille toute diligence pour que des élections municipales donnassent enfin à la ville une représentation stable et autorisée. Le 13 novembre, la liste du Comité républicain, dans son ensemble modérée et inclinant vers l'acceptation de la paix, l'emporta sur celle de l'Égalité, nettement radicale et révolutionnaire, et qui se réclamait de la guerre à outrance.

D'ailleurs, ces tiraillements entre Français, les alternatives d'espoir et de résignation auxquelles l'épreuve de cette terrible guerre soumettait le pays, s'expliquent par le flot de nouvelles contradictoires et mensongères que la République, tout comme l'Empire, déversait sur la France. Gambetta, au reçu d'une dépêche lancée à Belle-Isle par le ballon *Jules Favre*, le 1er décembre, et signalant une sortie heureuse de Ducrot, n'avait-il point osé signer de Tours la proclamation suivante : « Qui donc désormais douterait de l'issue finale de cette lutte gigantesque? Les Prussiens peuvent mesurer aujourd'hui la différence qui existe entre un despote qui se bat pour satisfaire ses caprices et un peuple armé qui ne veut pas périr ! »

La « sortie heureuse » de Ducrot — un simple engagement sans résultat — avait été présentée une fois de plus, dans les dépêches officielles, comme une écrasante victoire française. Le 2 décembre, on communiquait en Bourse, à Marseille, que Trochu et d'Aurelle de Paladines avaient opéré leur jonction. Versailles était cerné. Les Prussiens avaient perdu 1 600 canons et l'empereur Guillaume et M. de Bismarck s'apprêtaient à rendre leur épée ! La vérité ne fut connue que le 6. La grande victoire française du 1er décembre se bornait à... la retraite de l'armée de la Loire, l'évacuation d'Orléans et la perte de 1 000 canons !

V

1871.

Paris agonisait. La France, bernée par les hommes du 4 septembre, minée par les clubs et l'Internationale, sentait que la fin était proche. La paix, ou mieux l'acceptation de la défaite, n'allait être que le prélude de la guerre civile qui ensanglanterait Paris et agiterait tour à tour les grands centres provinciaux.

Le 29 janvier, une dépêche de Bordeaux annonce que Jules Favre a fait tenir au Gouvernement cette communication : « Versailles, 28 janvier. — Nous signons aujourd'hui un traité avec le comte de Bismarck, prévoyant un armistice de vingt et un jours pour convoquer l'Assemblée nationale. Les élections sont fixées au 8 février. »

M. Gent, au reçu de ce télégramme, le mit froidement dans sa poche. D'accord avec le Conseil municipal, il fit afficher deux proclamations d'un héroïsme facile, dans lesquelles ces vaillants citoyens se déclaraient résolus à la lutte à outrance. « Marseillais ! Pas de lâche défaillance ; que pas un de nous n'admette que notre chère France puisse périr.

» La municipalité républicaine nommée par vous est pénétrée de ce sentiment. Elle remplira sa tâche. Il n'y a pas un de ses membres qui ne soit prêt à sacrifier sa vie plutôt que d'accepter la restauration de l'empire ou d'une monarchie quelconque. »

Il n'était pourtant question ni d'empire, ni de monarchie. Il s'agissait simplement de savoir si la France voulait ou non ajouter de nouveaux désastres à sa défaite et se lancer dans une aventure insensée, inutile et criminelle. Mais, pour ce qu'il en coûtait à ces messieurs prêts à sacrifier gaîment leur existence, la réponse ne faisait aucun doute. On devait continuer la guerre, d'autant que, résolus une fois de plus à ne braver que le ridicule, les exaltés qui entraînaient Marseille, après avoir organisé la mise en état de siège de leur ville, devaient voter en majorité pour la paix.

Cette fois encore, Lyon se gaussa copieusement de la ville

rivale. Un numéro du journal satirique lyonnais *la Mascarade*, sous la signature de M. A. Money, nous révèle ces sentiments.

« Ainsi — écrit *la Mascarade* — Marseille veut avoir son siège. Si Guillaume-le-Sanglant pousse la témérité jusqu'à s'avancer sous les murs de Marseille, c'en est fait de son armée. Nous pouvons donner une idée des formidables travaux entrepris. Le Château d'If sera armé d'une douzaine de batteries, sous le commandement de l'abbé Faria et de Dantès, auxquels la connaissance absolue des lieux donne une compétence extraordinaire. A l'entrée du port de la Joliette, on a coulé un chargement de savon et placé des « trouns de l'air » explosibles. On a casematé le Café de France et le Café Turc ; quant au Vieux Port, il se défend tout seul par ses odeurs et ses émanations. »

*
* *

Malgré l'opposition de Marseille, celle, plus redoutable, de Gambetta et de Jules Simon, et l'étrange conduite de M. Gent, qui supprimait les dépêches de Bordeaux, les élections du 8 février donnèrent à la France une majorité conservatrice, anti-radicale, c'est-à-dire pacifique.

Le 26 février, les préliminaires de paix avaient été signés à Versailles, et le 28, à Bordeaux, l'Assemblée les adoptait par 546 voix contre 107. Marseille accueillit sans trop frémir une nouvelle qui ruinait pourtant toutes ses espérances guerrières. Le remplacement de M. Gent par le contre-amiral Crosnier y fit plus de bruit peut-être que le vote de l'Assemblée. Le nouveau préfet, plein d'excellentes intentions, s'était donné pour tâche de ramener l'ordre et la concorde entre les esprits. Sa proclamation du 4 mars se résumait en cette formule qui, en 1871, était, à vrai dire, déjà assez galvaudée : Ordre, Travail, Liberté.

Pourtant, en dépit de ces mirifiques promesses, la ville, suivant l'exemple de la France, divisée désormais entre « Parisiens » et « Versaillais », demeurait agitée, et la garde nationale n'y comptait pas moins de 20 000 fusils. Les événements de Paris allaient donc, à la première occasion, exercer

leur contre-coup sur cette cité frémissante. Depuis le 31 octobre, l'avocat Crémieux poursuivait son agitation en vue de soulever le peuple et de faire triompher la Commune. Le 22 mars, une circulaire de Thiers annonçant l'arrestation à Boulogne de M. Rouher, et la protection qui lui avait été fournie contre la foule, ulcéra les sentiments des républicains. Plus vif fut encore leur ressentiment lorsqu'ils apprirent que le maréchal Canrobert avait offert ses services à la République et que celle-ci les avait acceptés. Ce Gouvernement, déjà suspect de bonapartisme, accueillant les anciens officiers de Badinguet, donnait décidément des signes indéniables de corruption et de traîtrise. Le soir même, une réunion publique fut organisée à l'Eldorado. Crémieux y prit la parole devant plus de 2 000 assistants, pour déclarer qu'il sortait de la préfecture où il avait demandé à l'amiral Crosnier communication du *Journal officiel* de la Commune de Paris. Il ajouta : « Le Gouvernement de Versailles a essayé de lever sa béquille contre le Gouvernement insurrectionnel de Paris, le seul légitime, le seul qui n'eût pas admis de relâcher Rouher. »

Dans une situation aussi tendue, alors que la nouvelle de l'installation de Communes à Bordeaux et à Lyon circulait déjà en ville, la grande erreur de M. Crosnier fut, le 23 mars au matin, de faire battre le rappel dans Marseille, en vue d'une manifestation loyaliste de la garde nationale, sous le commandement du colonel Jeanjean. On ne pouvait commettre faute plus grossière, ni donner plus maladroitement prétexte à la révolution. En effet, tandis que de nombreux gardes nationaux fidèles au Gouvernement ne répondaient point à l'appel de la préfecture, la totalité des garibaldiens civiques, francs-tireurs révolutionnaires, etc., se réunissait en contre-manifestation sur le cours de l'Athénée (ex-cours Belsunce, débaptisé par les soins d'Esquiros).

A quatre heures, cette troupe d'hommes armés marche vers la préfecture, ayant à sa tête Gaston Crémieux. Elle y pénétra aux cris de « Vive Paris ! Vive la République ! » On arrêta l'amiral Crosnier, le général Olivier, le major de la place Thévenin et le chef de cabinet Garberin, qui furent conservés comme otages jusqu'au soir du 4 avril. Puis les insurgés, après avoir nommé une commission départemen-

tale provisoire et annoncé l'établissement de la Commune à Marseille, sous la présidence de Crémieux, hissèrent le drapeau rouge et commencèrent à se fortifier.

*
* *

On pourra épiloguer longtemps sur le véritable coup de folie que fut de la part de Crémieux et de ses comparses cet essai vraiment puéril de révolution. Toute l'histoire de la Commune parisienne est d'ailleurs, elle aussi, dans son ensemble, l'histoire d'un coup de folie. Mirage révolutionnaire des uns, patriotisme exacerbé des autres, aveuglement d'une foule menée par quelques illuminés et quelques professionnels de l'émeute, le mouvement était, dès sa naissance, condamné à une brève et sanglante faillite. Mais l'insurrection marseillaise dépassa par son illogisme et la pauvreté de son organisation les pires erreurs de la Commune de Paris. On serait presque tenté de se demander (s'il n'avait payé de sa vie son équipée à la préfecture) si Gaston Crémieux, homme intelligent, cultivé, énergique, entouré des seuls pleutres et imbéciles qui constituèrent son état-major, n'a pas été un agent provocateur chargé de faire dévier l'insurrection et de la conduire au désastre.

Voilà donc, au soir du 23 mars, cette parodie de gouvernement installée à la préfecture, avec ses milices de civiques et de garibaldiens et ses otages, jalousement surveillés ; une nouvelle proclamation s'imposait. Celle de Crémieux, qui, par ailleurs, demeure d'une actualité troublante. Tandis qu'elle séquestrait des otages, armait les pillards, déclarait la guerre à la propriété, à la République, la Révolution prêchait (déjà !) la confiance et le patriotisme, en attendant de mettre le feu au pays.

« Maintenant qu'avec nous l'ordre règne dans la cité, retournez paisiblement à vos travaux. Que le commerce et l'industrie reprennent promptement l'effort pacifique qui doit contribuer au relèvement de notre patrie. Nous veillons nuit et jour sur la République. Vive Paris ! »

Pour veiller sur l'ordre et sur la République, Crémieux avait enrôlé dans sa bande un pauvre niais, nommé Étienne

père, un sieur Ducoin, remplaçant le colonel Jeanjean à la garde nationale, et un autre bouffon, digne émule de Trains, promu à la dignité de général et commandant de place. C'était un nommé Pélissier, ancien caporal de chasseurs à cheval, qui, au début de 1871, traînait encore la misère à Paris. Il y rencontra un jour le nommé Landeck, agent de l'Internationale, auquel il fit part de son désir de trouver un gagne-pain. Et voici, tel que Pélissier le rapporta plus tard devant le Conseil de guerre de Marseille, le dialogue qui suivit :

— Vous voulez trouver un métier? Quel genre de métier vous conviendrait?

— Il n'y a pas de général à Marseille. Faites-moi nommer général.

Lorsque le Conseil de guerre prit acte de cette déclaration de Pélissier, l'un des officiers lui demanda :

— De quelles forces disposiez-vous du temps que vous étiez général?

— Ah! ça, je ne l'ai jamais su!... En somme, j'étais surtout le général... le général de la situation.

Ainsi, à l'exception de Crémieux, de tels hommes n'eussent point été particulièrement dangereux si le Gouvernement révolutionnaire de Marseille ne s'était adjoint des délégués de la Commune de Paris : Landeck, Amouroux et Mary, professionnels de révolutions, qui furent les véritables organisateurs de la résistance et de l'émeute, mais qui s'éclipsèrent dès que la fortune abandonna le camp des insurgés [1].

*
* *

La première tâche qui incombait au Gouvernement insurrectionnel était de tenir jusqu'à ce que la victoire de la Commune de Paris permît d'étendre à la France entière le régime révolutionnaire. Par ailleurs, Crémieux sentait bien que la

1. A cet égard, l'article paru après la répression de la Commune dans le journal *l'Egalité* et signé d'un membre de l'ex-commission départementale, réfugié à l'étranger, est fertile en enseignements. « Que sont venus faire parmi nous ces hommes inconnus à Marseille qui, alors que les esprits étaient disposés à la conciliation, ont rendu tout arrangement impossible? Où sont-ils aujourd'hui ces fanfarons et ces ambitieux qui ne devaient sortir de la préfecture que morts ou vainqueurs, qui poussaient à la résistance à outrance? Pas un d'eux ne s'est trouvé parmi les blessés et les morts; ils ont fui, abandonnant leurs victimes au premier coup de canon. »

majeure partie de la population marseillaise lui était hostile et que les troupes régulières, que commandait, à Aubagne, le général Espivent de La Villeboisnet, marcheraient contre Marseille au premier ordre de leur chef.

Il importait donc de se munir de l'armement nécessaire à un siège véritable et de se constituer une trésorerie suffisante pour payer grassement les gardes civiques et s'assurer leur dévouement. Une lettre de M. Laur, ingénieur-commissaire à la Défense nationale pour le département des Bouches-du-Rhône, adressée au président de la Commission départementale (en l'espèce Crémieux), nous renseigne sur les agissements des insurgés.

« Je me vois obligé — écrivait M. Laur, désireux de dégager sa responsabilité — d'aviser d'urgence la Commission que l'atelier de réparations d'armes de Menpenti a été pillé et qu'une batterie d'artillerie qui m'était adressée, venant de La Ciotat, a été enlevée, probablement par votre ordre. Les objets détournés représentent une valeur de 500 000 à 600 000 francs. » D'après un journal de Marseille, on aurait enfermé, dans les locaux de la préfecture, 14 000 fusils venant directement du camp de Graveson, d'autres armes destinées aux troupes d'Afrique et dérobées en gare Saint-Charles et 9 barils de cartouches.

Quant à l'argent, la Commission départementale le trouvait aisément dans le trésor des caisses publiques, facilité qui n'empêcha point le Gouvernement révolutionnaire de faire incarcérer, avec les premiers otages, M. Lepeytre, commis à la Direction de l'octroi ; M. Faybesse, receveur de l'octroi, auquel on subtilisa 17 544 francs qu'il avait en compte ; MM. Bord, Vallier, etc.

Les points noirs demeuraient, pour Crémieux et ses acolytes, les hésitations du Conseil municipal à se rallier à l'insurrection et la répugnance de la majorité des gardes nationaux à leur assurer son concours. Une note, parue dans le *Journal de Marseille* aux environs du 25 mars, déclare en effet : « Les soussignés, membres de la Garde nationale, dévoués à l'ordre public, déclarent, à la suite des événements accomplis à Marseille, dans la journée du 23 mars, être prêts à se rallier à l'appel de toute autorité locale légalement constituée, mais

à la condition qu'elle aura préalablement affirmé par un acte public sa soumission à l'Assemblée nationale. »

Par ailleurs, les villes voisines de Marseille, Tarascon, Arles et Aix, sur lesquelles le Gouvernement de la Commune avait primitivement compté, ne se ralliaient point. Enfin, danger plus pressant, l'armée régulière, cantonnée à Aubagne, à 12 kilomètres de Marseille, demeurait l'arme au pied, prête à intervenir. En quelques jours, les événements se précipitent. Le 29 mars, le général Espivent de La Villeboisnet décrète la mise en état de guerre du département. Le 1er avril, sous l'inspiration du délégué parisien Landeck, le Gouvernement Crémieux annonce la dissolution du Conseil municipal et fixe au mercredi 5 avril de nouvelles élections. A cet acte de pouvoir illégitime, le général répond, le 3 avril, par l'arrêté suivant :

« Vu la loi, etc., etc.,

» Considérant que les forts Saint-Nicolas et Saint-Jean, ainsi que leurs garnisons, sont bloqués par des rebelles en armes.

» Qu'il s'est établi à Marseille un gouvernement insurrectionnel se disant agir au nom de la Commune de Paris. Qu'il a prononcé la dissolution de la municipalité et provoqué illégalement des élections à l'effet d'instituer une Commune révolutionnaire et qu'il a annoncé la destitution des autorités légitimes de la République :

» Arrêtons la mise en état de siège de la ville et de la Commune de Marseille.

» Aubagne, le 3 avril 1871. Signé : Espivent. »

VI

Le 4 avril.

Espivent avait reçu de Versailles l'ordre d'en finir au plus vite avec l'insurrection. Crémieux sentait de son côté que le mieux était de mettre un terme à cette aventure, dont il comprenait toute la vanité. Seul, il eût peut-être traité avec le Gouvernement de Versailles sans attendre que les événements

tournassent au pire. Mais il avait à lutter, dans le sein même de la Commission départementale, contre la sottise des uns, la folie des autres et surtout l'insolente indifférence de Landeck et des délégués parisiens. Qu'importait à ceux-ci, en effet, que la ville fût bombardée, la préfecture mise en flammes, que le sang coulât dans les rues et que la grande cité commerciale courût le risque de la ruine. Cynique, Landeck aurait répondu aux objections de ceux qui voulaient conjurer la catastrophe : « Moi, je ne suis pas de Marseille ; je m'en f... » Comme toujours, les vrais instigateurs de la haine, les fomenteurs de la guerre civile furent des étrangers, venus au moment opportun et disparus aussi promptement à l'heure du danger et du règlement de comptes. Crémieux paya de sa vie la journée du 4 avril 1871, ses acolytes furent condamnés à la détention ou aux travaux forcés. Tous expièrent plus ou moins durement, à l'exception de Landeck, d'Amouroux et de Mary qui, sortis indemnes de la bagarre, furent contumaces au jugement.

Le matin du 4 avril, le général Espivent avait pénétré dans Marseille sans y rencontrer de sérieuse résistance. Il semblait en effet que toute l'insurrection se fût cantonnée à l'intérieur et aux abords immédiats de la préfecture. La troupe occupait les points stratégiques les plus importants. L'artillerie se trouvait à la rue d'Aix, les chasseurs à pied et à cheval sur la place Saint-Michel. D'autres rassemblements de troupes s'étaient effectués place Castellane, sous les ordres du commandant de Villeneuve. Il y avait encore, disséminés en ville, des gardes nationaux qui n'avaient point répondu à l'appel de Crémieux et s'étaient ralliés aux troupes d'Espivent. Une canonnière, *le Renard*, fumait sur le port, face à l'Hôtel de ville. On apercevait, derrière les grilles de la Bourse, des détachements de marins, l'arme au pied.

Les rues, vides d'abord, commencèrent à se peupler de groupes bizarres, mi-badauds, mi-partisans. Le soir, plusieurs de ces curieux promeneurs devaient se retrouver dans les ambulances morts ou blessés, ayant souvent fait le coup de feu en embuscade derrière une porte ou à un coin de rue, tel ce gamin qui, son fusil en bandoulière, clamait fièrement : « Je tue des soldats, j'en tue tant que je peux ! »

D'autres groupes suspects tentaient d'inviter la troupe à

fraterniser avec le peuple. Leurs exhortations furent assez peu entendues. Un des marins parqués à la Bourse, type classique de l'époque, avec ses favoris et son chapeau ciré, haussait les épaules à toutes les suggestions qui lui étaient faites et répondait, sans cesser de caresser la crosse de son pistolet : « Laissez-moi donc tranquille. Papa (il dénommait ainsi son arme), papa fera sa petite besogne le moment venu. »

Cependant des regards chargés d'inquiétude s'élevaient vers la colline de Notre-Dame de la Garde, dont les batteries pouvaient à tout instant commencer le bombardement. Il était neuf heures du matin... Aucun coup de feu n'avait encore été entendu.

*
* *

Le boulevard de Rome (actuellement Louis-Salvator) descend vers la préfecture de Marseille en pente abrupte. Il constitue, en période de troubles, un point stratégique important. Il était, dans la matinée du 4, occupé par des chasseurs. La foule, ou mieux les groupes qui se dirigeaient un peu pêle-mêle vers la Préfecture, et parmi lesquels les femmes et les enfants (ceux-ci souvent armés de chassepots) se distinguaient par leur véhémence à interpeller les soldats, commença de serrer la troupe, tandis que des cris s'élevaient : « Vivent les chasseurs ! Ne tirez pas sur le peuple ! »

Les officiers, dans la crainte d'une poussée, firent très légèrement reculer leurs hommes. Le peuple crut aussitôt à une défection de la troupe. Il s'avança plus menaçant sur la place, et soudain un coup de feu, parti on ne sait d'où, déclencha la fusillade. Celle-ci devait dès lors durer toute la journée. Les points les plus ardents de la bataille étaient l'espace compris entre la Préfecture, occupée par les civiques, et le palais de justice où se trouvaient les réguliers.

Deux grandes barricades coupaient ce champ de bataille : celle de la rue Montgrand et celle de la rue Armény. Un poste important de civiques tenait encore la Banque de France, à mi-distance du Palais de justice et de la Préfecture. Quand les réguliers y pénétrèrent, ils y trouvèrent 200 miliciens et une cantinière garibaldienne.

Par ailleurs, la guerre de rues se poursuivit toute la journée. Des tirailleurs, embusqués dans les sous-sol ou aux étages de certaines maisons, fusillaient les gardes nationaux et la troupe par les soupiraux ou derrière les persiennes. Quant aux autres voies de la ville, même certaines grandes artères (rue Paradis, rue Breteuil, boulevard Bompard, boulevard Notre-Dame) désertes, toutes portes fermées et tous volets rabattus, il y régnait un silence de mort qui contrastait avec le bruit lointain de la fusillade et, dès une heure de l'après-midi, de la canonnade effectuée par les batteries de Notre-Dame de la Garde.

*
* *

A la Préfecture, quartier général de la Commune, les insurgés connurent des alternatives de décisions héroïques et de fléchissement.

Dès les premiers engagements, les parlementaires envoyés au général en rapportèrent les conditions d'armistice. Espivent exigeait la reddition pure et simple de la Préfecture. Ces conditions furent repoussées à l'unanimité, et Crémieux déclara que, plutôt que de se rendre, il préférait mourir sous les décombres de la Préfecture.

Il convient, à ce propos, de signaler à l'honneur des insurgés, surtout à celui de Crémieux, qu'ils n'usèrent pas de la faculté d'intimidation que leur procurait la présence de leurs otages. La justice militaire eût dû en tenir compte lors du jugement et faire bénéficier Crémieux de cette circonstance atténuante. Sans lui, en effet, Landeck et consorts eussent probablement fusillé l'amiral Crosnier, le général Olivier et leurs compagnons d'infortune. A la seconde tentative de médiation, Crémieux, ceint de son écharpe, se présenta lui-même au commandant de Villeneuve, place Castellane. Il était accompagné de son état-major, le fameux Pélissier, qu'un civique, en cours de route, affubla également d'une écharpe en « signe distinctif de son grade ». L'officier qui présenta Pélissier à Espivent, ne put s'empêcher de déclarer avec un sourire : « Mon général, voici votre successeur. »

Quant à Crémieux, il se contenta de demander rondement

au commandant de Villeneuve : « Quelles sont vos intentions ? »

La réponse parvint aussi nette, aussi décidée que l'avait été la demande :

— Rétablir l'ordre ! Je vous donne cinq minutes pour réfléchir. Passé ce délai, je fais avancer 6 000 hommes et 4 pièces de canon.

Un peu déconcerté par ce laconisme militaire, l'avocat se retourna vers la foule et essaya de la haranguer. Pendant ce temps, des cris montaient vers les chasseurs : « La crosse en l'air ! Tuez vos officiers ! » On s'aperçut alors que Crémieux avait une arme dans sa poche. Appréhendé sur le champ, il allait être conduit auprès du général quand, soudain, il disparut, profitant d'un remous dans la foule. Il ne devait plus rentrer à la Préfecture. Dès lors, on perdit sa trace jusqu'au 8 avril, date à laquelle la police le découvrit, déguisé en femme, dans la maison du marbrier du cimetière israélite. Des amis lui avaient offert, entre temps, de faciliter sa fuite à Gênes. Il s'y refusa et, pour éviter des représailles à son hôte, se rendit lui-même aux gendarmes, qui ne l'avaient tout d'abord point reconnu sous son travesti.

*
* *

La canonnade avait commencé à une heure de l'après-midi au fort de Notre-Dame de la Garde. Elle dura sans interruption, à intervalles réguliers, jusqu'à sept heures vingt du soir, avec un maximum d'intensité à quatre heures. A cinq heures, le feu cessa au fort Saint-Nicolas. Enfin, à sept heures et demie, les marins de *la Couronne* et de *la Magnanime*, débouchant en deux colonnes par la rue Armény et le boulevard du Muy, purent pénétrer dans la Préfecture. Grâce à l'intermédiaire des otages, qui avaient fait remettre par un parlementaire civique une lettre au général signée de l'amiral Crosnier, Espivent consentit à laisser sortir sans armes tous ceux qui se trouvaient à l'intérieur de la Préfecture. Cette reddition évitait un massacre et permit de clôturer cette journée historique sans nouvelle effusion de sang. La Préfecture renfermait, lorsque les marins y pénétrèrent, 20 morts et une cinquantaine de blessés. Les pertes, dans les deux camps, tant en morts qu'en

blessés, se montèrent à plus de 200 victimes. Le chiffre des arrestations opérées fut de 540, sans compter les exécutions sommaires qui durent marquer les ultimes convulsions de la guerre civile marseillaise.

Épilogue.

Telle fut dans ses grandes lignes la Commune de Marseille, aussi meurtrière qu'inutile, aussi pauvre dans son organisation que misérable dans ses résultats. Sa répression n'eut d'ailleurs rien de comparable à celle qui suivit à Paris l'arrivée des Versaillais. Pourtant la fin de Crémieux mérite une courte mention. Cet homme jeune encore (il n'avait que trente-trois ans), intelligent, lettré (il écrivit dans sa prison un *Thermidor* et une *Histoire de Robespierre*), sut montrer plus de courage pour mourir qu'il n'avait eu de qualités pour organiser et commander. Condamné par le conseil de guerre, il accueillit sans broncher le verdict qui le frappa, malgré le talent de son défenseur, maître Aicard, un des plus célèbres avocats de Marseille. Au cours de sa plaidoirie, Aicard soutint entre autres arguments cette thèse assez pertinente : « La République accuse Crémieux d'insurrection. Mais ce Gouvernement régulier, qui aujourd'hui le condamne, n'est-il pas lui aussi un Gouvernement d'insurgés? »

Le verdict fut rendu le 28 juin 1871 à cinq heures trois-quarts de l'après-midi, après seize jours d'audience. Dix-sept inculpés attendaient leur jugement. La mort fut décidée pour Crémieux, Pélissier et Étienne, mais ces deux derniers virent leur peine commuée en celle de la déportation dans une enceinte fortifiée. Les autres coupables furent condamnés à la déportation simple ou aux travaux forcés. Le Conseil prononça en outre plusieurs acquittements. Puis des mois et des mois passèrent. Un retard inexplicable dans l'exécution de l'arrêt obligea le condamné à endurer, six mois, l'abominable agonie de l'attente. Enfin, le 30 décembre, au petit jour, par une aube froide et brumeuse, Crémieux fut extrait de sa prison et conduit sur un terre-plein du Pharo. Un peloton du 24e chasseurs attendait, l'arme au pied. La seule prière que le condamné adressa à la troupe fut celle de le bien viser au

cœur, afin que les balles ne le défigurassent point. Lorsqu'il entendit retentir le cri de : « En joue ! » sa bouche s'ouvrit pour proférer à son tour celui de « Vive la République ! » Mais il ne put en articuler qu'une partie : « Vive la Rép... » La justice des hommes de septembre avait déjà passé pour celui qui affirmait désespérément sa croyance en la démocratie[1].

GEORGES IMANN

---

1. Par la suite, la veuve de Gaston Crémieux, chargée de famille, ouvrit, rue Saint-Ferréol, un magasin de vêtements confectionnés, à l'enseigne : « Aux 3 Orphelins ».

LA GUERRE EN CHINE

Je partis pour l'Extrême-Orient en janvier 1927, afin d'y suivre la guerre civile, et n'en revins qu'en 1931. Depuis lors, j'y suis retourné pour trois mois en 1934. Aussi puis-je lire les dépêches relatives au conflit sino-japonais à la fois en qualité de Français de France et avec les yeux d'un vieux Shanghaïen, d'une *old China hand.*

La distinction est essentielle. Elle fournit la clé de bien des malentendus sur le problème du Pacifique — comme sur la plupart des questions coloniales.

Pour le Parisien casanier, la Chine est une république pareille aux autres, mais plus vaste, plus peuplée. Il a vu au cinéma des défilés de soldats, de gymnastes chinois, des infirmières ultra-modernes, des aviateurs désinvoltes... Il confond l'élite nankinoise avec l'ensemble de la nation, comme il étend à l'U.R.S.S. entière l'admiration que lui inspirent certaines réussites moscovites. Pour peu qu'il sorte dans le monde, il a rencontré des Chinois cosmopolites, illusionnistes consommés. Entre eux et leurs semblables d'Europe, il ne voit pas de différence, pas plus qu'il n'en voit entre M. Koo et ses pairs de Genève. Il en conclut tout naturellement que, derrière ces chefs de file, s'alignent des millions de fonctionnaires et de paysans semblables aux nôtres. Conclusion : les récentes initiatives nippones l'indignent.

Pour le résident blanc des concessions — et pour le missionnaire — la Chine reste l'antique pays de Cathay. Quelques

ports y connaissent la civilisation occidentale, mais 99 p. 100 du pays en sont encore au stade agricole primitif que connut Marco Polo. La République chinoise? Un mot. Ses étudiants ont appris les chansons des nôtres, les bonnes façons d'Oxford, ses snobs boivent nos cocktails... Le vernis de notre culture... Mais Chiang-Kai-Shek domine seulement la vallée du Yang-Tsé. Canton fait bande à part. Les gouverneurs de provinces ne reconnaissent que nominalement l'autorité de Nankin. Une armée pléthorique, ramassis de va-nu-pieds. Un budget sur le papier. En fait, pas de budget. Les fonctionnaires, point payés, pressurent l'habitant. Du bluff... Et d'inextricables démêlés politiques, masquant mal l'avidité des chefs...

Pour lui, la Chine n'est pas un pays comme les nôtres, mais un monstrueux champ clos où des ambitieux se démènent, s'allient, renversent leurs alliances aux dépens d'une populace miséreuse, la plus misérable du monde après le moujik.

Le Parisien place Chine et Japon sur le même plan. Pour le Blanc de Shanghaï, le Japon face à la Chine, c'est, toutes choses égales, la France face à l'Afrique musulmane.

Origines du conflit.

La Chine contre les Puissances. Seul, le Japon résiste.

En 1911, quelques exaltés jetaient bas le vieil Empire, et, de Canton, le Kuomintang diffusait sa propagande à travers la nation. Maréchaux, généraux se plièrent à la mode nouvelle : ils usèrent des mots d'ordre républicains, révolutionnaires, pour s'emparer du pouvoir. Quinze ans durant, la guerre civile ravagea le pays. On se perd dans ses épisodes tragiques ou bouffons et parmi la kyrielle de prétendants, de lieutenants infidèles, d'aventuriers, hier inconnus, demain tout-puissants, après-demain poignardés ou en fuite dans l'oubli...

L'épisode capital de la politique chinoise fut, en 1924, l'alliance, à Canton, du communisme et du Kuomintang nationaliste. Moscou y expédia des agitateurs, des chefs militaires et noyauta le parti de Sun-Yat-Sen. En deux ans, les Rouges conquirent, au sud du Yang-Tsé, des territoires vastes comme les deux tiers de l'Europe. Ils battaient les

lieutenants de Chang-Tso-Lin, le vieux toupan mandchou, maître de Pékin. Une double devise les devançait : *Xénophobie — Réformes sociales*, analogue à celle de Lénine battant Koltchak en promettant la terre aux paysans et dénonçant les « fourgons de l'étranger ».

Aux étrangers, les traités conclus de 1840 à 1860 avaient accordé des privilèges que justifiaient l'hostilité barbare du peuple et le désordre de gouvernants concussionnaires. Résumons-les :

— Des concessions, villes d'administration étrangère, avec droit d'y caserner des troupes.

— Des territoires à bail (Wei-Hai-Wei, Kouang-Tchéou-Ouang), colonies déguisées.

— L'exterritorialité judiciaire de nos ressortissants, jugés par notre consul.

— Les Chinois des concessions, jugés par un tribunal mixte.

— Douane, gabelle, caution des emprunts, sont administrés par des étrangers.

— Comme suite à la guerre des Boxers, des garnisons étrangères à Tien-Tsin et versement d'une grosse indemnité annuelle.

Ces privilèges heurtent l'orgueil chinois. Les concessions sont des villes superbes. Quelle proie, pour les conquérants révolutionnaires, sous le couvert de revendications nationalistes !...

Fin 1926, la concession anglaise de Hankéou se rend sans coup férir. La Grande-Bretagne, vieille conquérante, n'a pas osé lutter. L'Asie entière frémit. Les Rouges avancent le long du Fleuve Bleu ; en mars 27, ils prennent Nankin, y tuent des missionnaires, y souillent le drapeau nippon.

On put croire alors que le monde civilisé allait barrer la route aux révolutionnaires cantonais. Tokio et Londres veulent agir. Briand et Washington rechignent et tournent la difficulté en provoquant la scission entre Kuomintang et communistes : Chiang-Kai-Shek se sépare de Borodine pour éviter les représailles. Ensuite, il guerroiera dix ans contre les îlots bolchévistes et les réduira un à un. En 1928, Chang-Tso-Lin rentre à Moukden et meurt. Nankin gouverne, en nom, le pays.

Depuis lors, le Kuomintang mène une âpre lutte politique, un incessant corps à corps diplomatique. Il grignote les privilèges étrangers. Nos grandes démocraties, prisonnières de leur idéologie et de Genève, ne peuvent que lâcher pied.

Mais, sur place, les résidents s'indignent, protestent. La métropole les traite en trafiquants égoïstes pour mieux se laisser arracher ses droits, bribe à bribe.

Du reste les Alliés commirent à Versailles une grave faute. Ils y privèrent les Allemands de l'exterritorialité. Du coup les Chinois étaient fondés à dire : « Vous voyez bien qu'il s'agissait de passe-droits, non de mesures équitables, sinon vous contreviendriez aux règles d'humanité les plus élémentaires en ravalant vos vaincus au rang d'assujettis à la juridiction indigène... »

De 1928 à 1930, T.-T. Wang, le ministre des Affaires étrangères, sut manœuvrer l'opinion anglo-saxonne par les puritains, les méthodistes, etc. Ayant obtenu un abandon des Américains, il courait aux Anglais et leur arrachait le double... Ainsi les Britanniques perdent Wei-Hai-Wei. La Chine récupère l'indemnité Boxer pour son budget de l'Instruction publique *(sic)*. Douanes et gabelle sont soustraites à l'autorité étrangère ; la cour mixte, supprimée ; les privilèges de télégraphe, de radio, abolis. Les concessions elles-mêmes, ce pilier de la résistance à l'assaut chinois, Nankin allait les enlever de vive force en 1931.

Je me souviens de l'impression générale quand je quittai la Chine alors...

Seul, le Japon n'avait encore rien cédé. Mais les autres États acceptaient d'avance leur défaite. Des comités étudiaient des régimes transitoires pour les concessions. Les consuls rassemblaient leurs notables et discutaient des modalités du retrait... Partant pour l'Europe, j'embrassai du regard le Bund shanghaïen et m'imaginais voir pour la dernière fois une enclave étrangère.

Ainsi en eût-il été si le Japon n'avait contre-attaqué.

« Les traités inégaux ont été signés par une Chine archaïque, déclaraient les Chinois. Or la Chine s'est modernisée. Elle est majeure. Ses réformes juridiques lui permettent de garantir à tous une justice impartiale. Elle est unie sous un chef obéi.

Elle a un budget. Elle est un État comme les autres. »

Rien de vrai dans tout cela. La situation s'était même aggravée depuis l'Empire, la République ayant déterminé une anarchie générale, des guerres intestines permanentes. Gabegie, prévarication, xénophobie, comme avant. Pis qu'avant, car le Kuomintang avait mis au pouvoir des faquins ou des roublards sans fortune, plus avides que les anciens vice-rois. De plus, la doctrine de Sun-Yat-Sen avait exaspéré les sentiments antiétrangers, les avait « officialisés », comme le prouvent les boycottages antianglais de 1924-1926, anti-nippon de 1930-1931.

1931

Coup double :
le Japon remet la Chine et les Puissances « à leur place ».

Las de ces boycottages, furieux des centaines d'attentats commis chaque année contre ses ressortissants, le Japon constata la carence des Puissances et, en septembre 1931, intervint seul.

Londres et Washington l'eussent pu retenir. Or M. Mac Donald venait de lâcher l'étalon-or et les États-Unis entraient, avec l'élection présidentielle, dans un interrègne leur interdisant toute activité importante.

Donc, le Japon intervint. C'est cette intervention qui se poursuit aujourd'hui, se développe. Le prétexte fut alors une quelconque fusillade au sud de Moukden. Il n'importait guère : mille prétextes plus graves l'avaient précédé. Les Nippons s'emparèrent de la Mandchourie et en chassèrent le falot Tchang-Sué-Liang. Un État indépendant fut fondé, le *Manchukuo*, dont le régent devint bientôt empereur du *Manchutikuo*. Puis, quand les Soviets cédèrent à Tokio leurs droits sur le chemin de fer de l'Est-Chinois (ligne directe de Tchita à Vladivostock, *via* Kharbine), il apparut qu'ils acceptaient la prédominance nippone en Extrême-Orient, Vladivostock, pris à revers, étant devenu indéfendable et ne demeurant russe que par tolérance de Tokio.

Du Manchukuo, le Japon pénétra dans les provinces chinoises

du Jéhol et du Chahar. A Hsinking, nouvelle capitale mandchoue, le Maréchal-Ambassadeur menait la plus habile politique mongole en donnant aux représentants des « Bannières » des fonctions éminentes. Flatteries, faveurs préparent la pénétration nippone en Mongolie Intérieure (au Seyuan) et l'encerclement, par le sud, de la Mongolie Extérieure — protectorat soviétique et rempart du Transsibérien.

Pour interpréter correctement cette action brutale des chefs militaires japonais, il convient de se rappeler aussi leurs lourdes déceptions antérieures. A la fin du siècle dernier, le Japon écrase l'empire de Pékin. Les Puissances l'empêchent d'exploiter sa victoire. Elles interviennent dans le même sens après la guerre russo-japonaise. En 1914, les Japonais prennent aux Allemands la concession de Tsingtao, le railway du Shantung. Le traité de Washington les en déloge. Ils y débarquent de nouveau en 1928, pour l'abandonner encore sous pression américaine.

Mal payé de ses efforts, le Japon était résolu à prendre sa revanche sur les Puissances. L'occasion offerte en 1931 lui permettrait, en même temps, de « remettre la Chine à sa place ». Ce coup double réussit.

Faut-il ajouter que l'état de désagrégation politique, où le Parlement avait mis le Japon, faisait souhaiter une diversion extérieure, reformant et réformant l'esprit national? Certes, des motifs économiques sautent aux yeux : la Mandchourie abonde en matières premières, en céréales. Le Japon en manque... Mais, surtout, le parlementarisme y était devenu un jeu vicieux, peu ragoûtant. Les ministères s'effondraient à la file. Les ligues extrémistes agitaient le pays. Écœurés, de jeunes aventuriers militaires ou civils avaient, pour l'exemple, exécuté quelques hommes d'État. Des suicides démonstratifs avaient fait frémir l'opinion. Et, dans l'armée, un clan s'était constitué de patriotes impériaux, socialisants et autoritaires, décidés à assainir leur patrie. Une expédition servirait au mieux leurs desseins, en donnant la réalité du pouvoir aux chefs militaires.

1937

L'intervention de 1931 se développe logiquement.

Les motifs qui valaient en 1931 valent aujourd'hui. L'armée, après avoir dominé les ministères dictatoriaux de 1932 à 1935, dut reculer. Les vieux routiers du Parlement réussirent à se refaufiler dans la place. Le putsch manqué de février 1934 desservit les militaires en les contraignant d'accepter des élections, qui ont ressemblé à toutes les élections, et renvoyé au Parlement les mêmes personnages, la même majorité « d'affaires ». En somme, la besogne d'épuration était à recommencer...

1937 offre, à l'extérieur, une conjoncture encore meilleure que 1931. L'Angleterre s'occupe de l'Espagne. La majorité de Roosevelt lui glisserait entre les doigts — comme pour la réforme de la Cour Suprême — s'il risquait l'impopularité d'une initiative en Extrême-Orient.

Enfin, la Chine reste la Chine. D'une part, ses désordres justifient la réaction nippone. D'autre part, sa mise en ordre, la consolidation de Chiang-Kai-Shek font peur à Tokio. Que la Chine s'abandonne ou se discipline, le Japon aura, de toute façon, son mot à y dire. Cette fois, il jugea devoir agir sans tarder pour ne pas laisser s'affermir un voisin trop puissant.

D'autres *motifs médiats* ne manquaient pas, puisque la campagne antinipponne s'aggravait en territoire chinois — toujours avec boycottage semi-officiel. L'association fascisante des Chemises Bleues, en quoi Chiang s'est efforcé de transformer le Kuomintang décadent, menait une lutte, selon les endroits, sourde ou ouverte, contre le marchand japonais, contre ses acheteurs ou vendeurs chinois. Et l'on n'oubliera pas qu'un tiers du commerce extérieur japonais s'effectue avec la Chine. D'où des pertes considérables et la perspective de pertes plus considérables encore : la Chine, peu à peu, s'équipe. La main-d'œuvre y coûte peu. Des Anglais, des Américains, des Allemands, au lieu d'importer de leur pays, fabriquent maintenant sur place. C'est le cas pour les cigarettes, les

cotonnades. Le développement de l'industrie nationale en Chine finirait par fermer au Japon cet admirable marché.

Motif immédiat : Des coups de feu dans le Hopei.

Le Hopei, ancien Petchili, est la province de Pékin. Son port : Tien-Tsin. Un chemin de fer unit les deux villes, bifurque à Tien-Tsin, lançant un embranchement vers Moukden, un vers Nankin. A Tien-Tsin, depuis la guerre de 1900, les Puissances entretiennent une force armée chargée d'assurer la liberté de trafic sur le railway. En fait, elle fut souvent compromise ou supprimée par les guerres civiles sans que personne intervînt. Nous y avons un régiment de coloniale ; les Anglais deux bataillons ; les Américains des « Marines » ; les Japonais une division.

Après la conquête de la Mandchourie, Tokio imposa la neutralisation d'une zone importante : l'Est-Hopei, pour éviter les contacts entre soldats chinois et mandchous. Contre cette zone, administrée par des Chinois nippophiles, Nankin proteste depuis trois ans. C'est que l'Est-Hopei servait de base à une contrebande monstre, les autorités locales ne reconnaissant pas les douanes nationales...

Des coups de feu dans le Hopei n'ont donc surpris personne. Ils ont surpris d'autant moins que les traités autorisent les troupes étrangères à manœuvrer dans la région avoisinant le chemin de fer. Me trouvant à Pékin, en octobre 1934, je tombai moi-même dans un quartier de la ville indigène occupé par des fantassins nippons qui s'y exerçaient à la guerre. Rien, là, qui contredît le droit. Pourtant, les autres Puissances évitaient des démonstrations de ce genre.

Les Japonais ne les évitaient pas. Bien au contraire. Et, cette année-ci, à mi-chemin de Tien-Tsin et de Pékin, un corps nippon, manœuvrant, fut attaqué. Il riposta. Nouvel assaut chinois. Nouvelle contre-attaque japonaise. L'incident pouvait être localisé. Mais Nankin crut devoir à sa doctrine de prendre une attitude arrogante. La presse américaine l'y encouragea inconsidérément. Le pouvoir central, au lieu de désavouer les gens du Nord, leur promit du secours.

On connaît l'importance en Extrême-Orient du mot « Face ». Nankin ne voulut pas perdre la face. On exagérerait en affir-

mant que Nankin, agissant ainsi, allait contre les vœux des militaires japonais. Ceux-ci débarquent des troupes. Et, sans déclaration de guerre, la guerre est déclenchée.

Après trois mois d'hostilités.

I. Autour de Pékin.

Où en est-elle, en cette fin d'octobre?

Pour comprendre l'extension de la lutte, il suffit de considérer une carte *physique* de la Chine : peu ou point de communications. C'est la côte surtout qui intéresse l'assaillant. Elle offre, en gros, l'aspect d'une ligne fortement convexe, presque d'un demi-cercle posé verticalement.

— Tout en haut, Tien-Tsin, port de Pékin et de Mongolie ;

— Un peu au-dessous, le havre de Tsingtao, porte du Shantung, ex-possession allemande que les Japonais occupèrent longtemps et connaissent bien ;

— Au centre, Shanghaï, débouché de la vallée du Yang-Tsé, énorme voie navigable desservant deux cents millions de consommateurs et producteurs ;

— Tout en bas, Canton, le marché du sud, par le fleuve Sikiang ;

— Entre Canton et Shanghaï, rien. De petites villes côtières avec hinterland montagneux.

Ces quatre ports principaux de la côte chinoise, Tokio a entrepris d'y paralyser l'économie chinoise :

Canton, bloqué et bombardé ;

Shanghaï, Nankin et les bouches du Yang-Tsé, théâtre d'une bataille terrible qui arrête tout trafic ;

Tsingtao, occupé.

Au nord, la lutte terrestre se poursuit, difficile. Les Chinois résistent à cinq contre un. Leur armement fut amélioré ces années dernières. Là où le terrain les favorisa, ils tinrent mieux qu'on ne pouvait s'y attendre de la part des bandits enrégimentés dont, en fait, se compose l'armée des généraux nordistes.

De Tien-Tsin à Pékin, la plaine. Les Japonais l'occupèrent rapidement. Après Pékin, leur offensive eut à faire face à deux fronts : à l'ouest, d'une part, progresser vers Kalgan et

la Mongolie intérieure ; d'autre part, descendre le long des deux voies ferrées Pékin-Hankow (Kinhan), Tien-Tsin-Nankin (Tsinpu) et décimer les troupes montant du sud pour attaquer leur flanc gauche. C'est à ces trois opérations que nous assistons jour par jour.

La première offrait des difficultés énormes : la passe montagneuse de Nankéou permettait à quelques centaines d'hommes de tenir en échec des assaillants mieux armés et plus nombreux. Or les Chinois avaient le nombre pour eux ; ils excellent à cette guérilla ; ils s'en amusent. En août, seize jours durant, les Japonais répétèrent leur attaque. Ils l'emportèrent enfin après un mouvement tournant et de sauvages corps à corps. Pendant ce temps, avec l'aide du prince mongol Té, des troupes venues du Mandchukuo arrivaient par le nord à Kalgan, au delà de la passe. Les Japonais avaient atteint leur premier but : tenant Kalgan (terminus des caravanes mongoles) et le railway Tien-Tsin-Pékin-Nankéou-Kalgan-Mongolie, ils contrôlaient la Chine du Nord et l'avaient isolée de la Russie.

De Pékin vers le sud, en septembre, les Japonais, sur le Kinhan, ont occupé Paoting, capitale de la province ; sur le Tsinpu, ils ont pris Tchantchéou : ce sont les deux principales forteresses du Hopei. Désormais, le gouvernement provincial n'existe plus. L'autorité passe aux notables pronippons installés à Pékin par extension de la zone spéciale Est-Hopei. Gros avantage pour l'état-major nippon qui, ainsi, contrôlera légalement les dirigeants civils locaux.

En présence de cette progression pénible vers l'est, de cette avance relativement facile vers le sud, on se demande pourquoi la Chine n'augmente pas ses effectifs dans la région, ne les porte pas au coefficient de dix, de vingt contre un. La réponse est aisée : le vieux « Toutou modèle », Yen-Si-Shan, maître du Shansi (province montagneuse au sud-ouest de Pékin), et Han-Fou-Tchou, maître du Shantung (au sud de Tien-Tsin) demeurent tous deux dans l'expectative. La lutte fait rage tout près d'eux. Mais, selon des traditions millénaires, ils voient venir. A grands cris, Nankin a ordonné la mobilisation générale et la résistance jusqu'au bout. Or deux provinces prospères qui encadrent le champ de bataille restent neutres. Le bel exemple de cohésion nationale !...

Par contre, les communistes[1] n'ont pas manqué l'occasion de rallier les étendards de Nankin. Ils formèrent la VIIIe armée, qui, selon l'agence chinoise « *Central News* », marcha de victoire en victoire. On se demande comment elle s'y prit, car des centaines de kilomètres la séparaient de l'ennemi quand on publiait ses succès...

En tout cas, elle n'arrêta pas la progression nippone de Pékin vers le sud, ni la pénétration de leurs colonnes vers l'ouest. A la mi-octobre, les Japonais encerclaient la ville de Suyuan (à l'extrême-ouest sur le railway Pékin-Mongolie). Sur le Pékin-Hankéou, ils atteignaient Yuan-chih, à 300 kilomètres de l'ancienne capitale, après avoir, à la jonction de Chekiat-chouan, coupé de la Chine centrale le Shensi (dont, par ailleurs, ils menacent le chef-lieu, Tayuoufou, peu disposé à résister).

En somme, malgré la guérilla des francs-tireurs à l'arrière, le mois d'octobre a confirmé la mainmise japonaise sur le Nord.

II. Autour de Shanghaï.

A Shanghaï, la guerre revêt un autre caractère.

Shanghaï est le cœur de la Chine moderne. La moitié du commerce national y passe. C'est la marine nippone qui y

1. Un événement considérable auquel la presse française a négligé d'accorder la vedette : depuis la mi-septembre, une petite étoile blanche remplace la grosse étoile rouge, sur le képi des soldats communistes chinois.

Le général Chu-Teh, chef des soviets du Shensi, qui participa, fin 1936, au kidnapping de Chiang-Kai-Shek, leur a adressé la proclamation suivante :

« Enfin, voici l'occasion de marcher vers l'est pour tuer l'ennemi. Nous soutenons désormais Chiang-Kai-Shek et combattrons, la main dans la main, avec toutes les armées nationalistes. Nous voulons mourir en luttant contre les Japonais. Nous reprendrons la Mandchourie ! »

Nankin acquit ainsi : 1° deux bons généraux : « Mao-le-rusé » et « Chu-le-bagarreur au sourcil menaçant », qui tinrent dix ans le Kuomintang en échec ; 2° 100 000 hommes éprouvés, rompus à la guerre. Cinq cents kilomètres les séparaient du front nord. Mais ils n'ont rien à perdre et lutteront jusqu'à leur dernière cartouche.

En dehors de l'appoint qu'il procure à Chiang, le fait est important parce qu'il bouleverse en faveur des extrémistes l'équilibre intérieur chinois. L'évolution des Chu-Mao ressemble à celle de leurs camarades français entonnant la Marseillaise, sur l'ordre du même chef d'orchestre moscovite.

On peut donc s'attendre à une recrudescence de xénophobie générale en Chine, ce qui, sur place, rapprochera encore des Japonais l'opinion étrangère. On peut prévoir aussi que sera hâtée l'évolution des Chinois modérés dans le sens de la conciliation et que des gouverneurs de provinces hésitants chercheront, par une paix séparée avec Tokio, à protéger leurs troupes et leurs sujets de la contagion communiste.

prit l'offensive à la suite de l'assassinat de deux de ses fusiliers. Son dessein est triple :

1° Je l'ai dit, réaliser le blocus, arrêter la vie économique, couper le ravitaillement, supprimer les revenus douaniers et les profits de l'exportation ;

2° Frapper les esprits étrangers en étalant la puissance guerrière nipponne. Tokio sait que neuf sur dix des résidents européens et américains, las de l'insolence, des revendications, de l'incurie chinoises, approuvent en principe son action. Tokio veut, de plus, prouver qu'aucune puissance n'est prête à donner suite à ses protestations éventuelles. Tokio montre sa force et démontre la faiblesse d'autrui ;

3° Détruire les *Divisions de fer*, troupes personnelles de Chiang, les seules vraiment armées, instruites à la moderne. Le colonel Bauer, puis von Seeckt, aidés de 150 à 200 officiers allemands, les ont formées par un pénible labeur qui dure depuis dix ans. Seules, ces divisions sont aptes à une véritable guerre. Si les Japonais réussissent à les mettre hors de jeu, ils n'auront plus devant eux qu'une résistance oratoire.

Shanghaï allonge ses quais au bord d'un arroyo, le Whanpoa, lequel débouche dans l'estuaire du Yang-Tsé. A ce confluent, un débarquement nippon enleva Woosung. Ensuite, la mêlée se fait plus confuse à mesure qu'elle se rapproche de l'énorme agglomération. L'état-major de l'amiral Yonai n'ignorait pas la difficulté de la tâche entreprise.

On nous annonça des contre-attaques chinoises victorieuses, puis leur échec. Chiang affirma que ses vedettes-torpilles (des petits canots filant quarante-cinq nœuds) avaient coulé plusieurs transports japonais. Tokio démentit. Les aviateurs chinois, en tâchant d'atteindre les croiseurs ennemis mêlés aux autres navires étrangers sur le fleuve, bombardèrent leur propre cité, tuant des milliers de leurs frères dans les grands magasins, Wing-On, Sincere et au Luna-Park shanghaïen (le « Grand-Monde »), transformé en asile pour réfugiés. Un jour, un avion japonais blesse l'ambassadeur d'Angleterre ; un autre, ce sont des Chinois qui bombardent un paquebot de la Dollar Line... Fin août, les Japonais piétinent.

Aux premiers jours de septembre, l'Empereur décidait de transporter en Chine le gros de l'armée : 260 000 hommes.

Il fallait obtenir vite une décision, que les 100 000 Nippons, débarqués à Shanghaï pour aider la marine, ne pouvaient imposer aux 250 000 soldats groupés par Chiang derrière les 80 000 hommes de ses « Divisions de fer ».

Alors, des troupes fraîches débarquent au nord de Shanghaï, sur la rive droite du Yang-Tsé, pour prendre à revers l'armée chinoise. Du coup, Pei-Tchoung-Si (général kwangsinais porté au commandement de la défense par son vieil adversaire Chiang) doit reculer pour protéger le chemin de fer Shanghaï-Nankin. Il se retire et la nouvelle ligne de feu s'établit le long de la voie ferrée. Shanghaï est dégagé. Les bars s'y remplissent à nouveau. Des pluies interrompent l'offensive. Elle reprendra dès que le temps la rendra possible.

Conflit de deux tempéraments.

Vers un Extrême-Orient japonisé.

La Chine, ai-je dit, n'est pas une république comme les nôtres. Pour apprécier le conflit en cours, sa signification, ses perspectives, on ne saurait trop insister sur les différences de tempérament qui opposent les Asiatiques, en général, aux Européens, sur celles qui opposent, entre eux, les deux peuples aux prises.

Le Chinois est *nerveux*, spontané. Vite enflammé, vite éteint. Vantard et chaleureux. Indifférent au bien public, d'un égoïsme déconcertant. Son patriotisme n'a jamais rien de positif. Il se manifeste toujours contre quelqu'un ou quelque chose. Le Chinois est avant tout un individu.

Le Japonais a les vertus et les défauts contraires : sous son rire de convenance, il est froid, méthodique, discipliné, et l'éducation parfait ses inclinations en le vouant au service inconditionné de l'Empereur.

Vingt ans de désordre et d'une folle propagande ont désaxé les esprits en Chine en aggravant les tendances natives. J'ai vu, au temps du triomphe kuomintang, de jeunes étudiants se gonfler de mots dans des réunions publiques au point d'avoir des crises de nerfs. Un jour, les boys de mon cercle se révoltèrent et désarmèrent nos deux gardiens russes. Je

fus leur parler avec un autre membre du club. A leur tête trépignaient, en hurlant, deux propagandistes ; ils brandissaient des revolvers. Nous gardâmes le plus grand calme, feignîmes de mépriser leurs menaces et ordonnâmes aux boys de se disperser. Ils hésitèrent, puis obéirent. Les agitateurs furent alors saisis d'une sorte de délire de dépit, se roulèrent à terre, mangeant le sable de la cour...

Cela, les Japonais le savent. Dans cette connaissance du tempérament adverse se trouve l'explication de certains actes barbares : les bombardements aériens, par exemple. Quiconque connaît l'Extrême-Orient sait que la vie humaine n'y a pas la même valeur absolue que chez nous. Laissons de côté typhons, raz de marée, famines, inondations, guerres civiles qui déciment périodiquement la population... Les Chinois sont d'une suprême indifférence devant la souffrance physique. Un gamin, un vieillard, écrasés par une auto, nul ne se porte à leur secours...

Présentement, les Nippons recherchent un effet de terreur qui refroidisse l'enthousiasme xénophobe que Chiang a su susciter dans son peuple. Ils savent que la surexcitation chinoise s'amplifiera si elle rencontre la faiblesse, tombera vite si elle se heurte à une riposte énergique. On doit condamner les bombardements aériens, mais, dans le cadre « réaliste », il faut comprendre les motifs qui les inspirent.

Les Japonais savent que de « grands patriotes » trahissent, lors de chaque crise grave, à Nankin, à Canton. Ils attendent l'heure de la lassitude et l'aident à venir.

Muni de sa discipline, du culte impérial, d'une aptitude sans égale au sacrifice, d'une supériorité tactique et matérielle évidente, le Japon se croit sûr de vaincre. Il aura ainsi repris aux puissances défaillantes le rôle de gendarme de l'Extrême-Orient, et pour son propre compte.

Son calcul semble juste. Nul n'est prêt à entrer dans la lice en faveur de Nankin. Quand les Chinois l'auront compris, il est vraisemblable qu'ils retourneront leur veste avec l'effronterie qu'ils mettent à cette opération traditionnelle chez eux. Je les ai vus faire en 1927. Le même homme, qui se proclamait communiste la veille, faisait exécuter le lendemain les émissaires russes. Le même qui, la veille, faisait fusiller des

missionnaires, une fois passé aux guichets de la Hongkong Bank, ne jurait plus que par Sa Majesté Britannique... On verra sans doute, quelque prochain jour, des chefs chinois offrir une collaboration économique au vainqueur. Or les Japonais, tout en aidant les « séparatismes », les « autonomismes » sur les marches de la grande République, ne désirent pas annexer de territoires. Ils se donneront passionnément aux perspectives industrielles et commerciales que l'apaisement leur ouvrira.

La chose est grave. Grave parce que les intérêts étrangers en Chine sont énormes : des villes entières, des industries, des railways, des milliards d'emprunts. Grave parce que, si l'on considère en détail notre malheureuse planète, la Chine seule y restait offerte aux importateurs. Cas unique et formidable dans notre monde où de menus États opposent leurs barrières douanières, leur volonté d'indépendance économique, il y a là 400 millions d'habitants qui ne se suffisent pas à eux-mêmes.

C'est en pensant à cela que Jacques Doriot écrivait ici [1] que l'aménagement de la Chine pouvait réserver un bon siècle de négoce et de paix à l'Europe si les Puissances savaient s'entendre à ce sujet. Mise en tutelle par un Japon surindustrialisé, la Chine ne deviendra pas vite, pour le monde, le péril jaune dont parlait Guillaume II. Mais elle sera un débouché qui ira diminuant d'importance et s'amenuisant, à mesure que le Japon exploitera sa victoire et se rapprochera de son rêve : une vaste économie fermée de l'Extrême-Orient.

. . . . . .

J'ai peu parlé de l'U.R.S.S. Ses protestations, ses promesses, ses accords avec Nankin me paraissent trop platoniques. Je reviens des confins de la Russie et n'ai pas une haute idée de son *impetus*, ni de son potentiel général. De plus, depuis la fin d'août, la pénétration japonaise vers Kalgan et au delà a coupé les Soviets de la Chine. Par où passerait l'aide soviétique? Je ne crois guère aux fameux camions traversant l'Asie centrale. Il se trouverait trop de Toupans pour s'en emparer au passage.

1. *Revue de Paris* du 15 août 1937.

Et Kalgan a vu se fonder un « Gouvernement autonome du Sud-Chahar », qui deviendra bientôt une Mongolie indépendante et créera des difficultés aux Bolchévistes autour d'Ourga, près du Transsibérien, sans qu'ils aient besoin d'aller en chercher en Chine propre.

. . . . . .

Je ne crois pas non plus devoir attacher trop d'importance à cette faillite japonaise que la presse américaine prédit depuis le commencement du conflit. On nous l'annonça déjà en 1931. On nous annonça celle de l'Italie quand Mussolini s'attaqua à l'Éthiopie. Et, touchant l'Allemagne d'Hitler, on nous garantit sa banqueroute (plus la famine) chaque samedi pour le lundi suivant. Je puis témoigner que les Allemands mangent convenablement, et l'événement s'est chargé, depuis trois ans, de donner tort aux savants économistes en ce qui concerne les possibilités de Berlin.

Le Japon a lancé un emprunt qui sera un emprunt forcé ; grâce à lui, les militaires socialisants vont gagner leur revanche sur le mauvais vouloir des capitalistes nippons. Le budget sera transformé, la nation se vouera à la tâche entreprise ; on peut tenir pour certain que son unité, sa volonté unie, s'affirmeront, s'affermiront de plus en plus.

Et c'est là, sans doute, au milieu de ces pénibles événements, le seul point réconfortant : le spectacle d'une nation se donnant sans murmurer à ses chefs et imitant l'abnégation des jeunes héros des torpilles-vivantes, ou ceux qui font hara-kiri après un acte d'audace, utile pour l'État, mais que l'État doit désavouer. De longs soirs j'ai parlé avec les jeunes chefs japonais de l'armée mandchoue. Ils unissent la vieille chevalerie samouraï à une vocation nouvelle, semblable à celle que le fascisme offre à sa jeunesse.

Au fur et à mesure de leur avance, deux préoccupations les dominent : restaurer la liberté du travail, du commerce sous une administration honnête, équitable ; remettre en honneur le culte de Confucius méprisé par les révolutionnaires.

Ces héros ont un mérite incontestable : ils savent ce qu'ils veulent...

JEAN FONTENOY

F. A. I. OU L'ÉTÉ MADRILÈNE

Sous le soleil d'août, le bataillon scolaire défilait devant le Ministère de l'Intérieur, saluant le poing levé et chantant :

Patrie, non ! Russie, oui !
Patrie, non ! Russie, oui !

et aussi :

Nous voulons un fusil,
Pour combattre le fascio ;
Nous voulons un canon,
Pour faire la révolution.

Derrière venaient les fillettes des écoles laïques du quartier de Chamberi, précédées d'un drapeau rouge avec la faucille et le marteau ; elles portaient des toques d'infirmières en papier et chantaient une chanson qui débutait ainsi :

Lerroux est un traître,
Lerroux ira en enfer.

Les fillettes passées, apparurent les miliciens d'Aranjuez, paysans balourds que la cadence militaire obligeait à marcher rapidement pour la première fois de leur vie.

Une foule épaisse et bizarre les regardait défiler, avec de courtes rafales d'applaudissements, et chacun s'assurait que son voisin le voyait bien applaudir. Quelqu'un donnait le signal et l'ovation gagnait de proche en proche, mais sans parvenir à prendre corps. Ce n'était pas l'ovation des courses de taureaux, c'étaient des applaudissements froids bien que

nombreux, et il semblait que chacun désirât, non pas participer au bruit, mais seulement être remarqué alors qu'il battait des mains. L'enthousiasme propre à un tel moment cherchait à s'exprimer en une phrase de peu de mots, mais la phrase ne trouvait pas sa cadence, et, pressentant la fausseté du son qu'elle rendrait, devenait un simple geste qui voulait être joyeux et optimiste.

Le défilé terminé, la foule se dirigea vers la Calle Mayor, où arrivaient par camions des miliciens qui venaient de Tolède : « L'Alcazar est sur le point de tomber, nous y entrerons demain. »

La multitude ensuite se dispersa, mais le plus lentement possible, comme si ces gens eussent préféré rester confondus les uns avec les autres dans de vastes groupes humains, au lieu de se retrouver seuls avec eux-mêmes.

La rue d'Alcala avait l'aspect d'un dimanche de carnaval ; une foule immense s'agitait sur les trottoirs, foule sale et qui cherchait à le paraître encore davantage, et où les voix rendaient un son de vulgarité, parfois voulu.

Au milieu d'une telle multitude prolétarienne, des hommes passaient rapidement, qui, malgré l'absence de cravate et de chapeau, ne pouvaient dissimuler leur distinction. Dans leur complet trop bien coupé et leur chemise propre, ils cherchaient un chemin pour fuir à travers cette masse anonyme, jetant des regards inquiets qu'ils s'efforçaient de dominer.

Quelques dames, aux blondes ondulations, passaient toutes désorientées de se sentir dehors sans chapeau, et la couleur de leurs cheveux, la simplicité de leur tenue faisaient contraste avec les bonnes endimanchées dans des robes couvertes de boutons.

Chacun souriait et cherchait à inspirer la sympathie, sauf les miliciens qui buvaient de la bière assis à la devanture des cafés, leur fusil entre les jambes, et se donnaient un aspect fourbu, afin que l'on crût qu'ils revenaient du front.

Au coucher du jour, les rues se vidaient et il ne restait plus de monde que dans les brasseries du centre, mais, vers huit heures du soir, on commençait à entendre les premiers coups de fusils dans les faubourgs et chacun regagnait son logis.

*
* *

Antonio franchit le portail d'un pas décidé et monta les marches d'un escalier, deux par deux, sans laisser à la concierge le temps de l'apercevoir. Il sonna à la porte de son ami, mais bien qu'il entendît le timbre, personne ne vint ouvrir. Il sonna de nouveau, puis frappa à la porte, mais il n'entendit aucun bruit, si ce n'est celui d'un pas sur le palier supérieur.

— Il n'y a personne à cet étage, dit une voix, et une femme se pencha sur la balustrade pour lui dire à voix basse, après l'avoir bien observé :

— Ils les ont emmenés hier, le père et le fils ; ceux de la F. A. I., vous savez ? Et elle eut un geste qui signifiait l'irrémédiable.

Antonio sortit dans la rue, sans savoir encore où il coucherait le soir venu. Il alla dans un bar, chercha un renseignement dans l'annuaire des téléphones, puis demanda un numéro.

— Qui êtes-vous ? questionna une voix rude.

— Madame est-elle chez elle ?

— De la part de qui, répliqua la voix en s'adoucissant.

— De la part de monsieur Antonio.

— Antonio comment ?

— Elle sait qui je suis.

— Attendez.

Il y eut un silence et Antonio eut la sensation que son interlocuteur ne bougeait pas de place, puis la voix reprit :

— Madame demande que vous veniez immédiatement ; elle ne peut pas venir répondre au téléphone.

Antonio sentit un frisson de terreur le parcourir, ne raccrocha pas immédiatement, et eut le temps d'entendre des rires étouffés avant le déclic final.

Bien que décidé à ne pas y pénétrer, c'est pourtant vers cette maison là qu'il dirigea ses pas. Il prit par la rue Recoletos, monta la rue Prim et s'arrêta avant d'arriver à l'angle de la rue du Comte-Xiquena ; de là il pouvait apercevoir la façade de la maison : il n'y avait personne, ni devant la porte, ni au balcon, et tout semblait normal. Cependant Antonio ne se décidait pas à entrer. Il cherchait à vaincre

son hésitation, lorsqu'il vit sortir une femme avec un paquet de linge. Il reconnut une des bonnes de la maison, et celle-ci, qui l'avait reconnu aussi, lui indiqua d'un geste rapide qu'il fallait être prudent. Antonio la suivit, puis, dans la rue du Comte-Xiquena, parvint à sa hauteur :

— Ceux de la F. A. I. sont là-haut depuis deux jours et arrêtent tous ceux qui se présentent. J'ai pu sortir parce que mon frère est milicien. Et après avoir vérifié que personne ne les suivait, la domestique continua :

— Monsieur et ses deux fils ont été emmenés et fusillés à la Pradera ; le prêtre qui vivait au rez-de-chaussée a été tué sur le pas de la porte, lorsqu'ils ont vu sa tonsure. Ne restez pas près de moi, c'est dangereux, ajouta-t-elle.

Antonio prit la direction de la rue de Hortaleza, se souvenant que, dans cette rue, habitait une concierge qui avait été sa nourrice.

— Carmen, dit-il en entrant, te souviens-tu de moi ?

Les yeux de la femme s'emplirent de larmes et il ne fut pas besoin de lui donner d'explication :

— Viens, je te cacherai tout le temps qu'il faudra.

Ils descendirent dans la cave où logeait la portière et se mirent à préparer un lit dans un réduit à malles ; Carmen monta ensuite fermer la porte et éteindre les lumières, puis prépara le repas pour deux.

C'est à peine si Antonio osait toucher aux plats ; cela faisait bien des jours qu'il s'asseyait à table avec appétit et sentait tout à coup son estomac se serrer et son désir de manger disparaître. Il semblait que son corps voulût toujours rester léger et prêt à la fuite.

— Tu ne manges rien, dit Carmen, en lui passant un morceau de viande qu'elle avait découpé. Il faut que tu manges pour être fort.

Et cette phrase les transporta trente ans en arrière, leur rappela des scènes semblables, où ces mêmes paroles avaient sans doute été dites à Antonio par Carmen, sa bonne.

Ils achevèrent le repas, Antonio se coucha et, au bout de quelques instants, Carmen vint s'asseoir à son chevet :

— Je viens te tenir compagnie jusqu'à ce que tu t'endormes, comme lorsque tu étais petit.

La seule voix de Carmen évoquait en lui le souvenir vivant de sa mère, non pas avec son visage d'à-présent, mais telle qu'elle était lorsqu'elle venait lui donner un baiser dans son lit, avant de partir pour le Théâtre royal, entourée de tulle et de ruban, avec une longue traîne aux lumineux reflets.

Ils parlèrent longtemps. Antonio posait des questions pour éclaircir des souvenirs d'enfance vagues, des scènes presque effacées par le temps, dont certaines n'avaient peut-être jamais existé réellement, mais qui cependant étaient en lui, prémonitions d'événements à venir, plus tard, ou dans une vie future. Le jeune homme demandait des détails sur cette époque de sa vie, où il ne distinguait pas encore ce qui était sur les tables, où il voyait le monde d'en bas, où tout se passait au-dessus de sa tête.

Et Carmen évoquait lentement cette époque éloignée, sans haines, sans exaspérations, où tout le monde se souriait. Dans son récit, défilaient les aspects charmants de ce Madrid placide, avec ses maçons à moustache et à blouse blanche, ses soldats multicolores, ses chapeaux melons et ses voitures à chevaux. Personne alors ne parlait de politique ; on ignorait si Silvela était à droite ou à gauche de Moret ; on vivait bien, on ne désirait rien d'autre que ce que l'on pouvait avoir.

Peu à peu sa voix se faisait plus basse, car elle remarquait chez le jeune homme des signes de sommeil. Elle lui raconta l'effondrement du troisième Dépôt et les envolées des ballons libres de la fabrique à gaz dans la promenade de las Delicias ; puis, le voyant endormi, elle l'embrassa sur le front et sortit de la pièce sans faire de bruit.

Antonio rêva à la voiturette de la place d'Orient, pleine de banderolles et de clochettes, dans laquelle il faisait le tour des Rois de pierre, sauf les jours où « il y avait la rougeole ». Puis il revit les hallebardiers sortir du Palais royal, si chamarrés et dans une si belle formation, et les hallebardes avec lesquelles ils semblaient avoir découpé le poisson à la table royale ; les fifres et les flûtes, jouant la marche, résonnaient dans ses oreilles, et, dans ses yeux fermés, surgissait le piquet de garde accomplissant un changement de direction impressionnant avant de monter la côte qui le conduisait au quartier ; il ne savait pas s'il devait admirer davantage les hallebardiers

de droite, qui raccourcissaient leurs pas jusqu'à atteindre à une lenteur invraisemblable, ou ceux de gauche, qui avançaient à grandes enjambées, donnant au piquet l'aspect soudain d'un immense éventail Isabellin. Il revit ensuite les enfants avec leurs bonnes, les soldats, les jardiniers municipaux et quelques vieux messieurs avec leur cape, qui lisaient leur journal au soleil, puis retournaient à leurs occupations ; des enfants, imitant l'allure des chevaux, couraient pour aller admirer le hussard de la princesse, qui montait la garde à cheval, auprès de sa guérite extraordinaire, tandis que les rois Goths persistaient dans leur attitude, menaçant de jeter une pierre à qui prétendrait les approcher de trop près.

Au matin suivant, Carmen lui apporta les dernières nouvelles de la maison : il n'avait pas été possible de retrouver le militaire en retraite du troisième étage, qui avait été arrêté quelques jours avant pour avoir chez lui une panoplie d'armes antiques ; ceux de la C. N. T. l'avaient arrêté ainsi que sa fille ; la femme du détenu avait passé la nuit à la direction de la Sûreté, dans l'attente de nouvelles de son mari et de sa fille, mais à la direction de la Sûreté on n'osait pas téléphoner aux centres de la C. N. T.

— Lorsque nous leur demandons des nouvelles de quelqu'un, lui dit-on, ils le fusillent immédiatement, s'ils ne l'ont pas encore fait.

La femme était revenue en pleurant à la maison.

— Ce sont les domestiques qui l'ont dénoncé, affirma Carmen.

Antonio se leva tard, afin que la journée qu'il allait passer enfermé lui parût plus courte. Par la lucarne qui s'ouvrait au ras du trottoir, il voyait passer des gens et il entendait la radio d'un bar voisin qui transmettait des ordres, et qui, chaque après-midi, annonçait la prise de Cordoue. La nuit, les politiciens du Frente Popular parlaient, et l'on entendait, une voix désespérée, réciter les poncifs de la révolution. Parfois le dramatique s'alliait au grotesque et l'on entendit, une nuit, le ministre socialiste Prieto dire : « Les fascistes ont l'armée, la discipline, la force, mais nous vaincrons, car nous avons la meilleure part, ce qui vaut plus que tout en ce monde : l'or de la Banque d'Espagne. »

Il resta trois jours sans sortir dans la rue, puis se produisit la première alerte d'avion et tous les locataires descendirent au sous-sol ; bien que Carmen l'eût fait passer pour son neveu, il jugea plus prudent de changer de cachette et, le jour suivant, il prit congé de sa nourrice et se jeta à nouveau à la rue. Il passa la journée mêlé à la foule compacte de la Puerta del Sol et, tandis qu'il déjeunait debout au comptoir d'un bar, quelqu'un s'approcha de lui par derrière et le salua d'une petite tape sur l'épaule : c'était M. Julian Rodriguez, ancien professeur de son collège. Ils sortirent ensemble ; l'homme était caché depuis trois semaines, avec trois autres professeurs, dans un bureau du dernier étage du ministère des Finances.

— Nous nous sommes installés derrière une muraille de dossiers ; personne n'est entré dans cette pièce depuis quinze ans. Tous les jours l'un de nous sort aux provisions, à l'heure de réception du ministre, pour ne pas attirer de soupçons.

— Mais vous, vous étiez républicain, démocrate, un vrai libéral ?

— Tais-toi, fils, que l'on ne t'entende pas, et il lança un regard de méfiance sur des miliciens qui passaient.

Une impulsion instinctive le fit se diriger, à la tombée du jour, vers sa vieille maison familiale, dans laquelle il était né et où il n'habitait plus depuis son adolescence ; il allait vers cette maison où s'était déroulée son enfance par le même chemin qu'il avait suivi tant de fois en revenant du collège. En débouchant sur la place de las Descalzas, il chercha cette sensation de bonheur et de faim, associée à jamais en lui, à ce paysage urbain où le ramenait jadis l'heure du repas.

Entrer dans le passage Trujillos, c'était reculer dans le temps, recommencer sa vie, effacer les dernières années, comme l'on efface un mauvais songe après le réveil.

Percevant l'odeur de son propre cadavre, vivant encore, il revenait vers son enfance.

La petite place qui se trouvait devant la maison avait un tel pouvoir d'évocation que ses souvenirs se matérialisaient et qu'il voyait réellement, dans la matinée givrée de Madrid, la voiture de son collège où il montait, enfant, chargé de livres, noyant le froid dans son cache-nez, tandis que la chiffonnière

débarrassait la rue des dépouilles de la veille et qu'une odeur de café grillé venait de la place de Saint-Domingue.

C'est là qu'il voyait passer le fabricant d'accordéons de la rue, enveloppé dans sa cape, et la vieille vendeuse de rubans qui lançait sa criée d'une voix aiguë, tandis qu'il prenait son goûter près de la fenêtre, avec sa grand'mère.

Ces pierres pointues du vieux Madrid conservaient pour lui les traces gravées de ceux qui les avaient piétinées jadis, de ces enfants d'alors, des hommes aujourd'hui, peut-être des morts, et des orgues de barbarie qui remplissaient le quartier de la joie de leur « jotas » et lançaient aux soubrettes, appuyées aux balcons, les modulations : *Juegos Malabares...*, *Como se quiere à la novia... Como se quiere al dinero* ou les succès des argentines du « Trust de los Tenorios » : *Hermosas Argentinas, con alma de españolas...*

Antonio ne redoutait pas qu'on le tuât à cet endroit, une telle mort eût été comme une nouvelle naissance.

Il franchit le porche et ouvrit la porte vitrée de la loge du concierge : un parfum connu de « puchero » vint à sa rencontre, puis arriva le concierge, qui ôta ses lunettes pour mieux le voir.

— « El señorito », cria-t-il à sa femme, qui cuisinait dans la pièce voisine, et parut aussitôt, relevant son tablier.

Ils refrénèrent l'enthousiasme avec lequel ils l'accueillaient habituellement et baissèrent la voix pour lui dire :

— Ici, ils ont fait deux perquisitions et ils ont arrêté le monsieur du second.

— Et ils l'ont tué, ajouta la portière.

— Je voudrais passer la nuit ici, dit Antonio, et les concierges le firent monter à l'appartement de sa grand'mère.

— L'étage se loue meublé, aussi trouverez-vous un lit pour vous coucher et je vais monter les draps qui manquent.

Antonio entra dans l'appartement sans hésitation, malgré l'obscurité ; les meubles et les choses qui avaient servi de bornes à son monde d'enfant étaient toujours à la même place ; là-bas était le coin où l'on garait la bicyclette, là le corridor que l'on traversait la nuit, non sans quelque peur, là l'armoire au haut de laquelle dormaient les jouets usagés, ces jouets que l'on remplace par d'autres plus récents, mais dont l'aban-

don remplit de remords et d'angoisse la conscience enfantine.

Les portiers lui montèrent le dîner et le linge de nuit, puis ils le laissèrent seul après lui avoir bien recommandé de ne pas donner de lumière ; et Antonio rentra dans sa chambre et s'étendit sur son lit en fermant les yeux, croyant qu'il allait pouvoir s'endormir ainsi.

Mais sa pensée était pleine de poursuites et de mort, ses nerfs restaient aussi tendus qu'ils l'avaient été pendant les journées précédentes et le raisonnement n'avait aucun contrôle sur eux. Les vieux meubles craquaient dans la nuit, et parfois il lui semblait entendre des pas. Du côté de la cuisine, une fenêtre restée ouverte battait de temps en temps avec un coup sec, mais sans rythme, si bien que le bruit arrivait à l'improviste, puis restait sans se produire durant de longues minutes, alors que l'oreille l'attendait depuis longtemps en vain.

Antonio se leva pour aller la fermer et revint par le salon. Il ouvrit les volets intérieurs de la fenêtre et la clarté de la lune emplit la demeure de contours lumineux et d'ombres. Dans un angle était restée la large table de chêne, sous laquelle il se cachait, enfant, lorsqu'il désirait s'isoler de sa famille ou des visiteurs ; là il se considérait dans « sa petite maison » et il trouvait une intimité et un confort qu'il ne partageait qu'avec son chien. Sous la table, l'enfant et le fox-terrier se croyaient à l'abri de tous les dangers du monde.

Cette nuit-là, où la mort le suivait aux talons, où il sentait qu'il ne pourrait pas indéfiniment échapper à une fin tragique, Antonio se réfugia sous cette table, s'y étendit, et là, il retrouva sa tranquillité d'esprit, se sentit en sûreté et s'endormit d'un sommeil profond d'enfant.

Le cliquetis de la monnaie, sur la vitrine aux jouets, résonnait dans l'ample voûte du bazar, de manière solennelle, marquant le moment précis où le jouet devenait la propriété de l'enfant. Les enfants recueillis, dans une allégresse pleine de respect pour ce cérémonial, conservaient à jamais le souvenir de ce cliquetis. Plus tard, dans la vie, il résonnait à nouveau dans leurs oreilles comme un écho dans les moments de triomphe.

Antonio s'éveilla, croyant l'entendre en rêve, mais lorsqu'il revint à la vie, il se rendit compte que l'on frappait à la porte ; c'étaient les portiers qui venaient le prévenir :

— Nous avons trouvé un endroit plus sûr ; à la pension du n° 9, on accepte de vous loger.

Dans la salle à manger de son nouveau refuge, les hôtes l'accueillirent d'un salut courtois, mais défiant ; pendant le repas, il n'y eut presque pas de conversation et Antonio ne prononça pas un mot ; ils passèrent tous, ensuite, dans une salle où se trouvait une radio.

— Voyons les nouvelles d'aujourd'hui, dit l'un d'eux et, le contact mis, ils entendirent Madrid annoncer la prise de Cordoue.

— Il doit être quatre heures, dit Antonio, sans réfléchir à ce qu'il disait. Les hôtes le regardèrent un moment, puis l'éclat de rire se déchaîna, créant un courant de cordialité entre tous les assistants, et lorsqu'un convive déclara : « Ce qu'ils prennent aussi assez souvent, c'est l'Alcazar de Tolède », tous respirèrent librement et une conversation générale s'établit qui ne s'interrompit que lorsque le service entra pour desservir la salle à manger.

Lorsque les servantes s'en allèrent déjeuner et ruminer leurs interminables morceaux de pain, les convives cherchèrent l'onde de Burgos.

Et ces Espagnols, isolés dans cette terre étrangère qui était Madrid, entendirent la voix de leurs compatriotes qui leur promettaient la libération, en un Castillan fin et sobre qui leur arrivait purifié par les vents des hauts plateaux. La voix annonçait des victoires de l'armée espagnole et disait aussi la décision calme avec laquelle tout le peuple espagnol s'était levé pour soutenir et épauler cette armée qui jamais encore n'avait aussi profondément représenté les aspirations de toute la nation.

Personne ne disait rien ; ces gens qui, vraisemblablement, avaient défendu, quelques mois auparavant, les théories politiques les plus opposées, se trouvaient réunis dans la grande épreuve, l'épreuve définitive.

Quand Burgos se tut, ils cherchèrent une autre émission parmi les ondes ultra-courtes et bientôt, robuste, jeune,

moqueuse et extraordinairement proche, surgit une voix qui répétait : « Ici, Raya T. U. Phalange Espagnole Madrid ».

Celui qui maniait la radio voulut changer de poste par peur de la domesticité, mais Antonio intervint.

— Un moment, laissez-moi bien entendre cette voix.

La jeune voix disait aux Espagnols la situation de Madrid et sa raillerie prenait un caractère dramatique, un péril mortel étant lié à cette émission ; raillerie bien espagnole. Antonio, qui avait reconnu la voix d'un ami intime, sortit après avoir dit aux convives : « Je m'en vais avec eux, au moins j'aurai fait quelque chose d'utile avant de mourir, et si je meurs ce sera parmi des amis ; il est trop triste de mourir seul. »

Il alla par les rues avec un esprit tout autre que la veille : la certitude d'avoir quelque chose à faire, d'avoir un but positif, donnait une allure décidée à sa marche et le rendait presque insensible aux dangers de la rue.

Parvenu chez son ami, il frappa à son étage. On tarda beaucoup à lui répondre ; mais, à la fin, le judas s'entr'ouvrit et il se sentit examiné de l'intérieur, puis la porte livra passage à la vieille nourrice :

— Entre, enfant, je ne t'avais pas reconnu.

Pour la nourrice, tous les amis d'enfance du fils de la maison qu'elle avait élevé étaient des enfants. Les années pouvaient passer, ils pouvaient se marier, avoir des fils, cela n'avait aucune importance ; pour elle, lorsqu'elle les revoyait, ils étaient toujours des enfants.

— On m'a dit de ne faire monter personne, mais cet ordre ne te concerne pas.

Elle l'emmena à la cuisine et, de là, à un escalier qui conduisait au lavabo.

— Ils sont en haut.

Jacques avait installé l'appareil dans un grenier voisin du lavabo et il émettait, aidé de deux jeunes phalangistes ; l'entrée d'Antonio fut accueillie avec gaîté.

— Voilà que les morts commencent à ressusciter, dit l'un d'eux.

— Nous sommes plusieurs à avoir ressuscité, répliqua Gaspard, qui se leva, pour donner la main au nouveau venu, en s'appuyant sur deux cannes.

— Celui-là on l'a fusillé à la caserne de la Montagne, lorsqu'il levait les bras pour se rendre.

— Le noble peuple de Madrid, ajouta Gaspard avec un sourire, cinq balles, plus trois coups de poignard que l'on me donna lorsque j'étais déjà à terre.

Ensuite on l'a recherché dans les hôpitaux pour l'achever.

Antonio recouvra tout son équilibre moral en se sentant parmi ces hommes de sa race, et ne ressentit aucune peur à sortir dans la rue, afin de recueillir des nouvelles qui pourraient servir à l'émission du soir. Ce jour-là, il se renseigna sur l'arrivée à Madrid d'appareils destinés à repérer les stations clandestines d'émissions. Il s'informa également des mouvements des colonnes sorties de Madrid, auprès de miliciens, qui commençaient à revenir désenchantés du front. Beaucoup d'entre eux, enrôlés dans les milices afin de sauver leur vie, ne cachaient que bien mal leur ardent désir de voir les troupes de Franco dans Madrid.

L'émission de ce soir-là fut courte et concise et s'interrompit sur l'avis qu'une auto mystérieuse parcourait lentement la rue.

Le matin suivant, une note écrite à la machine et sans signature les prévint : « Votre émettrice est presque exactement localisée ; sauvez-vous ! »

— C'est sans doute un ami posté au télégraphe, dit Jacques ; il faut prévenir ceux de la rue Vélasquez pour qu'ils prennent notre suite.

Antonio partit pour les prévenir et aperçut, en arrivant, un rassemblement autour d'une Rolls, qui portait les initiales F.A.I. peintes sur ses côtés ; elle était arrêtée devant le porche, que surveillaient deux anarchistes armés jusqu'aux dents.

C'est une radio clandestine, entendit-il dire.

Quelques moments plus tard on descendit les prisonniers, les jeunes gens même qu'il devait avertir. On les mit dans l'auto, qui partit vers la rue Diego-de-Léon, puis tourna à gauche.

— Ceux-là on les emmène pour les fusiller à la Dehesa de la Villa, dit une femme qui avait été en conversation avec les miliciens.

Le groupe se dispersa presque en silence et Antonio se

disposait à partir, lorsqu'une jeune fille, très belle, apparut sous le portail. Tous deux se reconnurent, sans se saluer, et la jeune fille se mit à marcher dans la rue suivie par Antonio. Après avoir tourné dans une rue adjacente, ils se réunirent.

— Nous croyions qu'ils découvriraient d'abord ceux de la rue Goya, dit-elle ; allons là-bas.

— C'est dangereux, répondit Antonio, ils vont bientôt venir nous chercher à notre tour.

— Cela n'a pas d'importance, insista-t-elle ; ce que je cherche, c'est un endroit pour pouvoir pleurer. Ce sont mes frères, comprends-tu, ce sont mes frères que ces canailles ont emmenés.

Arrivés à la maison, ils mirent Jacques au courant.

— Descendez à l'étage, vous autres, dit-il ; il est inutile qu'ils nous prennent tous.

Antonio s'y opposait, mais la jeune fille accepta :

— Je ne dois pas mourir à présent ; il faut que j'attende l'arrivée des nôtres. Je sais parfaitement qui a dénoncé mes frères et je dois rester pour le châtiment.

La nourrice monta leurs repas et annonça qu'on était en train de perquisitionner sur les toits d'en face.

— Cette nuit, à dix heures, nous y passerons, dit Jacques.

— A dix heures et demie, rectifia Gaspard, en sortant un pistolet mitrailleur ; il leur faudra chercher du renfort.

La gouvernante fit descendre Antonio et la jeune fille et les conduisit vers une pièce isolée.

— S'il y a perquisition, personne ne vous cherchera ici, car je boucherai la porte avec une armoire. Dans le coin, vous avez une radio.

Jacques dut descendre pour aider la gouvernante à déplacer l'armoire trop lourde.

Quand la nuit fut venue, les jeunes gens entr'ouvrirent les persiennes, mais n'allumèrent pas. De la rue montait une odeur forte et sensuelle d'acacia.

Ils s'assirent sur le lit sans dire un mot. Ce fut la jeune fille qui rompit enfin le silence :

— Je ne peux pas pleurer, dit-elle, je pourrais presque dire que je ne souffre pas. Ils ont été à la mort, si bien, si

dignement que l'unique sentiment que j'éprouve est de l'orgueil. Je sens qu'il leur déplairait que je pleure. Ils sont allés à la mort, comme l'ont fait les autres phalangistes de Madrid, comme s'il s'était agi de la plus belle cérémonie de leur existence. Je ne peux pas pleurer.

Et la jeune fille, entendant ses propres paroles, se jeta sur les coussins, séchant ses larmes qui commençaient à poindre.

— Ne pleure pas, la mort ne les a pas surpris. Leur souvenir vivra toujours. Attends ton heure en serrant les dents. Pense à l'Espagne, sans chansons ni discours patriotiques. C'est le moment d'y penser en silence, pour toi seule, en dialogue intime avec l'Espagne. Dis-lui que tu lui dédies ta douleur ; c'est si profondément vrai, si dénué de toute littérature et de toute ostentation, que cela purifiera ton offre de tout le caractère théâtral qu'elle pourrait avoir. La guerre est magnifique, elle n'est pas « cabotine » ; ce qui l'est parfois, c'est l'arrière-garde.

La jeune fille sécha ses larmes : « Je tâcherai d'aller dans une ambassade ; je n'ai d'amis qu'à celle d'Angleterre, mais ni celle-ci ni l'Américaine ne donnent asile à ceux qui sont poursuivis. J'irai, si je peux, à l'ambassade d'Argentine ou du Chili. Il faut que tu y viennes toi aussi, il n'y a plus rien à faire ici, il n'y a plus qu'à attendre. »

Ils s'allongèrent et restèrent un long moment sans parler. La vie normale, celle d'avant, cherchait un biais pour s'imposer à nouveau, mais ne pouvait résister que pendant quelques répliques à la réalité de la situation qui la bannissait à jamais.

— Il y a longtemps que nous ne nous voyions plus.

— J'étais en train de préparer mes examens et je sortais peu.

— Moi je me suis absentée pendant deux mois...

Mais aussitôt la pensée présente venait s'imposer :

— ... avec mes pauvres frères si pleins de vie.

A dix heures, ils écoutèrent à la radio ce que disaient ceux d'en haut :

— Peut-être n'est-ce qu'une fausse alerte et ne sont-ils pas encore repérés.

Et ils entendirent Jacques qui commençait à donner ses

informations, d'une voix optimiste et résolue. A peine avait-il prononcé quelques phrases qu'une auto s'arrêta devant la maison, avec un grand bruit de freins. Antonio et la jeune fille, en se penchant par le balcon, purent voir les miliciens entrer sous le porche ; aperçus, ils se reculèrent aussitôt dans la chambre.

— Je vais les aider, dit Antonio ; mais la jeune fille lui demanda de ne pas la laisser seule. On entendit des cris et des bruits dans l'escalier et la voix de Jacques qui annonçait dans la radio :

— Demain ce sera une autre émettrice qui vous donnera des nouvelles, car nous avons été découverts. Nous entendons déjà les pas dans l'escalier et ne pouvons nous échapper par aucune issue. Adieu. Nous savons que vous arriverez et que notre cause triomphera. Ici Poste Raya T.U. de Phalange Espagnole, qui prend congé de vous tous en criant : « Vive l'Espagne, Arriba España ! »

En même temps que les dernières paroles parvint le claquement des premières décharges, puis on entendit la mitraillette de Gaspard et des cris de douleur se mêlèrent aux coups de feu. La fusillade durait depuis longtemps déjà lorsqu'ils entendirent deux autres autos qui stoppaient devant la porte : cette fois, c'étaient des gardes d'assaut.

— Il faut absolument que je monte les aider, sinon je mourrai de honte. La jeune fille ne chercha pas à le retenir plus longtemps et Antonio appela la gouvernante en donnant de grands coups dans la porte.

Avec beaucoup d'efforts, la pauvre femme put écarter l'armoire juste assez pour livrer passage à Antonio.

— Demain, réfugie-toi à l'ambassade argentine, dit-il à la jeune fille avant de partir ; si je vis encore, c'est là aussi que j'irai. Et, sans savoir pourquoi, il lui donna un baiser.

— Mais enfin, criait la gouvernante, tu ne vas pas monter ainsi sans arme.

Antonio regarda autour de lui et vit une vieille épée dans une panoplie. « Rien de meilleur », dit-il en l'empoignant, et il sortit en direction de la fusillade.

Six « pistoleros » gisaient déjà sur le sol et celui qui restait vivant versait le contenu d'une bouteille sur les marches de

bois ; il n'eut pas le temps d'esquiver l'attaque d'Antonio, qui lui transperça la poitrine. Mais déjà les premiers gardes d'assaut le mettaient en joue et le jeune homme dut se rendre.

On le mit dans une auto qui partit vers la Prison Modèle, et, peu après, une autre voiture les dépassa, pleine de miliciens. Il lui sembla reconnaître Gaspard, assis sur une banquette.

En débouchant sur les boulevards, il aperçut l'auto arrêtée devant le dépôt d'essence de la rue Alberto-Aguilera, par les manœuvres d'un camion ; au moment où elle reprenait sa marche, Gaspard apparut par la portière, tendit le bras et, s'adressant à un piquet de miliciens, s'écria : « Arriba España ! » La réponse fut une décharge générale contre l'auto et Antonio put voir les cadavres des miliciens et de Gaspard que l'on sortait de la voiture.

— Fascistes, dit simplement un milicien du peloton.

L'auto qui l'emmenait passa lentement et Antonio remarqua la bouche de Gaspard, d'où coulait un filet de sang et qui esquissait encore un sourire.

Les prisonniers de droit commun, obéissant aux ordres de leurs amis de la F.A.I., mirent le feu au dépôt de bois de la Prison Modèle. Dans la panique provoquée lors de l'arrivée des pompiers, des groupes anarchistes armés pénétrèrent dans la prison, sans que la garde, qui avait ordre de ne pas tirer, pût les en empêcher. Alors commença l'assassinat des prisonniers politiques, certains dans leur cellule, d'autres dans les cours intérieures et dans les couloirs. Ruiz de Alda et Capaz luttèrent contre les assassins, mais ils furent tués et leurs cadavres furent transportés au Parc de l'Ouest, afin que le Gouvernement pût affirmer qu'il y avait eu tentative de fuite. Immédiatement après, on mit en liberté tous les prisonniers de droit commun et Antonio, profitant de la confusion, parvint à se faire passer pour tel en se mêlant à eux.

Ces prisonniers de droit commun furent dirigés vers l'Ateneo libertaire de la Guindalera, établi dans un hôtel saisi. Là, ils donnaient leur nom et antécédents et on leur remettait des carnets d'identité et des armes.

Antonio attendit que vînt son tour, dans un salon où étaient entassés de grands paniers et des draps de lits, également pleins d'objets d'argent et de bijoux volés dans les maisons particulières. Il prépara des références suffisamment éloquentes pour passer inaperçu au milieu de ses nouveaux compagnons, et il eut l'idée de s'attribuer un vol avec effraction qui s'était produit au mois de juin, et dont il se remémorait les détails donnés par les journaux.

Lorsque vint son tour, il se présenta devant le bureau du Comité directeur et exposa son rôle avec assez de naturel; le Comité l'écouta avec intérêt, et celui qui paraissait être le président lui demanda finalement :

— Ne s'agit-il pas du vol de la rue de Moreto?

— Celui-là même, répondit Antonio, en baissant modestement les yeux.

Les membres du Comité éclatèrent de rire et leurs regards convergèrent vers le président, qui dit enfin :

— Ce vol c'est moi qui l'ai fait, aidé par ces compagnons. Et, s'adressant à un groupe qui encadrait la porte, il ajouta :

— Emmenez celui-ci faire la petite promenade.

L'irrémédiable était arrivé; Antonio ne chercha même pas à regarder du côté de la sortie et se laissa emmener vers la Dehesa de la Villa, assis entre deux malotrus qui fumaient, indifférents à tout.

Son corps lui semblait envahi par une humidité glaciale.

— Il fait un peu froid, dit-il pour engager la conversation.

— Sans doute n'as-tu pas dîné, lui fut-il répondu. Il sourit et repartit :

— J'aurai encore plus froid bientôt, n'est-il pas vrai?

— Évidemment, répondit l'un d'eux; et un autre ajouta : « Pour connaître le froid, rien de tel que Soria ».

Il y eut un silence, tous pensaient au froid; puis Antonio posa une nouvelle question :

— Met-on longtemps à mourir?

— Qui donc?

— Nous, les fusillés.

— Ça dépend de ceux qui tirent ; sois tranquille, avec nous tu n'auras pas à souffrir.

Et un autre ajouta, avec un coup d'œil :

— Si c'était avec les « aimables », ceux-là torturent avant de tuer. Ils sont capricieux...

Il y eut un nouveau silence.

— Où m'emmenez-vous ?

— Au second tournant de la Dehesa de la Villa. Nous profitons du terre-plein ; de cette façon, il n'y a pas de balles perdues qui puissent causer de malheur.

— Nous verrons si nous sommes seuls cette fois, ou s'il nous faudra encore faire la queue, ajouta le second.

L'auto grimpait la rue d'Abascal. Par dessus les cyprès de San-Martin, on apercevait au loin la montagne.

— C'est par là que sont les tiens, dirent-ils.

Antonio regardait les sommets lointains, avec un vague espoir de miracle ; son esprit, son imagination déchaînée, lui suggéraient des solutions absurdes, des idées ridicules ; soudain il se mit à penser aux dessins animés qui représentent « Popeye » le marin, qui résoud des cas semblables à celui où il se trouvait en mangeant des épinards, et cette image lui rendit le souvenir de sa vie passée, de la paix, du cinéma de l'hiver dernier.

En tournant par la rue Santa-Engracia, il perdit de vue l'horizon et regarda davantage la rue. Les miliciens, se sentant dans leur quartier, adoptaient des postures martiales et celui qui conduisait augmenta sa vitesse et mit l'échappement libre.

— Par surcroît ce sont des cabotins, pensa Antonio.

Ils arrivèrent à Cuatro Caminos juste au moment où une chienne de chasse, perdue sans doute, traversait la place. Le chauffeur appuya à fond sur l'accélérateur et donna un brusque coup de volant pour le plaisir de la heurter. Les occupants de l'auto tombèrent tous et Antonio sentit sous sa main la poignée de la portière. Sans comprendre clairement ce qu'il faisait, il ouvrit la porte et se laissa rouler dans la rue. L'auto ne put s'arrêter qu'assez loin et Antonio en profita pour partir en courant vers l'hippodrome ; il s'engouffra ensuite dans une rue transversale sur la droite, mais avant

de tourner il entendit les premières balles siffler autour de lui et quelques-unes rebondir sur les murs des maisons. Aux premiers coups de feu les rues étaient devenues désertes et Antonio put forcer l'allure, cherchant à distancer la mort à la course.

Il traversa tout le faubourg en courant, franchit la Castellana, décrivit un écheveau entre les rues de Serrano et de Lagasca ; mais en arrivant rue d'Alcala, il n'en pouvait plus et se donna pour vaincu ; résigné à tout, il leva les bras, tourna la tête ; il était seul, personne ne le poursuivait plus.

Il préféra de toute manière éviter la rue, descendit dans le métro, et se reposa sur un banc dans l'attente du train. Lorsque celui-ci entra en gare, il avait recouvré tout son naturel et son aplomb. Il entra dans le wagon en sifflotant un air et s'assit en face d'un sergent de la Garde d'assaut. Antonio offrait une expression de parfaite indifférence ; il promenait son regard à l'intérieur du wagon, pour le fixer finalement sur une des traverses de fer de la plate-forme, en même temps qu'il continuait à siffler doucement.

Le sergent le regardait fixement, d'abord avec curiosité, puis avec une certaine sympathie, et enfin avec un large sourire, presque un rire. Antonio se rendit compte alors que l'air qu'il fredonnait était l'hymne des légionnaires. A la station de Goya, les portes s'ouvrirent et Antonio sauta sur le quai. Le train reprit sa marche et lorsque le wagon passa à la hauteur d'Antonio, le sergent lui fit une espèce de salut et disparut souriant dans l'obscurité du tunnel.

Alors qu'il débouchait dans la rue, quelqu'un l'interpella par son nom. C'était Pepa, « la Cordobesa », qui venait à lui.

— Que fais-tu donc par les rues, enfant de mon âme, avec ton allure de marquis ?

Avant qu'Antonio eût pu répondre, elle ajouta :

— Viens tout de suite chez moi, tu y sera tranquille, car ma bonne a des relations avec un membre de la C.N.T., qu'elle doit épouser le jour de la Vierge. Aussi sommes-nous bien protégées. Jésus ! Jésus ! ils sont comme des bêtes féroces !

Et, tandis qu'elle l'emmenait chez elle, elle lui raconta les horreurs du quartier.

Dans la maison de Pepa, pleine de bibelots et de calendriers, étaient réfugiés, depuis plusieurs jours, MM. Pedro Valdecilla, magistrat au Tribunal suprême, locataire de la maison voisine, et Felipe Torroba, avocat républicain. Tous deux, poursuivis et menacés, étaient parvenus jusqu'au petit salon mauresque de la Cordovaise, par une série de circonstances inattendues, et le magistrat, enfoncé dans un divan, et le bras appuyé sur un coussin que surplombait le buste de Marie-Antoinette, écoutait nuit et jour la radio, que maniait nerveusement l'avocat républicain.

Le nouveau venu fut bien accueilli et on lui communiqua tout de suite les dernières nouvelles militaires.

— Ils sont tout près de Talavera, et ils leur ont donné une bonne leçon à Oropesa, disait le républicain ; si je pouvais vivre au moins jusqu'à la prise de Madrid.

Cette entrée était l'idée fixe des Madrilènes ; chacun se l'imaginait à sa manière, et passait de longues heures cherchant à se représenter comment se déroulerait cet événement historique.

Ils envoyèrent la bonne à l'ambassade de la République Argentine, avec une lettre d'Antonio qui demandait asile pour lui et ses compagnons, et comme elle tardait à revenir quelqu'un insinua :

— Ne va-t-elle pas nous jouer un mauvais tour ?

Mais la Cordovaise les rassura :

— Quel intérêt pourrait-elle en tirer ?

En attendant que la radio transmît le discours du général Queipo de Llano, ils parlèrent de la guerre.

— Il ne s'agit pas là d'une guerre civile, ni d'une guerre politique, c'est affaire entre justice et voleurs ; ce sont toutes les personnes décentes d'un pays qui se soulèvent contre des assassins et des pillards, voilà tout. Ces bandes qui saccagent et assassinent n'ont aucune finalité politique, ni sociale ; quant à ce Gouvernement qui consent à tous ces désordres, sans faire absolument rien pour les empêcher, et qui est, dans le fond, enchanté qu'on le débarrasse de ses adversaires politiques, ce Gouvernement joue simplement le rôle de chef de bande.

— Mais vous croyiez cependant à la République ?

— Oui, monsieur, et je n'avais qu'à demi-tort ; grâce à elle, a surgi la troisième solution, la phalange. Dans la phalange s'expriment les aspirations de ceux qui, comme moi, ont voulu la République ; seulement nous avons été longs à comprendre.

— Et il a coûté de nombreuses vies à l'Espagne, avant qu'elle ne comprenne.

— Aussi quel respect ne devrons-nous pas à ces tombes !

La bonne revint fort tard, avec une réponse assez claire. L'auto de l'ambassade viendrait de grand matin pour les chercher et les préviendrait par deux coups de klaxon. Elle ne put pas donner d'autres détails sur son entrevue, car elle n'avait parlé qu'avec un domestique.

Ils ne voulurent pas se coucher et passèrent la nuit à rechercher les postes émetteurs nationalistes qui répétaient les mêmes communiqués. De temps en temps on entendait une auto et tous attendaient, le cœur en suspens, jusqu'au moment où ils devaient se convaincre qu'elle ne s'arrêtait pas devant la maison.

Parfois les trois hommes allaient avec précaution se pencher au balcon, et, lorsqu'ils revenaient vers Pepa, celle-ci, avec un flair tout particulier, avait immanquablement découvert le poste qui transmettait « Maria de la O ».

A trois heures du matin, ils s'en furent réveiller la domestique, qui, d'ailleurs, ne dormait pas. Ils lui redemandèrent des précisions sur le message, mais ne purent tirer d'autre réponse que celle-ci : « Ils m'ont dit qu'ils viendraient au lever du jour ».

A cinq heures du matin, ils entendirent enfin les deux appels et se penchèrent au balcon : la voiture était là.

Les adieux furent précipités. Ils voulaient que Pepa vînt avec eux, mais celle-ci ne put se décider à abandonner ses poupées et son salon mauresque. Ils lui serrèrent la main avec la gratitude sans phrase des grandes occasions et ils allèrent prendre congé également de la domestique, qui ne sortit pas de sa chambre, disant qu'elle n'était pas vêtue.

Les trois hommes descendirent, et prirent place dans l'auto qui les attendait, la portière grande ouverte. Derrière

eux des hommes armés, qui attendaient dans l'ombre, montèrent également et la voiture démarra au moment même où la portière se refermait. Sur celle-ci, peintes en grands caractères, se détachaient les trois lettres fatidiques : F.A.I.

Pepa s'était penchée au balcon pour voir le départ de l'auto, mais elle ne put pas distinguer l'inscription. Elle ne remarqua que le capot... « Une Rolls... », dit-elle distraitement.

L'auto fila tout droit jusqu'à la rue Diego-de-Leon, puis tourna à gauche pour se diriger vers la Dehesa de la Villa.

La Cordovaise restait à contempler le paysage que découvraient les maisons d'en face, très basses. La lourde atmosphère de l'aube gagnait peu à peu en transparence à mesure qu'augmentait la lumière ; les toits commençaient à briller, les formes lointaines à se préciser. Au loin, la montagne se dorait des premiers reflets du soleil, tout était rose et bleu, comme dans Goya, et, comme dans Goya, des décharges commencèrent à retentir, qui venaient de la Moncloa et de la Dehesa de la Villa, décharges suivies des coups de grâce.

Dans le lointain, la montagne s'illuminait, le jour se levait franchement. L'aube espagnole commençait...

EDGAR NEVILLE

LES RÉCENTS PROGRÈS

DE

L'EMBRYOLOGIE EXPÉRIMENTALE

Savoir comment se réalisent les êtres vivants qui nous entourent et dont nous sommes a été de tous temps un des suprêmes objets de la curiosité de notre esprit. Jean Rostand a résumé récemment de façon excellente l'histoire des idées successives à cet égard [1] et en particulier la discussion qui s'est poursuivie pendant près d'un siècle entre la conception de la préformation et celle de l'épigenèse. La première voyait dans la formation de l'individu un simple agrandissement d'un germe initial, possédant, dès l'abord, toute sa complication finale ; la seconde prétendait que cette complication se réalise progressivement, au cours du développement. Il a suffi d'une série d'observations bien faites pour ruiner la préformation et établir l'épigenèse. C.-F. Wolff, en 1759, étudiant, dans sa dissertation inaugurale, les stades successifs de la formation du poulet au cours de l'incubation de l'œuf, constata, de façon irréfutable, qu'aux stades précoces, l'embryon se réduit à des membranes ou feuillets superposés et que le jeune poussin ne se constitue que peu à peu, conformément à la notion d'épigenèse. Toute l'embryologie moderne n'a été que la généralisation de ces constatations.

L'embryogénie est une science du XIXe siècle. Elle repose sur l'emploi courant du microscope et surtout sur une notion de base, acquise seulement vers 1840, celle de la cellule. Tous

1. Jean Rostand. La formation de l'être *(le Roman de la Science, 1930)*.

les organismes, animaux ou végétaux, si compliqués soient-ils, ne sont que des assemblages de cellules et chacun, à son origine, se réduit à une cellule unique, l'œuf. L'édification de l'organisme se ramène intégralement à une suite de divisions cellulaires, en principe toutes équivalentes. Nous voyons ainsi les animaux de tous les groupes, des plus simples aux plus élevés, passer par la série des mêmes étapes initiales, où ils se composent successivement de deux, quatre, huit, seize, trente-deux cellules, etc., cellules d'abord exactement semblables, ou se différenciant plus ou moins rapidement les unes des autres. Plus ou moins tôt, des groupes de cellules s'individualisent en ébauches d'organes particuliers et, peu à peu, l'embryon acquiert une forme et une constitution définies pour arriver progressivement à sa structure définitive.

On peut distinguer, dans cette réalisation, deux modes principaux, reliés d'ailleurs par de nombreuses transitions, le développement par formes larvaires ou embryonnaires. Dans le premier cas, le jeune animal sort de très bonne heure de l'enveloppe de l'œuf, pour mener une vie libre, à un état relativement simple et avec des organes très différents de ceux de l'adulte : c'est une larve, d'où l'être définitif sortira par des transformations successives, constituant des métamorphoses et marquées par l'acquisition de parties et d'organes entièrement nouveaux. La transformation de la chenille en papillon, celle du têtard en grenouille en sont des exemples vulgaires et significatifs, mais il en est beaucoup d'autres bien plus étonnants. Rien ne ressemble moins à une langouste, par exemple, que la larve toute aplatie et parfaitement transparente, munie de pattes énormes, qui éclôt de l'œuf et qui a été appelée, de façon très expressive, phyllosome. Il a fallu de laborieuses recherches pour identifier les innombrables formes larvaires rencontrées aux espèces dont elles sont les états jeunes et plus d'un problème de cet ordre attend encore sa solution.

Dans les développements dits embryonnaires, la différenciation de l'organisme s'accomplit, au contraire, à peu près entièrement avant la mise en liberté du jeune, qui parvient à la vie libre pourvu déjà de tous ses organes et de sa forme

définitive. C'est le cas des animaux supérieurs, tels que la plupart des poissons, les reptiles, les oiseaux et les mammifères. Leur identité est facile à reconnaître dès leur naissance.

***

L'embryogénie est passée par une première phase, qui a duré presque jusqu'à la fin du XIXe siècle, celle de la simple observation des faits. On s'est patiemment efforcé de reconstituer, le plus exactement et le plus minutieusement possible, la succession et l'enchaînement des stades qui conduisent de l'œuf unicellulaire à l'organisme définitif. Cette observation était pratiquée en partie sur le vivant, en partie sur des embryons tués à des étapes convenablement choisies, en les plongeant dans des liquides fixateurs, qui assuraient la bonne conservation des tissus. Toute une technique, établie vers 1880, a permis d'inclure les embryons dans la paraffine, de les en imbiber de façon homogène, ce qui permettait de les débiter ensuite, à l'aide du microtome, en coupes minces, — quelques millièmes de millimètre d'épaisseur, — étalées et collées en séries sans lacune sur des lames de verre et étudiées une à une au microscope. On a pu ainsi connaître, dans le plus infime détail, cellule par cellule, la structure et les transformations successives des embryons de tous les groupes du règne animal, à toutes les phases de leur développement.

Ces méthodes offrent pourtant des lacunes que nous pouvons apprécier aujourd'hui. Elles nous montrent les structures successives des embryons sous une forme en quelque sorte statique. Si, pour occuper les emplacements et les rapports de position où nous les trouvons sur les coupes sériées, certaines cellules s'étaient préalablement déplacées par rapport aux autres, nous n'en pouvons rien savoir. Or une technique nouvelle, qui ne date guère que d'une quinzaine d'années, et qui est due à M. W. Vogt, — celle des marques colorées, — nous a révélé que, dans les stades précoces du développement de beaucoup d'animaux, et en particulier des vertébrés, des mouvements de cet ordre, effectués de façon régulière et coordonnée par certains groupes de cellules, jouent un grand rôle dans l'établissement des ébauches des organes : c'est ce

qu'on appelle maintenant les mouvements morphogénétiques.

Voici comment on les surprend. On imprègne de minces lames d'agar — substance gélatineuse fournie par des algues — de certaines matières colorantes (bleu de Nil, rouge neutre, brun Bismarck) qui ont la propriété de se fixer sur des particules inertes contenues dans les cellules vivantes, et cela sans exercer d'action toxique : ce sont des colorants dits vitaux. Il suffit d'appliquer pendant un temps convenable — une demi-heure par exemple — une lame d'agar ainsi colorée contre une partie déterminée de la surface d'un embryon pour que celle-ci se teigne effectivement et reste colorée pendant plusieurs jours. On peut poser ainsi sur un embryon vivant une série de marques colorées et on les voit, les jours suivants, se déplacer, se déformer, révélant les cheminements des groupes correspondants de cellules. Cette méthode a révélé de nombreux faits importants et inattendus, relativement à la formation des ébauches fondamentales. Elle nous montre les mouvements morphogénétiques en eux-mêmes, indépendamment des causes qui les déterminent. Elles nous fournissent en quelque sorte la cinématique du développement, mais non sa dynamique.

*
* *

Jetons maintenant un coup d'œil d'ensemble sur les résultats obtenus. Il s'en dégage d'abord une parfaite fixité, jusque dans le plus infime détail, de toutes les particularités de développement. On a pu, chez de très nombreuses espèces, appartenant à des groupes très variés, reconstituer, cellule par cellule, la filiation de celles qui, à partir de l'œuf, aboutissent à former l'ébauche de chacun des organes, c'est-à-dire la généalogie ou lignage cellulaire de chaque ébauche et cette généalogie est rigoureusement constante. De même, les mouvements morphogénétiques ne sont nullement désordonnés et on peut admettre qu'à travers ces déplacements, et en dépit d'eux, chaque organe a encore une filiation cellulaire définie et précise. L'embryon, en se développant, parcourt ainsi une voie bien tracée, dont il ne s'écarte pas, pour

arriver à un état final également fixé de manière rigoureuse : spectacle bien propre à suggérer une finalité, qui a été admise par des biologistes éminents, tels que M. H. Driesch : il a ressuscité, à cette occasion, le terme aristotélicien d'entéléchie ; mais, malgré ces apparences, on doit reconnaître qu'il y a là simplement le résultat de l'action constante de processus physico-chimiques se conditionnant mutuellement de façon invariable et s'accomplissant dans le présent, indépendamment de tout futur : l'entéléchie est un fantôme sans réalité.

La succession, si admirablement réglée, des phases constituant le développement, s'accomplit, il est vrai, sous l'action et le contrôle des divers agents constituant le milieu extérieur à l'embryon, dans un intervalle de températures favorables, moyennant un degré d'humidité convenable, en présence de l'oxygène nécessaire à la respiration de l'embryon et aux oxydations dont ses cellules sont le siège, etc. Chacun de ces facteurs, s'il vient à varier, peut favoriser ou inhiber le développement, l'accélérer ou le retarder, mais ils ne l'altèrent pas. La différenciation de l'embryon résulte d'un mécanisme purement intrinsèque à l'œuf, nécessaire et suffisant pour réaliser la forme finale. Le milieu extérieur permet donc le développement, il ne le dirige pas.

Autre constatation d'ordre général, sur laquelle il convient de s'arrêter : dans chaque groupe d'animaux, y compris les plus vastes, ordre, classe ou même embranchement, le plan suivant lequel s'établissent les ébauches embryonnaires est parfaitement uniforme. L'embryogénie manifeste ainsi, avec une netteté sans égale, l'unité profonde de ces groupes, beaucoup moins apparente souvent sous la diversité des formes adultes. On a peine à imaginer même la parfaite uniformité du lignage cellulaire dans des groupes extrêmement vastes et variés, comme les mollusques ou les vers. Chez les vertébrés, il y a le parallélisme le plus strict entre le développement d'un poisson, d'un batracien, d'un oiseau ou d'un mammifère. L'embryogénie a même fait apparaître, de façon inattendue parfois, une parenté étroite entre des groupes que l'organisation adulte ne rapprochait pas à première vue.

L'embryogénie nous montre enfin, de façon frappante, un fait général et énigmatique, à savoir que les organes s'édifient peu à peu, aux dépens d'ébauches, d'une façon tout à fait indépendante de la fonction qu'ils exerceront finalement. Et cependant, le développement achevé, l'organisme présente un ensemble parfaitement harmonieux, coordonné et synergique, une machine étonnamment compliquée et merveilleusement ajustée dans toutes ses parties, alors que celles-ci se sont réalisées sans rapport avec leur fonctionnement définitif. L'organe préexiste à la fonction, contrairement à l'adage lamarckien, suivant lequel la fonction crée l'organe. Et il en est certainement ainsi depuis le lointain passé géologique où les groupes des organismes ont été définitivement constitués. Il y a là une des grandes énigmes de la biologie.

On a été ainsi amené, depuis longtemps, à distinguer, dans la vie de l'individu, deux périodes : la première, celle du développement, où les organes ne sont pas fonctionnels ; la seconde post-embryonnaire et fonctionnelle. Mais cela n'est vrai que si l'on considère les fonctions définitives. En réalité, comme y a insisté tout récemment M. P. Wintrebert, l'embryon passe par une succession d'états, dont chacun est parfaitement fonctionnel ; mais les fonctions qui s'exercent à chacune de ces phases, tout d'abord de façon autonome dans les diverses cellules ou régions de l'embryon, puis progressivement dans son ensemble, sont différentes de celles de l'adulte. Chaque étape du développement a son statut fonctionnel propre découlant de sa constitution momentanée. Les mouvements morphogénétiques, dont il a été question plus haut, traduisent, par exemple, de façon visible, un fonctionnement spécial à des stades précoces. Ces états fonctionnels successifs s'enchaînent et se déterminent les uns les autres et sont un des agents prépondérants des transformations mêmes de l'embryon. La fonction, suivant l'expression de M. Wintrebert, crée l'organisme dans son ensemble. Le développement tout entier est une succession de fonctionnements distincts, résultant l'un de l'autre. De même que la forme, la fonction se détermine et se réalise progressivement. Il y a une épigenèse physiologique, qui est en quelque sorte la mère de l'épigenèse de la forme.

*
* *

Si sommaires et si générales que soient les remarques précédentes, elles suffisent, j'espère, à donner l'idée de l'ensemble des faits cohérents que la seule observation des phénomènes normaux a permis d'établir dans le domaine de l'embryogénie. Mais ainsi se sont trouvés posés des problèmes pour lesquels il a fallu recourir à l'expérimentation proprement dite et dont le principal n'est autre que, transposée en termes modernes, la vieille controverse, préformation ou épigenèse.

L'observation a montré, comme on l'a vu, la constance rigoureuse et totale du développement jusque dans son infime détail. Cette constance est-elle le signe d'une nécessité absolue, inscrite, dès le début, dans l'œuf lui-même, ou n'est-elle que l'expression contingente de l'invariabilité de fait des conditions intrinsèques où s'accomplit le développement normal? Si ces conditions viennent à être modifiées expérimentalement, le développement sera-t-il lui-même altéré? Telle cellule des premiers stades ne peut-elle, par exemple, fournir, quoi qu'il arrive, rigoureusement que ce que nous lui voyons donner normalement? Y a-t-il prédétermination du développement, ou bien celui-ci s'accomplit-il, tel que nous le voyons, en vertu d'une détermination progressive, résultant des circonstances, c'est-à-dire d'une épigenèse?

Certaines apparences plaident en faveur de la prédétermination. L'œuf non segmenté n'a pas une structure homogène : il est, comme on dit, anisotrope : cette anisotropie est plus ou moins évidente suivant les espèces : chez d'assez nombreux animaux, elle se manifeste par une distribution spéciale de certaines substances plus ou moins inertes, comme des granulations pigmentées, et, quand on suit le développement, on voit ces substances se répartir dans des cellules et, par suite, dans des ébauches parfaitement déterminées. On peut donc se représenter que les diverses parties de l'œuf, avant la segmentation, correspondraient déjà effectivement aux diverses ébauches ultérieures, c'est-à-dire qu'il y aurait, en quelque sorte, une préfiguration de l'embryon dans l'œuf, ou, si l'on veut, suivant la conception formulée, dès 1876, par W. His,

que l'œuf est une mosaïque de territoires organogènes. Dans ces conditions, le développement ne serait que l'individualisation progressive des pièces constituant cette mosaïque.

Pour mettre ces conceptions à l'épreuve, il faut modifier les conditions du développement dans les phases initiales, par exemple en déplaçant, isolant, ou tuant certaines des premières cellules formées, qu'on appelle les blastomères. Ce problème a été abordé, il y a maintenant un demi-siècle, et a fait surgir une branche nouvelle de l'embryogénie et même de la biologie générale, nécessitant des méthodes et des techniques nouvelles, c'est l'embryogénie expérimentale, ou embryogénie causale[1] : c'est, en somme, une étude physiologique du développement, une analyse des facteurs dynamiques qui le régissent.

La naissance de cette science nouvelle peut être placée en 1886 et ses créateurs simultanés ont été en France, L. Chabry ; en Allemagne, W. Roux. Chabry, qui expérimenta sur l'œuf minuscule des ascidies (invertébrés marins), imagina, pour tuer telle ou telle des cellules initiales par piqûre, un appareil extrêmement ingénieux et élégant qu'on peut considérer comme l'ancêtre des micromanipulateurs actuels. Le mémoire qu'il publia, en 1887, est resté classique. Malheureusement, sa carrière scientifique fut extrêmement courte. W. Roux, au contraire, en fournit une aussi longue que laborieuse et elle a été le centre d'un grand mouvement de recherches, qui est encore en pleine floraison.

Il ne saurait être question d'entrer ici dans le détail des résultats de l'embryogénie expérimentale. Un des principaux types d'expériences a consisté à tuer, ou à isoler les premiers blastomères issus de l'œuf et à voir si, dans ces conditions, on obtenait un embryon entier ou seulement les parties correspondant aux cellules conservées. Les procédés pour isoler des blastomères sont variés. Avec les petits œufs d'animaux marins (oursins, méduses, amphioxus) on peut y arriver par un simple secouage, dans l'eau de mer, des œufs en division. Une autre façon très élégante consiste à placer les œufs dans de l'eau de mer privée de sels de calcium : dans ces condi-

1. Les Allemands la désignent sous le nom d'*Entwicklungsmechanik*, mécanique du développement.

tions, les blastomères cessent d'adhérer les uns aux autres et on peut les séparer aisément. On a aussi, comme l'ont fait Chabry et Roux, tué un des premiers blastomères en le piquant avec une aiguille froide ou rougie au feu. L'autre blastomère se développe alors seul et, dans les expériences de Chabry et de Roux, il évoluait en un demi-embryon, droit ou gauche : mais la présence, à son flanc, de la masse inerte de l'autre blastomère est une cause perturbatrice. On a réussi aussi à séparer les deux premiers blastomères de l'œuf des batraciens, et en particulier des tritons, en serrant une boucle faite à l'aide d'un cheveu, suivant leur plan de division, au moment où ils sont en train de se séparer. Avec une grande virtuosité, divers auteurs récents, parmi lesquels il faut citer surtout MM. Sven Hörstadius et L. von Ubisch, arrivent, sur l'œuf minuscule des oursins, à isoler tel ou tel groupe de blastomères, puis à accoler des fragments d'embryons différents, appartenant même à des espèces différentes, et à réaliser ainsi de multiples combinaisons de parties délibérément choisies. Ces quelques indications donnent une idée des méthodes employées.

Quant aux résultats de ces diverses expériences, ils sont loin d'être uniformes. C'est ainsi que, dans certains groupes d'animaux, l'un des deux, ou des quatre premiers blastomères, isolé se développe comme l'œuf entier et produit un embryon complet et normal, mais de taille réduite. Tel est le cas notamment pour l'œuf des méduses et celui de l'amphioxus. Chez les oursins, le résultat final est le même : mais, au début, la segmentation du blastomère isolé s'effectue comme s'il faisait encore partie du tout et c'est seulement par des régularisations compensatrices secondaires (ou, comme on dit, par des processus de régulation) qu'il produit une larve entière. En tout cas, ces résultats suffisent à montrer que le développement, chez ces animaux, n'obéit pas à une prédétermination rigoureuse, puisqu'une des cellules des premiers stades est capable, à elle seule, de produire un embryon entier. Par contre, il est des œufs, notamment ceux des ascidies (étudiés par Chabry), de certains mollusques et surtout ceux des cténophores (animaux marins flottants et complètement transparents), où un blastomère isolé évolue rigoureusement comme la partie correspondante de l'embryon normal et fournit la moitié,

le quart ou même le huitième d'un individu. Les deux cas extrêmes sont reliés par de multiples transitions.

On a particulièrement expérimenté sur les œufs de batraciens et obtenu précisément là une grande variété de résultats, aujourd'hui largement expliquée et très suggestive. En isolant, par ligature, à l'aide d'un cheveu, les deux premiers blastomères d'un œuf de triton, M. Herlitzka, puis M. Spemann, obtiennent tantôt deux larves normales, tantôt une larve et une masse cellulaire restant indifférenciée. Comment expliquer une différence de cet ordre? On sait aujourd'hui qu'elle tient à ce que le premier plan de segmentation, séparant les deux premiers blastomères, ne correspond pas toujours au futur plan de symétrie. Si cette condition est réalisée, on a, dans l'expérience, deux larves entières. Mais, s'il est perpendiculaire au plan de symétrie, comme cela arrive dans un certain pourcentage de cas, alors l'un des deux premiers blastomères ne possède pas, en raison de l'anisotropie de l'œuf, certaines substances essentielles à la différenciation d'un embryon. En serrant plus ou moins la ligature précédente, faite cette fois à des stades plus avancés et dans le plan de symétrie, M. Spemann a obtenu toute une gamme de monstres doubles avec deux têtes, deux régions antérieures du tronc et une région postérieure unique. On conçoit qu'on puisse ainsi analyser de façon fructueuse bien des conditions fondamentales de la morphogenèse.

Dans l'ensemble, les expériences de cet ordre ont permis de conclure que le développement normal n'a pas un caractère de prédétermination initiale rigoureuse, mais qu'il comporte, au début tout au moins, une part très large de régulations possibles, c'est-à-dire que la détermination rigide des parties ne se réalise que progressivement, par épigenèse. Toutefois, les possibilités de régulation sont très inégales suivant les espèces animales et certaines localisations, dites germinales, résultant de l'anisotropie de l'œuf, peuvent les restreindre beaucoup, ou même les empêcher complètement. L'œuf se comporte alors plus ou moins comme une mosaïque de parties définies. Mais ce n'est là qu'une disposition secondaire. On peut dire qu'en principe le développement est de nature épigénétique.

*
* *

Les quinze dernières années écoulées marquent vraiment une phase nouvelle de l'embryologie expérimentale et portent avant tout l'empreinte des travaux de M. Hans Spemann, qui ont reçu, en 1935, la très juste consécration du prix Nobel. Ces recherches ont introduit des notions nouvelles et capitales dans nos conceptions sur le mécanisme de la morphogenèse et elles méritent de franchir le cercle restreint des biologistes.

Les expériences de Spemann et de son école ont été réalisées presque en totalité sur des œufs de batraciens, grenouille, crapaud, axolotl et surtout triton. Ces œufs sont relativement gros et faciles à élever. La méthode employée pour analyser le déterminisme de leur développement a été celle des greffes embryonnaires. A l'aide d'une instrumentation spéciale, créée par M. Spemann, et d'ailleurs extrêmement simple, moyennant une habileté opératoire suffisante, on prélève, sur telle ou telle partie de l'œuf en voie de développement, un fragment que l'on transplante sur un point déterminé d'un autre embryon, ou bien, suivant le procédé plus récemment imaginé par M. Mangold, on l'insère, à l'aide d'une fine pipette capillaire, dans la cavité intérieure qui se forme dans l'embryon, aux premiers stades (cavité de segmentation ou blastocœle). Ces greffons, qui, laissés dans leur emplacement naturel, auraient produit une partie déterminée de l'individu, sont donc placés dans des conditions d'ambiance nouvelles. On peut faire ces opérations entre embryons d'espèces différentes, soit du même genre, soit de genres ou même d'ordres différents. L'avantage de ces dernières greffes, dites xénoplastiques, est que les tissus provenant du greffon peuvent toujours se reconnaître sur le porte-greffe, notamment par les granulations pigmentaires que renferment les cellules et qui diffèrent d'une espèce à l'autre. Ces greffes réussissent aisément entre espèces de tritons, entre tritons et axolotls, ou grenouilles, ou crapauds.

Il est nécessaire, avant d'arriver aux expériences elles-mêmes, de donner quelques indications brèves sur le développement normal de ces animaux. Tout le monde a pu voir, au printemps, dans des mares, des pontes de grenouille ou de

crapaud : les premières sont des masses gélatineuses compactes et transparentes, où l'on aperçoit les œufs noirâtres ; les secondes sont de longs cordons de même apparence, où les œufs sont disposés en une file régulière. Il en éclôt, au bout de peu de jours, de petits têtards, qui, après une croissance de quelques semaines, se métamorphosent. Observons les œufs pendant les deux premiers jours qui suivent la ponte. On les voit d'abord se segmenter en cellules, plus grosses dans l'hémisphère inférieur clair que dans le supérieur foncé. A partir d'un certain moment, commence la phase appelée gastrulation : elle consiste en ce que, progressivement, une partie de l'hémisphère inférieur s'enfonce lentement à l'intérieur ; cette zone est délimitée par un léger sillon, qui dessine d'abord un arc ouvert, puis un cercle complet, de plus en plus restreint, localisé à peu de distance du pôle inférieur de l'embryon. C'est ce que les embryologistes appellent le blastopore de la gastrula. La partie qui s'est enfoncée (ou, comme on dit, invaginée) à l'intérieur donnera naissance aux principaux organes internes et notamment à l'intestin. La méthode des marques colorées, dont il a été question plus haut, a permis de constater que sur tout le pourtout du blastopore, il s'opère un enroulement de la lèvre dorsale du sillon, amenant graduellement à l'intérieur des cellules primitivement externes. Les cellules ainsi invaginées donneront naissance aux principaux organes axiaux de la région dorsale : la corde dorsale, axe rigide autour duquel se forment les vertèbres ; les muscles axiaux ; les reins embryonnaires, etc. Cette différenciation s'opère quand, le blastopore étant devenu très étroit, l'embryon commence à s'allonger : à ce moment, la portion de la paroi extérieure située en avant du blastopore, et qui forme la partie médiane du dos, s'aplatit en une plaque limitée latéralement par deux bourrelets. C'est l'ébauche du système nerveux central (cerveau et moelle épinière). On l'appelle donc plaque neurale, et ce stade de l'embryon, la neurula. La différenciation de la corde dorsale et des organes axiaux qui l'entourent et celle du système nerveux dessinent désormais l'individu jusque là mal défini. A ce moment, tous les grands systèmes d'organes sont ébauchés et vont se préciser.

Or voici l'expérience capitale de Spemann, réalisée d'abord, sous son inspiration, par sa collaboratrice, madame Hilde Mangold. On prélève, sur un embryon en voie de gastrulation, un fragment de la lèvre dorsale du blastopore et on le greffe, sur un autre embryon de même âge, ou un peu plus jeune, dans une région destinée à devenir le flanc ou la région ventrale, c'est-à-dire où ne doit se former aucun organe différencié. Pour plus de netteté, l'embryon donneur du greffon et le porte-greffe sont d'espèces différentes. Le greffon implanté à la surface va s'enrouler et s'enfoncer en profondeur et il se différenciera, comme il l'aurait fait s'il était resté en place, en tissus de corde dorsale, muscles, etc. Mais, en même temps, sous son influence, ou, comme on dit, par *induction*, les parties du porte-greffe à son contact, qui normalement n'auraient produit que de la peau ordinaire, vont elles-mêmes donner naissance aux mêmes organes spéciaux en profondeur et, en surface, à une plaque neurale, c'est-à-dire à un système nerveux. En d'autres termes, il se forme ainsi, sur le flanc ou le ventre du porte-greffe, tout un complexe d'organes axiaux dorsaux constituant un véritable embryon secondaire. Le fragment de lèvre blastoporale greffé a donc le pouvoir inattendu de provoquer, par induction, l'organisation d'un embryon secondaire, d'où le nom d'*organisateur* que lui a donné Spemann [1]. Cette remarquable propriété est strictement limitée au tissu de la lèvre du blastopore, ou aux cellules qui, l'ayant formée à un instant antérieur, se sont ensuite invaginées, comme il a été dit. Aucune autre partie de l'embryon ne la possède.

En dehors de ce qu'il offre d'inattendu et de surprenant, le pouvoir qu'a l'organisateur d'induire la formation d'un embryon secondaire nous apporte une preuve décisive du caractère épigénétique de la différenciation morphogénétique, au cours du développement normal, puisque nous voyons, sous l'influence de l'induction, les tissus du porte-greffe, destinés à donner des éléments indifférenciés, évoluer maintenant en organes hautement spécialisés. Leur sort n'était donc pas irrévocablement fixé : il ne le devient qu'au

1. On a reconnu depuis la généralité de cette propriété, chez les divers groupes de vertébrés, dans des conditions rigoureusement comparables.

cours du développement et relève donc de l'épigenèse.

Par ailleurs, la formation d'un embryon secondaire, dans les conditions précédentes, nous explique les cas où, spontanément, un œuf produit deux ou même plusieurs individus. Cela arrive de façon normale chez les tatous (mammifères de l'ordre des édentés), où chaque œuf produit régulièrement quatre individus, toujours de même sexe. Dans l'espèce humaine elle-même, le cas se réalise sporadiquement pour les vrais jumeaux, qui dérivent aussi d'un même œuf, qui sont également toujours de même sexe et, en outre, se ressemblent jusqu'à l'identité. La plupart des monstres doubles ont la même origine, les deux individus formés ne s'étant pas complètement séparés au cours du développement. Toute la tératologie d'ailleurs s'est remarquablement éclairée à la lumière des découvertes de l'embryologie expérimentale.

Il vaut la peine d'ajouter à ce qui précède l'exposé sommaire d'une autre expérience extrêmement remarquable, réalisée tout récemment — en 1934 — par un jeune maître de l'embryologie expérimentale, M. Johann Holtfreter, et qui illustre mieux encore le caractère épigénétique du développement. Il y a une quarantaine d'années, Herbst avait constaté, dans le cas de l'œuf des oursins, que, si l'on ajoute à l'eau de mer où ils se développent une petite quantité d'un sel de lithium, il ne se produit pas d'invagination au stade de gastrula, mais que les cellules qui auraient dû s'enfoncer à l'intérieur et produire le tube digestif, font au contraire hernie au dehors : au lieu d'une endogastrula, on a une exogastrula. M. Holtfreter a réalisé l'exogastrulation chez les batraciens (il a fait l'expérience avec des œufs d'axolotl) d'une façon aussi simple qu'inattendue et il en a tiré des déductions remarquables. Il lui a suffi d'ajouter à l'eau où se développent les œufs un peu de sel marin (0,35 p. 100) et de les maintenir renversés, pôle inférieur en haut. Dans ces conditions, la lèvre du blastopore, au lieu de s'enrouler vers l'intérieur, c'est-à-dire de s'invaginer, se dévagine au dehors, comme un doigt de gant retourné. L'embryon se présente finalement comme un ensemble de deux vésicules reliées par un pédicule long et mince. L'une des vésicules, formée par la paroi normalement externe (et sur laquelle aurait dû se former le système

nerveux), reste à l'état d'un amas de cellules complètement indifférenciées ; sur l'autre vésicule, formée par les parties qui auraient dû s'invaginer, on voit, au contraire, apparaître les principales différenciations : corde dorsale, muscles, rein, etc., le tout enveloppé à l'extérieur par l'intestin retourné. Il a donc manqué à la paroi externe de l'embryon, pour se différencier, le contact, à sa face interne, des tissus normalement invaginés, c'est-à-dire une contingence réalisée au cours du développement. La preuve en est que, si l'on vient à greffer à la surface de la partie dévaginée un fragment de l'autre vésicule, ce fragment, sous l'influence d'une induction, se différencie en tissu nerveux. Si, au lieu de laisser l'exogastrulation se poursuivre jusqu'au bout, on l'interrompt plus ou moins tôt, en remettant l'embryon dans les conditions normales, l'invagination, au niveau du blastopore, reprend immédiatement et, avec le contact des tissus qui s'invaginent, la différenciation de la paroi externe en tissu nerveux s'opère. M. Holtfreter a pu réaliser tous les degrés d'exogastrulation et de différenciation concomitante de l'embryon. Cette remarquable expérience a une valeur cruciale.

Je m'excuse de l'effort que j'ai dû demander au lecteur pour suivre cet exposé, en raison de l'importance exceptionnelle qu'ont les résultats précédents pour notre conception générale du déterminisme de la morphogenèse, au cours de l'embryogénie. Ils marquent vraiment le début d'une ère nouvelle.

*
* *

Les processus d'induction dont nous venons de donner une idée ont été obtenus, après Spemann, dans des conditions variées par de nombreux expérimentateurs et la technique en a été perfectionnée et simplifiée, en même temps qu'elle permettait de poser de nouveaux problèmes. On opère généralement maintenant, suivant le procédé de M. Mangold, en insérant le greffon inducteur, à l'aide d'une pipette capillaire, à l'intérieur de l'embryon, dans la cavité dite de segmentation, ou blastocœle. Dans ces conditions, on a pu obtenir des inductions très variées, qui ont permis de poser et

de résoudre des problèmes multiples de morphogenèse et de donner ainsi à l'embryologie expérimentale une extension considérable. Mais nous ne pouvons nous étendre ici à ce sujet.

L'embryologie normale apparaît elle-même, à la lumière de ces résultats, comme comportant de nombreux processus d'inductions hiérarchisées. La différenciation normale du cristallin, par exemple, est le résultat d'une induction exercée par la cupule constituant le globe de l'œil et c'est, du reste, l'étude de la formation de cet organe qui a été le point de départ des remarquables recherches de Spemann.

D'autre part, nous avons dit que l'induction et l'action de l'organisateur s'exercent même si greffon et porte-greffe appartiennent à des espèces animales différentes, pouvant être relativement éloignées du point de vue zoologique. On a été jusqu'à produire des inductions entre tissus embryonnaires d'oiseau et de mammifère. On les obtient très aisément entre batraciens anoures (grenouille et crapaud) et urodèles (tritons ou axolotls) et on est arrivé à des résultats assez surprenants, en même temps que suggestifs. C'est ainsi que Spemann et son collaborateur Schotté, qui est un expérimentateur particulièrement habile, ont réussi à provoquer la différenciation d'organes de grenouille sur un triton ou inversement. La région buccale des batraciens anoures et urodèles est très différente. Les larves de grenouilles et de crapauds ont, en effet, des mâchoires pourvues d'un revêtement corné avec de nombreux denticules, tandis que les larves de tritons et autres urodèles ont de véritables dents osseuses, tout à fait différentes. Les jeunes têtards de grenouille et de crapaud présentent, en arrière de la bouche, des organes adhésifs en forme de ventouse, qui font défaut chez les larves de tritons : par contre, celles-ci possèdent, latéralement à la bouche, une paire de filaments tactiles, qu'on appelle les balanciers. Spemann et Schotté greffent, sur la région buccale d'un embryon de triton, un fragment du tégument d'embryon de grenouille prélevé dans la région ventrale, et qui, dans les conditions normales, n'aurait formé que de la peau indifférenciée. Or sous l'influence des actions inductrices émanant du triton porte-greffe, ces greffons évoluent en organes différenciés de la région buccale (c'est-à-dire dans un sens tout différent

de leur nature originelle et par épigenèse) ; mais les organes, qui se forment ainsi sur le triton, sont des organes de grenouille — mâchoires cornées et ventouse adhésive — c'est-à-dire conformes à la nature originelle du greffon et non à celle du porte-greffe d'où émane l'induction. La combinaison réciproque — greffe de peau de triton sur larve de grenouille — donne des résultats équivalents. On aperçoit donc nettement l'indépendance de l'action inductrice et de l'effet d'induction.

*
* *

Là ne s'arrêtent pas les surprises auxquelles ont conduit présentement les recherches d'embryologie expérimentale, comme en témoigne l'étude de la nature de l'action organisatrice.

Il semble, au premier abord, que le pouvoir morphogène de l'organisateur doive être étroitement lié à l'intégrité du tissu qui le constitue et dépendre éminemment du fonctionnement vital des cellules dans ce qu'il a de plus délicat et de plus spécifique. Or on a eu l'étonnement de constater qu'il s'agit là de l'action directe de substances chimiques pouvant être qualifiées de banales et aussi que cette action peut s'exercer en dehors de tout substratum vivant. De nombreuses expériences, réalisées au cours des cinq dernières années et dues à l'école de Spemann, mais surtout à M. Holtfreter, le montrent nettement. On s'est aperçu tout d'abord que le pouvoir inducteur de l'organisateur est indépendant de l'intégrité des cellules qui le composent. Point n'est besoin, en effet, de greffer un organisateur intact. On peut, préalablement, le dilacérer, l'écraser, le tuer par la chaleur (même par une cuisson à 100 degrés), par la congélation, ou par des réactifs chimiques brutaux et variés (alcool concentré, éther, acides divers), par la plupart des mélanges servant aux fixations histologiques ; on peut, en outre, lui faire subir la série des traitements destinés à inclure les tissus dans la paraffine pour les débiter ensuite en coupes sériées. Après ces divers traitements, l'organisateur, ramené dans l'eau et soigneusement lavé, puis inséré, à la façon habituelle, dans le blastocœle d'un embryon en gastrulation, manifeste encore des propriétés inductrices plus ou moins étendues.

Il y a plus. Beaucoup de tissus qui, à l'état normal, ne possèdent pas de propriétés inductrices, en acquièrent après avoir été tués par des procédés divers, ou broyés, ou centrifugés. Ainsi, alors que des fragments de l'œuf non encore segmenté ou des blastomères du début de la segmentation ne sont pas inducteurs, ils le deviennent après avoir été écrasés, réduits en bouillie, centrifugés et coagulés. De nombreux tissus d'animaux appartenant à des groupes variés, et, tout particulièrement, le foie des vertébrés, présentent aussi, dans les mêmes conditions, des propriétés inductrices nettes et souvent intenses.

Enfin, la propriété inductrice se transmet par simple contact, d'une substance elle-même inductrice, morte ou vivante, à un tissu qui ne la possède pas, ou à une substance inerte. En laissant, par exemple, un fragment de l'organisateur, pendant quelques heures, en contact avec une plaque d'agar, celle-ci, insérée ensuite dans un embryon, y détermine une induction. Le pouvoir inducteur a diffusé dans ce substratum inerte.

L'ensemble de ces résultats, auxquels on pourrait en joindre beaucoup d'autres, et dont la plupart sont dus à M. Holtfreter, conduit à conclure que l'agent réel de l'induction n'est pas d'ordre vital, ni lié à l'intégrité des tissus, mais qu'il doit être une substance chimique très répandue dans les tissus animaux et qui, masquée en général dans les conditions normales, se trouve libérée et par suite active après les traitements divers qui ont été indiqués ci-dessus.

On a donc été naturellement conduit, au cours des trois ou quatre dernières années, à essayer d'identifier cette substance, de la caractériser chimiquement et de l'isoler, à partir des tissus, pour l'obtenir à l'état de pureté. C'est à quoi s'emploient présentement divers chercheurs et, particulièrement en Angleterre, à Cambridge, M. et madame Needham et M. Waddington. Ils sont arrivés déjà à des conclusions très significatives. La substance en question apparaît, en effet, comme appartenant à un groupe de composés, dont l'importance primordiale s'est révélée récemment dans une série de problèmes biologiques très éloignés à première vue les uns des autres : les stérols. On en connait actuellement très bien la nature et la constitution du point de vue chimique. Ils dérivent

tous d'un prototype, que les chimistes appellent le phénanthrène, et qui est un carbure d'hydrogène polycyclique. La cholestérine, qui est un des résidus du fonctionnement du foie et un des constituants de la bile, mais qu'on peut extraire aussi de divers tissus, a pour constituant essentiel un stérol. La famille des stérols, avec les variantes qu'on sait y introduire, comprend des centaines, sinon des milliers de corps distincts et, actuellement, bon nombre d'entre eux ont pu être obtenus par voie de synthèse, c'est-à-dire en dehors de tout phénomène vital. Or M. et madame Needham et M. Waddington ont obtenu, sur l'embryon des batraciens, des actions inductrices suffisamment caractérisées avec certains stérols de synthèse, incorporés à un support inerte comme l'agar, c'est-à-dire en dehors de toute action vitale.

D'autre part, des recherches poursuivies également à Londres, depuis plusieurs années, ont montré que certains stérols (et en particulier des stérols de synthèse) ont des propriétés cancérigènes. Les cancers, d'une façon générale, consistent dans la production de tumeurs organisées, par la prolifération illimitée de catégories déterminées de cellules. C'est donc un ordre de processus qui s'apparente à la morphogenèse et nous voyons, dans les deux cas, intervenir les stérols. On a pu, en effet, provoquer la formation de tumeurs par la simple action de certains stérols de synthèse. Enfin, on a appris aussi, dans les dernières années, que la différenciation du sexe, chez l'embryon des vertébrés supérieurs, se réalise, pour une très grande part, sous l'action de substances définies circulant dans l'organisme et qu'on appelle des hormones. Or ces hormones ne sont, elles aussi, autre chose que des stérols : les belles recherches de madame Vera Dantchakoff et de MM. Et. Wolff et Ginglinger ont mis ce mécanisme en évidence d'une façon qui ne laisse aucune place au doute. Il y a encore d'autres catégories de processus physiologiques très importants chez les mammifères, mais qu'il est difficile d'évoquer ici, où les hormones, et, en elles, les stérols, jouent le rôle capital. On voit donc que ces corps interviennent comme agents essentiels dans une série considérable de processus fondamentaux de l'organisme, et spécialement dans ceux qui comportent la multiplication et la diffé-

renciation de cellules et de tissus. Il n'y a donc pas à trop s'étonner que nous les ayons trouvés comme un des facteurs de la morphogenèse embryonnaire. Mais il n'en est pas moins significatif que ce soient des actions d'ordre chimique qui apparaissent ainsi à la base de la différenciation de l'embryon. Rien n'aurait permis de prévoir pareil résultat, il y a une dizaine d'années.

*
* *

Je ne méconnais pas (et je m'en excuse encore auprès des lecteurs de cette Revue) ce que les brèves indications qui précèdent ont dû garder souvent de strictement technique pour avoir une précision suffisante, mais ne discerne-t-on pas à leur lumière dans quelle phase de progrès décisifs se trouve actuellement l'embryogénie expérimentale et combien de secrets le vieux problème de la formation de l'être a révélés récemment. On y décèle, dans maints de ses aspects les plus directement vitaux, en apparence, le rôle prépondérant, sinon exclusif, d'actions physico-chimiques étrangères à la vie proprement dite. Mais, en dépit de tous ces progrès, c'est encore une profonde et merveilleuse énigme de voir, dans les conditions normales, l'œuf des divers animaux, suivant une voie invariable, réaliser l'édifice extraordinairement compliqué et parfaitement harmonieux qu'est l'organisme adulte. Il reste donc bien des problèmes passionnants à résoudre et on peut envisager avec confiance que l'embryogénie expérimentale est loin d'avoir dit son dernier mot.

MAURICE CAULLERY

L'HISTOIRE

La Grèce homérique. — Catherine de Médicis voyage en France. — La jeunesse de Bonaparte. — Les souvenirs de la duchesse d'Abrantès. — Autour d'un village.

Il est bien difficile, quand on ouvre un livre sur Homère, de le refermer. A plus forte raison s'il s'agit des poèmes homériques eux-mêmes. La collection Budé vient de s'enrichir d'une édition de l'*Iliade* avec traduction, œuvre d'un de nos plus réputés hellénistes, M. Paul Mazon. On sait le mérite et le caractère des éditions Budé, appréciées dans le monde entier. Elles sont, dans leur genre, la perfection. Le texte en est soigneusement établi, la traduction d'une fidélité contrôlée, les notes sont toujours utiles, sans littérature, ni pédanterie. A relire Homère dans ces conditions, avec la traduction en regard, on a l'illusion de n'avoir pas trop oublié le grec et le plaisir de remonter à une des sources les plus vives de la culture humaine, — sauf en Extrême-Orient asiatique, — depuis trois millénaires.

On n'en est plus à se demander si Homère a existé. Il est « ressuscité », disait Victor Bérard à propos de l'*Odyssée*. Et il est ressuscité plus jeune que jamais. Il n'a pas toujours été, si jamais il l'est devenu, le vieil aède aveugle qui chante la guerre de Troie au banquet d'Alkinoos, roi des Phéaciens, père de Nausicaa. Il a, comme Ulysse, couru le monde et vu les villes et les mœurs. L'*Odyssée* est un roman d'aventures,

l'*Iliade* un roman de cape et d'épée. Comme dans nos chansons de gestes, la fiction est mêlée au réel au point que la vie héroïque et familière n'a pas de meilleure image. La vie homérique, bien entendu, n'est pas celle d'Agamemnon et d'Achille, trois siècles avant Homère, pas plus que la chanson de Roland ne dépeint la cour de Charlemagne.

Un volume traduit de l'anglais, *la vie des Grecs d'Homère à Périclès* (Payot), consacre à l'*Iliade* et à l'*Odyssée*, considérées comme documents historiques, trois chapitres sans ostentation, mais bien au point. Les auteurs, Marjorie et C. H. B. Quennell, ne prétendent pas faire œuvre originale. Ils ne tranchent pas les questions controversées ; ils se bornent à les exposer à la lumière des découvertes archéologiques. « Que le lecteur y prenne quelque intérêt et le voici, disent-ils non sans ironie, en passe de devenir lui-même un érudit ; il pourra, en bonne compagnie, lancer des flèches barbelées d'arguments. »

C'est dans les poèmes homériques que la jeunesse grecque de tous les temps apprenait à lire. « Mon père, dit un des convives du *Banquet* de Xénophon, désireux de me voir devenir un homme de bien, me fit apprendre tous les poèmes d'Homère. » Ce point de départ commun est la base de l'unité morale et intellectuelle du monde grec, si divisé par ailleurs. L'hellénisme n'est pas le propre d'un peuple, ni d'une race, c'est une culture volontiers cosmopolite (Atticus est romain) et qui le sera de plus en plus. Homère en est le prophète. Thucydide, historien critique et averti, qui a des idées justes sur la Crète de Minos, ce qui n'est pas le cas du premier venu à son époque, cite Homère comme une autorité. S'il arrive à Hérodote de le contredire, c'est avec précaution. Par exemple, il se rallie à la version des prêtres égyptiens, qui lui ont conté que la belle Hélène a passé le siège de Troie à la cour du Pharaon et que Ménélas est venu l'y chercher quand on eut constaté qu'elle n'était pas à Troie. Hérodote se permet de croire qu'Homère s'est trompé, mais cette erreur n'est pas une erreur personnelle, c'est l'erreur commune. Euripide adopte aussi l'opinion d'Hérodote, non par paradoxe, comme on l'a dit parfois, mais parce qu'il est un esprit curieux et qui se pique d'être renseigné.

Bientôt on dira d'Homère ce que Racine a dit de Tacite : c'est « le plus grand peintre de l'antiquité ». Il est certain que les fouilles, même en écartant certaines attributions aventureuses de Schliemann, n'ont cessé de confirmer la vérité des descriptions homériques. Le livre de Marjorie et C. H. B. Quennell contient cent soixante-six gravures dues à leur plume, mais nullement fantaisistes, qui illustrent le texte page par page, et dont la seule nomenclature est une évocation pour ceux qui ont vu la Grèce, une tentation pour ceux qui n'ont pas encore fait le « beau voyage ».

*
* *

Ce qui fait l'attrait de M. Pierre Champion c'est qu'il sait toujours plus qu'il ne dit. Pour cette raison, le nouveau volume qu'il consacre à *Notre vieux Paris* (Calmann-Lévy) est encore plus suggestif qu'instructif. Il n'est pas farci de notes, on sent qu'il pourrait l'être. Le « Paris au temps de la Renaissance » est un tableau aussi vivant que les précédents. C'est un tableau de la capitale à la fin du règne de François Ier et sous Henri II, un tableau où prédomine la vie de l'esprit et de l'âme, qui, en effet, tient alors une grande place, caractérisée par le titre *Paganisme et Réforme*.

En même temps que ce volume de large contenu, M. Pierre Champion publie un ouvrage sur un sujet tout spécial et très voisin, où se reconnaît l'archiviste : *Catherine de Médicis présente à Charles IX son royaume* (Grasset). C'est le récit pittoresque d'un voyage fait à travers la France par la reine-mère et ses enfants, du 24 janvier 1564 au 1er mai 1566. Il ne s'agit pas d'un voyage d'agrément. Catherine veut faire connaître son royaume au jeune roi de quatorze ans et, encore plus, faire connaître le jeune roi à ses sujets. C'est au commencement des guerres de religion ; un édit du 17 janvier 1562 a concédé aux réformés le droit de tenir des assemblées hors des villes fortifiées. Comment fonctionne l'édit ? Quelles sont les forces respectives des deux confessions ? Peut-on rétablir ou maintenir l'unité de foi ? La tolérance est-elle une solution ? Un pays divisé est ouvert à l'étranger. Ni la reine d'Angleterre ni le roi d'Espagne n'oublieront de se faire payer leur appui

aux protestants ou aux catholiques. Que pense de tout cela le duc de Lorraine, gendre de la reine, qu'en pense au fond du cœur son autre gendre Philippe II? Il serait intéressant de le savoir directement, sans passer par le truchement des ambassadeurs, qui sont souvent des espions, ou qui ont leurs raisons pour envenimer les choses et verser de l'huile sur le feu par des informations tendancieuses, alors qu'on les croit occupés à faire œuvre de paix par des informations objectives. Catherine verra sa fille à Bayonne ; elle ne verra pas Philippe II, qui a peur qu'une entrevue même familiale ne soit un commencement d'engagement, et qui n'en veut prendre aucun.

Le détail du voyage est précieux comme inventaire matériel et moral de la France dix ans avant la Saint-Barthélémy. Ce détail, comment le connaissons-nous? Nous avons un mince livret original intitulé *Recueil et discours du voyage du roy Charles IX*, paru, dès 1566, sous la signature d'Abel Jouan, « un des serviteurs de Sa Majesté ». C'est une nomenclature sèche et officielle, une sorte de tract de propagande, qui, à lui seul, ne justifierait pas le gros volume de M. Champion. M. Champion ne s'en est pas contenté. Il a relevé le récit des « Entrées royales » dans beaucoup des villes visitées. Ceci serait encore assez banal, mais M. Champion a exploré une mine plus profonde. Il a consulté les rapports d'ambassadeurs étrangers qui suivent les événements aux premières loges. Les Anglais, encore plus les Italiens, et, au-dessus de tous, les Vénitiens, sont d'excellents informateurs, inégalement sympathiques, par là-même intéressants à confronter. Mais il y a mieux. Il y a les rapports des ambassadeurs espagnols, qui sont à nos Archives nationales depuis qu'a été ramené à Paris, au moment de la guerre d'Espagne de Napoléon, le fonds célèbre de Simancas.

« C'était facile à découvrir », dit modestement M. Champion, mais impossible à lire, car ces correspondances sont le plus souvent chiffrées. Il eût fallu la clé et, en plus, un travail de déchiffrage si ce travail n'avait été fait pour Philippe II lui-même en marge des documents. Grâce à cette heureuse chance, M. Champion donne du voyage de Catherine de Médicis et de son fils une relation et une interprétation d'un réel intérêt.

Il trace de la reine, de l'amiral de Coligny, du connétable de Montmorency, du chancelier Michel de l'Hospital, du duc d'Albe et de tous les personnages marquants qui paraissent sur la scène, des portraits bien vivants, d'un relief puissant et familier. Voyez la reine accommodante, écrivassière, optimiste : elle offrira un évêché à Théodore de Bèze.

*
* *

M. Louis Madelin entreprend de refaire l'*Histoire du Consulat et de l'Empire*. Ce n'est pas qu'il juge sans valeur celle qui a fait autorité si longtemps que son titre est devenu personnel, malgré son absence foncière d'originalité. Il estime que le monument aux trois quarts centenaire du vieil homme d'État est toujours debout. Thiers évidemment est incomplet. Il a laissé de côté la vie politique, économique, morale et intellectuelle du pays. Il l'a fait délibérément. Il a écrit l'histoire d'un homme plus que celle de la nation parce qu'il la trouvait plus saillante. En effet, la France, après dix ans de bouillonnement, de bouleversements, de vie dangereuse, aspirait à l'ordre, à la tranquillité, à la stabilisation de ce qui était viable dans l'œuvre de la Révolution. Du point de vue intérieur, elle fait pleine confiance au Premier Consul, à Bonaparte, sous lequel perce déjà Napoléon. Son activité au ralenti en tout ce qui touche le domaine des idées a pu paraître en sommeil après les convulsions de la Terreur rouge et blanche. C'était au moins « une pause » réparatrice, un abandon dans les bras de l'homme providentiel qui incarnera pendant quinze ans les destinées nationales. Thiers a circonscrit son horizon. Mais pour le sujet tel qu'il l'a traité, il est renseigné. A défaut des mémoires, correspondances et archives dont nous disposons et qu'il n'avait pas, il avait pour contemporains beaucoup de personnages de premier plan, revenus de bien des illusions, et dont les témoignages, contrôlés et recoupés, ont heureusement éclairé son esprit, universellement curieux et compréhensif. On peut dire qu'il a feuilleté méthodiquement les survivants de la grande épopée.

Nul n'est aujourd'hui plus désigné que M. Madelin pour refaire, avec les corrections et additions voulues, le tableau

de cette période sans égale. Depuis sa thèse sur Fouché, il n'a pas cessé d'en fouiller tous les recoins. « Il faut trente ans pour un pareil travail », lui répondait Albert Vandal, qu'il engageait à le faire et qui lui renvoyait la balle. Il y a de cela trente-trois ans. Dans ce laps de temps, qui compte dans la vie d'un homme plus que les quatorze années dont parle Tacite, le nombre des publications sur Napoléon échappe à tout dénombrement. Nous ne parlons pas des ouvrages d'ensemble, qui ne sont pas ce qui importe le plus quand il s'agit d'en écrire un soi-même. Mais que d'études de détail, que de monographies sur tel événement ou tel personnage, que d'articles de revues, de bulletins locaux, voire de journaux, et en toutes langues ! La seule bibliographie napoléonienne ferait un volume compact et difficilement complet. Si l'on ajoute à l'océan des imprimés le gouffre sans fond des archives, il ne reste qu'à inscrire sur la porte du cabinet de travail le *lasciate ogni speranza* de l'*Enfer* de Dante.

M. Madelin n'a pas désespéré. Sa puissance de travail lui a donné la confiance d'entreprendre et si, plus exigeant que le Taciturne, il a besoin de réussir pour persévérer, l'encouragement du succès lui a été amplement prodigué. Il ouvre la tranchée des douze volumes prévus par *la Jeunesse de Bonaparte* (Hachette). Douze volumes ! Ne dites pas que c'est beaucoup, Thiers a eu besoin de vingt, et M. Madelin se propose de traiter les parties négligées par son illustre prédécesseur. Heureusement, on a le style plus concis aujourd'hui. Thiers professe, donc se répète. M. Madelin, qui est un professeur, ne professe pas. Il dit bien, il ne redit pas. Le danger pour lui, c'est qu'on lui demandera non seulement d'être exact, mais d'être complet. On se rappelle le collégien d'Anatole France entreprenant, avec un camarade de sixième, l'histoire de France « avec tous les détails ». M. Madelin n'en promet pas tant. Il se réserve de dire tout ce qui importe, non pas de tout dire. L'art de choisir, de débroussailler est la première qualité de tout historien qui traite une vaste matière. C'est le charme et aussi le risque du métier.

Ce premier volume est surtout rétrospectif. C'est l'exposition du drame en même temps que la présentation du personnage. Le volume ne va même pas jusqu'au Consulat, il s'arrête à la

journée du 13 vendémiaire. Bonaparte, pour le compte de Barras, a sauvé la République — pas par loyalisme et pas pour longtemps. Le chétif officier corse, général de brigade depuis le siège de Toulon, mais sans commandement, sans avenir, rayé momentanément des contrôles, entre dans l'histoire. Ce Bonaparte d'avant la campagne d'Italie est peu connu et très discuté. Pour beaucoup, c'est un militaire d'antichambre, un protégé de Robespierre jeune, qui n'est lui-même qu'un reflet de Maximilien. Il a gagné ses galons au siège de Toulon : la faveur l'a pu faire autant que le mérite. La journée de vendémiaire ne vaut ni Fleurus, ni Wattignies. Elle lui a mis le pied à l'étrier ; disons, avec M. Madelin : « sur la première marche du trône ». Il lui restait à faire ses preuves sur un théâtre plus glorieux. On n'attendra pas longtemps.

Le volume de M. Madelin est facile à lire. Il n'a pas de notes au bas des pages ; elles sont, suivant un usage qui tend à se répandre, rejetées à la fin du volume. C'est plus commode pour le lecteur pressé, dit M. Madelin. Soit, mais moins commode pour le lecteur sérieux. C'est surtout, semble-t-il, une économie sur les frais d'impression, ce qui n'est pas à dédaigner par ce temps de crise de l'édition. Au surplus, l'inconvénient est ici réduit au minimum, car les notes et références correspondent aux pages sans distinction de chapitres, ce qui évite beaucoup de tâtonnements et de temps perdu. Ce qui ne sera pas du temps perdu, c'est de lire, avec ou sans notes, ce texte alerte sans affectation de littérature.

*
* *

Les Mémoires de la duchesse d'Abrantès ont paru en dix-huit volumes au début du règne de Louis-Philippe (1831-1835). C'est beaucoup. Les voici réduits à un seul volume, c'est peu : *Souvenirs sur Napoléon* (Plon). La duchesse d'Abrantès est assez mauvaise langue et elle tire à la ligne, mais elle a beaucoup vu. Le malheur est qu'elle écrit ses Mémoires à la fin de sa vie, poussée par le besoin et aussi par son dernier soupirant, Balzac, plus jeune qu'elle de quinze ans, féru d'aris-

tocratie et de romantisme, ce qui n'est pas une excellente école de critique historique.

La mère de la duchesse d'Abrantès était une Comnène, amie d'enfance de Lætitia Ramolino. Elle épouse Charles Permon, munitionnaire en Corse, puis receveur particulier des finances à Montpellier, et enfin acquéreur d'une charge de receveur général à Paris, à la veille de la Révolution. Lætitia, qui a de son côté épousé Charles Bonaparte, est veuve de bonne heure et chargée de famille. L'éducation de ses enfants est pour elle un problème. Les deux ménages ne se sont pas perdus de vue. Charles Bonaparte est mort dans les bras de Permon à Montpellier (24 février 1785). Quand les Permon s'installent à Paris, Napoléon était lui-même depuis quelques mois à l'École militaire (19 octobre 1784). Il est reçu chez eux, se chamaille avec la sœur aînée de la future duchesse, qui le qualifie de « Chat botté » parce qu'il est trop maigre pour ses bottes, le jour où il étrenne son uniforme de sous-lieutenant, lieutenant en second, selon le terme d'alors. Il a la réputation d'être insociable, tranchant. Il quitte l'École au bout d'un an, ce qui était rare, avec un examen de sortie honorable (il est le quarante-deuxième sur cinquante-huit admis), preuve qu'il a beaucoup travaillé. La duchesse d'Abrantès prétend malicieusement que son mauvais caractère fut pour beaucoup dans ce succès flatteur. « Le résultat de sa conduite, dit-elle, fut de faire avancer le moment de sa sortie ; ce fut un concours unanime pour la demander. » Comme « concours » ce n'est pas celui dont on lui fait d'ordinaire compliment.

La Révolution n'est pas avantageuse pour le ménage Permon. Le métier de receveur général n'est pas alors de tout repos. Les Permon sont non seulement ruinés, mais suspects. Après le 10 août, la famille sent le besoin de se faire oublier. Elle se terre à Toulouse pendant la Terreur et le père y reste encore un certain temps quand la mère et les enfants regagnent Paris après Thermidor. Ils y retrouvent le « Chat botté », monté en grade depuis Toulon, mais pas beaucoup mieux botté et aussi mal ciré. Il horripile madame Permon quand il sèche au feu ses bottes crottées et les fait craquer sur le parquet une fois sèches. Tout de même, on se voit. Le 11 vendé-

miaire, Bonaparte monte dans l'appartement des Permon prendre une grappe de raisin et une tasse de café. Il n'est encore rien. Le lendemain, il répond à l'appel de Barras chargé de réprimer l'insurrection, fait enlever par Murat les canons des Sablons qui, dans la matinée du 13, arrêtent la colonne royaliste près de l'église Saint-Roch. Le digne Charles Permon ne survit pas à tant d'émotions ; il meurt le 16. Heureusement, Bonaparte n'a plus besoin de lui : huit jours après, il est général de division.

Il est parti pour la gloire, pour la campagne d'Italie, et c'est son aide de camp, le jeune et beau Junot, qui apporte à Paris les brassées de drapeaux pris à l'ennemi. Pendant l'expédition d'Égypte, madame Permon et ses filles sont de toutes les fêtes. Madame Permon a même la satisfaction, au transfert du cœur de Turenne aux Invalides, d'être prise, par une « personne bien informée », pour « la veuve du maréchal ». Le coup de tonnerre du retour d'Égypte interrompt chez elle une partie de loto, dont les boules roulent à terre dans l'émotion générale. Plus tragique encore est la soirée du 18 brumaire, au théâtre Feydeau, où les dames Permon, dans la même loge que Lætitia et Pauline, entendent un acteur annoncer que le général Bonaparte a failli être assassiné à Saint-Cloud.

Tout s'arrange, et même on ne peut mieux. Bonaparte est premier consul, et Laure Permon, qui a seize ans et est charmante, épouse le général Junot, qui en a vingt-neuf, qui est commandant de la place de Paris, et le plus chamarré d'un état-major où on l'était beaucoup. Son uniforme, le jour du sacre, coûtera au moins 200 000 de nos francs d'octobre 1937.

Les Junot sont bien en cour. Elle est ambassadrice au Portugal, et a un petit frisson en entendant son mari dire à un inconnu grand, brun, morose et silencieux : « Tallien, veux-tu des épinards? » Le coup de génie diplomatique de Junot est de revenir à temps pour la victoire d'Austerlitz. Il assiste à la scène nocturne où l'Empereur, parcourant les lignes la veille, est reconnu et acclamé par l'armée à la lueur des torches. Un vieux grenadier lui promet qu'on rossera les Russes, « si ça vous fait plaisir cependant, car la discipline avant tout ». C'est le comble de la faveur. Malheureusement,

Junot commence à perdre la tête, il est coureur, prodigue, mégalomane. Ses conquêtes féminines ne se comptent plus, mais il en est une qui compte : Caroline Murat, la sœur de l'Empereur. Cette fois, Laure répond du tac au tac : son élu est le séduisant Metternich. « Vous auriez aussi bien fait de ne pas prendre un étranger », lui fait observer Napoléon. Pour couper court à cette double intrigue, qui donne lieu à des scènes, l'Empereur envoie Junot en Espagne et sa femme avec lui. Junot, lors de la constitution de la noblesse impériale, a reçu le titre de duc d'Abrantès, « le plus joli nom de la troupe », dit Rapp à la duchesse.

Marie-Louise remplace Joséphine. Ce n'est plus la même atmosphère. Pendant que Junot fait la campagne de Russie, Laure, qui s'ennuie à Aix-les-Bains, a le coup de foudre pour Maurice de Balincourt. Elle écrit de son sang un serment d'amour, fait esclandre chez le roi Joseph au château de Mortefontaine, se livre à une tentative de suicide par l'arsenic et résiste à l'Empereur, qui essaye de la chapitrer ou de l'exiler. Du reste, Junot est revenu de Russie à l'état de ruine : il est voûté, criblé de rhumatismes, béquillard, hébété, fini. Napoléon l'envoie gouverner les provinces illyriennes, il tombe fou, rentre à Montbard chez son père et se jette par la fenêtre.

La duchesse est veuve à vingt-neuf ans avec quatre enfants et 1 400 000 francs de dettes en francs de Germinal qui font quatorze millions d'aujourd'hui. Après le retour des Bourbons, elle revoit Metternich, qui ne réussit pas à lui sauver quelque chose des majorats de Junot en Westphalie, Prusse, Hanovre, Illyrie et Italie. Balincourt se lasse de l'aider. Louis XVIII et Charles X ajoutent 20 000 francs de leur cassette aux 6 000 de pension qu'elle reçoit comme veuve de général. C'est à ce moment que se placent sa liaison avec Balzac et ses premiers travaux de littérature alimentaire. Louis-Philippe ne continue pas la pension de Louis XVIII et Charles X, Balzac passe à d'autres Egéries, les Mémoires se vendent, car ils sont bien supérieurs à tous les mémoires apocryphes qui circulent, et Balzac y a collaboré, mais les éditeurs paient mal ; et d'ailleurs, qu'est-ce que tout cela pour une personne qui a jeté tant de millions par les fenêtres du somptueux hôtel d'Abrantès, à Paris, ou du château prin-

cier du Raincy, celui du financier Ouvrard? Elle est saisie par ses créanciers, tombe malade et meurt sur un grabat dans une mansarde (7 juin 1838). « Ainsi finit, conclut M. Henri Malo, qui a préfacé le volume, cet extraordinaire roman vécu. » La reine Marie-Amélie paie le convoi, Chateaubriand, à pied, le suit.

*
* *

Il faut absolument signaler la *Géographie de mille hectares*, de M. Maurice Bedel (Grasset). C'est un voyage autour de mon village, un village dans la Vienne, « quelque part du côté de Châtellerault ». Ne dites pas que c'est vague, M. Maurice Bedel le situe au contraire très scientifiquement : « par 46° 52′ 14″ de latitude nord et 1° 50′ 9″ de longitude ouest ». Pour ajouter à cette méticuleuse précision, faisons remarquer que la longitude est calculée sur le méridien de Paris, non sur celui de Greenwich.

On peut donc y aller voir. Mais on n'y verra peut-être pas tout ce qu'y voit M. Bedel. On y verra ce qu'on voit presque partout dans notre bon pays de France, de quoi occuper une flânerie d'une heure : des avoines, des topinambours, de la vigne, des potagers, des bouts de pré enclos de haies pour les vaches, une mare pour les canards, un ruisseau bordé de prèles et de salicaires, un pot de géranium sur une fenêtre, une rose trémière au seuil d'une maison. Car il y a aussi des habitants : le curé bêche son jardin, la voiture du laitier passe avec sa bâche verte et ses brocs qui s'entrechoquent, le facteur pousse sa bicyclette au guidon rouillé, le bruit des battoirs et sans doute des commérages dénonce un lavoir. C'est peu, ce carré de mille hectares sur la carte de France, qui en compte cinquante-cinq millions, mais c'est de « l'extrait de France » — quand on sait l'extraire. Tant de siècles d'histoire ont passé là.

M. Bedel a transposé les *Géorgiques*. Il chante la terre de France, non celle qui se dresse orgueilleusement en montagnes et falaises, mais celle, plus essentielle, qui colle aux pieds du laboureur, celle, disait Danton, qu'on n'emporte pas à la semelle de ses souliers.

Tout est dans tout, mais il est donné à bien peu de le sentir et de l'exprimer. M. Bedel, en dix chapitres, en dix poèmes d'une

émotion délicatement voilée d'ironie, peint le régime des eaux, le relief du sol, les voies de communication, la flore et la faune, les maisons et les métiers, le langage et l'âme de ce microcosme, semblable, mais non identique à trente-six mille autres dont l'ensemble forme une nation, la nôtre, et pas celle d'à côté. André Hallays aurait été ravi de cette promenade d'un flâneur pour qui flâner est la meilleure manière de réfléchir et de comprendre. Ne choisissez pas votre chemin, suivez celui qui s'offre. « Tout chemin de France mène à un lieu de la terre dont on peut être assuré qu'il n'a point son pendant ailleurs ; nous sommes en pays de diversité, dans le pays même où ce n'est pas risquer la déconvenue que d'aller au hasard, le nez au vent et la fleur aux lèvres. »

A. ALBERT-PETIT,
Membre de l'Institut.

LE THÉATRE

M. Sacha Guitry : Quadrille *(Théâtre de la Madeleine).* — Le Mariage de Figaro *(Vieux-Colombier).*

De notre incurable misère, qui pourrait, si nous y pensions dans la solitude, nous tirer des larmes de sang, M. Sacha Guitry a l'art de nous faire un divertissement, une fête brillante et gaie. Le public se presse à ces spectacles où on l'invite à rire d'un de ses plus grands maux : la mésentente amoureuse des sexes, l'incompréhension réciproque d'Adam et d'Ève, la danse sibilante du serpent, qui n'a jamais cessé de dérouler ses anneaux entre les corps rapprochés des amants. Et le fait est que le public rit si fort qu'il en oublie cette fatale disgrâce. Pour un soir, l'auteur réussit à le délivrer de son malheur, non point en lui parlant d'autre chose, mais en ne lui parlant que de cela. Examinez, durant un entr'acte, dans un théâtre où l'on joue du Sacha Guitry, et, cette saison, au Théâtre de la Madeleine, pendant un entr'acte de *Quadrille*, la foule des spectateurs : ils ont tous la face épanouie, une excitation singulière dans le regard. Ne croiriez-vous pas qu'on vient de leur apprendre le secret du bonheur? Or on n'a cessé de leur remontrer, dans les termes les plus durs et les plus implacables, que l'harmonie du couple humain est une chose quasi impossible. Quand, par miracle, elle se rencontre, elle est si fragile, si menacée, si précaire que ceux qui en ont joui peuvent douter, après qu'elle a disparu, s'ils

n'ont pas été dupes d'une illusion, de sorte qu'il est permis au psychologue de se demander si ce qu'il y a de plus lunaire dans les lunes de miel, ce n'est pas encore la naïveté des amoureux. Donc l'auteur a déchiré tous les voiles. A la lumière de la rampe, qu'il lui plaît de porter au « plein feu » pour qu'elle soit aussi crue, aussi franche que le grand soleil de midi, il a déshabillé le couple : le mâle égoïste et confiant, la femelle perfide, qui a pour excuse qu'elle est ainsi faite, qu'elle est à elle-même, par nature, un objet de continuelles surprises. Les voilà, aussi nus que nos premiers parents sous le figuier, après la première faute. Ils sont tous les deux terriblement gênés. Et la coupable l'est souvent moins que celui qu'elle a trahi. Car elle a déjà l'esprit tout occupé à combiner ses mensonges, à choisir entre ses masques, j'entends à décider dans quel ordre elle les emploiera, car elle est résolue à les employer tous. Cependant l'autre attend, humilié, ou bien, furieux, ne sait que répéter : « Parle ! parle ! », ce qui est bien le comble de la candeur, comme s'il y avait là une énigme qu'un mot peut résoudre, quelque catastrophe imprévue, qu'un clair exposé des faits peut encore écarter. Et soudain, entre eux, se renflamme, avec ses explosions et ses lourds silences, avec ses larmes et ses cris, l'explication sans issue, commencée au Paradis terrestre, le soir du dernier jour. Et vous avez payé votre place pour être témoin de cela ! Et vous en êtes ravis ! Et vous riez ! — Pourquoi riez-vous ?

Vous riez d'abord parce que vous perdez de vue que c'est de vous qu'il s'agit ; ensuite, parce que l'auteur ajoute à cette âpre peinture un glacis miroitant de traits d'esprit, qui n'atténue en rien la triste vérité, mais néanmoins la pare, la relève de sa bassesse, en lui communiquant un ton allègre de férocité comique. Vous riez encore parce que, depuis le temps qu'il est trompé, Adam est devenu étrangement lucide. Sans doute, il garde un fonds d'ingénuité, puisque sa compagne, une fois de plus, l'a pris à ses pièges. Sans doute, il souffre, et il ne laisse pas d'avoir de soi une idée avantageuse qui, lorsqu'il découvre que la femme l'a trahi, l'incite à en concevoir un profond étonnement. Mais, revenu de sa stupeur (Philippe de Morannes, dans *Quadrille*, opère ce rétablisse-

ment en une nuit), il est curieusement habile à questionner l'infidèle, ou à l'écouter de telle sorte que celle-ci ne parvient qu'à montrer sa ruse, sans en retirer aucun avantage. Vous riez enfin parce que la fourberie féminine s'étale sous vos yeux dans ce qu'il faut bien appeler sa sincérité. La femme est généralement moins apte que l'homme à dresser des plans fallacieux, et encore moins à les suivre. La fourberie concertée, méthodique est proprement masculine. La femme ne machine guère. Elle s'en remet à son instinct qui, dans l'artifice comme dans la divination, a des ressources prodigieuses. Au troisième acte de *Quadrille*, un des plus forts de son théâtre, M. Sacha Guitry nous montre l'illogisme de la femme qui plaide non coupable contre l'évidence même, contre ses propres aveux. Cette fougue, ces trouvailles, ces éclairs de génie, cette argumentation absurde, cette prétention incroyable, ces humilités d'esclave et ces mépris de reine, tout cela ressemble au vol ardent et buté d'une abeille contre une vitre. Et cela tisse dans l'air un réseau bourdonnant, mystérieux qui, dans bien des cas, endort le soupçon, apaise la jalousie. C'est comme une incantation où la volonté de l'homme fléchit, incline à l'indulgence, au pardon, quand ce n'est pas à un retour de la confiance, malgré l'évidence, malgré les aveux. Au second acte de *Boubouroche*, c'est ce retour de la confiance chez l'homme, en dépit de l'invraisemblance des justifications fournies par la femme, qui crée le comique de la situation. Boubouroche est le vieil Adam pur, l'éternel « ballot ». L'Adam de M. Sacha Guitry est d'une autre branche, incomparablement plus fine, plus déliée, qui, au cours des siècles, a profité des leçons de la vie et douloureusement progressé dans les voies de la défiance et du scepticisme. Certes, on peut trahir ce nouvel Adam. On peut encore le tromper (je veux dire ici le trahir sans qu'il s'en aperçoive), bien que la chose, déjà, soit plus difficile. Mais sa jobardise originelle, ancestrale, biblique s'arrête là. Il est crédule jusqu'au moment où son infortune lui prouve qu'il n'aurait pas dû l'être. Ensuite, adieu la naïveté ! Dans la grande scène d'explications qui porte aux nues ce troisième acte de *Quadrille*, Philippe domine constamment une situation dans laquelle cependant tout conspire à le mettre

en état d'infériorité. Il n'a pas échappé au cocuage, qui semble être une loi de Dieu, mais il échappe au ridicule qui, selon la tradition des hommes, en est inséparable. Bien plus, dans cette comédie qu'il joue avec le sort et où le sort le berne, il met les rieurs de son côté. Ici le comique, à l'opposé de ce qui se passe dans *Boubouroche*, naît de l'ironie cinglante, avec laquelle l'amant trompé raille la défense de l'infidèle. Les spectateurs applaudissent aux ripostes qui mettent à nu le mensonge de ce plaidoyer pathétique. Les spectatrices en rient, soit qu'elles s'imaginent qu'elles seraient plus habiles que Paulette à l'occasion, soit qu'il leur plaît de reconnaître encore une part d'elles-mêmes, et non la moins puissante, dans ces mouvements désordonnés.

Cela dit, je m'étonne que l'on puisse encore, comme certains s'y s'obstinent, se méprendre jusqu'à penser que les comédies de M. Sacha Guitry, et en particulier *Quadrille*, ne sont qu'un jeu brillant qui épuise sa vertu dans le plaisir qu'il donne. D'abord ne seraient-elles que cela qu'on devrait encore reconnaître qu'il y a un singulier mérite à amuser avec esprit, pendant des soirs et des soirs, le public d'aujourd'hui, que les soucis accablent, et que, d'autre part, les fantasmagories faciles du cinéma détournent du dialogue enchaîné. Mais ce théâtre est bien plus que cela. Faut-il que sa forme étincelante nous cache combien sa matière est substantielle ? Sommes nous assourdis par tant de bruits discords, que nous ne sachions plus percevoir le ton classique là où il résonne vraiment ?

Gardons-nous de cette autre erreur qui consiste à croire que, dans la crise présente du monde, dans l'état de confusion universelle où le destin des peuples est engagé, l'éternelle aventure du couple a perdu de son intérêt. Viendrait-il à l'idée d'un entomologiste de prétendre que, dans les mœurs des insectes, seuls les phénomènes collectifs sont dignes de retenir l'attention, mais que les mystères de la pariade sont dénués d'intérêt ? Tout au plus, pourrait-il dire que les phénomènes collectifs sont souvent plus faciles à observer, parce qu'ils se développent en surface. Ainsi les migrations des fourmis rouges. Mais il ne dirait point : « Puisque je m'intéresse aux migrations des fourmis rouges, peu m'importe comment elles s'accouplent ! » Je suppose que, s'il pouvait

pénétrer, jusqu'à y voir vraiment clair, dans les amours de deux fourmis, il en tirerait plus d'orgueil que d'avoir démêlé quelque rythme saisonnier dans les déplacements de la fourmilière. Or depuis le temps que les psychologues observent les comportements du couple humain, je ne pense pas qu'ils en soient arrivés au point où ils n'auront plus rien à en dire. Je pense même que ce point-là ne cesse de reculer, car la matière se creuse à mesure qu'on la sonde. Il y a là un abîme sans fond. L'explorer, tâcher de projeter des clartés intelligibles dans une ombre fuyante qui se dérobe aux définitions, c'est le propre de l'art classique. Et voilà pourtant ce que d'aucuns appellent s'attarder à de « petites histoires » ! Toute question de goût littéraire mise à part (car, en tout ce qui relève du goût, la discussion est sans issue et la preuve impossible à administrer), ceux qui dénient la profondeur au théâtre de M. Sacha Guitry, et singulièrement à *Quadrille*, n'ont pas l'esprit scientifique.

Paulette Nanteuil, la maîtresse infidèle, aussi attachée à son plaisir nouveau qu'à la démonstration impossible de sa complète innocence, a pour interprète madame Gaby Morlay. On sait combien cette comédienne a de grâce, de sensibilité, d'invention. Peut-être, par quelque excès dans la mimique, pousse-t-elle un peu trop vers la farce un texte où le comique ressemble à une gaze pailletée qui recouvre un fond grave. Madame Jacqueline Delubac joue à la perfection le rôle d'une jolie femme indépendante, sérieuse, qui attend son heure et la voit venir. M. Georges Grey fait le séducteur, une vedette de cinéma, vue sous l'angle satirique : un beau physique et rien derrière, ce qui suffit pour être irrésistible. Sacha lui-même est Philippe, le nouvel Adam. Voilà les danseurs du « quadrille ». Mais je me garderai bien d'oublier madame Pauline Carton, désopilante dans un rôle de femme de chambre qui écrit ses mémoires.

*
* *

M. René Rocher, poursuivant au Vieux-Colombier son effort courageux, a monté *le Mariage de Figaro*. Cette représentation m'a laissé une impression mélangée d'enchantement et de déception. Du texte lui-même, il y aurait beaucoup à dire.

Il y avait longtemps que je n'avais réentendu ou relu *le Mariage*. Des souvenirs scolaires, j'en ai comme tout le monde, mais ils ne m'embarrassent guère, lorsque j'écoute un ouvrage du répertoire ancien. C'est dans cette disposition naïve que j'ai écouté *le Mariage*. Beaumarchais m'est alors apparu comme un amateur, étourdissant certes, mais un amateur, néanmoins, qui entremêle à ses inventions les recettes du « vieux théâtre » (je veux dire de ce qui était, de son temps, le « vieux théâtre », le théâtre consacré, classique, celui de Molière, en un mot). Dans des cadres éprouvés, que d'ailleurs son pétulant génie constamment déforme avec un parfait sans-gêne, il introduit le bouillonnement de sa verve satirique, les sursauts de son humeur revendicatrice et les émois sincères de son tempérament sexuel, de son amour des femmes, puissant, exigeant, extasié, infidèle et joyeux. Sa verbosité, qui est souvent étincelante, souvent aussi fatigue. Le Beaumarchais processif, défenseur de l'opprimé, de la veuve et de l'orphelin, reparaît ici avec sa faconde, sa fausse larme à l'œil et ses flèches barbelées. Il ne dédaigne pas les coups de théâtre, mais, comme un avocat, il cherche, en outre, à l'intérieur des tirades, des effets d'audience. Tout cela fait un ensemble composite, luxuriant, excessif, où la grâce, le sentiment juste voisinent avec l'artifice, et l'exquis avec le moins bon. Comme les traits de ces plaidoyers ont perdu la force explosive qu'ils devaient aux circonstances, le jour n'est peut-être pas loin où le théâtre de Beaumarchais prendra nettement le caractère d'un théâtre d'époque, ce qui n'arrivera jamais au théâtre de Molière, la signification éternelle de celui-ci étant ce qui en ressort de plus en plus, à mesure que le temps s'écoule. Bientôt Beaumarchais apparaîtra au spectateur non prévenu, disons à l'ignorant délicat, comme plus « archaïque » que Molière. Déjà se répand sur son brio cette légère teinte cendreuse qu'on voit au papier des vieilles gazettes. Beaumarchais a jauni.

Remettre en scène *le Mariage* soulevait des problèmes, auxquels il ne me semble pas que M. Rocher, dans les conditions précipitées où il fut contraint de reprendre l'ouvrage, ait eu le loisir de s'attarder. Les difficultés se présentaient, à mon avis, sur deux plans différents que j'appellerai, pour simplifier, le plan vivant et le plan mort, le premier correspon-

dant à la part inventée et le second à la part d'imitation, de convention. Sur le plan vivant évoluent les principaux protagonistes : Chérubin, Rosine, Almaviva, Suzanne et Figaro. Non que ces personnages eux-mêmes (sauf Chérubin, la seule création presque entièrement originale de l'auteur) n'aient pas des côtés empruntés. Des liens de filiation évidente unissent la comtesse aux belles dames dialecticiennes et sensibles de Marivaux ; Almaviva aux seigneurs de Molière ; Figaro à Scapin ; et Suzanne à toute la grande famille des soubrettes délurées. Mais il est bien vrai que Beaumarchais a transformé ces quatre figures, qu'il a renouvelé leurs rapports, qu'il a surtout imprimé à leur langage le mouvement, l'entrain, la vivacité de son charmant esprit. Sur ce plan, le rôle du metteur en scène se bornait à bien choisir les interprètes d'abord, ensuite à diriger leur jeu, à l'harmoniser. Sur le choix des interprètes, on pourrait faire de grandes réserves. De l'aveu général, mademoiselle Claude Génia est si déplacée dans le rôle de Chérubin qu'il y aurait cruauté à insister aujourd'hui que l'erreur est commise. C'est, évidemment, un jeune garçon qu'il eût fallu. Est-ce donc impossible à trouver? Madame Jeanne Provost possède tous les dons qu'exige le personnage de Rosine : élégance, hautes manières, coquetterie, mesure, sagesse, beauté, etc., et elle déploie ces ressources variées avec toutes leurs nuances. Peut-être apporte-t-elle dans ce déploiement un excès de lenteur qui appuie trop sur l'effet. Mais elle a marqué avec audace et fort bien que cette honnête dame, en présence de Chérubin, a grand'peine à contenir son trouble, voire sa gourmandise. Madame Marken est parfaite dans Suzanne. Elle joue avec naturel un personnage dont toutes les soubrettes antérieures ont marqué, fixé, épuisé les roueries. C'est miracle qu'elle puisse prêter un air de spontanéité, de fraîcheur à toutes ces vieilles malices. Il est vrai que l'auteur, dans le tour des répliques, collabore avec éclat au rajeunissement. Le rôle est délicieux. Celui d'Almaviva reste plus près de la convention, et l'interprétation de M. Roger Gaillard ne tend pas beaucoup à l'en écarter. C'est M. Henri Rollan qui fait Figaro. Il s'y montre merveilleux en tout ce qui touche à l'art du

comédien, mais il y a, dans toute interprétation, quelque habile que soit l'artiste à concevoir et soutenir une composition, une part ineffaçable qui tient à la personne même. M. Rollan a la profondeur, il n'a pas la gaîté. Alors que Figaro a l'un et l'autre tour à tour, et parfois ensemble, l'interprète, à son insu ou en dépit de ses efforts, tire tout le rôle vers le profond, c'est-à-dire les parties gaies vers le mordant, le caustique, le railleur. Son rire siffle ou grince, mais ne parvient pas à s'épanouir, parce que sa nature s'y refuse. Il y a là un empêchement inhérent au fond de l'être et que la plus grande virtuosité du monde ne réussit point à masquer.

Basile est, si l'on peut dire, à cheval sur les deux plans, le vivant et le mort. C'est un personnage de l'ancienne comédie, rehaussé par l'auteur de quelques traits nouveaux. M. Œttly l'incline délibérément vers la farce, vers le jeu des grimes sur les tréteaux. Sa composition, pittoresque en soi, détonne dans l'ensemble de l'interprétation.

J'en arrive enfin au plan mort, celui de la convention pure. J'y range le personnage de Marceline, si ennuyeuse avec son histoire de séduction, de fille-mère, de promesse et d'abandon. Et, dans le même sac, je jette le docteur, et Fanchette, et le jardinier, et Brid'oison, avec tous les comparses et figurants du procès. Un metteur en scène qui aurait disposé de quelque loisir se serait appliqué à renouveler un peu les intonations et les mouvements de tous ces fantoches. De même, dans la mise en scène de Molière, il y aurait un travail énorme de réfection, de ravalement à tenter en ce qui concerne le jeu des personnages épisodiques, voire des utilités. Au lieu de cela, on s'en tient aux recettes, au formulaire, à ce qu'on nomme les traditions : révérences, ricanements, entrées et sorties comiques, semblables aux figures d'un ballet de fantômes. Rien que par ce biais, certains aspects extérieurs du vieux répertoire pourraient être rajeunis. Dans *le Mariage de Figaro*, l'acte du procès tout entier aurait dû être soumis à cette revision. Certes, on n'eût pas fait que l'intérêt dramatique n'y languît point, mais on aurait pu lui donner une couleur imprévue qui, en divertissant les yeux, eût pallié à cet inconvénient.

FRANÇOIS PORCHÉ

LES ÉLECTIONS CANTONALES

Les voici terminées, ces élections cantonales, et tous les partis sont contents, ou font semblant de l'être. Quant à nous, en relisant nos prévisions, dans la *Revue de Paris* du 1er octobre, nous constatons que nos pronostics, un peu pessimistes, n'ont pas reçu trop de démentis : les communistes ont gagné 31 sièges et les socialistes 71, alors que nous avions prévu respectivement 40 et 80, les radicaux-socialistes, républicains-socialistes et radicaux indépendants en perdent 84 — nous avions dit de 80 à 90 — la droite et le centre une quarantaine, au lieu de la cinquantaine que nous avions cru pouvoir annoncer. Par contre, les partis d'extrême-gauche ont perdu des voix par rapport aux élections de 1936, comme nous le laissions entendre. On le verra par le tableau ci-dessous, dressé, en vue de permettre une comparaison précise, sans tenir compte du département de la Seine, qui était à l'écart de la compétition des 10 et 17 octobre.

	1936 (moins la Seine)	1937
	—	—
Communistes	1 142 804	1 088 552
Socialistes	1 782 783	1 657 088
Soc. ind., soc. franç. et rép. soc.	436 310	224 608
Radicaux socialistes	1 417 743	1 608 793
Radicaux indépendants	770 396	446 531
Républicains de gauche	997 039	760 787
Démocrates populaires	332 822	196 596
Droite et U. R. D.	1 710 600	1 777 944

Une remarque s'impose à propos de ce tableau, c'est que, seuls, les communistes avaient présenté partout des candidats,

et que seuls, par conséquent, ils ont pu faire le recensement complet de leurs voix sur le territoire. En effet, il y a eu 2 467 candidats moscoutaires, 2 077 candidats S.F.I.O. et seulement 1 706 radicaux. Malgré le nombre élevé de leurs porte-drapeaux, les communistes perdent, par rapport à 1936, environ 45 000 suffrages et les socialistes 70 000. Les radicaux, au contraire, gagnent 250 000 électeurs. N'hésitons pas à nous réjouir de ces gains, qui sont dus pour une large part à l'appoint de modérés las de l'abstention ou dégoûtés de la politique du pire : c'est la première fois que le corps électoral, dans son ensemble, sanctionne la politique de regroupement des centres, que cette *Revue* n'a cessé de préconiser avec plus de constance que de succès. Tôt ou tard, comme disait Poincaré, quand on a raison, on finit par avoir raison.

Une statistique publiée par l'Alliance Démocratique, et qui porte sur les élus radicaux-socialistes et républicains-socialistes, nous fournit de bien curieuses indications. On y voit que, parmi les conseillers généraux de cette nuance, 211 ont été élus au premier tour, contre des concurrents à leur gauche et à leur droite à la fois, tandis que 243 ont été élus contre l'extrême-gauche et que 160 seulement sont passés grâce aux désistements socialistes et communistes. Cette statistique, qui n'a pas été réfutée à notre connaissance, montre que le Front Populaire n'a plus la majorité dans le pays. En effet, sans préjuger de la position des 211 radicaux et républicains-socialistes élus dès le premier tour par leurs propres forces, nous trouvons d'un côté pour le Front Populaire :

Communistes : 42 ;
Socialistes unifiés : 234 ;
Radicaux de Front Populaire : 160 ;

soit, au total, 437 élus de Front Populaire ;

et contre le Front populaire :

Radicaux et républicains-socialistes : 243 ;
Partis du centre : 366 ;
Droite : 273 ;

soit 882 élus.

Le secrétaire général de l'Alliance Démocratique ajoute :

« Il résulte de ce tableau que si la répartition des sièges à la Chambre des députés était conforme aux résultats des élections cantonales, la majorité serait déplacée. A l'heure actuelle, on peut affirmer que la Chambre des députés ne représente pas l'opinion du pays. »

Il est difficile d'apprécier jusqu'à quel point on est fondé à tirer une telle conclusion du résultat des élections cantonales. Le dénombrement de l'Alliance Démocratique, établi sur les sièges à renouveler dans les Conseils Généraux, est exact, et il n'est pas contredit par les données que nous fourniraient les Conseils d'Arrondissement, mais il ne tient pas compte — comment le pourrait-il d'ailleurs — de l'inégalité extrême des circonscriptions cantonales : certains cantons ont moins de 300 électeurs, et d'autres plus de 10 000. Les communistes n'ont pas manqué de tirer argument de cette disparité démographique pour expliquer la faible amplitude de leurs gains. Ils ont tort, car certains de leurs élus représentent précisément ces cantons désertiques. M. Turles, à Cuers, dans le Var, passe avec 767 voix ; M. Béchard, à Lédignan, dans le Gard, avec 555 ; M. Pioch, aux Saintes-Marie-de-la-Mer, aura quelque peine à s'intituler le représentant des masses avec ses 190 suffrages ! Il faut toutefois reconnaître que la simple addition des cantons dans l'ensemble du pays ne saurait avoir une valeur absolue, ce n'est qu'une mosaïque de résultats, difficile à traduire sur la carte.

On peut cependant, dans une certaine mesure, contrôler par la géographie ces indications arithmétiques. Si nous considérons tous les cantons d'une même circonscription législative et si nous additionnons les résultats obtenus au Conseil Général et au Conseil d'Arrondissement, le total permettra de préjuger, avec une forte présomption d'exactitude, du résultat qu'aurait donné la consultation d'ensemble de l'arrondisssement. Nous n'avons pas pu faire ce travail pour les 600 circonscriptions législatives, mais nous avons relevé un certain nombre de cas typiques qu'on nous permettra d'énumérer, et qui donnent à penser que dix radicaux-socialistes de Front Populaire, un républicain-socialiste, quinze socialistes unifiés et six communistes seraient aujourd'hui battus.

Les circonscriptions où les députés radicaux-socialistes actuels paraissent désormais en minorité sont celles de Rethel, Quimper (3e), Châlons, Langres, Wassy, Compiègne, Saint-Omer (1re), Dieppe (1re), Rouen (1re), Étampes. La situation est la même à Hazebrouck (1re), dont le représentant actuel est républicain-socialiste. Chez les socialistes unifiés, Guéret, Lyon (2e), Romorantin, Bonneville, Abbeville (1re), Péronne, Sens peuvent être considérés comme autant de sièges menacés. Mais il est quatre départements où la situation s'avère encore plus mauvaise pour les fidèles de M. Blum : dans l'Isère, la Haute-Garonne, le Tarn et l'Ariège ; si l'on votait demain, c'est deux sièges qu'ils perdraient par département. Certains renversements de situation paraissent absolument définitifs : M. Soula, député de l'Ariège, placé au premier tour derrière un radical et se maintenant au ballottage, est battu, bien qu'il ait fait flèche de tout bois ; quant à M. Esparbes, dans la Haute-Garonne, il est écrasé par 1 000 voix contre 500 dans un canton où, l'an passé, il obtenait la majorité.

Chez les communistes, nous avons relevé 6 sièges perdus selon toute apparence : 3 dans la Seine-et-Oise, 1 dans le Lot-et-Garonne, 2 dans les Alpes-Maritimes.

Cette liste, il est bon de le répéter, ne prétend pas être complète. Si l'on additionnait à loisir, circonscription par circonscription, les résultats cantonaux, on trouverait d'autres cas analogues. Nous devons noter d'autre part que plusieurs modérés seraient sans doute battus aujourd'hui — à Sartène, à Dôle, à Toulon — et ces résultats viendraient en déduction de ceux que nous avons recensés. Néanmoins, compte tenu d'une part des positions perdues par la droite et, d'autre part, du caractère incomplet de nos sondages, nous croyons pouvoir affirmer que le groupe socialiste unifié et le groupe communiste seraient diminués si des élections générales avaient lieu demain et que, parallèlement, la tendance favorable au Front Populaire serait nettement affaiblie chez les radicaux.

*
* *

Si nous considérons les élections cantonales, non plus d'ensemble, mais région par région, nous y trouvons une

assez nette confirmation de nos pronostics d'il y a un mois. Nous avions annoncé le changement de majorité du Territoire de Belfort au profit des radicaux, celui de l'Ille-et-Vilaine et du Morbihan à l'avantage des modérés, nous avions chiffré avec précision les gains socialistes dans le Gers, l'Aude, l'Ariège, les progrès de la droite dans la Lozère et l'Aveyron. Par contre, la perte de quatre sièges par le Front Populaire dans l'Isère nous a surpris, et M. Léon Perrier, réélu de justesse à la présidence du Conseil Général, doit en être plus étonné que nous et surtout plus ému. Nous n'avions pas prévu non plus que la gauche prendrait la présidence du Conseil Général des Hautes-Pyrénées. Ces renversements de majorité sont peu nombreux et se balancent remarquablement puisque les gauches acquièrent la majorité du Nord, des Hautes-Pyrénées, de la Corse et de Belfort, et la perdent dans l'Ille-et-Vilaine, la Haute-Loire et le Morbihan. Peut-on faire mieux comme exemple d'équilibre statique?

Actuellement, il y a 5 départements à majorité socialiste, 2 à majorité républicaine-socialiste, 46 à majorité radicale-socialiste, parmi lesquels une vingtaine sont hostiles au Front Populaire, 3 à majorité radicale indépendante, 10 appartiennent à l'Alliance Démocratique ou aux républicains de gauche, 17 enfin à l'U.R.D. et aux conservateurs. Les départements non compris dans ce classement sont ceux dont le Conseil Général est formé de deux fractions égales, et ceux où la division des élus se fait non sur le programme des partis, mais sur des considérations particulières.

Si l'on nous permet une dernière statistique, la composition d'ensemble des Conseils Généraux est la suivante :

Communistes	75
S. F. I. O.	352
Républicains socialistes et socialistes indépendants	150
Radicaux socialistes	1 010
Radicaux indépendants	264
Démocrates populaires	56
Républicains de gauche	476
U. R. D. et conservateurs	660

Nous n'avons pas cru devoir faire une place à part dans cette liste au Parti Social Français et au Parti Populaire Français. En effet, le parti de M. Doriot n'a que 2 élus ; cet

échec, venant après celui de Saint-Denis, risque fort de mettre le point final à l'activité politique du P.P.F. Quant au parti du Colonel de la Rocque, il conteste les statistiques officielles, qui lui attribuent 14 élus seulement, et il semble bien qu'il en ait eu davantage, mais nous ne pensons pas qu'on puisse trouver dans la pratique grande différence entre les électeurs qui votent pour le P.S.F. et ceux qui votent pour l'U.R.D. Le rôle des ligues paraît bien près d'être révolu. Quand on dressera le bilan de leur action, il se résumera en une phrase : l'agitation superficielle des ligues, en faisant croire à un péril fasciste, a déterminé le succès électoral du Front Populaire; toute reprise de cette agitation ne ferait que retarder sa dislocation.

*
* *

Cette dislocation du Front Populaire est-elle inévitable? Est-elle prochaine? Ce sont les deux seules questions qu'il soit intéressant de se poser au lendemain des élections cantonales et à la veille de la rentrée des Chambres.

On a pu dire sans paradoxe que les partis formant la majorité de Front Populaire étaient en désaccord sur tout, excepté sur la nécessité des désistements électoraux, et, de fait, en mai 1936, les désistements avaient été automatiques entre radicaux, républicains-socialistes, S.F.I.O. et communistes. Il n'en a plus été de même aux élections cantonales et c'est surtout entre les socialistes unifiés et les radicaux que les désistements ont été difficiles à réaliser. Dans le Nord, la Corrèze, l'Ariège, l'Aude, le Vaucluse, la Haute-Garonne, on a vu des socialistes arrivés en seconde ligne se maintenir contre le radical placé en tête et qualifié par eux pour la circonstance de radical impur (*sic*). Entendons par là que, pour beaucoup de socialistes, le Front Populaire est à sens unique. Il signifie, à Paris, Blum au pouvoir et les radicaux dans les ministères sans importance électorale ; dans les circonscriptions, l'effacement automatique du radical devant l'unifié. Le Congrès radical de Lille dira ce qu'il pense de ces incidents, parmi lesquels ceux d'Apt, dans le fief de M. Daladier, président du Parti valoisien, seront difficiles à passer par profits et pertes.

Au moment où cet article paraîtra, le Congrès de Lille sera achevé, ne formulons pas aujourd'hui des prévisions qu'on ne lirait qu'après l'événement. Nous croyons du reste qu'il ne se passera rien de sensationnel à ce Congrès. Évidemment, si le Cabinet Léon Blum était encore au pouvoir, les radicaux lui auraient signifié son congé, mais le Gouvernement de Front Populaire seconde manière, c'est-à-dire à direction radicale, est à l'abri d'un tel accident. Le seul risque pour lui, c'est que le Parti radical, en marquant son hostilité aux réformes socialisantes et en inscrivant ses réserves dans son ordre du jour comme autant de barrages, rende plus difficile la collaboration socialiste, et que M. Blum se trouve en délicate posture devant son parti quand celui-ci se réunira, le 6 novembre, avec toutes ses tendances, parmi lesquelles celles de MM. Pivert et Zyromsky n'ont pu que progresser depuis Marseille.

D'ailleurs, pour qui sait au milieu de quels tiraillements internes, au prix de quels prodiges de souplesse de son chef, le Gouvernement de M. Chautemps a vécu durant les vacances parlementaires, son avenir paraît bien précaire lorsque la Chambre siègera et que la démagogie socialo-communiste pourra s'exercer à chaque scrutin. Chaque incident de politique étrangère, chaque revendication des fonctionnaires, des retraités, des anciens combattants posera le dilemme entre le maintien de la majorité et la continuation de la politique financière de sagesse dont M. Georges Bonnet a à peine tracé les premiers linéaments. Comment cela finira-t-il? Nous l'ignorons, et la réponse ne saurait guère venir du Congrès radical ou du Conseil socialiste, assemblées politiques où les tacticiens sont maîtres, et dont chacune s'efforcera de laisser à l'autre la responsabilité de la rupture. On gagnera du temps, c'est-à-dire qu'on en perdra, et, pendant ces débats trop subtils, la marche inexorable des faits se poursuivra, rapprochant de notre pays la double menace d'une crise économique et d'un péril extérieur contre lequel les ordres du jour d'un congrès sont aussi vains que, contre l'orage, les prières des vieilles femmes.

★ ★ ★

TABLEAUX DE HOLLANDE

La course vers Franz Hals. — L'Exposition Franz Hals, inaugurée le 30 juin dernier, à Harlem, devait prendre fin le 31 octobre.

— Franz Hals *ferme* le 30 septembre ! me crie-t-on au téléphone, le 27 septembre, au soir.

Le matin du 29, nous quittons Paris, en auto, afin de déjeuner à Bruxelles et toucher La Haye vers l'heure du dîner. Théoriquement, rien de plus aisé. Mais il faut franchir quatre frontières pour La Haye. Sortir de France. Traverser une sorte de *no man's land*, le long des maisons de Quiévrain, dont les habitants jouent aux boules entre les rails du tramway. Entrer en Belgique. Sortir de Belgique, franchir, après Anvers, un *no man's land* plus étendu, qui n'est pas, cette fois, au cœur d'un village wallon, mais au milieu des bois, et trouver, brusquement, les douaniers hollandais, qui font soulever le capot pour regarder — eux aussi, à leur tour, avec quelle curiosité ! — le numéro du moteur, etc...

Entrés en Hollande, nous continuons la longue route plate, entre les bois, jusqu'à Bréda. La « Hollande » est encore plus loin. Ici, elle demeure sans véritable personnalité. Pourtant, ce nom : *Bréda*, nous met dans la tête *las Lancias*, le Vélasquez peut-être le plus important du Prado : *la Reddition de Bréda*.

... Tout en roulant, j'ai devant les yeux le geste de magnanimité, d'une si grande et courtoise douceur, que le peintre prête à Spinola. Le génie de Vélasquez a immortalisé l'espèce

d'excuse émue que le vainqueur a l'air de formuler en s'inclinant, devant Justin de Nassau, le vaincu, prêt à lui remettre les clefs de la ville.

Rien n'évoque moins l'héroïsme que la petite ville aux maisons basses, débordant de ses limites avec ses habitations précédées d'un jardinet, à l'imitation de la véritable Hollande — celle que nous allons trouver, le Rhin franchi.

Le Rhin a changé son nom pour celui de Waal, en pénétrant dans les Pays-Bas. Le pont de deux kilomètres que nous trouvons vers cinq heures et demie du soir, après Moerdijk, semble jeté sur une immensité qui n'appartient plus au royaume des hommes, lorsque le crépuscule l'envahit. Le fleuve est rapide et désert. A notre gauche, dans des gris d'argent terni : l'embouchure vers les îles, vers la mer du Nord. Le ciel, les rives, l'eau se confondent dans une buée à jamais crépusculaire. On n'y saurait imaginer ni les nuits étoilées, ni le rayonnement de midi. Quelque bateau à vapeur s'éloignant vers ces demi-ténèbres, dans ce néant fluide et ocré, ne suggère point le désir d'abandonner le continent. L'atmosphère humide, troublée, de la nuance de l'huître, semble la gueule immense d'un monstre, dans laquelle disparaissent à jamais les navires qui s'y enfoncent, si petits et si lents.

A notre droite, au contraire, — depuis le cours du fleuve jusqu'au sommet du ciel, — tout est rose, les ondes nacrées, d'un rose qui prend plus d'intensité vers le zénith, projeté sur la nuée par un couchant qu'à notre gauche, pourtant, à l'ouest, ne transperce aucun rayon.

Au centre d'un pont si étendu, peut-être l'un des plus longs d'Europe, c'est une merveilleuse opposition que cette gauche perdue dans la pénombre couleur d'argile et de cire, et cette autre immensité, à droite, si fugitivement fardée par un invisible soleil.

Bientôt, Dordrecht — jadis si florissante — déjà tellement pareille à ses sœurs hollandaises, avec ses jardins, ses eaux, ses habitants à bicyclettes, si nombreux, hommes et femmes, filles et garçons, évoluant, dans le jour qui tombe, entre automobiles et véhicules avec adresse, dans le silence et sur un rythme qui prend par moments figure de ballet.

Nous cheminons à travers le dédale des rues, grâce à des pancartes heureusement placées, portant le nom de *Rotterdam*, souligné d'une flèche.

Des gamins entourent la voiture, nous indiquent un pont sur un petit canal, puis, au delà, un bras de la Meuse, qu'il faut traverser sur un bac. Celui-ci s'éloignait précisément chargé d'autos vers la rive opposée. Nous avons mis pied à terre, en attendant son retour. Dans les demi-nuances, comme à rampe baissée du crépuscule, sur ce quai qui fait bientôt un coude le long de l'eau, les gamins nous environnent. De cette attente du voyageur, une industrie est née. Les enfants demandent que nous leur expédions des timbres, des enveloppes entières, en échange de je ne sais quelles cartes. Ils tendent des carrés de papier sur lesquels sont tapés à la machine leur nom et leur adresse. Je promets d'envoyer. Alors, un seul tend le petit feuillet. L'association se partagera ce que je ferai parvenir. Exemple d'une république disciplinée — et pratique, déjà.

Rotterdam. — Longtemps avant la ville, que précède un pont, qui s'est ouvert pour laisser passer des remorqueurs et des chalands, une file de camions et d'autos attend de pouvoir se mettre en branle, à la lueur des lampadaires électriques. Une nuée de gamins, cette fois encore, assaille la voiture. Ils ne savent de français que ce mot qu'ils braillent à tue-tête : *guide! guide!...* Nous les repoussons, tout en longeant, pour la dépasser, la file interminable qui attend « réglementairement » son tour d'arriver au pont, lequel se trouve à plus d'un kilomètre après un angle droit. Nous nous faisons apostropher, mais nous sommes pressés et La Haye nous semble s'être terriblement éloignée de nous, avec la nuit. Les enfants s'ameutent, en courant. L'anglais leur est moins inconnu que notre langue. Lorsqu'il nous faut enfin nous arrêter à un endroit où quelques centaines de cyclistes se sont massés dans le silence, le long des premières voitures prêtes à franchir le pont, nous nous « plaçons » tant bien que mal, toujours flanqués de deux ou trois quémandeurs essoufflés.

Sur l'autre rive de la Meuse, l'île que nous allons traverser

est piquée de lumières. Lorsque le pont refermé est rendu au trafic, la masse des cyclistes se met en mouvement, sans tenter d'empiéter sur l'espace réservé aux voitures.

Au dernier instant, nous nous sommes laissés convaincre de la nécessité de prendre avec nous un de ces *guides* insistants. Le soir, les lumières, ces cyclistes silencieux et agiles, mais innombrables, la multiplicité des canaux à traverser, dont le souvenir m'est resté, ont fait ouvrir la portière au plus vaillant, qui semble, avec ses cheveux filasse, échappé d'une toile de Franz Hals et sait quelques mots d'anglais.

Nouveau pont de trois cents mètres, sur la Meuse, sorte de couloir ajouré, le long duquel nous nous lançons, flanqués de notre serpent de cyclistes, piqué du reflet des feux rouges d'arrière. On ne décrit pas la traversée de la ville la plus commerçante de la Hollande, dans le réseau des canaux à passer, des ruelles succédant aux larges voies et l'espèce de hantise d'arriver à La Haye avant huit heures, au milieu de ces employés, de ces travailleurs qui avancent par nuées, tout droits sur leurs bicyclettes.

La nuit d'été, entre La Spezzia et Pise ou Pise et Florence, mais plus particulièrement aux alentours de Pise, donne le désir de rouler au ralenti. Ici, lorsque nous avons enfin épuisé la surprise des tournants, des bifurcations, des ponts que nous réservait Rotterdam et déposé notre guide, qui retournera, je ne sais comment, de je ne sais combien de kilomètres en arrière, nous n'avons que le désir d'avancer toujours plus rapidement sur cette large route toute droite, unie, éclairée, vers Delft, vers le but du voyage.

...Nous serons enfin à La Haye vers huit heures, dans une chambre inconnue, à demi étendu sur un fauteuil, comme après un match gagné, soudain moins fatigué que ne le faisait croire la tension de rouler dans la nuit, au milieu des phares et des bicyclettes, à travers un paysage sans limites.

Le dernier quartier d'une lune brillante apparaîtra bientôt dans le cadre de la fenêtre grande ouverte...

Hals. — Ce matin, jeudi, 30 septembre, il faut courir à Harlem, car la *Franz Hals Tentoonstelling* prendra fin ce soir.

C'est peu de vivre une journée au milieu de l'œuvre difficilement rassemblée d'un peintre qui nous révéla naguère, à la vingtième année, une « manière » si libre, indépendante, et à jamais nouvelle.

Des toiles de Hals sont venues des États-Unis mêmes. Elles ont retrouvé la vieille rue étroite, la porte de la cour avec ses quatre parterres, ses murs et son sol revêtus de briques, sa rustique noblesse, sa grâce solide et cette claire aisance qui s'épanouit presque partout, ici.

— Vous verrez des faux ! m'avaient dit des gens.

Des ouvrages exécutés dans l'atelier par ses fils, habitués à se servir des mêmes couleurs, des mêmes palettes en empruntant les mêmes pinceaux, sous l'œil de ce père abondant, ou par quelques familiers, moitié élèves, moitié parasites, vivant selon les fluctuations de la fortune de leur protecteur, les ascensions ou les vicissitudes de son existence, sont-ils des faux?

Ne parlons donc point de cinq ou six toiles, peut-être douteuses, je ne l'affirmerais point, mais dont l'apport ne supprime rien au talent de Hals et à la grande satisfaction qu'un amoureux de la peinture éprouve à embrasser l'ensemble d'une existence si heureusement douée et que ne paraît avoir jamais influencée que son instinct.

Certaines mains de Franz Hals, gantées de blanc, certaines mains nues, qu'on voit d'abord indiquées au pinceau, puis enlevées en quelques larges coups de brosse, dans une pâte préparée sur la palette et qui, posée sur la toile, ne reçoit plus de retouche, sinon quelque contour raffermi d'un trait, qui dessine à nouveau, pour plus de sûreté, une jointure, l'extrémité d'un doigt, sont parmi les merveilles des réussites de l'art. Le Maître de Harlem devance là, et de longtemps, Fragonard — et surtout Manet.

Ce sont les œuvres de l'époque la plus féconde, la plus heureuse de sa vie, passée la quarantaine, qui marquent le mieux son originalité. Il meurt à quatre-vingt-deux ans ; ses dix dernières années sont sans doute influencées par Rembrandt. Mais c'est, aussi, que les temps ont changé. Le noir apparaît davantage dans les costumes. Et puis, ce sont les régentes ou régents de l'hôpital, dans lequel il est hébergé aux frais de la ville, que peint le vieil indépendant, et non plus ces

joyeuses corporations d'hommes jeunes ou à maturité, déployant leurs étendards, à la fin d'un repas, dont ils restaient tout enluminés dans le vacarme.

Hals est un des grands précurseurs de la peinture moderne, un des premiers *indépendants*. Nos contemporains, auxquels le mot *indépendance* paraît être souvent plus cher que la qualité même, pourraient se réclamer de lui. Trop employé par les artistes d'aujourd'hui et devenu banal, ce mot resplendit dans le subconscient des visiteurs, à travers les salles de Harlem, si heureusement disposées par le directeur du *Franz Halsmuseum*, M. G. D. Gratama.

Les toiles des prédécesseurs ou des contemporains immédiats de Hals font comprendre pourquoi nous sommes éblouis et séduits par tant de liberté. Mais ce qui chagrinerait évidemment quelques « maîtres » contemporains, c'est la preuve que Hals nous fournit que l'on ne saurait marquer son indépendance sans avoir été nourri, d'abord, par l'enseignement des maîtres. On n'est jamais en art *indépendant* à vingt ans. On est audacieux, téméraire. Soyons sincères, on n'est pas indépendant ! Il faut pouvoir user de beaucoup de libertés pour témoigner de quelque indépendance ; mais comment être libre sans avoir acquis, par l'étude des connaissances indispensables, la possibilité, non seulement de le devenir, mais de le rester ?

Les toiles qui attirent les nombreux visiteurs de cette dernière journée, les *Corporations* exceptées, ce sont, bien entendu, ces buveurs à effets, les joueurs de mandoline, qui brillent de toute l'adresse prestigieuse de ce virtuose.

Il en est devant lesquelles on ne s'arrête guère. Elles témoignent d'un art tout aussi surprenant, mais qui se ramasse, se contient, s'est assagi, et réalise, dans un ensemble de noir et de gris, un portrait magistral. Des hardiesses de pinceau prolongent d'une touche d'ombre profonde, et cependant si juste, impressionnante, la moustache de chaque côté du menton, avec la sorte de violence, je dirais presque d'un caricaturiste, en pensant à Daumier. Ainsi, le portrait de Van Johannes Hoornbeek, peint en 1645 (Hals avait alors soixante-cinq ans), prêté par le musée de Bruxelles.

Un portrait de femme, de 1644, nous montre les mêmes qualités, particulièrement dans les mains gantées *(n° 90 du catalogue)*. Et c'est un des attraits de cette nature exceptionnelle de réussir tantôt dans une si étroite sobriété et tantôt dans les fanfares harmonieuses des clairs étendards de ses corporations, dont chaque membre porte des habits ornés, collerette, écharpe et gants. La symphonie en jaune du *Buveur*, du *Rijksmuseum* d'Amsterdam (*n° 32 du catalogue*) montre l'extraordinaire éclat de la plaque d'or qui brille à la ceinture, entre la veste de nuance chamois, les manches jaunes et le vin couleur de topaze, remplissant aux trois quarts le verre tenu dans la main gauche. De la même année, un des fameux joueurs de mandoline (celui-là vient de Chicago). Il est vêtu de noir. Mais l'étroit revers bleu aux manches, voisin du ton de bois clair de l'instrument de musique, et l'aigue-marine du verre levé, à demi-plein, dans lequel se reflète le rectangle de jour d'une fenêtre, forment une de ces harmonies que seuls réussissent les maîtres dans une pareille mesure. Et, encore, dans cette série, le joueur vêtu de noir et rouge vif (1625), qui appartient au baron Robert de Rothschild.

C'est alors, dans une heure d'improvisation exaltée, que les pinceaux volent de la palette à la toile, saisissent et traduisent l'expression et, sans souci de suivre la tradition enseignée, mais assimilée, — d'un trait qui semble quasi-aveuglément jeté, prennent à l'individu quelques secondes de sa vie fugitive afin qu'elle s'en aille durer à travers siècles, miraculeusement.

Le *miracle* n'est point évoqué ici sans raison. Nous le retrouverions dans bien des œuvres, au cours des siècles. C'est lui qui assure à l'art cette suprématie qui n'a point de frontières, ni de durée problématique. Même mutilé, le marbre grec survit à l'empire d'Alexandre, comme Vélasquez à la destinée des infantes et, sans Goya, peut-être, ignorerions-nous à peu près tout de la femme de Charles IV d'Espagne, la reine Marie-Louise, ce volcan drapé dans une mantille de blonde.

D'ailleurs, Hals est une sorte de précurseur de Goya, autant que la Hollande peut engendrer un Espagnol, et Manet vient

ensuite. C'est un magnifique trio d'*Indépendants* bon teint, à un siècle ou presque d'intervalle.

Comme Rembrandt, comme Titien, comme Tintoret, comme Philippe de Champaigne, c'est avant de quitter ce monde que Franz Hals atteint à la plus saisissante grandeur. Il ne se soucie plus seulement d'imprégner sa toile de façon surprenante, de la fraîcheur d'un rire, de la gaîté de jeunes yeux après boire. Il ne fait plus d'arpèges sur sa palette d'un pinceau qu'une demi-ivresse ne saurait faire trembler dans sa main. Adieu verres pleins, guitares, mandolines, étendards de soie des fêtes patronales, repas plantureux des corporations, huîtres grasses, bouteilles vermeilles. Hals s'est constamment ruiné jour à jour : il fut grugé par les siens ; tant que l'âge et la vaillance maintenaient la vogue, il durait. L'ingratitude et la versatilité, le goût de saveurs nouvelles ont de tout temps marqué les générations. Il vit à l'hôpital. Il ne voit plus venir poser des bourgeois, grands buveurs, portant l'épée, ni de frais ménages tout raidis dans leurs collerettes et leurs habits de velours. Mais régents et régentes de l'hospice; il va les peindre, réunis — comme jadis les archers jovials — tout de noir vêtus et collerette rabaissée. L'un d'eux est ivrogne. Hals nous le montre tel : il le voit, non plus souriant d'aise, la lèvre tendue, mais veule, le chapeau de travers, hébété.

Le chef-d'œuvre, c'est évidemment les *régentes*, les vieilles, chargées de faire rentrer les fonds, de recevoir les dons et de gérer la dépense. Ne verrions-nous que les mains de ces cinq femmes rassemblées que nous serions fixés sur leur dernier rôle en ce monde, leur puissance de dévouement et le poids sous lequel les écrasent les charges assumées.

Scheveningue. — Le 1er octobre, sur la plage. Un clair azur sans nuage, une fin d'après-midi d'été. La mer, la mer du Nord, est sans mouvements, sans rides. Au loin, sur les confins du ciel et de l'eau, deux navires devinés. Au premier plan, le sable le plus blond du monde. Malheureusement, ce sable vient finir contre un trottoir revêtu de briques, le

long d'une sorte d'autostrade nivelée, au pied d'une falaise, empierrée ou enduite de béton et de ciment. Ce n'est pas une plage, mais une sorte de citadelle sans secret, un promenoir démesuré, infini, à l'échelle de la mer, sans doute, mais qui n'est pas à celle de l'homme. Point trace de végétation, pas un tamaris. Au pied de la falaise maçonnée, le long de l'autostrade, quelques cafés. Plus loin, un *Kursaal*, relié à la jetée de fer par un pont semblable, passant par-dessus la voie carrossable.

Que peut offrir aux baigneurs, par un après-midi torride, cette chaussée de géants?

La Haye vient cependant finir aux premières maisons de Scheveningue, avec ses vertes avenues, ses jardins. Peu de capitales laissent le souvenir de se conserver dans leur ensemble si intactes, de garder leurs arbres et leurs rectangles verts. On y retrouve Ver Meer dans la nue et Van Gogh parmi les tournesols des massifs précédant ces demeures à bow-window, aux rideaux frais. Il semble que le Hollandais réalise ce que l'Anglais a rêvé. L'influence de la Grande-Bretagne est d'ailleurs ici particulièrement sensible.

Scheveningue me fait penser à une plage plus allemande que hollandaise, en dépit de sa proximité de La Haye. Par Cologne et Dusseldorf ou par Hanovre, les Allemands ont là, tout près, du sable et des vagues, plus agréables que sur la côte de la Baltique. J'évoque le grand nombre de ceux qui fréquentent en été le Midi, et je conçois l'agrément que leur procurent Cannes et le pittoresque souriant de Cagnes ou de Menton. Cette plage de Scheveningue, en été, serait, pour moi, le promenoir de la geôle de Reading et je ne saurais imaginer quelque intrigue se jouant là et qui aurait pour nous le moindre attrait. Sans doute, puis-je me tromper et les « blockhaus du *Kursaal* » abritent-ils d'hitlériens Werther et des Charlotte qui n'ont point cessé d'être à la crème. Mais le profil Krupp de cette belle plage manque de séductions pour notre latinité.

Au Mauritshuis. — La Haye possède un musée réduit, mais elle peut se flatter d'y avoir évité l'encombrement. Ce n'est pas un hôtel pour pensionnaires sans *pedigree*. J'en

connais peu qui laissent ainsi l'impression de n'avoir pas visité des « galeries », mais une *collection*.

Ver Meer de Delft et Rembrandt y sont les hôtes d'élection. Et, pour eux, nous pouvons, tout de même, regretter l'exiguité du *Mauritshuis*, l'ancienne demeure de Jean-Maurice de Nassau, gouverneur du Brésil. Ver Meer et Rembrandt mériteraient plus d'isolement qu'on ne leur en accorde. La *Vue de Delft*, de Ver Meer, est aujourd'hui, selon une formule tout américaine, l'un des tableaux dont l'estimation atteindrait les taux les plus élevés, s'il n'était, pour jamais, accroché dans l'ancienne habitation de Jean-Maurice. Longtemps Ver Meer ne fut point regardé, dit-on. J'imagine que les véritables artistes s'y attardaient, pourtant. On lui préférait Gérard Dou et Téniers au temps de nos grands-pères.

Ce sont les peintres qui ont assigné sa véritable place, désormais, au Maître de Delft. Il est étrangement jeune aussi, celui-là. Le *pointillisme*, instauré sans mesure, d'ailleurs, par Signac, se trouve pratiqué, l'on pourrait dire *inventé* par lui, pour donner à la masse d'arbres, emprisonnée entre les constructions de briques, une sorte de légèreté, de frémissement obtenus par un procédé de petits points gris bleu sur l'ensemble du feuillage qui ne se retrouve ni avant lui, ni chez aucun de ses contemporains, ni même pendant bien longtemps après sa fin.

Les personnages du premier plan semblent peints par Eugène Boudin.

Les Rembrandt sont parmi les plus vantés du monde et la *Leçon d'Anatomie*, qui est une des toiles les plus reproduites des Pays-Bas, est une de ces équations réussies, un de ces problèmes résolus, devant lesquels les générations demeurent stupéfaites. Cette *Leçon d'Anatomie*, dans laquelle nous voyons, au centre, un cadavre verdissant, dans un merveilleux raccourci, et sept personnages vêtus de noir, d'une si intense expression, nous laisse oublier le cadavre pour ne nous intéresser qu'aux vivants qui l'environnent.

Imaginez ce qu'un Espagnol, dans le même temps, nous eût laissé de cette *leçon* et quelle répugnante *anatomie* nous aurions sous les yeux, toute prête pour la vermine. Tout est parfait dans cette toile, datée de 1632, œuvre d'un

artiste de vingt-six ans et qui est celle de la maturité.

Pourtant, pourtant, dans une salle voisine (celle du *Delft* de Ver Meer), nous trouvons *Saül et David*, et aussi *Homère*, la première de 1658, la dernière de 1663, six ans avant la mort de Rembrandt, et qui est peut-être de toutes la plus surprenante, la plus émouvante de ces toiles, pour qui sait regarder. C'est une de ces œuvres comme le *Rembrandt vieillard*, par lui-même, de la *National Gallery*, dans lesquelles on ne trouve plus trace de métier. Tout ce qui s'acquiert par l'étude, tout ce qui est conventionnel, sombre, pourrait-on dire, dans une science instinctive, mais qui ne cherche plus à s'affirmer. Ce vieil aveugle, immobilisé dans la pénombre, les mains frémissantes de ténèbres, et qui reçoit sur l'épaule droite un rayon de lumière glissant sur un lambeau d'étoffe lamée d'or, donne l'impression de la plus profonde détresse et d'un faste semblable à celui que répand le soleil sur le mur d'une cellule, à travers des barreaux qu'on ne peut atteindre.

Nous sommes restés là longtemps assis.

Amsterdam. — La Ronde de Nuit. — Il faudrait pouvoir revenir en Hollande pour de courts séjours. Trois fois une petite semaine en apprennent davantage bien souvent que trois semaines passées à la suite. La fatigue ne vient pas. Et puis, ce que l'on retrouve se laisse mieux voir que ce qui n'est connu que d'après la reproduction ou les livres et qui se voit pour la première fois ; les qualités comme les défauts risquent de nous aveugler sur le reste. Ce qu'on a dit des chefs-d'œuvre doit gêner toujours, même à notre insu, pour en parler de premier abord.

Un temps qui me paraît long s'est écoulé depuis ma première visite au *Rijksmuseum*. La *Ronde de Nuit* n'était point si théâtralement présentée. Elle était placée de biais, afin de recevoir la clarté du jour du côté même où les personnages semblaient frappés par la lumière. Je dis *semblaient*, car j'ai conservé le souvenir d'une toile que tout le monde vantait ; mais à travers la brume qui emplissait le cadre, je distinguais péniblement les personnages de premier plan.

Autant certaines « restaurations » peuvent compromettre

un ouvrage ancien, autant les nettoyages, réalisés avec les moyens nouveaux et la sécurité offerte, rendent un service inappréciable à la mémoire des peintres disparus et nous permettent de comprendre et de partager l'enthousiasme de ceux qui virent ces œuvres, sinon dans toute leur fraîcheur, du moins avant la décrépitude précoce à laquelle les mauvais vernis les avaient condamnées.

La *Ronde de Nuit* est sortie de l'obscurité dans laquelle on la croyait à jamais enfouie. Elle est, de plus, comme l'étaient au Prado, à Madrid, les *Meninas*, « mise en scène ». Je sais qu'il ne faudrait point pousser le souci de pareilles présentations. Mais certaines toiles, déjà si habilement composées par l'artiste, supportent qu'on suive celui-ci dans son effort et y ajoute. Il n'est point indispensable de tomber dans le panorama, le trompe-l'œil et, par un raffinement déplorable, de placer évidemment quelque accessoire de l'époque, un tambour, par exemple, au premier plan !

La lumière électrique et l'espace, voilà qui permet au visiteur de voir et de bien voir, en toute saison, confortablement assis sur une large et longue banquette.

La main tendue du capitaine Fr. Baming Cocq est au centre de la toile. Il est le chef, il commande. Cette main ouverte, la paume en l'air, marque la certitude de ce que le capitaine énonce au lieutenant Guillaume Van Ruitenberg, son compagnon. Cette main, qui est lourde, et que le talent du peintre nous montre pourtant souple, plastique, cette main, si l'on prenait un mètre, se trouve exactement placée au cœur du tableau, comme le disque auquel sont fixées les aiguilles d'une pendule, sur le cadran. Il est impossible de garder son équilibre à la composition et son autorité en changeant de place cette main, qui paraît avoir été dessinée la première, avant toute notion de groupement, au centre géométrique. L'allure des deux soldats, le plus petit, qui se hausse par sa coiffure, et habillé de jaune, près de son capitaine tout noir, le mouvement des personnages secondaires, la petite fille vêtue, comme Peau d'Ane, d'une robe couleur du soleil, et à la ceinture de laquelle pend le coq qu'un des membres de cette compagnie vient de tuer — peut-être est-ce un prix de tir? — tout est surprise et vie.

N'oublions pas que Rembrandt (comme avant lui Franz Hals ou, en même temps que lui, Franz Hals ou Van der Helst, et tant d'autres), en composant cette toile, n'est que chargé de peindre une société de bons bourgeois qui font l'exercice, — comme les autres ont peint des corporations et des groupements analogues de leurs villes. Il reçoit rétribution de chacun de ceux qu'il a pour mission de portraicturer. Et c'est là que se manifeste d'abord une des façons du génie. Rembrandt fait table rase de ce qui fut exécuté avant lui. Il se sentirait mal à l'aise, enchaîné, s'il lui fallait rassembler ces bonshommes autour d'une table et peindre d'eux quelque portrait réel. S'il consent à donner une certaine ressemblance à deux ou trois, les autres se contenteront, ma foi, d'être visibles à demi et de savoir leur nom inscrit sur un cartouche — dans la pénombre...

Route de Paul Potter ou de Ruysdael. — Le vieux chemin, entre Amsterdam et Utrecht, que ne suivent plus guère les automobilistes, a gardé les apparences, l'atmosphère, je voudrais ajouter la saveur du passé. La route suit le canal ; parfois, elle est flanquée d'un cours d'eau sur chaque côté. Tantôt, dans la verdure, canal et ruisseau deviennent lac ou étang. Chalands, barques, voiliers, remorqueurs y glissent, magnifiques de lenteur parfois, ou d'ampleur et de richesses utilitaires. Des bicoques sont là, blotties dans les arbustes, les frênes et les saules, parmi des cohortes de dahlias, de soleils, de glaïeuls, des masses d'asters mauves ; des capucines barrent les petites allées, comme évadées d'août et retenues prisonnières des joncs voisins, émerveillés.

Le calme non mélancolique, serein de ces matins d'été qui vont se réveiller soudain dans les brumes de l'automne, ce paysage immobile que renouvellent les saisons, mais que l'homme n'a pu détruire, depuis tant de siècles, il nous semble le voir dans le cadre d'un vieux maître hollandais, mais retouché, ensoleillé, bleui par le pinceau de Manet.

Ce paysage, *construit* et dessiné à plat, sans tricherie, offre pourtant une grande variété. Le ciel y tient une place immense, ainsi que les arbres et les moindres étendues d'eau, parmi la libre végétation ou les cultures. Point de roman-

tisme, ni de barcarolles. Werther, ni Manon, ni madame de Merteuil, ni la comtesse Pietranera ne seraient Hollandais, ni Casanova, ni Voltaire. Mais quelle grande unité acceptée et quelle douceur dans les foyers aperçus, comme entre Delft et Harlem, dont chaque bow-window est rempli de fleurs coupées, tandis que passent, poussant leur charrette, les vendeurs de lait, embusqués derrière les panses de leurs récipients de cuivre luisant !

Utrecht. — Les étudiants de l'Université d'Utrecht qui ont passé leurs examens, et ont été reçus, se rendent, avant le déjeuner, ce matin d'octobre, à leur club, dans un landau. Il me semble assister à une scène du temps de Dickens. Les chevaux portent des plumets sur la tête, blancs et rouges, jaunes et blancs, verts ou bleus, conduits par de merveilleux cochers à chapeau haut de forme galonné, qui semblent avoir conduit M. Pickwick, au long de ses aventures.

Coiffés de toques de velours jaunes ou rouges, vertes ou bleues, les étudiants se sont assis à quatre ou cinq dans chaque landau. De nombreux bouquets de fleurs enveloppés de papier remplissent la capote et le coussin d'avant. Il semblerait que l'on assiste au départ d'une bataille de fleurs de casino, de petite ville. La population entoure les voitures avec gentillesse, les enfants réclament des dragées et les jeunes gens, quelques-uns habillés en jockeys, la casaque rayée, aux couleurs du plumet du cheval, sautent de voiture en abandonnant aux cochers valétudinaires leur provision d'œillets, de dahlias et d'asters.

De l'hôtel, derrière de grandes vitres, nous assisterons, vers trois heures, au défilé. Après le déjeuner, par un temps aussi exceptionnellement doux et ensoleillé, je n'ai encore jamais vu tant de gens à bicyclette. Les nuées ininterrompues d'individus de sexe et d'âge différents passent sur leur machine, frôlant presque les fenêtres de l'*Hôtel des Pays-Bas*, à un coude de rue qui bifurque sur une place. Infirmières au voile blanc, nurses au voile bleu-marine, jeunes filles, cheveux au vent, femmes, enfants, travailleurs de tous métiers, l'épaule chargée d'une poutre ou d'un panier, livreurs de magasins, toutes les classes sont mêlées dans un grand

mouvement croisé que le soleil anime, auquel les arbres si verts encore des places voisines forment un fond radieux et qui donne bien, de nos jours — sans aucune sorte d'uniforme ni insigne — par la seule confiance de tous dans la race et le pays, l'impression de concorde — d'âge d'or — que les pays *totalitaires* n'offrent point toujours.

Enfin, le cortège est annoncé par les accords d'une fanfare que je ne voudrais pas qualifier de *cirque*, mais à laquelle je serais bien embarrassé de trouver meilleure désignation. Les musiciens sont installés, avec cuivres et grosse caisse, dans une sorte de grand vieux break couvert d'un toit ciré qui les contraint à se courber. Puis viennent, montés sur les chevaux dociles, les jockeys qui forment, à une dizaine, *la garde d'honneur*. Ensuite, se montrent les landaus, le premier attelé de quatre chevaux. Les étudiants se sont assis dans la capote des voitures et, je ne dirai pas qu'ils *lancent*, mais *remettent* des fleurs aux jeunes filles qui font la haie, le long du trottoir, accompagnées ou non de quelque personne de la famille. Aussitôt après les landaus, un dernier break chargé de musiciens ferme le cortège. Les bruits de la fanfare s'éloignent pour bientôt se rapprocher. Sous le regard maternel, les jeunes filles ont les bras remplis de fleurs. J'en vois, après le second passage de la cavalcade et de ses orchestres bruyants, qui s'éloignent comme Marguerite accompagnée de dame Marthe. Mais je n'aperçois pas Faust. Peut-être porte-t-il un veston?

Le passage du Rhin. — *Gorinchem.* — Une vieille petite ville avec une porte ancienne, un clocher lourd et, presque aussitôt, le Rhin immense. Le Rhin, au bord duquel nous sommes descendus, sur la rive sinueuse, verdâtre, comme inconsistante, en dépit des vieux pavés, devant les embarcadères, que la violence du courant semble prête à emporter. Le fleuve semble coulé dans une matière dense, à peine transparente, un produit du verre et du plomb. En aval, de l'est, viennent vers nous, en nombre considérable, des remorqueurs suivis de chalands. Il semble que toute l'Allemagne gagne Rotterdam, Anvers, la Manche, les Océans. Nous attendons, sous un ciel qui se voile vers la fin de l'après-midi, le

bac qui doit nous traverser sur l'autre rive, près de Sleuvijk.

Point de pont de plusieurs kilomètres, cette fois, ni en aval, ni en amont : le fleuve seul, comme de toute éternité Des chalands noirs font sur la masse limoneuse de l'eau des taches brillantes sous les rayons atténués du soleil. L'air déplacé par le courant vient coiffer de leur fumée rabattue les hautes cheminées des remorqueurs. Il nous semble assister à une épreuve sportive entre tant de bateaux glissant vers le même but, qui échappe à notre vue.

Le bac qui va nous transborder accoste enfin, long et large, tout criant sur ses amarres serrées. Et puis, lorsque nous avons été pris en charge, la rive paraît s'éloigner. Nous n'avons pu demeurer dans la voiture. Nous allons à l'avant du bateau respirer cette odeur de fleuve charriant ses eaux tumultueuses et qui n'est point seulement grossi de l'apport de tous ses affluents, mais de ce que lui a déversé l'homme à travers les cités, de son usure, de ses humeurs, de ses eaux, de sa force créatrice... On croirait voir courir à nu la moelle d'une moitié de l'Europe.

Les fumées nous environnent, se dispersent; le soleil se fait soudain plus ardent; nous traversons quinze toiles de Boudin, à la fois, dans un accompagnement wagnérien.

Et puis, le bac aborde à de lumineux filets d'eau blonde, entre des massifs, à perte de vue, de joncs balancés.

ALBERT FLAMENT

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. Marcel THIÉBAUT, Secrétaire général de la Revue de Paris, 114, *avenue des Champs-Élysées. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT

LE MARCHÉ FINANCIER

Une violente tornade s'est déchaînée, la semaine dernière, sur la Bourse de New-York. Ses remous se sont fait sentir sur toutes les Bourses européennes. J'avais pris soin de mentionner dans plusieurs de mes précédentes chroniques, les inquiétudes que donnait depuis quelque temps le grand marché américain vers lequel avaient émigré, au cours des dernières années, tant de capitaux errants. A vrai dire, il était bien malaisé d'expliquer la cause de ces préoccupations. On supposait bien que c'était, soit la pénitence de spéculations antérieures exagérées, soit le malaise provenant d'un ralentissement sérieux de l'activité industrielle aux Etats-Unis, ou bien encore la crainte d'une nouvelle intervention sensationnelle du président Roosevelt dans le domaine de l'économie dirigée. En vérité, chacune de ces causes, et quelques autres aussi, étaient à considérer. Mais il semble bien que c'était le souci causé par la tension actuelle de la politique internationale en Europe qui a fait fondre la tornade sur le marché américain.

La répercussion qui s'en est étendue à la Bourse de Paris a ainsi, contre-balancé et même annulé l'impression satisfaisante causée par l'insuccès relatif des partis marxistes aux élections cantonales. Il en est résulté un repli assez sévère des valeurs étrangères traitées à notre Bourse tandis que les valeurs nationales manifestaient une meilleure résistance. Faudrait-il en inférer, en considérant d'autre part le léger raffermissement simultané du franc, que le courant des capitaux migrateurs est en voie de s'inverser? Ce serait, sans doute, prématuré.

En fait, nous voici, à nouveau, engagés, selon toute apparence, dans une période extrêmement troublée. Il importe, dans une pareille occurence, que les détenteurs de capitaux sachent conserver leur sang-froid et surtout évitent des erreurs de tactique irréparables.

Je ne crois pas que la situation actuelle à New-York soit une réédition de celle d'octobre 1929, par quoi se manifesta le début de la crise économique qui devait si lourdement peser, les années suivantes, sur le monde entier. Mais il est bien certain que les événements qui s'y déroulent en ce moment vont décourager la clientèle en restreignant considérablement

pour quelque temps, ses moyens d'action. Il devrait en résulter, plus ou moins rapidement, un renforcement d'activité pour les marchés européens, notamment Londres et Paris. Malheureusement, ceux-ci ont à compter, pour l'instant, avec les vicissitudes de la politique européenne qui est elle-même engagée dans un tournant dangereux.

Il faut donc attendre que ce tournant soit franchi. Il se peut que ce soit assez proche, en dépit d'obstacles paraissant infranchissables. Nous assisterions alors, ainsi que j'en ai déjà exprimé l'opinion, à un énorme et brutal ressaut de l'activité boursière où les plus avantagés seraient ceux qui auraient su le mieux s'assurer préalablement les meilleures positions. C'est de cela qu'il y a lieu de se préoccuper dès maintenant en posant, sans hâte et après mûre réflexion, les jalons les plus propices. A cet égard, les fluctuations de cours de ces derniers jours, si on sait démêler leurs tendances d'apparence contradictoire, nous apportent déjà des indications fort précieuses. L'important est que, réserve faite de l'influence politique, la situation générale ne comporte pas le retour d'une grande crise économique. S'il en est bien ainsi, comme j'en ai la conviction, de nombreuses valeurs de qualité, à leurs cours actuels, offrent l'occasion de placements particulièrement avantageux.

BOURSE DE LONDRES. — *Le marché anglais a trop de relations directes avec celui de New-York pour ne pas s'être ressenti sévèrement des fortes perturbations américaines. Sa prudence traditionnelle, d'autre part, lui interdit de revenir trop rapidement à l'optimisme. Il a donc réalisé, ces jours derniers, les valeurs transatlantiques. Par contre, les industrielles anglaises se sont rapidement dégagées et relevées, notamment les sidérurgiques et les valeurs de tabacs. Bien qu'irrégulières, les Mines d'Or se présentent mieux.*

ANDRÉ PLY,
de la Banque de l'Union Industrielle Française.

Toute demande de renseignements détaillés concernant cette chronique doit être adressée à son Rédacteur, M. André Ply, 4, rue de Vienne, Paris (8e).